1984
Version 1.3
www.economiedistributive.fr

Marie-Louise DUBOIN

Les Affranchis de l'an 2000

Quatrième de couverture – 1996

Et, si pour sortir de la crise, il fallait être capable d'innover au point de remettre en cause toutes nos habitudes économiques ? Si la survie de notre planète nous imposait une gestion commune mettant le profit au ban de la société ? S'il fallait aller jusqu'à changer la nature de nos monnaies en même temps que nos systèmes de financement ? S'il fallait même abandonner le salariat ?

C'est à cet effort d'imagination que l'auteur s'est attaqué, considérant que les illusions, les mirages sont aujourd'hui du côté de ceux qui n'osent pas voir la mutation qui s'impose. À qui ferait peur la société conviviale dont les contours économiques et sociaux sont esquissés dans cet essai écrit à la façon d'un roman ?

Avertissement

La présentation romancée des thèses économiques qui sont développées ici ne doit pas faire perdre de vue au lecteur que cet ouvrage s'inscrit dans la longue série de travaux publiés sur le sujet par Jacques Duboin. Avant la seconde guerre mondiale, et dans la l'immédiat après-guerre, cet ancien député de la Haute-Savoie, qui fut Secrétaire d'État au Trésor aux côtés d'Aristide Briand, faisait salles combles dans ses tournées de conférences. À cette époque, pourtant le chômage qu'entraîne l'automatisation des tâches de production n'était encore prévu que par un très petit nombre de gens et l'informatique, balbutiante, ne permettait guère d'imaginer ni la concertation permanente et décentralisée, ni les moyens de paiements électroniques. Aujourd'hui, au cœur de la crise, ces idées, d'une actualité brûlante, sont reprises largement au-delà de nos frontières. Il s'agit de les faire comprendre et de montrer que l'épanouissement de l'être humain n'entraîne pas forcément la destruction de la planète, ni le retour à l'âge des cavernes.

Table des matières

Quatrième de couverture – 1996
Avertissement
Table des matières
Introduction
Chapitre 1 Prises de contact
Chapitre 2 Argent et profit
Chapitre 3 La rentabilité dénature les meilleures intentions
Chapitre 4 Politique, chômage et inflation
Chapitre 5 La mondialisation de l'économie
Chapitre 6 Les bases de l'économie distributive
Chapitre 7 La mutation
Chapitre 8 La renaissance du village
Chapitre 9 La véritable autogestion
Chapitre 10 Organisation du travail
Chapitre 11 Démocratie et égalité économique
Chapitre 12 Droit de propriété et formation des prix
Chapitre 13 Un pays transformé
Chapitre 14 Changements dans l'entreprise
Chapitre 15 La famille retrouvée
Chapitre 16 L'éducation repensée
Chapitre 17 D'autres services de santé
Chapitre 18 De la gestion commune de la paix
Épilogue

Introduction

Après la publication en 1934 de son livre « Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance »[1], mon père fut très étonné de recevoir une lettre de Kou, lui demandant par quel concours de circonstances il s'était trouvé dépositaire de sa correspondance. J. Duboin s'empressa d'éclaircir tout mystère et je sais qu'ils étaient devenus de bons amis quand Kou demeura, plus tard, quelques années en France comme attaché culturel.

Bien des années ont passé, depuis, au cours desquelles les progrès techniques ont continué leur accélération. À tel point qu'il est possible aujourd'hui d'aller à bord de vaisseaux spatiaux vers des mondes lointains.

Mais quelle ne fut pas ma surprise, en triant les papiers de mon père, après sa mort, de trouver de très récentes lettres de Kou et de découvrir ainsi que cet infatigable voyageur lui avait raconté presque au jour le jour, son merveilleux voyage dans l'espace, ce voyage qui lui a donné l'occasion extraordinaire de vivre dans notre futur. C'est de cette correspondance de Kou à mon père que j'ai tiré le récit que voici.

Chapitre 1
Prises de contact

La poussée d'une fusée est capable d'expédier hors de l'attraction terrestre un engin habité. Cela, tout le monde le sait. Ce qu'on sait moins c'est qu'une erreur d'aiguillage peut arriver… et c'est l'aventure.

Celle que je viens de vivre m'a beaucoup impressionné. Parti à bord d'un vaisseau spatial faire le tour de la Lune, je me suis aperçu qu'il quittait le système solaire… et j'ai perdu conscience. Je ne sais toujours pas pendant combien de temps. Quand je suis revenu à moi, j'ai regardé par le hublot et vu un cercle blanc qui grossissait très rapidement. De plus près, j'y reconnus vite la forme de l'Europe avec l'Amérique à sa droite et l'Asie à sa gauche. Pourtant il me sembla bien que l'Afrique et l'Amérique étaient un peu plus éloignées l'une de l'autre que dans mon souvenir.

Nouvelle surprise : la voix d'une hôtesse m'annonçant qu'étant à 10 km d'altitude mon vaisseau allait prendre le régime avion et atterrir à l'heure dite à Roissy. J'eus le réflexe de saisir le micro que j'avais à portée de la main et, à tout hasard, essayai de me faire entendre. Apparemment, l'hôtesse qui m'avait parlé m'entendit, et le dialogue s'engagea. J'expliquai mon aventure et compris vite que j'arrivai sur la planète Terre d'une autre galaxie. Partageant mon émotion, l'hôtesse eut vite fait de me rassurer ; elle m'expliqua que cette planète étant faîte d'éléments semblables à ceux de la nôtre, elle avait pu prévenir mon « correspondant », dénommé Kim, qu'il m'attendrait et se chargerait d'organiser pour moi un séjour agréable et instructif, en attendant que les dispositions soient prises pour que je puisse rentrer chez moi. Dès lors, je n'eus plus d'autre souci que d'ouvrir les yeux sur ce monde inconnu, qui se révéla en avance sur le nôtre, comme vous allez le comprendre.

Survolant la banlieue de Paris, il me sembla être au-dessus d'une campagne très verte, avec quelques immeubles souvent regroupés autour d'un lac. Je ne retrouvais pas l'agglomération que je connaissais. De plus

près encore, je fus surpris de voir beaucoup moins de voitures et, chose étonnantes, aucun gros camion. Par contre, les voies ferrées que je repérais entre d'épaisses rangées d'arbres m'ont paru très chargées.

J'eus vite fait de récupérer mes bagages et me retrouvai dans le hall sans même me rendre compte qu'il n'y avait pas de douane à passer. Je me dirigeai vers le point de rencontre et, plus je regardais autour de moi, plus s'affirmait l'impression curieuse de me trouver dans un pays tout à la fois bien connu et très différent de ce que je connaissais. Les gens que je croisais étaient détendus et souriants. Et chose vraiment étonnante dans une gare, personne ne paraissait pressé.

Kim m'attendait comme prévu et son accueil fut très chaleureux. Il eut vite fait de me convaincre que je n'allais pas regretter ce supplément au programme dans mon voyage. Puis il se dirigea vers un appareil automatique pourvu d'un clavier sur lequel il tapa « Place Saint-Michel » pendant qu'il m'expliquait qu'un studio était retenu pour moi au Quartier Latin. Sur l'écran de l'appareil s'inscrivit le nombre 21 puis un mot « Gazelle » et le chiffre, 2. Kim m'expliqua que nous allions faire la route avec deux personnes. Sans bien réaliser, je le suivis et vis qu'il se dirigeait vers la sortie n° 21.

À l'extérieur, j'ai été surpris de ne pas trouver un de ces embouteillages qui encombrent si souvent les environs d'une aérogare. Il n'y avait pas non plus l'interminable queue pour les taxis. À quelques mètres de nous débouchait un tunnel d'où sortit peu après une voiture. Au-dessus de son pare-brise, sur l'écran lumineux je pus lire « Gazelle ». « Voici notre voiture » me dit Kim, et c'est à ce moment que je m'aperçus que la voiture était parvenue jusqu'à nous sans chauffeur. Devant mon air ahuri, Kim m'expliqua qu'il venait d'utiliser l'ordinateur d'un Parc de Circulation Urbaine, par l'intermédiaire du cadran sur lequel je l'avais vu pianoter. Cet ordinateur avait télécommandé une voiture pour qu'elle se dirige sur une voie spéciale, en sous-sol, vers la porte 21. Par le même procédé automatique le mot-code Gazelle, destiné à la repérer, s'était inscrit sur son panneau indicateur et comme deux autres personnes avaient à peu près au même moment demandé le même service, nous les vîmes presque aussitôt arriver. C'était un couple américain d'une quarantaine d'années, tout au

plus. Ils semblaient pleins d'enthousiasme et nous expliquèrent bien vite qu'ils venaient pour la première fois à Paris depuis leur retraite.

Après avoir chargé nos bagages, je vis Kim échanger avec le couple quelques mots, que je ne compris pas, puis se mettre au volant. Le confort de la voiture ne me surprit pas. Par contre je remarquai que le tableau de bord comportait un nombre important de compteurs et un clavier. Mais j'étais déjà tellement dépaysé, que je n'eus pas le courage de demander des explications. Je me laissais vite aller au plaisir d'admirer le paysage, d'autant plus agréable que le moteur était silencieux et que la route n'était pas trop encombrée. Je remarquai l'absence de ces énormes panneaux publicitaire qui enlaidissaient souvent les abords des villes. « Ah, qu'il fait bon vivre ici », pensais-je en me réjouissant à l'idée d'y faire un séjour qui s'annonçait plein d'intérêt.

Après un peu plus d'une demi-heure de route, Kim arrêta la voiture pour déposer nos passagers, qui glissèrent, dans une fente du tableau de bord, une carte qui en ressorti aussitôt. Nous leur souhaitâmes un excellent séjour. Quelques minutes après, nous étions Place Saint-Michel. Je la reconnus aisément à sa belle fontaine. Kim rangea la voiture le long du trottoir, nous prîmes mes bagages et je vis Kim glisser sa carte dans la fente d'un parcmètre, et la récupérer.

On peut rester plusieurs heures ? lui demandai-je.

L'air étonné de Kim me montra que je m'étais trompé. Après réflexion, il m'expliqua qu'il ne s'agissait pas d'un parcmètre, mais d'un terminal, par lequel il indiquait où et quand il laissait la voiture, et qui débitait son compte du prix de notre course.

Après m'avoir installé dans un petit appartement très coquet, Kim me laissa me reposer en me prévenant qu'il viendrait me chercher pour dîner.

Que de nouvelles surprises me réservait la soirée organisée par Kim pour le soir de mon arrivée ! Il m'expliqua qu'il estimait que la meilleure façon de me faire découvrir son pays était de me faire rencontrer des gens très divers, de bavarder d'abord avec eux, puis de leur rendre visite chez eux, pour partager un peu leur vie. Il avait donc annoncé mon arrivée à

certains de ses amis, et ceux-ci avaient réagi très vite puisqu'ils avaient proposé que nous dînions tous ensemble chez deux d'entre eux, dès le premier soir, afin de faire connaissance.

Comme nos hôtes habitent Paris, nous avons pris le métro pour aller chez eux. Là, je ne fus pas dépaysé. Le réseau est à peu près le même que celui que je connais. J'eux cependant la surprise de constater qu'il était gratuit. Les rames passent assez fréquemment. Je ne m'étonnai pas de les voir entièrement automatisées, mais je fus surpris de trouver très propres les wagons. Les murs des couloirs sont décorés de grandes affiches. Comme j'ai l'habitude d'en voir, je n'y faisais pas attention. Mais au bout de quelques temps je me suis aperçu que ces affiches n'étaient pas de la publicité de marques, mais présentaient des informations variées et parfois très amusantes à regarder. Certaines annonçant une exposition temporaire. Une autre proposait la formation d'un orchestre et réclamait des participants.

Philippe et Gabrielle Andin m'accueillirent chez eux à bras ouverts, comme l'ami qu'on attend depuis longtemps. Philippe, qui a plus de 70 ans, est spécialiste de Droit International. Sa femme Gabrielle, un peu plus jeune que lui, a été grand sujet à l'Opéra.

Quatre personnes étaient là avant notre arrivée. Marie et Jean Maury sont des agriculteurs d'une soixantaine d'années, venus, pour quelques jours, de leur village pyrénéen. Nicole Boisrond était arrivée elle aussi de province où son mari Michel est resté avec leurs trois jeunes enfants. Et Florence Renard, une jeune femme de 23 ans, est journaliste, après avoir fait, je crois, bien des métiers en peu de temps.

Très aimablement, nos hôtes trouvèrent quelques paroles flatteuses lorsque je fus présenté et surent mettre tout le monde à l'aise. Nicole entreprit de me faire parler du fantastique voyage que je venais de faire.

Arrivèrent alors « les banlieusards », comme dit Florence. Il s'agit de Christine et Bernard Simon. Ce dernier est médecin. Sa femme, Martiniquaise exilée depuis longtemps, a été infirmière. Ils ont deux enfants d'une quinzaine d'années qui, paraît-il, participent ce soir à une « boum ».

Juste après eux furent introduits Hélène Teillard et Serge Dumas. De toute évidence, un couple d'intellectuels. Kim m'avait parlé d'eux en venant, car il était prévu qu'ils m'accompagnent dans le voyage que je ferai, au cours duquel je rendrai visite à tous ces amis. Je savais ainsi qu'ils étaient tous deux professeurs à l'Université, lui en économie politique et elle en sociologie.

Les derniers arrivés furent les Chapuis. Louis est ingénieur et sa femme Danièle est professeur au lycée.

Tandis que Philippe offrait des boissons diverses, j'observais mes nouveaux amis. Je fis une remarque qui me surprit : leurs vêtements. Ils étaient tous habillés de façon très différente, comme si chacun avait surtout cherché à être « bien », sans se préoccuper des canons d'une mode qui n'apparaissait vraiment pas. Peut-être leur aisance venait-elle en partie de là ?

Je n'eus guère le temps d'approfondir, tant je fus vite assailli par mille questions qui déferlaient de toutes parts, me pressant de raconter quelle est notre vie en France. Ce que j'entrepris de faire de mon mieux lorsque notre hôtesse nous eut placés autour d'une table bien garnie.

Je commençai avec enthousiasme. J'expliquai pêle-mêle que nous avons des lignes aériennes capables de nous faire faire le tour du monde dans le plus grand confort. Que la télévision par satellite nous donne instantanément des images du monde entier. Que nous sommes nombreux à posséder un appartement douillet, une ou deux voitures, une résidence secondaire en montagne pour aller faire du ski quinze jours en hiver. Mais que l'été nous sommes encore plus nombreux à aller nous dorer sur les plages de la Méditerranée. Que la médecine a fait des progrès formidables, qu'on sait même greffer un cœur, remplacer des yeux. Que l'automatique, l'informatique… sont en train de nous préparer des usines sans ouvriers, puisque déjà des robots fabriquent des robots.

Mon auditoire m'écoutait avec un intérêt poli, si bien qu'emporté par ma verve, j'entendis mal la question que me posait discrètement Hélène, ma voisine. Elle demandait combien nous sommes d'habitants sur la Terre.

— Environ quatre milliards.

— Et vous profitez tous de ces conditions de vie ?

Je ne m'attendais pas à cette question et je dus reconnaître que j'avais décrit les moyens dont disposent mes semblables en Occident.

— Êtes-vous nombreux ici ?

— Cent, deux cents millions. Plus…

— Et comment vivent les autres ?

— Moins bien. Ils sont en voie de développement.

— Que font-ils ? Comment vivent-ils ?

J'étais de plus en plus gêné pour répondre. Mais j'avais dit que nous avions d'excellents moyens d'information. Pressé d'être plus précis, je dus avouer que près d'un milliard d'être humains sont totalement démunis, que des millions meurent de malnutrition.

Un grand silence accueillit mes paroles. J'étais si mal à l'aise que Kim essaya de me venir en aide en me demandant :

— Au moins vous avez su mettre fin à la Seconde Guerre Mondiale ? La Paix règne sur la Terre ?

— Euh… Oui. Non.

— ?

Je bafouillai un peu, mais dus cependant expliquer que des conflits armés prennent souvent naissance, ça et là, mais pas chez nous : au Moyen-Orient, en Amérique du Sud, sous forme de coups d'État, dans les pays les moins industrialisés.

Je lisais de plus en plus la commisération dans les yeux qui m'observaient. Quelqu'un questionna :

— Mais vous nous avez dit qu'ils sont dépourvus de tout, qu'ils meurent de faim. Comment ont-ils donc de quoi s'armer ?

— Les pays industrialisés ont des armes de plus en plus perfectionnées… et… euh… nous… nous … leur en vendons. Enfin, je veux dire, les pays du Tiers Monde nous en demandent, ils nous les achètent.

Gagné à nouveau par la fierté de ce que nous savons faire, je me surpris à décrire nos progrès foudroyants, à leur raconter que nous fabriquions des fusées intercontinentales dont la portée atteint 12 000 km, leur pouvoir explosif, 20 millions de tonnes[2]. Que des fusées nucléaires sous-marines de 8 000 km de portée ont un pouvoir explosif d'un million de tonnes. Qu'il existe un millier de missiles de haute précision : celle d'un missile SS20 à trois têtes nucléaires indépendantes, tiré à partir d'une plate-forme mobile, est d'environ cent mètres. Au total, il existe 15 000 ogives nucléaires stratégiques dans le monde, dont celles des 500 bombardiers à long rayon d'action. Et j'ai oublié le nombre de missiles de croisière, avions sans pilote dont le rayon d'action est de 2 400 km. Emporté par mon élan, je ne prêtais plus attention à mon auditoire, si bien que c'est brusquement que je réalisai que tous me regardaient avec une stupeur mêlée de commisération. Je me tus et le silence écrasa notre amicale réunion.

Je plongeai le nez dans mon assiette sans plus savoir quelle contenance prendre. Puis quand enfin j'en eus le courage, je regardai Kim placé en face de moi. Je surpris ainsi le regard qu'il échangeait avec nos hôtes, lesquels semblèrent lui donner des yeux un accord.

Alors Kim commença, timidement :

— Mon Ami, mon frère, nous avons tous senti le malaise qui est le tien. Mais nous savons ce que c'est. Alors permets moi de t'expliquer ce qui s'est passé ici.

Nous étions il y a quelques années dans la situation que tu décris. Nous étions fous. Nous avions les moyen de prendre conscience de la criminelle bêtise dont faisait preuve les pays nantis, mais nous étions aveugles.

Kim parlait avec un peu de réticence, les mots lui venaient mal.

— Pour ne te citer qu'un chiffre, mais qui en dit long, je me rappelle que les dépenses mondiales en armements dans ce monde ont atteint un million de dollars… PAR MINUTE[3].

— Par minute ?

— Oui, calcule : plus de cinq cents milliards de dollars par an.

Et ce qui parait incroyable aujourd'hui, c'est que nous avons vécu longtemps, bercés par une propagande éhontée qui nous expliquait que c'était pour éviter la guerre qu'on s'armait ainsi ! Chaque peuple était censé avoir son ennemi attitré qui, parce qu'il était armé, l'obligeait à s'armer. La folie collective, quoi ! Bien entretenue.

Nous avions ces multiples conflits, des troubles, sans cesse, ou presque, et des coups d'État. Mais longtemps nous avons su maintenir ces conflits loi des pays civilisés qui fournissaient les armes mais pas les victimes. Et puis, un beau jour, l'inévitable arriva. Un des pays du « Tiers Monde » déclencha un conflit contre son voisin mais on comprit peu à peu qu'il était, en fait parti en guerre contre ce que nous appelions « notre civilisation ». Usant des armes que nous lui avions fournies, il les utilisa non pas directement contre nous, notre réplique aurait fait sauter la planète, mais pour saper notre économie, en détruisant les matières premières que nous exploitions sans vergogne. Cette guerre a bien failli nous asphyxier en nous privant brutalement de tout ce qui nous était devenu vital.

Quel cauchemar nous avons vécu ! Les deux guerres mondiales précédentes n'étaient rien à côté. Pas même les bombes atomiques lancées sur le Japon ! Toutes les valeurs humaines s'étaient effondrées. Toute la vie économique s'était arrêtée, on ne pouvait plus avoir confiance en personne. On n'osait même plus sortir de chez soi car n'importe qui était capable de tuer, par peur, le premier qui s'approchait.

C'est triste, mais il faut le reconnaître : c'est la peur de ne pas survivre à cette folie collective qui nous força à réfléchir et à agir avant qu'il ne soit trop tard. Sans ce sursaut de bon sens, la planète ne serait plus là !

En face de moi, le doyen de cette réunion, Philippe Andin, interrompit Kim pour essayer d'atténuer ses paroles.

— Tu oublies de dire que bien des efforts avaient été faits, même au plan mondial, pour essayer de tempérer !

Assise à ma droite, Danièle Chapuis me glissa dans l'oreille que Philippe avait occupé jadis une fonction internationale important. Il continua en s'adressant à moi.

— Dès la Première Guerre Mondiale, nous avions créé une société internationale chargée de maintenir la Paix. La Société des Nations échoua parce que notre humanité fut prise de court devant une situation économique qu'elle n'avait pas su prévoir… ALORS QU'ELLE L'AVAIT PRÉPARÉE : c'est la grave crise qui survint une dizaine d'année après la création de la S.D.N., et que nous appelons la « Grande Crise ». À cette époque, les progrès techniques venaient de faire un brusque pas en avant, si bien qu'on avait produit, grâce à à ces nouveaux moyens, une énorme quantité de biens de consommation dont on ne savait que faire. Leurs prix avaient donc baissé, d'où un nombre énorme de faillites ; et d'autre part, puisqu'on avait tant produit, on a cessé de produire. Alors il y eut des chômeurs partout. Ce qui aggrava les choses car, ne touchant plus de salaires, les « sans travail » n'achetaient toujours pas la production qu'on déclara « excédentaire ». Ce fut la Paix mondiale qui fit les frais de notre manque d'imagination. Le remède à cette fameuse « Grande Crise » se résume en trois chiffres : à cette époque, il y avait 30 millions de chômeurs dans le monde ; dix ans plus tard il y avait 30 millions de soldats mobilisés ; après cinq ans il y avait eu plus de 30 millions de morts. Et après avoir ainsi supprimé à la fois chômage et surproduction, on prit bien garde de ne plus produire que ce qu'on avait espoir de vendre. Et le plus cher possible, bien sûr.

Un autre convive intervint :

— Après cette Seconde Guerre Mondiale, on fit des efforts pour reconstituer une Société des Nations plus efficace. L'Organisation des Nations Unies tint bon plus longtemps. Elle intervint à plusieurs reprises pour maintenir des « cessez-le-feu » pendant que des négociations étaient entreprises…

— Il y eut beaucoup plus d'organismes internationaux, reprit Philippe, que la seule O.N.U. Dans tous les domaines on fit des efforts pour créer des sociétés d'entraide, des sociétés de défense des droits de l'homme, des sociétés culturelles, des conférences sur le désarmement, ou sur un nouvel ordre économique mondial, plus juste. Toutes publièrent de très belles déclarations qui rassuraient sur leurs intentions. Toutes prirent, en général, d'excellentes résolutions.

— Eh oui, mais jamais appliquées…

— Mais pourquoi ne les appliquait-on pas ? demandai-je timidement.

— C’est exactement la question qu’il fallait poser. Mais bien rares sont ceux qui osèrent, en allant au fond des choses. Et ceux qui eurent ce courage, comprirent qu’il fallait remettre en question les règles économiques ; alors ils furent bien vite qualifiés d’incorrigibles rêveurs, « d’utopistes » parce qu’un tel changement était alors impensable !

Kim reprit la parole :

— C’est la nécessité qui nous poussa, lorsque notre monde se vit perdu. Le conflit que j’ai évoqué tout à l’heure précipité les choses de façon dramatique : il causa encore des milliers de morts et détruisit une bonne part des richesses naturelles de la planète. Sans lui, je ne sais pas combien de temps encore aurait pu se maintenir ce que nous appelons « l’ancienne société », ni dans quel état nous serions aujourd’hui. Avec le recul, nous savons que nous n’avions que cette alternative claire : le changement radical que nous avons opéré ou la destruction irrémédiable du globe. Nous avons eu la chance qu’une prise de conscience nous ait permis d’attaquer le mal à sa racine.

Chapitre 2
Argent et profit

— Et quelle est cette racine qu'il fallait arracher ?

Je ne m'attendais pas à un tel tumulte. Je crois bien que tous mont répondu à la fois. Dans le brouhaha, je ne distinguai que des mots : l'argent, le profit, la compétitivité, l'appât du gain, la rentabilité, la loi du marché, la recherche de l'équilibre budgétaire… Mais quand mes nouveaux amis virent mon air ahuri devant leur désir de m'expliquer, ils éclatèrent de rire, et moi aussi. Alors notre hôte proposa qu'on fit un tour de table pour que chacun ait l'occasion d'exprimer son point de vue.

La parole fut donnée à jean Maury, le montagnard, paysan aux traits burinés par le soleil, qui s'exprimait lentement, en pesant ses mots :

— Chez nous, depuis toujours, on est paysan… de père en fils… La Cerdagne, c'est une plaine unique en son genre. Même quand l'hiver est long, le soleil est chaud. Et les troupeaux y étaient nombreux. Et beaux. Les parents m'ont appris à tirer parti de la terre. Cela fait des générations et des générations qu'on l'aime, qu'on la soigne…

On n'était plus qu'une trentaine d'agriculteurs à Bolquère quand on a compris, brusquement, que c'était fini. Qu'on était les derniers. Pas un des jeunes pour assurer la relève ! À la maison, le fils aîné est parti le premier, quand il a été embauché au « remonte-pente ». Perche-man, qu'il disait… Il travaillait quelques semaines en hiver. Pour pas cher. Mais ça lui suffisait. En plus, l'été, parfois, il faisait des balades avec des touristes, quand il en trouvait qui ne savaient pas se promener tout seuls… ou qui le payaient pour voir de près ce qu'était un fils de paysan !

Le deuxième est parti à Toulouse. Il s'est marié. Il a fait toute sorte de métiers. Tu te rappelles, Marie ?

— Ah oui, à chaque fois qu'il débutait il nous racontait qu'il allait gagner des sommes folles, faire des choses formidables… Et puis on n'avait plus de nouvelles jusqu'au prochain essai…

— La fille, reprit Jean, s'est embauchée dans un hôtel, pour apprendre je ne sais quoi au juste.

C'est quand un homme élégant, un promoteur, il s'appelait, est venu me proposer d'acheter notre terre du Pla des Aveillans, pour une somme folle, que j'ai compris. Le terrain était devenu une fortune. Tellement, que ça rapportait bien plus de le vendre que de l'exploiter toute la vie. Alors, les enfants ils attendaient. Ils savaient qu'un jour ou l'autre, on ne pourrait plus. Ils croyaient qu'en transformant le village en station, et les champs en béton, ils en seraient les rois et gagneraient des mille et des cents, sans trop rien faire.

Ils ont compris, eux aussi, mais trop tard…

Quand les Espagnols sont venus construire les immeubles, ça allait encore. Le bâtiment, c'est aussi dur que la culture et l'argent de la vente, il en restait. Mais quand les hôtels, les restaurants, les « boîtes » se sont ouverts, ils avaient déjà embauché leur personnel. Plus « qualifiés » que les gars du pays. Pareil pour les emplois de moniteurs. Et l'agent mis de côté avait complètement fondu.

On avait tout perdu : les terres, les bêtes, la paix… et l'argent. Les promoteurs nous avaient tous eus… Et de toute façon, on n'aurait pas pu continuer à vivre de la terre. Même en se regroupant, on n'arrivait plus à vendre ce qu'on produisait. Même la viande. Même le lait. L'État nous en achetait bien, mais pas assez.

On en a eu encore la preuve un peu plus tard. Un groupe de jeunes avaient acheté un mas en ruines, qu'ils avaient un peu arrangé eux-mêmes. Et puis, ils s'étaient mis à élever des chèvres, à faire des fromages. Au début, on ne les avait pas tellement bien reçus, on pensait « ils ne vont tout de même pas faire mieux que nous, eux qui n'y connaissent rien ». Mais quand on a vu tout le mal qu'ils se donnaient pour vivre au pays, que nos jeunes avaient lâché… on leur a donné… des conseils ; on les a même aidés ; on avait fini par vouloir qu'ils arrivent. Mais ils n'ont pas pu. Ils ne vendaient pas assez de fromages et ici la terre ne peut pas tout produire. Ils avaient attiré d'autres jeunes, formé une « commu » comme ils disaient, où ils avaient organisé un « tour » afin que chacun aille passer quelques mois

en ville, travailler à n'importe quoi, pour rapporter de l'argent à la communauté. Mais quand l'un des gosses a été bien malade, ses parents sont retournés à la ville, vivre chez les grands-parents. Et les autres ont tous renoncé, pas longtemps après…

Cela nous a fait réfléchir… D'autant qu'on avait le temps ! On s'est réuni, on a bavardé, autant qu'avant qu'il y ait la télé.

Hélène introduisit ici un commentaire :

— La production agricole ne pouvait plus faire vivre décemment que les gros producteurs, parce qu'il fallait que toute entreprise soit rentable, compétitive sur le marché. Ceci impliquait d'abord de gros investissements, donc des emprunts bancaires, puis des traites à payer, et pour longtemps. Ce qui explique comment on en était arrivé à une production « industrielle », entièrement orientée vers le rendement, et où les marchands d'engrais et autres produits chimiques destinés à accélérer la prise de poids des animaux, faisaient la loi. Les petits paysans, ceux qui, comme les montagnards, étaient mal placés, n'ont pas pu suivre. Ils ont été dépassés, puis éliminés de cette compétition.

Jean reprit :

— On s'est dit que l'amour de la terre, l'attachement au pays, le goût du travail bien fait, tout ça, finalement, ça venait après la nécessité d'avoir de l'argent. Et que c'était bien dommage. Mais, bien sûr, quand le blé ne se vend plus, parce qu'il n'y a plus de clients, on ne sème plus. Et la terre en friche, transformée en béton, elle fait gagner de l'argent. C'est le mot qui revenait tout le temps.

Tellement tout le temps qu'on a fini par se dire qu'il faudrait pouvoir le supprimer. Et trouver un truc pour produire selon les besoins, pas selon les cours des marchés.

Ceci nous a paru encore plus évident quand on a entendu parler de la famine au Sahel, je ne sais plus quand. On voyait ces jeunes ici qui ne demandaient qu'à cultiver la terre et à faire de l'élevage. On savait aussi que transporter des quantités de marchandises, ça se faisait couramment… Mais au Sahel ceux qui mouraient de faim n'avaient pas d'argent. Et ici ceux qui produisaient… ne pouvaient pas vendre.

Alors, forcément, quand on a entendu dire qu'on avait trouvé un moyen pour que l'argent n'ait plus cette toute puissance, on a eu vite fait d'être d'accord…

Je n'eus pas le temps de demander quel était ce moyen : Nicole Boisrond, assise à droite de Jean, le relaya immédiatement. Danièle eut juste le temps de me préciser que Nicole et son mari habitent Troyes où Michel est ouvrir.

— Ah, l'argent, ne m'en parlez pas ! C'est pour en gagner plus qu'on a quitté le bourg. Quelle illusion ! Et quand je pense à ce qu'il a fallu suer pour en gagner ! Et jamais assez. Le refrain : l'argent. Il en faut pour ici, il en faut pour ça. On aurait besoin de ça. Et puis pour Noël il leur faut au moins ça. Et la voiture. Et les vacances… Alors je trimais du matin au soir à la bonneterie et presque du soir au matin à la maison. Juste un temps de répit, pendant le repas du soir, parce qu'on le prenait en regardant la télé. Le samedi, c'était les achats pour la semaine, la lessive, le ménage. Et le dimanche, la route, pour aller voir les grands-parents. Alors pour se reposer on attendait les vacances où on partirait avec la caravane au bord de la mer. Le reste du temps, c'était toujours la course et on était tellement fatigués qu'on n'avait plus rien à se dire. On vivait comme des bêtes, on collectionnait les heures supplémentaires et tout l'argent gagné partait, on ne sait pas à quoi.

Et puis, un beau jour, ma boîte a été en difficulté. Plus de commandes. On nous a annoncé que notre atelier fermait et que nous, on était au « chômage technique ».

Plus qu'un seul salaire, avec toutes les traites qu'on s'était mises sur le dos : la maison, la voiture, la caravane, la télé… il fallait absolument que je trouve un moyen de gagner de l'argent. Toujours ce refrain !

J'ai eu la chance, grâce à des copains, de trouver tout de suite de l'embauche dans un supermarché. Mais ça n'a pas duré, j'ai été mise à la porte parce que je m'étais engueulée avec mon chef. À propos de l'étalage, sur les rayons. Il m'avait vaguement dit où placer les choses, mais comme je connaissais pas mal les produits pour les avoir essayés, j'ai fait à mon idée et mis bien n évidence les plus intéressants. Quelle histoire ! Mon chef

a voulu que je refasse tout, que je place sur le dessus une marque qui vend des cochonneries, et que je cache l'autre, celle qui fait de bons produits. Moi, je lui ai expliqué pourquoi il fallait plutôt faire autrement… Il a fait mettre en toutes lettres sur ma lettre de licenciement que j'avais été « insolente ». Et du coup, pas d'indemnité. J'ai su après qu'il touchait un pourcentage de la part du représentant du produit qu'il voulait à tout prix placer aux clientes. L'argent pourrissait vraiment tout et partout !

Rien à faire, après, pour retrouver du travail. Il n'y en avait plus nulle part. Et il n'y a pas que mes anciens collègues qui en cherchaient. Qu'est-ce qu'il y avait comme jeunes à l'Agence ! Et même de diplômés avec des BTS de « gestion des entreprises » qui se battaient pour une place mal payée de caissier à Mammouth !

On m'a pourtant proposé une place, bien payée… mais dans une usine électronique pour l'Armement. Alors j'ai pensé à mes fils. Je me suis dit que si j'aidais à fabriquer des armes, il y avait des chances pour que ces armes soient utilisées un jour par des soldats, contre d'autres. Et que ce seraient peut-être mes fils. Ou ceux d'autres femmes comme moi. Michel a mis du temps à l'admettre, parce qu'il militait au syndicat où on disait qu'il fallait créer des emplois à n'importe quel prix et défendre tous ceux qui existaient, même ceux des usines d'armements.

Au début, on a cru que ce serait une catastrophe. Qu'on n'arriverait pas à joindre les deux bouts. Alors je me suis dit que j'allais devoir compter. C'est comme ça que j'ai appris à réfléchir, à me demander si on avait vraiment besoin de ce qu'on me présentait comme une merveille indispensable. Je me suis mise à faire des tas de choses moi-même, au lieu de les acheter. Je me suis aperçue que non seulement c'était économique, mais que ça permettait de faire des choses variées, amusantes, d'innover. Et comme j'étais en général moins pressée, j'ai trouvé le temps de faire connaissance avec des voisines. J'ai découvert ainsi qu'elles avaient les mêmes problèmes que moi. Et on a appris à s'entraider. Peu à peu, on a su s'organiser, se transmettre des « tuyaux ». C'est incroyable ce que ça m'a fait du bien de parler avec d'autres. Je racontais ça le soir, à Michel et aux enfants. Il nous est même arrivé d'oublier de brancher la télé… Comme j'avais du temps pour faire les courses en semaine, un samedi on a

entrepris de refaire nous-mêmes les peintures. Avant on aurait cherché quelqu'un pour le faire faire au noir. Là, on s'y est tous mis et les enfants y ont pris goût. Tellement qu'après, ils ont voulu aider à la décoration. Maintenant c'est devenu une habitude : quand ils veulent quelque chose, ils se demandent d'abord comment ils pourraient le fabriquer eux-mêmes. Même Michel s'y est mis, à la maison : il nous a fait des choses alors qu'il s'en croyait incapable. Simplement, il a pu y mettre le temps. Ainsi une année, on n'est même pas parti en vacances. Je crois qu'on ne s'était pas jamais si bien entendu. On a lu un tas de livres intéressants, on a visité plein de choses aux environs, qu'on ne connaissait pas. On a été heureux ensemble et on a dépensé trois fois moins que l'année d'avant !

Ce changement de vie nous a bien aidés à réfléchir. On a vite compris, comme Jean, comment on se faisait « avoir » par la publicité. Que c'était les publicités, les réclames, les étalages, la télé, les vendeurs avec leur « promotions », leurs « occasions à saisir »qui nous poussaient à vivre d'une certaine façon, comme tout le monde, et en courant toujours après quelque chose. On se sentait forcés à acheter, à consommer, et à jeter. Un véritable gâchis organisé par une foule de gens dont c'était l'intérêt : ils gagnaient leur vie à nous pousser à gâcher la nôtre !

J'ai appris à m'informer, à poser des questions, à juger, avant de choisir.

Voilà pourquoi, conclut Nicole, quand on a compris que dans le nouveau régime les gens n'auraient plus d'intérêt à nous pousser pour forcer nos choix, on a vite été d'accord. Ce qu'on estimait important, justement, c'est que les choses soient faites pour être bien faites, pour être utiles, pour servir le mieux possible.

Je vous garantis qu'on ne se porte pas plus mal depuis qu'on sait pourquoi on fait les choses et qu'on sait qu'elles sont utiles !

Il y a un autre aspect de l'ancienne société qui nous a ouvert les yeux, reprit-elle après réflexion. Michel travaillait dans une usine d'appareils ménagers et il s'est mis, à l'époque, à bavarder avec des copains d'autres services, rencontrés au comité d'entreprise. Il a fait des découvertes dont il était loin de se douter. Il a appris, par exemple, que

plusieurs ingénieurs du bureau d'étude n'avaient d'autre travail que de trouver des alliages moins bon que ceux qu'on utilisait, afin que certaines pièces lâchent plus vite et que l'appareil tombe en panne. Au début, c'est simple, il ne les a pas crus. Mais ils lui ont expliqué que leur travail était difficile, qu'il fallait calculer, doser, pour que l'alliage tienne pendant la durée de la garantie de l'appareil. Parce qu'alors, c'est la maison qui payait la réparation. Mais il fallait qu'il cède peu après, pour que l'appareil soit hors d'usage. D'autres ingénieurs avaient défini quelle était la pièce qui devait sauter, et au besoin casser les voisines pour que l'appareil soit irréparable. Un jour, il en a parlé à un copain, réparateur chez un électricien. Il a confirmé. Il lui a dit : « Tu n'as qu'à observer les pannes. Pendant la garantie, c'est pas souvent grave, mais après, la plupart du temps, on te fait changer l'appareil. D'ailleurs, je me souviens avoir voulu faire réparer son beau rasoir électrique qui ne marchait plus. Le gars m'a dit « rien à faire, on ne trouve plus les pièces, vous pensez, il a trois ans ! » J'ai compris que c'était comme ça pour tout. Vous trouvez normal qu'on fabrique des appareils pour qu'ils cassent ?

— En fait, lui répondit Louis, l'ingénieur, cette recherche du meilleur moyen d'empêcher les objets qu'on fabriquait de durer au-delà d'une limite fixée, occupait souvent une part très importante du travail d'un bureau d'études. Sans compter toutes les découvertes, qui auraient pu être intéressantes au point de vue de l'économie générale, dont on achetait à prix d'or les brevets pour empêcher qu'un concurrent en prenne le marché. Vous connaissez tous l'histoire des ampoules électriques. Quand on a trouvé le moyen de fabriquer des ampoules ultra économiques, qui en ne dépensant que quelques watts éclairaient mieux que les lampes à incandescence de cent watts et qui, en plus, pouvaient durer, sans défaillance, bien plus longtemps, les fabricants se sont mis d'accord pour ne pas les proposer au public. Ils avaient calculé que le marché serait trop vite saturé. Vous voyez à quel gaspillage d'énergie conduisait le système économique d'autrefois, basé sur le marché !

À ce moment, chacun voulut intervenir pour citer un exemple qui lui venait à l'esprit. Danièle se rappelait qu'on avait réussi à diminuer la durée d'écriture des stylos à bille, Bernard parla des lames de rasoir[4], etc.

Quelqu’un cita celles que Ralph Nader avait dénoncées aux Etats-Unis, par exemple ces 34 millions de dollars par an volés aux consommateurs par la simple injection d’eau dans les poulets. Un autre renchérit alors sur les veaux gonflés aux hormones, en France, etc.

Nicole, devant cette progression d’exemples remarqua :

- Mais pourtant, en lisant les publicités, on ne pouvait pas deviner que tant de calculs sordides cachaient pareilles combines !

Chapitre 3
La rentabilité dénature les meilleures intentions

— Eh bien, tu n'étais comme à peu près tout le monde, lui répondit son amie Florence. Moi, qui ai travaillé dans la publicité, je t'assure que l'idée qu'on s'y faisait du client n'était pas flatteuse. Tous les moyens étaient bons, pourvu qu'ils fassent vendre, et vraiment n'importe quoi ! Un gâchis bien organisé, utilisant des types très compétents qui avaient observé, par des études sociologiques fort bien menées et avec de grands moyens, quels étaient les meilleurs « trucs » pour mettre les gens en condition et les forcer à acheter. Et pour arriver à cela, on prenait souvent les gens pour des imbéciles… et ça réussissait.

Elle poursuivit :

— Quand j'ai décroché mon diplôme de sociologie, j'ai été embauchée par un promoteur. J'étais très contente, parce que je m'imaginais que j'allais avoir à faire des enquêtes sur les besoins au point de vue logement. Je me voyais un travail intéressant, dégageant les impératifs dont il faut tenir compte pour réaliser des ensembles où il fasse bon vivre. Quelle illusion ! J'ai vite compris que mon patron se fichait totalement que se clients soient bien ou pas dans ses maisons ! Son problème était de les pousser à acheter, au double du prix raisonnable, des maisons qu'il avait fait dessiner une fois pour toutes. Il faisait même mine d'étudier le terrain du client, mais en réalité il n'y faisait aucune recherche. Après quoi, il lui expliquait que la maison qu'il proposait avait été parfaitement adaptée à son cas particulier. Et mon rôle devait être de deviner, après avoir vu le client, quels étaient les boniments à lui raconter pour le décider et… quelle était la forme des poignées de porte qu'il fallait placer sur la maison-témoin pour mieux le séduire !

— En « marketing » intervint Hélène, rien n'était laissé au hasard et les consommateurs faisaient les frais de coûteuses études engagées pour les pousser à acheter. Un bon marketing reposait en effet sur des études

très sérieuses auxquelles participaient techniciens, économistes, sociologues, statisticiens et psychologues. On analysait non seulement le produit à vendre, l'état du marché et des produits concurrents, mais aussi l'image à donner du produit pour plaire à une clientèle potentielle étudiée systématiquement jusque dans ses réactions les plus réflexes. L'agressivité de ce monde du marché était telle qu'il avait adopté le vocabulaire de la guerre : le client était un cible, savamment épiée et la stratégie consistait d'abord à définir un créneau par où attaquer. Parfois, au lieu de prendre l'ennemi de front, on décidait de le segmenter, d'attaquer ensuite chaque segment, par vagues successives. Le produit devait être positionné, il fallait lui donner un nom, un emballage, un réseau de distribution et faire en sorte qu'il apparaisse différent des autres, c'est-à-dire qu'il fallait définir sa propre image de marque. Et puis il fallait déterminer son prix. Et cela ne résultait pas du tout, comme tant de braves gens le pensaient, du calcul de son prix de fabrication, augmenté d'une marge bénéficiaire légitime. Le prix de bien des produits non indispensables était surtout psychologique : trop bas, le produit aurait été considéré comme de la camelote, selon un réflexe trop répandu chez les consommateurs ; trop haut, il risquait tout de même de se vendre mal. Et puis les prix devaient permettre de récupérer tous les frais engagés pour pousser les consommateurs à acheter et fournir des revenus à tous les intermédiaires de la distribution. Ceux-ci pouvaient couramment amener à tripler le coût de fabrication. Enfin bien des prix étaient faits « à la tête du client » c'est-à-dire du quartier. L'école des Hautes Études Commerciales[5] a montré, à la suite d'une enquête, que le même pull Shetland était vendu 39 F Bd Rochechouart, 111 F Bd Haussmann et 400 F sur les Champs Élysées… Si les prix avaient été inversés, les pulls ne se seraient pas vendus…

— Je comprends, intervint Louis, qu'après avoir fait des études de sociologie, on soit déçu, comme l'a été Florence, de les utiliser à ces fins mercantiles ;

Mais, dans tout autre domaine, c'est bien un peu le même sort que j'ai eu.

Se tournant vers moi, Louis poursuivit :

— Je ne pensais pas non plus, étant étudiant, que mon travail allait consister à me ruiner la santé pour placer la marchandise de ma boîte…

J'étais devenu ingénieur par vocation : comme j'étais fort en maths au lycée ma mère, déjà veuve, a fait d'énormes sacrifices pour que je puisse continuer mes études. Ce que j'avais appris ne m'a servi, que très peu de temps, à l'époque où je gagnais mal ma vie., à faire un travail intéressant au Bureau des Recherches.

Seulement voilà : un de mes supérieurs hiérarchiques a remarqué un beau jour que je savais m'y prendre pour faire valoir mon point de vue. C'était alors la qualité suprême. Ce qui comptait, c'était savoir présenter les choses, être capable d'inventer n'importe quoi pour convaincre, trouver le moyen, au besoin malhonnête, pour démolir un concurrent. Avoir l'art d'inspirer confiance et de faire avaler les couleuvres qu'il faut à un interlocuteur. J'ai été promu au service commercial.

J'ai eu vite fait de doubler mon salaire et bien plus. Mais j'ai vécu, depuis ce jour dans une tension d'esprit perpétuelle. D'abord, pour garder mon poste. On m'avait expliqué que c'était un poste de confiance que beaucoup enviaient. Alors pour qu'on ne m'associe aucun adjoint, et pour me rendre irremplaçable, j'ai abattu un double travail et tous les week-ends, je me retrouvais avec d'énormes dossiers à étudier à la maison. Et puis il fallait arracher des contrats de vente. Alors toute la semaine j'étais en déplacement auprès d'éventuels clients qu'il fallait convaincre de la qualité incomparable de nos machines, de leur adaptation parfaite à leurs besoins. Et le siège continuait à tout prix. Comme j'ai eu quelques succès, je me suis trouvé spécialisé dans le marché du Moyen-Orient. Ce qui m'a valu je ne sais combien de voyages épuisants. Dans d'excellentes conditions, bien sûr, car la Maison, qui tenait évidemment à ce que je présente bien, ne lésinait pas.

Et puis, quand les gros clients venaient à Paris, il fallait s'occuper d'eux. Ah, je m'en suis occupé de me rois du pétrole ! Je les emmenais souvent passer la soirée au Lido et finir la nuit dans les boîtes les plus en vue. Il fallait boire, fumer et toujours séduire. À une époque, j'ai même été

amené à leur présenter de charmantes jeunes femmes dont la Maison payait grassement les services…

Je vous assure que cette vie n'était pas une sinécure, ni physiquement, ni moralement. J'étais en représentation constante et j'avais sans cesse le sentiment d'être obligé de me battre. J'en ai été affecté jusque dans ma personnalité, jusque dans ma vie familiale. Et Danièle vous dira que si, au début de l'été, elle a été fière de ma promotion, et heureuse de m'accompagner parfois pour faire les honneurs du « Gay Paris » aux magnats du pétrole, elle a vite ressenti les contraintes et le vide d'une vie totalement consacrée à la chasse et aux contrats pour la « Maison ». Trouver des marchés, faire réaliser des profits aux actionnaires, me montrer à la hauteur de la réputation que je m'étais faite, pour conserver mes responsabilités ; donc mon haut salaire, voilà comment ma vie et celle des miens étaient totalement soumises, dans l'ancienne société, à l'Argent-Roi.

Danièle écoutait parler son mari avec un léger sourire approbateur. Elle est très belle et parle avec une voix chaude et douce :

— Louis a su s'adapter à une vie totalement différente de celle dont il rêvait en préparant les concours d'admission aux Grandes Écoles. C'était un idéaliste, il a beaucoup d'imagination et il aurait certainement fait merveille s'il était resté au Bureau des Recherches. Mais il a cédé au désir de nous offrir une vie plus aisée. La science y a peut-être beaucoup perdu…

Quand nos enfants ont été assez grands, j'ai obtenu un poste de professeur au lycée voisin. Ceci m'a permis de découvrir, chez mes jeunes élèves, combien le conditionnement de la société qu'a bien décrit Nicole, les prenait tôt et les façonnait irrémédiablement.

Dans les petites classes, on voyait vite deux catégories d'enfants : ceux dont les parents étaient de conditions modestes et les autres. Des premiers, les parents ne s'occupaient pas, parce qu'ils ne le pouvaient pas. Ils n'avaient pas le temps, devant travailler dans des conditions souvent ahurissantes pour gagner leur vie. Ces enfants rentraient chez eux le soir dans un appartement vide, et faisaient donc ce qui leur passait par la tête. Alors souvent, par désoeuvrement et manque d'imagination, ils se laissaient aller à toutes sortes de bêtises. D'ailleurs personne n'avait veillé à

leur apprendre à juger leur propre comportement. On n'enseignait plus ni le civisme, ni la morale, qualifiés de radotages de grands-parents. Alors l'apprentissage de la vie se faisait sur le tas et c'est la loi du plus fort qui prévalait.

— Dans ta banlieue riche fit remarquer quelqu'un, ce n'était rien à côté de ce qui se passait dans la banlieue Nord !

— C'était différent, sans doute. Mais pas bien joli. Pour que vous puissiez en juger, je vais vous donner l'exemple que j'ai eu sous les yeux, car il s'agissait de nos voisins. Le père était un homme très imbu de sa personne parce qu'il avait gagné beaucoup d'argent dans « l'import-export ». Il était, paraît-il, propriétaire d'une écurie de courses. On racontait peut-être cela parce que son valet de chambre engageait pour lui, chaque dimanche, dix mille francs au PMU du coin. Son fils, à dix ans, avait hérité de la façon de parler de son père. Nous avions remarqué qu'il avait toujours dans son sillage un gamin portugais de son âge. Et, un jour, une de nos jeunes collègues avait assisté à une scène qui l'avait scandalisée : le Français houspillait le Portugais sur un ton tellement odieux qu'elle s'approcha avec l'intention de la sermonner. Elle comprit alors qu'il reprochait à l'autre de ne pas avoir courut assez vite, et l'entendit lui dire que « par conséquent, il avait décidé que, cette semaine, il diminuait son salaire ». Notre collègue apprit de la bouche de ces enfants que le Français payait le Portugais pour qu'il lui porte son cartable !

Poursuivant son enquête, elle découvrit le comble : il s'amusait à organiser des courses entre les enfants les plus pauvres. Les cartables étaient leurs handicaps. Et les élèves à qui leurs parents donnaient facilement de l'argent pariaient sur ces jeunes poulains tout heureux d'être payés quelques francs pour ces courses d'un nouveau genre.

Notre propre enquête ayant confirmé les observations de notre collègue, il fut décidé d'en parler à la prochaine réunion de parents d'élèves où viendrait ce voisin ? Quand le président de séance donna la parole à notre collègue, celle-ci expliqua l'affaire objectivement, en quelques mots. Mais on vit alors le père se lever, furieux, pour lui dire : « De quoi vous mêlez-vous ? Vous êtes payée pour apprendre à lire et à compter à mon fils,

vous n'avez pas d'autres leçons à lui donner ». Notre collègue s'effondra, elle était terrorisée par l'arrogance de cet homme. Il la méprisait, et le montrait bien, parce qu'elle gagnait en un mois de travail très dur, moins du tiers de ce qu'il jouait chaque dimanche. Autrement dit, s'il jouait 10% de ses revenus, il gagnait au moins cent fois plus qu'elle ! Nous étions sans doute en face d'un cas extrême, mais vous comprenez bien qu'aucun dialogue d'égal à égal n'était possible entre ce père d'un élève, et cette maîtresse auxiliaire qui gagnait moins que son valet de chambre.

Ces cas de rackets exercés par les forts sur les faibles, sont légion. Et les petits se défendaient en réinventant la resquille, le système D ou en copiant les aînés aux dépens d'encore plus faibles qu'eux. C'est ainsi que naissait la délinquance juvénile, et avec os méthodes de répression c'était un engrenage infernal.

Les autres, dont les parents gagnaient mieux leur vie, avaient au contraire la chance pour eux. S'ils avaient un peu de mal à suivre, vite quelqu'un venait les aider à domicile. Alors qu'en classe les effectifs et la formation des enseignants rendaient impossible une aide individuelle bien adaptée, on comprend que la réussite scolaire des enfants n'était pas souvent liée à leurs dons mais plutôt au niveau des parents. Et comme, en plus, l'orientation d'un enfant était décidée, sur ses résultats, bien avant qu'il ait atteint une maturité suffisant, vous voyez quelles erreurs irrémédiables ont été commises ! J'ai connu une foule de cas de gosses doués, mais bloqués psychologiquement par leur milieu. J'ai vu des enfants sans aucune personnalité, sans grande intelligence, sans imagination, réussir finalement toute une série d'examens, parce qu'ils avaient profité des leçons patientes d'une nuée de répétiteurs. Ils sont devenus diplômés, mais sans la moindre ouverture d'esprit. Ils avaient appris, mais rien compris, comme les perroquets. Leur « culture » était une teinture.

Aux plus grandes classes des lycées avaient donc accès surtout les enfants qui avaient trouvé chez eux l'appui psychologique, intellectuel et matériel nécessaire. Dès lors, ceux-là, convaincu d'être « l'élite », étaient dressés pour finalement perpétuer cette hiérarchie basée sur le savoir d'une classe sociale. Ce qui ne veut pas dire que tout leur était facile car ils

étaient également entraînés à faire preuve, entre eux, d'une compétitivité à tous les niveaux. J'ai souvenir du père d'un élève, je pense qu'il était ingénieur, venu me supplier d'éviter à son fils de 11 ans un redoublement de classe. Il m'expliqua qu'il ne pourrait passer le concours de l'X que deux fois au lieu de trois, étant donnée la limite d'âge alors imposée. Avec dix ans d'avance ! Comment voulez-vous que ce garçon puisse s'épanouir, choisir sa voie et finalement réussir sa vie ? Il aura été traumatisé tout au long du secondaire. Dans quel état croyez-vous u'il en est sorti ? J'ai connu un garçon qu'il a fallu littéralement enfermer, devenu fou furieux, le lendemain même de l'agrégation[6]. Il avait épuisé toutes ses ressources nerveuses pour « réussir ».

— Cette pression de la compétitivité, cette nécessité implacable de réussir pour gagner plus qui nous conditionnait dès l'enfance, a eu des conséquences énormes sur le comportement et aussi la santé, intervint le docteur Simon.

Se tournant vers moi, il poursuivit :

— Savez-vous que les maladies psychosomatiques étaient devenues une plaie, à l'état endémique ? Au début, on était un peu dérouté par la variété des symptômes. On a compris ensuite que si les manifestations dépendaient du terrain, il n'empêche que la cause de la plupart des maux dont se plaignaient nos consultants, était bel et bien un mode de vie aberrant. Bien entendu, il ne faut pas exagérer, une jambe cassée par accident ça arrive toujours et il y a des cancers indécelables à temps… bien qu'on sache maintenant que bon nombre d'entre eux étaient dus à une diététique déplorable et à l'absence d'une bonne médecine préventive. Et les maladies cardio-vasculaires, combien résultaient du surmenage, des horaires minutés et des repas d'affaires, d'autant mieux arrosés que le marché à passer était plus gros ?

Cela, on arrivait à le faire comprendre, peu à peu. Sans succès d'ailleurs, car certains industriels étaient bien conscients du risque qu'ils couraient mais ils choisissaient ce genre de suicide, plutôt que de renoncer à leur belle situation, permettant à leur femme et à leurs enfants de dépenser des sommes fabuleuse… sans le moindre enrichissement

spirituel ! Ils appelaient cela « être arrivés »… Dans quel état ! Pour la diététique, ce fut plus dur.

— D'autant, commença Hélène, qu'on ne savait plus ce qu'on mangeait depuis que les fabricants et les marchands d'engrais et de nourriture pour les animaux imposaient leur loi aux producteurs contraints à la rentabilité !

Bernard continua :

— On commença à s'interroger sur la qualité de ce qu'on consommait le jour où les diététiciens ouvrirent boutique et en tirèrent profit !

Mais le comble était ailleurs. Dans le sandale des produits pharmaceutiques. Je dis bien scandale car un certain nombre de gens tiraient un énorme profit de la vente de produits totalement inefficaces, présentés dans des emballages qui abusaient la confiance des malades. Et ces charlatans faisaient fortune, simplement en inventant un nouveau conditionnement d'un produit courant !

Le rôle de l'argent, dans cette tromperie du public, apparaissait à l'évidence à la plupart de mes collègues. Mais qu'il était délicat de la dénoncer ! C'est sous couvert « d'information » médicale que la publicité pour les produits pharmaceutiques était présentée aux médecins. Je dirais même que nous en étions submergés. Et nous n'avions aucun moyen de faire le tri. Quand on avait déterminé le médicament nécessaire à un traitement, on n'avait plus que le choix entre les innombrables présentations de deux ou trois trusts qui faisaient la loi sur le marché.

Des laboratoires payaient grassement certains médecins, une minorité bien sûr, pour qu'ils expérimentent des produits sur leurs malades[7]… Et il me faudrait des heures et des heures pour vous énumérer les diverses méthodes utilisées pour pousser à la surconsommation des produits pharmaceutiques en jouant sur la peur. Le manque d'information, le manque de réflexion d'une immense majorité de gens, les conduisaient à se comporter envers le corps médical comme les peuplades primitives face aux sorciers. Et la plupart de mes collègues jouaient évidemment le jeu. D'abord parce qu'il leur était bien difficile de refaire toute l'éducation de la

population. Ensuite par intérêt. Mettez-vous à la place d'un médecin face à une victime de son mode de vie. Le malade attend de lui une liste de médicaments à prendre. S'il lui déconseille de se droguer, le malade lui ôte sa clientèle, le considérant comme un mauvais médecin. Et en plus, il sait qu'il va perde ses relations intéressantes avec les pharmaciens voisins. Vous comprenez bien que le pharmacien du coin conseillait à ses clients… le médecin qui lui envoyait le plus de clients ! C'était ça la loi du marché, même pour la maladie ! Et c'était pire, parce qu'à une plus grande échelle, pour les prescriptions dans les hôpitaux[8]. On n'a jamais vu un pharmacien faire faillite ! Mais par contre on a vu couramment des pharmaciens refuser de vendre un médicament… parce qu'il était trop bon marché ! Il fallait d'abord et avant tout que la maladie rapportât de l'argent[9].

— Toujours l'argent. Même devant la maladie ! soupira Jean.

Bernard reprit :

— Je crois que la population en a pris un peu conscience quand on a parlé de déficit de la sécurité sociale. Nous avions un système d'assurance obligatoire tel que ce sont les cotisations versées par tout le monde qui supportaient les frais de maladie. Le principe de faire payer les bien-portants pour soigner les malades était une bonne idée. Mais quand le gouvernement a décidé d'augmenter le prélèvement sur les salaires pour combler ce déficit, les salariés se sont vraiment demandés ce qu'on leur faisait payer. Des enquêtes ont été menées. Et des médecins ont témoigné, mais sous le couvert de l'anonymat. Et c'est ainsi qu'on a appris que même la sécurité sociale faisait passer l'argent avant la santé, puisqu'elle blâmait des médecins s'il était constaté qu'ils gardaient « trop longtemps » leurs clients en consultation. Plus de dix minutes par malade, c'était trop !

Il y a eu des excès qu'on n'a pas trop ébruités pour ne pas ruiner la confiance dans la médecine. Mais je me rappelle avoir eu à enquêter dans une clinique privée, en tant qu'expert pour la sécurité sociale. J'ai ainsi recueilli le témoignage d'une infirmière anesthésiste qui avait remarqué que son patron faisait parfois des opérations « bidon » : il ouvrait et refermait. Mais la sécurité sociale remboursait… et le malade encaissait… le choc. Je me rappelle les termes de l'infirmière : « Au mois d'août, quand

il y avait peu de clients, les petits vieux et les arabes avaient intérêt à ne pas passer trop près de la clinique ».

Christine, la femme de Bernard, l'interrompit :

— À propos, combien de mes compatriotes se sont fait exploiter à l'époque, comme infirmières dans les hôpitaux !

Danièle me rappela que Christine s'était expatriée de la Martinique pour trouver en métropole du travail comme infirmière.

— À nous les travaux les plus pénibles, s'exclama Christine, et pour un salaire de misère. Et pourtant c'était bien souvent nous qui par notre gentillesse et notre compréhension apportions le plus aux malades. Le patron, il passait le matin, entouré de sa cour. Il avait rarement un mot pour le malade. Il ne s'adressait qu'aux médecins qui l'entouraient, et dans leur jargon. Il donnait des ordres. Alors, après son passage, il nous fallait trouver les mots qui rassurent et qui réconfortent. Expliquer, alors que nous n'y connaissions rien, n'ayant reçu aucune formation. Nous n'avions pas choisi. On nous avait expédiées, ma sœur et moi, quand il n'y avait plus eu d'argent à la maison pour nourrir tout le monde. Les plantations avaient été achetées par des étrangers et depuis, on était de trop chez nous. Alors on nous a raconté qu'en allant en métropole on gagnerait tellement d'argent qu'on revendrait aussi riches que ceux qui avaient achetés les plantations ! Qu'est ce qu'on s'est fait avoir ! La plupart du temps, les jeunes ainsi partis ne sont jamais revenus au pays. Ils n'osaient pas avouer leur déception. La Martinique a été une colonie bien plus longtemps que les autres… on avait beau dire que c'était la France !

Bernard s'était laissé interrompre. Il reprit :

— Les médecins généralistes, dont je suis, avaient à peu près perdu leur raison d'être : celui de comprendre le malade avec sa maladie. Ils n'avaient pas le temps. Et comme une consultation de spécialiste était beaucoup mieux payée, les médecins qui en avaient les moyens se sont spécialistes. Il s'est formé des associations tacites, j'allais dire des mafias : un généraliste avait pour tâche, en dix minutes, d'orienter la plupart de ses malades vers un des spécialistes de son « pool ». Et quand une de ces « bandes » avait ainsi « piégé » un bon client, elle s'appropriait son dossier-

maladie, ce qui le décourageait d'aller consulter ailleurs. Il n'avait plus qu'à subir. Un cabinet médical se vendait comme un fonds de commerce, avec sa clientèle et les dossiers correspondants.

La maladie pouvait être intéressante, mais le malade, on n'avait pas le temps de s'y intéresser !

Ma médecine est ainsi devenue un des (rares) métiers « sûrs », c'est-à-dire sûrs de rapporter. Si bien qu'on ne choisissait plus de « faire » sa médecine par vocation, mais par intérêt. Alors il fallait voir la rivalité entre les étudiants pour préparer les concours ! Car pour que le métier continue à bien payer, on avait limité le nombre de médecins. De sorte qu'il y en avait beaucoup dans les quartiers riches des villes, mais rares étaient ceux qui s'installaient à la campagne.

Placé en face de Christine, Serge ne lui laissa plus prendre la parole. Économiste, il a fait des études très orthodoxes et son langage en est resté marqué :

— La fatalité de ce comportement est inhérente aux rapports économiques de cette époque. Il ne faut pas en imputer la faute aux hommes dont la formation inhibait la réflexion sociologique, et dont le libre arbitre se trouvait réduit par la déontologie. L'ordre des médecins, comme tant d'autres, était conservateur par essence même.

Il ne faut pas oublier non plus qu les média, souvent vecteurs principaux des efforts de conditionnement des masses, et par conséquent de leur soumission au pouvoir de l'argent, étaient eux-mêmes façonnés par un milieu dont ils étaient l'émanation.

Comme j'aurais aimé avoir un interprète pour me traduire ce langage des économistes ! Je suis maintenant affolé à l'idée que Serge va me servir de guide au cours de mes visites, car je comprends à peine un mot sur deux de tous ses discours. Pour discrètement prendre des notes, et me munir d'un dictionnaire pour l'orthographe !

Chapitre 4
Politique, chômage et inflation

Si les termes de l'intervention de Serge m'avaient ahuri, Philippe avait paru surpris de la façon dont il excusait certains comportements. Il prit la parole :

— C'est une explication, sinon une excuse, fit-il remarquer. On pourrait de la même façon trouver des circonstances atténuantes aux derniers politiciens de Droite du Vieux Système !

À mon intention, il commenta :

— On a pu dire de l'équipe au Pouvoir en 1980 qu'elle était la plus corrompue due la France ait connue depuis le Directoire, soit presque deux cents ans[10]. Le nombre et l'énormité des trafics avaient écoeuré tout le monde. Les hommes au pouvoir tiraient des profits personnels de leurs liens de soumission à des groupes de pression qui menaient le pays. Tenez, prenons le cas du « tout nucléaire ». Il est d'autant plus exemplaire qu'il aurait pu avoir des conséquences catastrophiques. Savez-vous qui en a pris la décision ?

— Je pense, dis-je qu'il a dû faire l'objet d'un débat au Parlement, après que la presse ait sérieusement informé le public ?

— Pas du tout. Il a été édicté le 4 mars 1974 par un groupe de pression constitué… par les responsables des entreprises intéressées par son exécution !

À l'intention de ses amis, plus au courant que moi-même, il cita des noms des sociétés puis conclut :

Ces groupes dominaient la commission « Production d'Électricité d'Origine Nucléaire » (PEON) qui décida, en dehors du peuple français, de son avenir énergétique ! Cet abus était tellement flagrant que le rapporteur à l'Assemblée Nationale ne put s'empêcher de remarquer : « on n'imagine

pas que la politique des constructions scolaires soit élaborée par les entreprises du bâtiment ! »

Gabrielle tint à commencer :

— Et cette association de malfaiteurs eut à sa disposition tous les moyens, d'abord pour imposer cette orientation politique, puis pour mener dans l'opinion une véritable campagne d'intoxication qui utilisa sans vergogne les mensonges les plus flagrants. On nous affirma que cette politique nucléaire était la seule alternative au pétrole qui manquait et qu'elle était la plus économique ! En fait, elle accapara les crédits au détriment des recherches sur les autres formes d'énergie. Et son coût ne fut jamais connu ! D'abord parce que le prix de toute la recherche préliminaire a été exclu du prix officiel de la construction des centrales. D'ailleurs, selon le type d'énergie demandé (chauffage par exemple) l'électricité n'est pas toujours la forme d'énergie qui offre le meilleur rendement. Et on s'évertua, par tous les moyens, à passer sous silence les dangers d'irradiation et à minimiser les conséquences de l'échauffement inévitable des eaux, comme on chercha à cacher les accidents de fonctionnement. Détails éloquents : on refusa de rendre public le plan de sécurité ORSEC-RAD et les résultats des mesures de radioactivité étaient tenus secrets !

Le mari de Gabrielle reprit la parole :

— Je vous ai raconté, à titre d'exemple, comment s'est fait le choix du « tout nucléaire » par ceux-là mêmes qui allaient tirer d'énormes profits financiers de son installation, au mépris de toute considération. Mais j'aurais pu trouver bien d'autres exemples, à tous les niveaux. Prenez la politique française en Afrique. Elle s'explique par la « nécessité » de s'approvisionner en uranium au Niger, en Afrique du Sud et en Centrafrique (où « l'affaire des diamants » fut révélatrice, tant par l'ampleur des compromissions que par les moyens utilisés pour étouffer l'information). Or, comme par hasard, la femme du Président de la République avait des intérêts dans l'un des plus grands trusts de l'époque, dont la filiale était l'unique constructeur de réacteurs dans notre pays, tandis que son cousin germain était Directeur Financier du Commissariat à l'Énergie Atomique.

De même, pour obtenir d'autres matériaux, au Zaïre, par exemple, on soutint des politiciens locaux parmi les plus corrompus.

Et le scandale de tant de marchés de l'État, passés sans appels d'offres ! Un Ingénieur Général des Télécommunications sacrifia sa carrière pour les dénoncer. En vain, d'ailleurs. Il s'agissait de sommes énormes que nos responsables aidaient ainsi à passer des caisses de l'État dans celles de leurs parents ou amis.

— Les responsables politique, reprit Philippe, formaient une bande où chacun était en mesure d'exercer un chantage sur l'autre. Résultat : disparition de ministre, assassinat d'un député susceptible de « parler ». La loi du milieu régnait sur cette mafia qui avait peu à peu su placer « ses » hommes au niveau des rouages essentiels de l'administration.

Je n'oubliais pas que Serge, l'économiste, avait entrepris d'expliquer le comportement affairiste des médecins par ce qu'il avait appelé la « fatalité inhérentes aux rapports économiques ». Craignant un peu d'être perdu par son jargon, mais soucieux tout de même de comprendre son interprétation, je m'adressai à lui après qu'Hélène soit intervenue discrètement pour le convaincre de n'employer que des mots à ma portée.

— Vous expliquez aussi ce comportement des politiciens, lui demandai-je ?

Alors Serge reprit sa démonstration :

— Il est certain que beaucoup d'entre eux n'ont pas été poussés vers la politique que par l'intérêt. Pour mener une campagne, il fallait alors un investissement considérable qui ne pouvait être réalisé que par de gros actionnaires. Ceux-ci, bien évidemment, n'étant pas des mécènes, entendaient se voir rembourser leur mise, avec intérêt, sous une forme ou sous une autre. D'où l'emprise qu'ils avaient sur les politiciens.

Même en cette fin de civilisation, il a bien dû y avoir des idéalistes qui sont entrés dans la carrière avec la sincère conviction d'agir honnêtement dans l'intérêt de toute la société. Mais un écueil les guettait : les décisions qu'ils avaient à prendre s'accompagnaient inévitablement d'un avantage financier pour les uns ou pour les autres. Et il leur

appartenait de choisir. Comment résister longtemps aux tentations immanquablement mises en valeur par les intéressés ? Et quand on est pris dans l'engrenage…

Encouragé par le fait que j'avais réussi à comprendre sans que ma voisine ait à traduire, je m'enhardis :

— Ne suffisait-il pas de contrôler sévèrement les revenus de hommes politiques ?

— Et ceux de tous leurs parents et alliés ? De tous leurs mais ? C'était impossible !

Pendant que Serge reprenait son souffle, je remarquai :

— Mais vous n'aviez aucun moyen d'enlever le pouvoir à des politiciens aussi véreux ?

Je sentis chez Philippe, qui s'empressa de me répondre, une certaine fierté.

— Parfaitement, et c'est ce qu'a fait le suffrage universel. Alors un raz de marée a balayé ces politiciens arrivistes et leur classe politique de classe.

— Alors, enchaîna Serge, on put constater que toute la meilleure volonté du monde ne pouvait pas venir à bout de la crise sans changer tout le système financier. Le nouveau gouvernement essaya bien d'établir la concertation, de stimuler les responsables des entreprises privées, de promouvoir une justice sociale. Il se heurta à un mur et dut s'incliner.

— Et c'est ainsi, commenta Hélène, que sous prétexte de rigueur, on nous expliqua que nous consommions « au-dessus de nos moyens » au moment même où tant de gens ne demandaient qu'à travailler, et où tant d'entreprises devaient cesser leurs activités…

— Dans tous les pays industrialisés, reprit Serge, on a constaté l'échec total des gouvernements, quels que soient leurs efforts, pour venir à bout de ces deux fléaux qui avaient noms chômage et inflation. Ce sont bien ces deux problèmes économiques qui les ont tous fait échouer alors que pendant des décennies, ils ont tout tenté pour les résoudre. Partout,

les Travaillistes succédant aux Conservateurs puis les Conservateurs aux Travaillistes, toutes les solutions furent essayées, sans succès.

— Les programmes de partis opposés étaient pourtant différents ?

— Pas fondamentalement, sur le plan économique. Tous les partis, libéraux ou socialistes, communistes ou conservateurs, démocrates ou républicains étaient aussi périmés dans leurs conceptions économiques, puisque aucun d'entre eux n'avait encore compris la nécessité de sortir de l'économie de marché.

Devant mon étonnement, il ajouta :

— C'est bien simple, alors que tout changeait dans ce monde en total bouleversement, seules les lois économiques étaient tenues pour immuables !

Christine l'interrompit, prenant ses amis à témoin :

— C'est vrai. Qu'est-ce qu'on n'a pas remis en question à l'époque ? Toutes les valeurs morales, tous les principes philosophiques, des relations familiales aux pratiques religieuses, de l'enseignement des mathématiques à l'esthétique musicale et théâtrale, les chansons et les prières, de la façon de cultiver la terre à celle de se soigner, de se nourrir, de voyager. Les méthodes de travail ont considérablement évolué et plus encore les moyens d'information. Tout. Absolument tout. Sauf les principes de l'économie avec ce qu'on appelait les « lois » du marché !

J'aidai Serge à reprendre sa démonstration en remarquant :

— N'était-ce pas le rôle des économistes et des sociologues de comprendre qu'on faisait fausse route et de montrer comment s'en sortir ?

— Justement, répliqua-t-il, l'une des causes qui permit d'espérer le changement en France réside dans la dichotomie que la droite avait imposée entre l'économique et le social. Ses modèles économiques étaient conçus de telle sorte qu'ils détournaient l'attention des questions socialement fort pressantes, et dont les applications, cependant, étaient alarmantes au plan politique. Ainsi la dérive catastrophique de tant d'économistes peut s'expliquer par le décalage total entre les théories sécurisantes qu'on leur avait enseignées et la réalité chaotique qu'ils

constataient. Ces théories s'emboîtaient en une mythologie complètement déconnectée des réalités. Elles avaient réussi cette énorme et absurde performance de transformer ce qui est le domaine de la réalité toute proche pour chacun de nous, travailleur, consommateur et citoyen, en un tel tissu d'abstractions que personne n'osait plus seulement se permettre la moindre remarque du bon sens le plus élémentaire.

La nature, essentiellement politique, de toute réflexion économique est telle qu'on conçoit bien que pareille mystification n'avait pas d'autre fin que de préserver un pouvoir démesuré. Mais on imagine mal aujourd'hui les moyens utilisés dans ce but : connotations floues, affirmations péremptoires incontrôlables, formulations mathématiques aussi brillantes qu'injustifiées, cloisonnement de « spécialités », inventions gratuites de lois déclarées naturelles, etc.

Et pourtant, toute cette apparence de science, si flatteusement présentée, achoppa sur deux fronts, comme je vous l'ai dit.

L'inflation, d'abord. Elle ne cessa de croître malgré toutes les promesses destinées à l'exorciser.

Le contrôle de la monnaie avait tout bonnement échappé aux économistes ! Un fait est significatif : ils étaient incapables de se mettre d'accord sur une question pourtant fondamentale : « Comment naissent les moyens de paiement ? ».

Certains avaient conscience du pouvoir énorme des banques en ce domaine et savaient qu'elles pouvaient créer indifféremment des crédits dans leur monnaie nationale ou n'importe quelles devises étrangères. D'autres, par contre, juraient encore que les banques ne prêtaient d'un côté que ce qu'on leur avait confié de l'autre ! Alors qu'un réseau bancaire électronique, reliant les Citibank, les Sumitomo, le Crédit Suisse, la Banque Nationale d'Abou Dhabi, etc. avait créé, en monnaie apatride, des devises et des crédits dont le montant a été estimé à quelque 400 milliards de dollars[11], et qui pouvaient être prêtés en toute liberté ! Comment voulez-vous bâtir une stratégie économique, ce qui implique la maîtrise des moyens de paiement, quand pareilles données, aussi essentielles, vous échappent ? Il n'était plus question d'économiser de l'argent : il perdait

régulièrement de sa valeur ! Songez qu'un devis était périmé au bout d'un mois, au-delà de ce délai on ne pouvait garantir aucun prix ! Il n'y avait pas d'investissement sûr ; le seul placement solide était le béton et Jean vous a dit qu'il dévastait le pays. Comment faire des prévisions à long terme, avoir un plan d'avenir dans ces conditions ? Comment pouvait-on continuer à considérer la monnaie comme un étalon de valeur… alors qu'elle variait tout le temps ? Des fortunes, qui auraient pu faire vivre des peuplades entières, se faisaient et se défaisaient en Bourse à la simple annonce d'une grippe du Premier Ministre !

— On vit bien la subjectivité de ces valeurs, remarqua Gabrielle, au lendemain de l'élection d'un Président de gauche par la chute des actions françaises en Bourse. Comme si nos champs et nos usines avaient perdu leurs valeurs et leurs capacités de production du jour au lendemain !… Tout cela parce que la monnaie n'était plus gagée sur l'or… mais sur la confiance des boursicoteurs envers les politiciens au pouvoir ! Quelle absurdité !

Serge saisit l'occasion de cette remarque pour développer son analyse des rôles respectifs de l'économie et de la politique :

— Ce changement de politique mit bien en relief l'existence de deux pouvoirs. Tant que gouvernait la droite, alliée des puissances financières, et soutenue par elles, on ne voyait que l'effet résultant de deux forces agissant dans le même sens : leurs actions propres n'étaient pas discernables. Mais quand l'équipe de gauche accéda au pouvoir politique, elle se heurta aux forces financières, et on put voir ù était le vrai pouvoir. Ces forces occultes possédaient les moyens de rendre inefficaces toutes les lois prises par un gouvernement désireux de voir tous les travailleurs accéder au bien-être. Le pouvoir de l'argent était bel et bien le plus fort, et la nationalisation des banques n'empêcha pas la fuite des capitaux, ni le transfert par les multinationales de leurs investissements vers les pays à main-d'œuvre sous-payée. Pour les autres entreprises, celles dont une large part de leurs prix de revient était imputable aux salaires de leur personnel, et aux charges y afférentes, il s'avéra vite évident qu'elles avaient intérêt à investir vers des processus de fabrication plus automatisés. C'est ainsi que la loi du marché, la compétitivité, la rentabilité amenèrent les entreprises à

diminuer le nombre d'emplois du secteur de la production, tandis que les procédés nouveaux de l'informatique et de la bureautique remplaçaient de même une foule d'emplois dans le secteur des services.

— Si je vous comprends bien, demandai-je pour être sûr, l'invention des robots amenait logiquement et obligatoirement du chômage, quelle que soit la politique suivie. Pourtant, ces robots nouveaux, il fallait de la main-d'œuvre pour les fabriquer.

— Des robots eurent vite fait de fabriquer eux-mêmes des robots !

— Mais ce développement a dû entraîner de nouveaux besoins ? D'après la théorie d'Alfred Sauvy, toute nouvelle invention crée de nouveaux débouchés, et il faut de la main-d'œuvre pour ces nouvelles fabrications.

Serge était au courant, il me répondit :

— Chez les plus doctes de nos économistes, cette théorie du reversement était invoquée. Elle leur permettait de considérer le chômage comme une « crise » passagère, et leur foi les a longtemps amenés à penser qu'elle allait naturellement se résorber, que dès que dans un secteur on avait mis au point des appareils destinés à remplacer la main-d'œuvre il apparaissait, grâce à Dieu, un secteur nouveau dans lequel cette main-d'œuvre allait, tôt ou tard, devoir être utilisée…

— Quelle naïveté ! interrompit Christine. C'est oublier toutes les motivations qui n'ont cessé de pousser les hommes à inventer des machines pour alléger leur peine !

— Oui, intervint Hélène. L'histoire sociale de l'humanité montre qu'elle a toujours évolué vers une plus grande productivité. C'est bien pour réduire sa propre tâche, en la répartissant, que l'homme primitif s'est mis à vivre en tribus. C'est pour utiliser à son profit leur force de travail qu'il a ensuite domestiqué le bœuf et le cheval. C'est pour prolonger son bras, aider son geste, soulager sa peine qu'il a taillé la pierre, forgé le fer, façonné des outils. N'a-t-il pas continué sans cesse à perfectionner ses instruments pour simplifier son travail ? Ces progrès ont été très lents pendant ces centaines de milliers d'années. Mais le jour où il a su remplacer sa propre énergie par celle qu'il tire de la nature, ses moyens d'assurer sa survie ont

été radicalement changés. Ceci s'est produit il n'y a guère que deux siècles, ce qui n'et rien en comparaison des millénaires précédents, mais on aurait pourtant dû prendre conscience qu'un tel changement dans les moyens de productions bouleverse forcément les rapports économiques ! Et on continuait à dire « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » ! Plus d'emploi, plus d'argent ! Alors que le travail était fait quand même ! On avait oublié que les machines avaient été conçues précisément pour nous dispenser du travail de production. On continuait, à ce point de vue, à raisonner comme l'homme de Cro-Magnon !

— La théorie économique du reversement, reprit Serge, s'est appliquée au début de l'histoire des techniques. Alors que toute l'activité humaine s'employait dans le secteur primaire, l'apparition des premières machines, puis l'industrialisation, ont transféré la main-d'œuvre vers le secteur secondaire, essentiellement. Ce transfert entraîna l'exode d'une très grande partie des populations rurales vers les villes, sans que baisse pour cela la production agricole.

Le second grand bouleversement eut pour cause l'automatisation de la production du secteur secondaire. À ce stade, la production totale pouvait être réalisée, et même augmentée, avec une participation de plus en plus faible de travail humain. La différence essentielle entre ces deux transformations est que dans le premier cas, il s'est produit un transfert de main-d'œuvre, alors que dans le second, il s'agit de sa suppression, pour une production donnée, ou pour une plus grande encore.

Si donc, pour faire plaisir à certains économistes, un reversement de la main-d'œuvre devait alors s'opérer du secteur secondaire vers le secteur tertiaire, il ne se ferait plus en vue de la production de biens de consommation. Bien entendu, je ne sous-estime pas le nombre d'emplois du secteur tertiaire contribuant à la production. Mais ce nombre est très inférieur à celui des emplois supprimés dans le secondaire.

— N'oubliez pas, renchérit Louis, qu'on a mis au point des machines pour fabriquer des machines, des robots qui trient, qui contrôlent, qui jugent de l'amélioration qu'un autre robot doit apporter.

— On était donc parvenu, reprit Serge, après des siècles d'efforts en ce sens, au stade où tout ce qui est nécessaire à l'homme pour se nourrir, se vêtir, se déplacer et se mettre à l'abri, pouvait être fabriqué avec très peu de main-d'œuvre humaine.

— Alors, l'interrompit Christine, avec un gros éclat de rire, on réclama partout LE PLEIN EMPLOI !

— Mais oui ! C'est aujourd'hui incroyable, mais c'est bien ça, renchérit Hélène. L'idée qu'on avait tous droit à notre part d'héritage du travail de tant de générations d'inventeurs fut très longue à venir aux esprits. Et les syndicats ; oubliant leur projet initial d'abolition du salariat, avaient adopté pour objectif privilégié le maintien à tout prix des emplois. Le travail n'était plus un moyen, il était devenu un but, il était leur objectif essentiel ! Et l'on vit défiler des hommes et des femmes enragés à réclamer le maintien d'usines, fussent-elles d'armements, parce que fabriquer des armes était leur gagne-pain ! Au risque de voir un beau jour ces armes les exterminer tous !

— Puisque la production n'avait plus besoin de toute la main-d'œuvre disponible, celle-ci chercha naturellement à s'employer à des activités d'un autre ordre. On vit se développer une multitude d'intermédiaires, de placiers, de publicistes qui s'ingénièrent à stimuler la consommation. De tout. Et on fut envahi, à tus les niveaux, par une bureaucratie dévorante.

— Et comme tout ceci ne suffit évidemment pas à résorber le chômage, commenta Hélène, on assista à une véritable débâcle de la moralité et à une recrudescence des suicides par désespoir. De plus en plus de jeunes goûtèrent les drogues dures pour oublier. Jusqu'au suicide. Et bien entendu, la délinquance augmentait. Gangsters et terroristes défrayaient la chronique par leur mépris de la vie humaine.

Gabrielle apporta un chiffre :

— À Rennes en 1981, 10 % de la population, sans ressource, fut contrainte de faire appel au centre communal d'action sociale. J'ai participé à cette époque au Secours Catholique, et je puis vous dire que le

Quart-Monde, ces pauvres qui n'avaient rien pour vivre, était (bien que caché, donc souvent ignoré), une réalité effrayante.

Une expression me revint alors à l'esprit, et je commentai :

— La misère dans l'abondance[12], au fond ?

— Exactement, approuva Hélène. Elle poursuivit :

Malgré les épouvantables destructions de richesses au cours de la Seconde Guerre Mondiale, les moyens techniques, décuplés, ont eu vite fait de montrer qu'il était impossible de continuer à vivre sans y adapter nos rapports économiques.

Serge confirma cette remarque en expliquant :

— À l'époque de la Grande Crise, rappela-t-il, un travailleur qui perdait son emploi n'avait absolument plus rien pour vivre ni faire vivre sa famille. De même que s'il tombait malade, c'était la catastrophe. Après la Seconde Guerre, un premier pas avait été fait vers la solution, sous forme d'une distribution de revenus sans contrepartie de travail : allocations de chômage, allocation familiales, congés payés, retraites, sécurité sociale, on a évalué à 45 % des revenus des ménages ceux qui n'étaient pas versés en échange de travail. Cette aide à la consommation améliora les conditions de vie de la population. Elle évita sa révolte, qui n'aurait pas manqué d'être sanglante, contre l'absurdité de la situation que Kou, en deux mots, a judicieusement décrite.

Philippe ajouta :

— Et cette aide permit de faire durer un peu l'ancien régime qui n'avait plus de salut possible que dans la course à la consommation : il fallait la stimuler par tous les moyens. C'est là l'origine d'un véritable culte de la croissance à tout prix.

— Ce sursis fut utilisé par l'ancien régime pour tenter de gonfler encore plus le secteur tertiaire, reprit Serge. On s'ingénia à inventer de nouveaux services… et bien entendu, à chercher à les vendre. C'est ainsi que se développèrent des professions telles que celles d'animateurs, de conseillers, que les cartomanciennes et astrologues firent fortune, que les

agences de voyages organisèrent des séjours jusque dans leurs moindres détails.

— Les conséquences de la création de cette espèce de secteur quaternaire, commenta Hélène, notre sociologue, furent très lourdes et notre société en a ressenti longtemps les séquelles : car tous ces services avaient pour effet de prendre en charge les individus, de les conditionner. Ils les ont amenés peu à peu à perdre la faculté de décider, de choisir, voire même simplement de réfléchir. Ils freinaient le développement de la personnalité, décourageaient l'innovation, tuaient l'originalité et développaient la standardisation. À l'époque où les progrès techniques apportaient les moyens d'une véritable libération des esprits, ces pseudo « services » établissaient un nouveau servage !

Chapitre 5
La mondialisation de l'économie

…L'ardeur qu'avait manifestée mes nouveaux amis pour décrire un passé, pas si lointain, mais avec lequel ils semblaient tous tellement heureux d'avoir rompu, avait considérablement fait durer notre repas. Comme il s'achevait, Bernard et Hélène eurent vite fait de débarrasser la table tandis que Nicole et Florence confectionnaient du café et des tisanes.

Serge avait peu bougé. On le sentait avide de poursuivre son idée. Dès que nous fûmes à nouveau bien installés, je lui en donnai l'occasion en m'adressant à lui :

— Vous avez comparé tout à l'heure la situation d'avant la « guerre terrible » avec celle qui suivit la « grande crise ». Chez nous, la situation sociale était en tout point celle que vous avez évoquée. Mais sur le plan des échanges extérieurs, j'ai pu constater que les pays développés avaient hérissés entre eux d'énormes barrières douanières.

— Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, oui. Après, la politique fut de faire le contraire ! Les échanges se multiplièrent à outrance. Chacun rêvait de vendre aux autres ce qu'il ne trouvait pas moyen de vendre chez lui. Il en résulta une « guerre économique » sans merci et un épouvantable gâchis d'énergie…

— Je m'en suis aperçue, interrompit Nicole, quand on nous a licenciés. Il paraît que les mêmes tricots que ceux qu'on fabriquait coûtaient moins cher quand ils étaient importés d'Indonésie. Pourtant le transport ne devait pas être donné !

— Oh ce mic-mac, coupa Christine en riant. Figurez-vous qu'on transportait les matières premières dans un sens, au besoin à l'autre bout du monde, et qu'après, on transportait les produits finis dans l'autre sens ! Et on vous expliquait avec sérieux que c'est fou la croissance des besoins en énergie !

Marie avait peu parlé jusque là. Elle intervint pour dire :

— Moi je me rappelle bien qu'en Cerdagne on nous vendait des légumes importés du Maroc ou d'Espagne, alors que mon frère qui produisait des légumes près de Perpignan, se plaignait de ne pas pouvoir les vendre. Et le coup des tomates, tu te rappelles Jean, quand le marchand de légumes de Mont-Louis nous a proposé des tomates de Hollande ? Au lieu de vendre les belles primeurs mûries au soleil du Roussillon, il nous offrait des tomates sans goût, forcées dans des serres à la lumière et à la chaleur artificielles ! C'était pas idiot ? Et le vin d'Espagne, mis en bouteille à Bercy qu'on nous vendait à l'épicerie, alors que les viticulteurs du Roussillon n'arrivaient pas à vendre le leur ?

— On importait bien du charbon dans des régions où les mines de charbon étaient inexploitées et les mineurs au chômage, ajouta Nicole. Il fallait vraiment que la loi du marché, comme dit Serge, soit devenue dingue, pour que ce soit plus rentable ! C'était la gabegie organisée…

— Et pour transporter ce charbon, on épuisait nos ressources énergétiques ! commenta Christine en riant encore.

— À propos de transport, vous me rappelez quelque chose qui nous avait bien fait réfléchir, intervint Jean, qui paraissait depuis peu s'être assoupi, mais prouva ainsi qu'il n'avait rien perdu de ce qu'il s'était dit.

Vous savez que la Cerdagne est un lieu de passage entre le Midi de la France et l'Andorre. On y voyait, à l'époque, défiler des dizaines et des dizaines de gros camions-citernes andorrans qui montaient des milliers et des milliers de litres d'essence ? Des centaines et des centaines de voitures particulières qui parcouraient elles aussi nos routes, gênées par ces gros camions, qu'elles doublaient en prenant de gros risques sur les lacets étroits du « paillat » entre Villefranche et le col de la Perche. Elles devaient ensuite traverser la Cerdagne, monter le col de Puymorens, dont la route doit être refaite presque tous les ans, et atteindre enfin le Pas de la Case, à 2 200 mètres d'altitude. Et tout cela pourquoi ? Pas pour admirer le paysage. Toutes ces voitures montaient pour faire le plein. D'essence, de Martini, d'ail et que sais-je encore ! Parce que l'Andorre était devenue le haut lieu du commerce pour une histoire de taxes moins élevées qu'ailleurs. Parce que c'était devenu rentable de monter en Andorre faire le

plein. J'ai fait le calcul avec Paul. Et si on réussissait à passer un litre de pastis, c'était du bénéfice net. Pauvre Andorre ! Complètement saccagée. Le commerce a gâché ces belles vallées, en bétonnant tout. Un pays de montagne où il faisait si bon vivre avant ! Vous ne croyez pas que ça aurait été plus simple que les camions-citernes s'arrêtent dans la plaine pour y transvaser leur essence dans toutes ces voitures particulières ? À quoi ça rimait de monter toute cette essence en gros pour la redescendre en petit ? Et vous voyez le gâchis ! Toute cette essence brûlée, tous ces gaz d'échappement qui nous régalaient au passage… pourquoi ? Pour des histoires de taxes, de rapports, de rentabilité, que sais-je encore. On avait vraiment atteint le comble de l'absurdité !

— Du gaspillage organisé pour gaspiller l'énergie, résuma Kim.

— Bah… Les côtes bretonnes, elles aussi ont été défigurées par l'argent, dit Florence. Toutes les enquêtes ont montré que c'est bel et bien pour gagner de l'argent que des armateurs avaient pris le risque de faire circuler ces pétroliers au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité. Ils trichaient sur tous les plans pour en tirer des profits : ils battaient pavillon de complaisance pour échapper au fisc et aux règlements, payaient à vil prix des chômeurs non qualifiés pour naviguer, dépassaient les charges admises, n'entretenaient pas le matériel, longeaient les côtes au plus près pour aller plus vite. Et on construisait, par souci de rentabilité encore, des monstres toujours plus énormes, à tel point qu'un accident devenait une catastrophe aux conséquences de plus en plus irréparables.

Philippe renchérit :

— Dans tous les domaines, les risques encourus de tout temps par la cupidité se sont trouvés aggravés par le développement industriel : l'ampleur des dégâts a changé d'échelle et puis leurs conséquences se faisaient sentir à plus long terme…

Christine remarqua :

— Quel égoïsme ! Chacun de nous a parlé que de son petit monde personnel. C'est vrai que nous avons été tous amenés à ressentir les effets de l'économie du profit à tout crin. Mais tous ici nous vivons dans un pays

particulièrement favorisé sur le plan économique. Que devraient raconter tous les autres, l'immense majorité des habitants de cette planète, tous ceux qui ont fait les frais de notre bien-être et de la « guerre économique » ! Les conséquences de la course à la rentabilité ont été bien plus graves pour eux !

Alors Serge intervint et expliqua :

— Jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale, les pays industrialisés, disons, en bref, « les pays du Nord » avaient chacun la mainmise sur des pays en voie (?) de développement, disons sur les pays du Sud, qu'ils avaient colonisés. C'était leur chasse gardée, leur « réservoir réservé », dans lequel ils puisaient les matières premières (ou soldats) dont ils estimaient avoir besoin.

Est-ce sous la pression insurmontable du progrès des moyens de communication, donc d'information, toujours est-il qu'un beau jour cette domination organisée dut céder au désir d'indépendance manifesté par ces colonies. Cela ne s'accomplit évidemment pas sans heurts, tant il est vrai que les dominants n'ont jamais cédé de plein gré devant la raison. Mais si le Nord fut contraint d'accorder l'indépendance politique au Sud, il maintint sa mainmise économique, qui se déploya dès lors non seulement sans frontières politiques mais surtout sans mesure. Ce fut le début d'une guerre économique sans répit et sans merci, où toutes les règles étaient faussées : c'est le Nord qui avait besoin du Sud pour lui fournir les matières premières nécessaires à assurer la croissance sur laquelle reposait sa vie économique, et pourtant c'est aussi le Nord qui en fixait le prix ! C'est la monnaie du Nord, par ses trusts, ses hommes d'affaires, se multinationales et leurs actionnaires, qui devint propriétaire non seulement des mines, des terrains et de leurs récoltes, mais aussi des hommes du Sud dont la main-d'œuvre était payée… à un taux dérisoire. Tout ceci était légal, les pays étaient politiquement indépendants, mais la loi du marché, bien plus forte que toutes les lois politiques, méprisant les plus élémentaires lois humaines, en avait fait des pays asservis, en voie d'épuisement. Car tout ce qui était rentable était devenu la propriété légale (toujours selon la « loi du marché ») d'une minorité, tandis que la foule de ceux qui avaient été ainsi dépossédés de leur part naturelle de cette planète s'entassait dans

d'horribles bidonvilles. Les plus heureux gagnaient un salaire de misère à faire pousser de la nourriture, non pour eux, mais pour le bétail des pays du Nord. Les autres s'acharnaient à cultiver les terres sans ressources, au détriment de l'humus et de la forêt, ces éléments vitaux de la terre. Et suivant une réaction biologique qui assure la conservation de l'espèce, tous proliféraient à un rythme catastrophique.

Christine intervint :

— Oui, alors il y a eu des gens pour dire : « il faut arrêter cette croissance démographique, castrer ces fous qui prolifèrent honteusement ». Sans savoir ce qui sautait aux yeux : les populations bien nourries ne prolifèrent pas !

Je ne pouvais m'empêcher de faire un rapprochement avec ce que je venais de quitter. Kim dut lire dans ma pensée, car il me dit :

— Tu vois, Kou, pourquoi je t'ai dit tout à l'heure que nous te comprenions. Nous n'avons pas oublié les étapes par où nous sommes passés. Mais nous avons compris où était le mal, comment la loi du marché, la loi de la rentabilité à tout prix, la compétitivité, la recherche des bons placements, des valeurs sûres, des terrains « qui rapportent » et des affaires « qui marchent » cachaient un pillage catastrophique de la planète et une destruction pure et simple de l'humanité. Un tel fossé ne pouvait continuer à se creuser entre les quelques possédants et des populations entières possédées. Il fallait que ça craque.

Hélène intervint :

— Ce sont les pays producteurs de pétrole qui se sont organisés les premiers pour réagir contre les pilleurs. Ils l'ont fait lentement. Dans certains pays, « l'Empereur », ou le « Roi », était du côté des possédants et profitait du pillage aux détriments de son peuple. Ainsi, aux luttes de libération contre la mainmise étrangère se mêlèrent bien des luttes politiques intestines, qui eurent vite fait de se transformer en lutte raciales et en luttes religieuse, les plus âpres de toutes.

— Oh, coupa Christine, on a vite fait de dire par exemple que les Africains se bouffaient entre eux par racisme. Mais on avait tout fait pour ça : comment avaient été tracées les frontières en Afrique ? On dirait que les

colonisateurs avaient pris un malin plaisir à les faire passer au milieu des peuples !

— Peut-être par ignorance, remarqua Hélène, mais c'est un fait lourd de conséquences.

Serge poursuivait sa pensée.

— C'est vrai que ce sont les pays producteurs de pétrole qui ont réagi les premiers. Mais c'est de partout à la fois que le Vieux Monde craquait et des points de rupture se manifestèrent également dans le Nord, et ceci m'amène à vous rappeler le second facteur responsable de la monté du chômage dans nos pays, sous le règne de l'économie de marché, le premier étant, nous en avons parlé déjà, le développement de l'automatisation dans tous les processus de production. Ce second facteur fut le transfert des industries de transformation dans les pays du Sud, là où la main-d'œuvre, si mal payée, ne coûtait rien. Si bien que, toujours dans ce même but de rentabilité les populations du Nord furent elles aussi victimes de cette guerre économique et leur situation insupportable, face à tant de moyens inexploités, les amena aussi au point de rupture.

Danièle, à mon côté, paraissait tout aussi abasourdie que moi.

— C'est si facile à expliquer maintenant. Comment a-t-on mis si longtemps à comprendre ? Il était si simple de mettre fin à toutes ces monstruosités, sans causer de préjudice à personne, murmura-t-elle.

Je bouillais de l'impatience de découvrir enfin comment.

Chapitre 6
Les bases de l'économie distributive

J'avais réagi vivement lorsque Danièle avait dit en soupirant que la solution était toute simple et ne coûtait rien à personne. Car je ne l'imaginais pas du tout.

— Mais enfin, fis-je remarquer, on ne peut pas se passer du marché, des échanges, de l'argent. On ne peut pas vivre chacun pour soi, ce n'est plus possible à notre stade de civilisation !

Serge sourit à ma réaction.

— Ne mélangeons pas tout, me dit-il avec calme. Qui parle de vivre en autarcie ?

Je n'osai pas lui faire remarquer que je n'avais sûrement pas employé ce mot. Je le laissai poursuivre :

— Il n'en est pas question, et loin de là ! reprit-il. Nous vivons en société. Nous vivons VRAIMENT en société, insista-t-il, et c'est cela qui est nouveau. Nous sommes organisés, enfin, en une véritable société, je dirai presque à l'image des cellules du corps humain.

— Mais il me semble que depuis les temps préhistoriques, l'homme a toujours vécu en société ?

— Oui, mais tant que les moyens de production étaient tels que l'homme devait vendre son travail en échange de ses moyens d'existence, il était amené à compter chacun de ses gestes, à ne rien donner. Tout devait lui être payé. Il ne faisait rien sans en attendre un avantage précis, calculé. Ainsi la société était une association à laquelle chacun participait par intérêt, mais, en fait, chacun pour soi. Tant mieux si les intérêts convergeaient, tant pis pour les faibles quand les intérêts s'opposaient, ce qui était bien souvent le cas…

— Mais l'égoïsme est le propre de la nature humaine…

Gabrielle intervint :

Comment pouvez-vous dire ce qu'est la nature humaine ? Elle est si diverse et si multiple ! On peut citer autant d'actes courageux et désintéressés que de méfaits sordides.

Serge me répondit ensuite :

— Il n'est pas question, pas une seconde, de changer la nature humaine. Ce que nous avons changé, sous la pression de la nécessité, ce sont les rapports économiques. Et ceci, par conséquent, a changé le comportement des êtres humains.

Vous avez vu à quel point, des l'ancienne société, tout se traduisait en argent. Si bien que la motivation de toute entreprise économique était un apport financier. L'utilité était totalement oubliée, car l'argent dénaturait toutes les intentions, mêmes les meilleures. Même la nocivité passait à l'arrière-plan, en dépit des efforts des écologistes. C'est donc au niveau de la motivation qu'il fallait agir, et c'est là le changement fondamental apporté par « l'économie des besoins », ou « économie distributive ».

— Mais on ne peut pas se passer d'argent, murmurai-je, ahuri.

— On ne s'en passe pas, mais on ne passe plus son temps à chercher une combine pour en gagner plus, répondit Christine. On n'a plus de soucis d'argent… résuma-t-elle d'une voix chantante.

Serge expliqua :

— Chaque être humain est assuré de toucher un revenu sa vie durant, quelle que soit son activité, et…

— Un revenu ? Tout le monde est rentier ?

Je fis rire tous mes amis. Pourtant Hélène ne fut pas choquée par ma formule :

— c'est ça, dit-elle. Nous avons hérité de tous les progrès techniques que tant de générations nous ont apportés. Maintenant, nous en profitons. Et quand des machines peuvent faire notre travail, elles le font pour nous. Alors nous nous partageons ce qu'elles produisent.

Après tout, pensai-je, c'est bien pour en arriver là qu'on a inventé tant de moteurs et tant d'automatismes. Mais tout cela me paraissait trop

simple…

— Mais enfin, les machines ne font pas tout !

— Bien sûr, me répondit Philippe en reprenant son sérieux. Aussi ne passons-nous pas notre vie à nous croiser les bras devant elles ! Nous avons rompu le lien entre travail et revenus, mais cela ne veut pas dire que nous ne travaillons plus.

— Chacun est obligé de participer au travail nécessaire, expliqua Hélène. C'est ce que nous appelons le Service Social. Sa durée totale, dans la vie d'un individu, diminue au fur et à mesure des progrès. Mais il n'y a plus d'un côté les chômeurs dont le travail n'est pas nécessaire, et de l'autre ceux qui, ayant encore un emploi, bossent toute la vie et paient par leur travail les allocations de chômage des autres. Une société faite d'assistés et d'exploités, ça ne pouvait plus durer !

— Alors chacun travaille à tour de rôle ?

— Oui, chacun doit à la société sa part de travail et reçoit d'elle l'assurance de revenus versés à vie, reprit Serge. Il n'y a plus échange ponctuel : une heure de travail égale tant de francs. Ce n'était plus possible. Il y a maintenant une participation globale, à vie, de tous les membres qui constituent la Société humaine, en échange de leur prise en charge économique, à vie. C'est un engagement réciproque entre un individu et la Société, une sorte de contrat social des temps modernes.

— Mais cette pris en charge est une aliénation ! Toucher des revenus toute sa vie, c'est être assisté toute sa vie !

— Non, puisque c'est un échange. Et l'individu doit non seulement son travail, bien défini, pendant le temps nécessaire, mais aussi sa participation active, critique, à la vie de cette société.

Christine interrompit la réponse que Serge me faisait :

— Vous croyez que les penseurs de l'Antiquité, pour qui travaillaient des esclave, ou les seigneurs, au temps de la féodalité, qui exploitaient leurs paysans, se sentaient aliénés ? Et les fils à papa qui héritaient d'une affaire florissante et en vivaient sans travailler, ils se sentaient assistés ? J'aime mieux profiter du travail des machines que de la sueur des ouvriers !

— Mais quand on est payé de toute façon, pourquoi faire du zèle ? Quel recours avez-vous contre les tire-au-flanc ?

C'est Christine qui me répondit encore avec vivacité :

— Ah, vous raisonnez bien comme nous le faisions quand seul le profit, l'argent, la croissance, nous aveuglaient ! On en était arrivé à ne pas pouvoir imaginer d'autre stimulant. Mais enfin, vous n'avez jamais rencontré un instituteur par exemple, qui se donnait du mal pour ses gosses et non pour gagner plus ? Vous croyez vraiment qu'il n'existe pas d'autre intérêt dans la vie que le fric ?

La verve de Christine gênait un peu Serge. Mais elle continua :

— Enfin, vous n'allez pas me faire croire qu'on a plus de zèle quand on travaille pour faire gagner de l'argent à un patron que lorsqu'on fait un travail parce qu'on voit qu'il est utile ?

Comme elle cherchait son souffle, Serge reprit :

— Les fainéants sont d'abord considérés comme des malades. Et nous les traitons mieux que n'étaient traités les handicapés autrefois.

Des lois ont été faites pour diminuer les revenus des fortes têtes : puisqu'ils refusent leur aide il y a rupture contrat, donc la Société ne leur doit plus son assistance totale. En fait, cette loi n'est pas appliquée, car les gens qui auraient à le faire préfèrent en général condamner les resquilleurs à être des assistés, comme vous dites. La Société humaine en a les moyens. Elle est au-dessus de ces comptes sordides.

— Et, ajouta Hélène, ces tire-au-flanc, on s'en est vite aperçu, sont le plus souvent des gens qui souffrent de s'être mal orientés. Laissés libres, ils commencent par s'ennuyer. Après quoi ils trouvent eux-mêmes une occupation qui leur convient. Ici, la liberté donne de meilleurs résultats que la contrainte, et l'influence de l'entourage est plus efficace que l'application de la loi.

Ahuri par une si nouvelle façon de voir, j'avais du mal à assimiler tout ce qui m'était dit. Je réalisai alors qu'il me manquait, pour comprendre, quelque chose d'essentiel :

— Mais tous ces revenus, versés à tout le monde, d'où viennent-ils ?

— Évidemment, dit Serge, c'est la question principale. Je vous ai dit que l'Économie des Besoins avait supprimé le profit en tant que motivation des actions économiques. Il n'y avait pour cela qu'un moyen : changer la nature de la monnaie.

— Mais comment ?

— En créant une monnaie gagée sur la réalité, c'est-à-dire sur la production du pays. Une monnaie dont le seul but est de permettre la distribution de cette production, biens et services. Cette monnaie « distributive » est nécessaire pour conserver à tous la possibilité de choisir ce qu'ils veulent consommer : c'est une monnaie de consommation.

— Oui, sinon, il s'agirait de bons, comme pendant la guerre. Tant de grammes de viande tant de pain par jour !!

— Alors que nous ne sommes plus en régime de restrictions forcées ! Il ne s'agit plus de rationner les gens, amis tout au contraire de leur donner la possibilité d'exprimer leur choix.

— Mais quelle quantité de monnaie est créée ? Comment est-elle créée ? Quels sont les revenus ? Quels sont les prix ?

— La somme totale de monnaie distribuée sous forme de revenus est égale à la valeur totale de la production disponible, à distribuer, biens et services, compte tenu de ce qui est nécessaire pour les services publics. L'unité est arbitraire. Ici nous l'appelons toujours le franc. Le prix d'un produit est fixé suivant sa rareté, suivant la difficulté de le créer (rareté de matières premières, dangers pour l'environnement, manque de spécialistes). Les revenus sont versés chaque mois à tous les individus, quel que soit leur âge, sur un compte, analogue à vos comptes bancaires. À chaque achat, le compte de l'acheteur est débité de la somme correspondante. Le plus simple est le paiement à l'aide de la carte. Les caisses des magasins sont munies d'un terminal qui fait instantanément l'opération. Mais pour d'autres achats, vous payez par chèque. La somme correspondante est enregistrée par le détaillant. Vous pouvez aussi payer avec des billets : celui à qui vous les donnez met un tampon dessus, comme on oblitère un timbre.

— Parce qu'il existe quand même des détaillants ?

— Mais bien sûr, et leur rôle est très important. Comme ils sont au contact des consommateurs, ils servent d'intermédiaires entre eux et les producteurs. Parce que, et cela est essentiel pour bien comprendre notre système, ce sont les consommateurs qui décident de ce qu'il faut produire. Ils en décident par leur choix. Si une marchandise n'a pas été écoulée, on en baisse la production. Si pour une autre, la demande excède les réserves, les détaillants alertent les producteurs. Vous comprenez pourquoi nous appelons ce système l'économie des besoins ?

— Ce sont les consommateurs qui décident de la production à créer, répétai-je. Par leur choix. Oui, bien sûr. Et les détaillants ne les influencent pas ?

— Pourquoi ? Autrefois, les consommateurs étaient influencés par la publicité, qui faussait tout. Maintenant, il n'y a plus de fausse publicité puisque les gens ne gagnent pas plus à vendre tel produit plutôt que tel autre. Donc les détaillants sont des informateurs. Souvent même ils testent eux-mêmes les produits qu'ils proposent, sans qu'aucun intérêt personnel ne vienne fausser leur jugement.

— Et l'argent qu'ils encaissent ?

— Ils n'encaissent pas. Ils débitent les comptes des clients, soit par ordinateur, soit en transmettant les chèques reçus « à la banque », soit en oblitérant les billets.

— Mais que devient tout cet argent ?

— Il n'existe plus, dès qu'il a servi. C'est une monnaie de consommation qui a joué son rôle quand elle a fait passer un bien du producteur au consommateur. Au fur et à mesure que d'autres biens seront créés, la monnaie correspondant à leur valeur sera créée parallèlement, jusqu'à ce qu'elle soit utilisée. La monnaie n'est plus gagée sur l'or comme autrefois, ou sur je ne sais quelle image ensuite. Elle est aujourd'hui gage sur la production.

— Elle représente une certaine production ?

— Pas précisément, puisque le consommateur peut l'utiliser selon son choix. Elle est un pouvoir d'accès à la production générale.

— Mais elle ne peut pas servir deux fois ?

— Non. La monnaie, en économie distributive n'est pas thésaurisable. C'est grâce à cela que la recherche de la satisfaction des besoins réels est ce qui motive les actes de l'économie.

— L'argent ne peut plus rapporter ?

J'avais du mal à me faire à cette idée. J'insistai :

— Vous ne pouvez plus faire de placement ?

— Non…

— Oh, dit Christine en riant de mon étonnement, vous êtes encore nombreux à faire des placements, et des placements sûrs ? Il y avait bien longtemps que les revenus des travailleurs n'étaient pas autre chose que de la monnaie de consommation, puisqu'ils les dépensaient tout de suite, pour vivre. Alors, pour eux, pas de placements possibles. Quand ils voulaient acheter un appartement, par exemple, c'est un emprunt, qu'ils faisaient. C'est dire qu'ils payaient au moins le double, à tempérament. Et le placement, c'est les banques qui le faisaient, à leurs dépens…

Philippe apporta un autre point de vue :

— J'ai bien connu le milieu des affaires. Croyez-moi, on n'y vivait pas dans l'euphorie. Que de risques, que de crises cardiaques ! Même les investissements qui paraissent les plus sûrs ne rapportaient pas ce qu'ils promettaient car, entre temps, un concurrent lançait un nouveau procédé, un meilleur matériel, ou bien des importations massives à meilleur marché venaient tout remettre en question…

— Vous auriez résolu à la fois le problème du chômage et celui de l'inflation dans les pays industrialisés ? demandai-je, incrédule, en pensant à ces deux fléaux qui nous accablent depuis plusieurs années.

— Parfaitement, répondit Serge. Quand un nouveau procédé est inventé, qui supprime de la main-d'œuvre, c'est automatiquement une diminution du temps de travail, de Service Social, disons-nous, qui en résulte, puisque ce temps est calculé pour la satisfaction des besoins. Il n'y a donc pas apparition de chômage mais augmentation du temps libre pour tous.

— Vous comprenez que notre politique est donc de favoriser la recherche technologique, commenta Hélène.

— D'autre part, reprit Serge, il ne peut plus y avoir inflation puisque la monnaie est gagée sur la production : elle est créée automatiquement en quantité nécessaire et suffisante, puis disparaît.

— Et de plus, les prix ont un sens, commenta à son tour Nicole. Ils ne dépendent plus des prétentions intermédiaires inutiles, ou des démarcheurs. Ils ne sont plus grevés par la publicité, et ne sont jamais plus « à la tête du client ». Ils représentent vraiment quelque chose.

Tout ceci ma paraissait cohérent, mais décidément trop simple et une foule de questions venaient à mon esprit totalement dérouté. Comment les entreprises achetaient-elles leur matériel ? Leurs matières premières ? Comment évaluait-on les services ? Comment vivaient les agriculteurs ? Comment calculait-on les impôts ? (au mot d'impôts je vis tout le monde sourire, apparemment, c'était un mot oublié). Qui payait les artistes ? Comment calculait-on la durée du service social ? Était-il le même dans tous les métiers ? Y avait-il des voleurs ? Et les échanges commerciaux avec les pays étrangers ?

— Il faudrait bien plus que la nuit pour te répondre en détails. Et tu auras une bien meilleure réponse en nous voyant vivre, dit Kim. C'est pour cela que nous avons prévu pour toi ce voyage à travers le pays. Tu vas rendre visite à tes nouveaux amis : ils te montreront, sur le tas, ce qu'est l'économie distributive.

— Mais le système économique ne résout pas tout. Il ne tient pas lieu d'organisation politique. Quel est votre régime politique ?

— Tu penses bien, me répondit Kim, que depuis que chacun d'entre nous est assuré de toucher des revenus, jusqu'à la fin de ses jours, aucune dictature ne peut lui imposer sa loi ! Et puis le fait que nous ayons tous ainsi les moyens de poursuivre nos études aussi longtemps que possible, a formé les jeunes à ne pas se laisser mener. Nous avons donc réalisé peu à peu une véritable démocratie, et tu t'en apercevras vite.

— Et sur le plan administratif ?

— Au début, pour simplifier nous avons conservé les anciennes structures de l'État. Mais nous nous sommes vite aperçus que ceci impliquait une centralisation que nous ne pouvions plus supporter. Maintenant, l'échelon le plus grand est celui de la région. C'est celui qui est le plus naturel, et c'est l'optimum au point de vue de la production. Ainsi le monde est devenu une fédération de régions. Mais je ne veux pas entrer dans les détails avant que tu aies pu voir. Serge et Hélène t'accompagneront, ajouta Kim, leurs compétences en économie et en sociologie les rendront à même de répondre à toutes les questions.

— Quel changement vous avez vécu ! Il a dû être difficile de s'adapter ?

— C'est ce qu'on croyait. Mais en fait, tout le monde s'y est mis et s'est vite passionné par la création d'un système économique tellement nouveau. Et l'enthousiasme, dès les premiers résultats, a créé une dynamique inespérée.

Nous étions tous tellement captivés par notre conversation, que personne ne songeait à mettre fin à la soirée. Il était près de trois heures du matin quand nous primes congé de nos hôtes.

Serge et Hélène offrirent de me raccompagner. Confortablement assis dans la voiture, je ne pouvais m'empêcher de penser à tout ce que je venais d'entendre et une remarque me vint à l'esprit. Je l'exprimai à Hélène, assise à côté de moi :

— Tout de même, on ne peut pas jeter la pierre ainsi au système capitaliste ! Le régime du marché a été un facteur déterminant du progrès, et c'est bien grâce à la recherche du profit que tant d'ingénieuses inventions ont été réalisées ! Et quels zèles il a suscités !

— Absolument, me répondit Hélène. Nous sommes parfaitement d'accord là-dessus et nous reconnaissons bien volontiers tout ce que nous devons à ce système économique qui fut le moteur du progrès pendant des générations. Nous lui avons d'ailleurs élevé un monument en signe de reconnaissance. Mais il en est de l'économie mercantile comme des chars à bœufs : elle a fait son temps. Nous avons atteint un tel degré de technicité et nous disposons de moyens tellement énormes, que laisser l'initiative des

actions humanitaires à l'aiguillon du profit non seulement n'était pas justifié par la nécessité d'une croissance à poursuivre, et créait des misères intolérables mais en plus, développait la production de façon tellement anarchique qu'elle faisait courir un risque énorme menaçant jusqu'à la survie de notre planète. Nous avons passé un tournant de l'histoire de l'humanité, dont témoigne la mutation de la société dans ses rouages et dans ses motivations.

— Mais est-ce qu'il n'était pas possible de s'adapter aux transformations techniques en restant dans le système du marché ?

— On a essayé jusqu'au bout, et dans tous les pays industrialisés. Sans succès, et je peux vous expliquer pourquoi nous avions passé le point de non retour.

Tandis qu'Hélène poursuivait, j'admirai la clarté de son esprit, à cette heure tardive.

— Vous avez compris, je crois comme beaucoup de gens à la fin de l'ancien système, que l'automatisation généralisée des tâches liées à la production entraînait logiquement la diminution du temps de travail nécessaire par individu.

Pour fixer les idées, prenons un chiffre. Admettons qu'on soit arrivé à un stade où, pour réaliser toute la production des biens de consommation d'une population, il soit nécessaire d'utiliser un quart de la main-d'œuvre qui y était nécessaire à l'époque de la semaine de 40 heures. Ajoutez autant, soit un autre quart, employé à assurer les services d'éducation et de santé, et qui vit de traitements, salaires ou honoraires versés par la population active, directement, ou par le truchement de l'État.

En faisant un calcul simplifié, vous voyez que de deux choses l'une, ou bien vous distribuez le travail à toute la population. Elle doit alors par conséquent en moyenne, 20 heures par semaine. Et pour qu'elle ait accès à toute la production, vous distribuez parallèlement à toute la population le pouvoir d'achat correspondant. C'est l'économie distributive.

Ou bien vous vous accrochez, comme nous avons essayé si longtemps de le faire, au libéralisme économique espérant que les choses s'organiseront toutes seules en vertu de je ne sais quelles lois occultes.

Alors que se passe-t-il ? Bien entendu, la moitié de la population qui a pu conserver son emploi, travaille 40 heures par semaine, en moyenne toujours ; elle produit tout ce qui est nécessaire à la population et touche des revenus corrects, bons et même très bons pour certains. Et l'autre moitié de la population, comment va-t-elle s'y prendre pour gagner son pouvoir d'achat ? Elle n'a d'autres possibilités que de le « pomper » à la moitié que je qualifie « d'utile » de la population.

Comment ? Par tous les moyens.

Les entreprenants vont chercher des créneaux, se lancer dans la fabrication de gadgets dont le besoin ne se fait pas sentir, alors ils vont faire travailler du même coup une horde de publicistes pour convaincre les gens qui ont des revenus qu'ils ne peuvent pas sortir avec un manteau déjà porté l'an dernier, ou sans être parfumés, maquillés, « after shavés », que le vert ne se porte plus cette année ou qu'on ne peut absolument pas vivre sans une chaîne à très haute fidélité en quadriphonie. Ils vont faire tourner l'industrie pour satisfaire toute sorte de besoins artificiels à seule fin de soutirer de l'autre moitié de la population le pouvoir d'achat dont ils ont besoin, et tant pis pour les conséquences que sont gâchis de matière première ou de cerveaux, pollutions et risques divers.

D'autres individus très doués vont gagner leur vie avec deux téléphones. Observons un de ces débrouillards ? Avec le téléphone qui est à portée de sa main droite, il achète une cargaison de n'importe quoi, disons de pomme de terre, en imposant un prix de misère au producteur, en lui expliquant que s'il n'est pas d'accord, on s'adressera à un autre qui saura saisir l'occasion car la production est abondante. De la main gauche, il téléphonera alors à un grossiste ou à tel ou tel mandataire à qui il revendra la même cargaison, sans même l'avoir vue, pour un prix fixé, après quelque marchandage, au double du prix précédent. Entre la main droite et la main gauche, le portefeuille de notre homme d'affaires se sera gonflé d'un revenu égal à celui gagné par le producteur. En échange de quoi ? D'un quart d'heure d'âpres palabres, preuves sans doute d'un certain talent, amis qui pourrait être mieux employé qu'à gonfler ainsi les prix de toutes les marchandises et à faire croître, inévitablement, l'inflation, fonction directe du nombre des intermédiaires.

J’ai pris l’exemple du commerce des pommes de terre, il ne tue pas grand’ monde. Mais que dire de l’activité de ceux qui vivent du commerce des armes en persuadant les peuples non informés que leurs voisins ont des moyens énormes et que, s’ils ne font pas l’achat des armes magnifiques qu’on leur propose, ils seront exterminés dans les plus brefs délais ? Et qui s’empressent d’aller ensuite tenir les mêmes propos aux dits voisins…

Vous voyez que toutes ce activités sont ou bien remplaçables par un ordinateur qui met en relation directe producteurs et détaillants, ou bien créatrices de nuisances à divers titres. Elles ne trouvent de « justification » que dans le régime du libéralisme économique parce qu’elles y sont le seul moyen de fournir des revenus aux plus entreprenants, je dirai débrouillards, (à la moralité plus ou moins douteuse), de ce que j’ai défini comme la seconde moitié de la population. Quant au reste, ceux qui ont l’honnêteté de reconnaître que la société peut vivre sans leur travail, qu’ont-ils pour vivre, en économie libérale ? Des indemnités chômage, c’est-à-dire que leurs revenus sont prélevés, par l’intermédiaire de l’État, sur ceux des autres qui ont ainsi le sentiment de les avoir à charge. Et quant à ceux qui ne figurent dans aucune de ces catégories, il leur reste la mendicité, le vol ou le suicide. Vous comprenez pourquoi le libéralisme avait atteint ses limites, et que la situation qu’il a amenée n’était plus humainement supportable ?

Je découvre ici des horizons nouveaux et commençant demain mon périple avec Hélène et Serge, je bous d’impatience. Est-il possible que tout soit aussi simple qu’ils le prétendent ?

Chapitre 7
La mutation

Étant tombés d'accord pour penser que la commune est la base de leur nouvelle organisation, mes amis estimèrent que c'est par une visite chez les Maury que mon voyage devait commencer : je pourrai, aussi longtemps que je le voudrai, profiter de mon séjour à Bolquère pour participer à la vie de ce village de la haute vallée de Cerdagne.

Marie et Jean voyageant avec nous, la question se posa de savoir si, à cinq, il était préférable de prendre le train, l'avion ou louer une voiture pour parcourir ces quelques mille kilomètres. Pour avoir les renseignements nécessaires, nous n'avons eu qu'à consulter le terminal d'ordinateur qui, chez Philippe comme dans tous les foyers, donne accès à un programme « voyage », capable de répondre instantanément à toutes nos questions. C'est ainsi que nous avons décidé de prendre la train de nuit du lendemain soir, qui nous déposerait à 8 heures du matin à la Tour de Carol, ou une voiture sans chauffeur, retenue par l'ordinateur, serait à notre disposition devant la gare.

J'ai été très surpris par le confort de la ligne Paris-Austerlitz-La Tour de Carol, dont j'ai souvent goûté chez nous la lenteur, la saleté et le manque de services disponibles. Ici les voyageurs peuvent écouter la radio individuellement, utiliser le téléphone, consulter des journaux, emprunter des livres ; on trouve des rafraîchissements ou des repas à toute heure ; enfin les couchettes sont confortables… et les toilettes sont propres !

Après avoir fort bien dîné, et tandis qu'Hélène accompagnait les Maury au wagon-cinéma, je restai à bavarder avec Serge. Je lui dis combien j'appréciais les dispositions prises pour agrémenter les voyages en chemin de fer. Il me répondit que de très efforts avaient été accomplis pour développer les transports par le rail, bien plus économiques, moins polluants et beaucoup moins dangereux que les transports routiers. Dans l'ancienne société, m'expliqua-t-il, de nombreuses compagnies de

transporteurs routiers avaient imposé leur volonté parce que ce mode de transport leur rapportait gros. Tant pis pour les prix. Je suis en effet très conscient du danger que font courir aux usagers des routes les poids lourds assujettis à de hauts rendements pour être plus rentables, donc à faire des rotations trop fréquentes et toujours chargés jusque, ou au-delà, des limites de sécurité. Il me semblait bien que tous ces déplacements rapides, bruyants, effrayants, n'étaient pas nécessaires ! Pourquoi transporter si vite, comme je l'ai vu, d'énormes troncs d'arbres sur l'autoroute du Soleil ? Faut-il vraiment construire pour cela d'aussi encombrants et dangereux semi-remorques ?

Apparemment, quand l'utilité et la raison priment la rentabilité (et encore… celle-ci était-elle toujours bien comprise ? et pour qui ?), les choses vont beaucoup mieux : ici c'est le nombre de lignes de chemin de fer qui a été augmenté. Beaucoup de voies ferrées qui avaient peu à peu été délaissées parce que déclarés non rentables, ont été réaménagées et modernisées. De nombreuses lignes ne servent qu'au trafic des marchandises, dont le maniement, très automatisé, est devenu si aisé qu'on en est arrivé à une solution mixte : rail pour les longs trajets, puis route pour les livraisons, ces dernières se faisant à l'aide de nombreuses camionnettes, vite chargées automatiquement des conteneurs arrivés par le rail.

Puis je posai enfin à Serge une question qui me préoccupait :

— Mais, lui dis-je, cette économie distributive ne s'est pas faite du jour au lendemain ?

— Bien sûr que non, me répondit-il. L'idée en avait été lancée depuis plusieurs dizaines d'années par un économiste, ou un sociologue, dont le nom m'échappe. Avec un courage et une patience exceptionnels, il a consacré cinquante ans de sa vie à expliquer à ses contemporains qu'ils devraient adapter leur système économique aux moyens issus des transformations techniques. Il a pour cela fait d'innombrables conférences, écrit vingt livres, lancé un journal périodique. Malgré la clarté de son style et la solidité de ses arguments, il se heurtait à l'incapacité de ses contemporains d'imaginer autre chose que l'économie de marché.

Simplement parce qu'eux-mêmes, leurs parents et leurs aïeuls, n'avaient jamais connu autre chose ! Du temps de Pascal, vous savez qu'on disait : « la mentalité humaine ne peut pas se passer du profit »… et on l'a traité d'utopiste. Après sa mort, la relève a été assurée. Son journal a poursuivi ses efforts. L'idée demeurait d'autant plus ferme que les faits lui donnaient raison. Ni le chômage, ni l'inflation ne pouvaient céder là ou se perpétuait l'économie de marché.

L'évolution s'est faite progressivement. Les grandes étapes ont eu lieu à chaque fois que la gauche accédait au pouvoir : le Front Populaire nous a valu la première réduction de la durée hebdomadaire de travail, et les premiers congés payés. Eh oui. On a tendance à l'oublier, mais avant, il n'était pas question qu'un travailleur Français puisse prendre seulement une semaine de repos tout en touchant son salaire ! Ce fut vraiment le premier pas. Le second eut lieu après la deuxième guerre mondiale : elle apporta le régime de la sécurité sociale, et les allocations familiales. Puis ce furent les autres allocations : de logement, de formation, de chômage : tous ces revenus, puisqu'ils étaient versés sans correspondre au travail, étaient bien le commencement de l'économie distributive.

La dernière étape eut lieu quelques temps après que la Vème République ait eut un Président vraiment socialiste. Et encore, pas tout de suite. Nous avons raconté comment, au début, le gouvernement socialiste essaya d'appliquer ses principes sans toucher à ce qu'on appelait le « libéralisme » économique. Les seuls grands progrès accomplis dans ces conditions furent une certaine décentralisation et un peu plus de démocratie dans certaines entreprises. Mais partout on continuait à entendre dire que les chômeurs étaient des paresseux, tandis que tous ceux qui réussissaient à gagner de l'argent méritaient l'admiration béate des foules, et cela, quelles que soient leurs activités…

Le gouvernement essuya ainsi deux graves échecs. D'abord, sa politique de relance par une redistribution du pouvoir d'achat : elle n'avait pas été préparée, si bien que ce ne fut pas notre commerce intérieur qui en profita, et l'accroissement de nos importations porta un rude coup à notre balance commercial. Pour rattraper cela, le gouvernement lança une

politique de rigueur destinée à restructurer nos entreprises économiques afin de les rendre plus compétitives. Cette politique aboutit à une terrible croissance du chômage, sans pour autant amener une baisse des prix. Finalement, cette restructuration, bien que nécessaire, loin de résoudre la crise, ne fit que l'aggraver.

La situation était désespérante. La rigueur avait été mal acceptée. La gauche se plaignait de ne pas voir le changement attendu. Tandis que la droite était trop de mauvaise foi pour reconnaître que cette rigueur différait fort peu de sa propre politique économique.

L'expérience qui s'était proclamée socialiste semblait donc proche de sa fin en France quand survint un drame qui ouvrit les yeux des occidentaux sur l'issue vers laquelle leur idéologie menait le monde. Le surarmement insensé auquel avait conduit la compétition mondiale, était tel que tous les pays disposaient de moyens de destruction gigantesques. En particulier, et pour faire « tourner notre économie » nous avions vendu aux peuples, qu'on disait du tiers-Monde, des armes prodigieusement puissantes. Ils ont appris à s'en servir. Dans tous les pays, des troupes avaient été formées. Des aviateurs aussi. Bref, tout était prêt, grâce à nos petits commerces et à nos gros marchés, pour le scénario final.

Alors survint ce qu'on a appelé la Guerre Terrible. Dans un de ces pays, un commando de jeunes aviateurs s'est formé. Tous des jeunes, qu'on avait arrachés à leurs habitudes millénaires et qui avaient fort mal supporté ce changement. Un beau jour, ils ont décidé une descente en kamikaze. Ils ont décollé avec leurs jets pour l'exercice quotidien et brusquement, ils ont viré de cap. À l'aveuglette, ils ont foncé comme des fous vers le Nord et se sont écrasés, par hasard, au cœur de notre belle Provence. Nous y avions enterré des missiles à tête nucléaire. Oh, sans danger, nous avait-on dit, car tous les dispositifs de mise à feu étaient hors d'état de fonctionner seuls… Mais deux de ces jets sont tombés sur nos ogives ; L'explosion a été formidable. Les éclats ont fait sauter des têtes nucléaires, à moins que ce ne soit l'onde de choc transmise par le sol. Toujours est-il que la catastrophe a endeuillé la région de milliers d morts, sur le coup et dans les années qui ont suivi. Nombreux sont les survivants qui sont toujours en traitement. Toute la région a dû être évacuée d'urgence. Ses habitants, mis

d'abord en quarantaine, sont restés traumatisés à vie. Et la Provence est radioactive pour encore bien longtemps.

Je restai ahuri. Comment la tension Nord-Sud, à laquelle nous nous étions presque habitués, nous les gens du Nord, a-t-elle pu détruire un pays où il faisait si bon vivre à l'abri du malheur des autres ?…

— Cela aurait pu avoir des conséquences encore plus graves…

— Oh oui, c'est un miracle qui la planète n'a pas sauté car, bien entendu, quand les explosions nucléaires ont eu lieu, tout le monde a cru qu'il s'agissait d'une attaque en règle des Russes. Le dispositif d'alerte nucléaire, déclenché automatiquement, débouchait sur une riposte et l'envoi de missiles sur Moscou était imminent. Ce fut un miracle qu'un responsable eut le sang froid de prendre le risque d'arrêter la riposte ! Mais quelle peur nous avons eue et quelle terreur suivit cette attaque ! C'est le prix qu'il a fallu payer pour que le monde comprenne la leçon. On sut voir, au dernier moment, qu'il était devenu vital de remettre en question l'idéologie qui avait si largement imposé sa loi du profit à tout prix, de repenser nos habitudes économiques et par conséquent nos relations avec le reste du monde.

— C'est la peur de la révolte du Tiers-Monde qui amena l'économie distributive ?

— C'est la conjonction de l'échec de toutes les politiques économiques face à la crise, et du danger qu'elles faisaient courir à la planète en armant un Tiers-Monde dont la misère n'était plus tolérable.

— Et c'est en France que la nouvelle économie a pris forme ?

— Oui, car en France on venait de découvrir que le socialisme et la loi capitaliste du marché étaient incompatibles : on voulait bien que l'État aide ceux qui n'avaient plus de travail, mais on n'admettait pas que cela ruine ceux qui en avaient encore. Je me rappelle quelques chiffres relatifs à la dernière année du mandat de Valéry Giscard d'Estaing : le chômage coûta cette année-là 104,2 milliards de francs au pays, dont 34 milliards en indemnités de chômage, 31 sous différentes formes d'intervention en faveur de l'emploi, 14 en dépenses de l'Agence et du Fonds National pour l'Emploi, et enfin 39milliards de pertes de recettes (8 milliards d'impôts sur

le revenu et 31 milliards de cotisations à la sécurité sociale). Faites le calcul : il y avait à la fin de cette période un peu moins de 1,8 millions de chômeurs, si les 104,2 milliards leur avait été distribués, chacun d'eux aurait reçu un revenu social mensuel d'un peu plus de 4 800 francs ! Mais au lieu de cela on s'évertuait à trouver toutes sortes de solutions coûteuses et sans effet, tandis que l'allocation forfaitaire était de 26,50 francs par jour (soit moins de 800 francs par mois) et que toute une catégorie de chômeurs avaient épuisés leurs droits, était oubliée.

Ainsi, à l'heure même où sur le plan mondial, la révolte des pays exploités par la loi du marché mettait en péril la survie de la planète, nous étions devant le choix crucial suivant : condamner à la misère une partie de plus en plus importante de la population pour maintenir le profit de quelques grosses affaires compétitives, ou inventer autre chose afin de se comporter conformément à l'idéal de justice et de liberté qui fit l'image de la France dans le monde. Les socialistes responsables, à qui une très forte majorité avait fait confiance, furent ainsi amenés à écouter les propositions des « distributistes », et à oser imaginer les appliquer !

— Ce dut être difficile, car cette économie distributive, c'est une rupture totale avec le libéralisme économique…

— … qui était la liberté du renard dans le poulailler !

— Sans doute. Mais tant de gens y tenaient. Même ses victimes le portaient au pinacle ! Comment les socialistes ont-ils pu évoluer eux-mêmes puis convaincre ?

— Ce qui les a fait évoluer, c'est la confrontation avec la réalité : quand ils ont compris qu'il leur était impossible de tenir leurs engagements s'ils continuaient à laisser la finance internationale dicter ses lois sur le plan économique, c'est-à-dire en fait, leur imposer sa politique. Quand ils se sont aperçus qu'ils n'avaient pas les moyens d'appliquer leur programme ou que les lois qu'ils faisaient étaient sans effet, ils ont pris conscience qu'en trahissant la confiance de tous ceux qui attendaient d'eux un avenir meilleur, ils menaient la France en catastrophe.

— Mais leurs difficultés étaient dues à la crise des pays industrialisés, la France ne faisait pas exception…

— Ils en avaient si bien conscience qu'ils ont mené leur action à la fois sur le plan purement intérieur et sur le plan international.

Sur le plan intérieur, il leur a paru essentiel de se donner les moyens d'essayer une solution originale à la crise. Pour cela, il fallait que le pouvoir politique, élu au suffrage universel, soit aussi le pouvoir économique. Et comment y parvenir si leurs décisions prises, démocratiquement pour le plus grand bien de tous, étaient remises en cause à chaque variation du dollar U.S. !

— C'est que la France avait besoin de l'économie des Etats-Unis !

— Oui, mais la France possédait aussi des moyens en hommes et en matériel, qui étaient PARALYSÉS par la finance internationale ! Songez que pour entreprendre de gros travaux, une entre prise nationalisée, É.D.F., par exemple, ne se procurait des crédits qu'en souscrivant des emprunts en dollars, à des taux d'intérêts énormes, auprès de banques étrangères. Et que dire de l'attrait qu'exerçait la montée du dollar sur les profits des entreprises ? Plutôt que de les réinvestir en France, il était plus rentable de les convertir en pariant sur la hausse du dollar, ou du mark, ou du franc suisse ! Les socialistes ont compris qu'ils ne pouvaient mener aucune politique économique dans ces conditions.

— Comment pouvaient-ils y échapper ?

— En mettant les transactions économiques intérieures à l'abri des jeux de la Bourse internationale, c'est-à-dire en créant une monnaie nouvelle à usage purement interne.

— C'était fermer les frontières !

— Non, car, parallèlement, je vous l'ai dit, les Socialistes ont mené une politique complémentaire sur le plan international. Au sein de l'Internationale Socialiste, ils ont obtenu que soit établie, pour régler tous les échanges entre nations, une monnaie mondiale qui ne soit plus la monnaie d'un pays privilégié comme c'était le cas du dollar.

— Alors sur quoi a été basée cette monnaie ?

— Sur les excédents des productions nationales. Un organisme mondial fixe dans cette monnaie les prix des matières en fonction de ces

productions, ce qui permet de les régulariser.

— Quels changements ! Tout cela a dû prendre beaucoup de temps. Comment l'économie distributive s'est-elle établie en France ?

Il a d'abord fallu présenter un projet économique clair, concret, précis et un programme de réalisation applicable en très peu de temps. Ceci a demandé des mois de travail. Mais il fallait cela pour convaincre.

Le plan prévoyait le démarrage du nouveau système le jour où serait voté la première loi du socialisme distributif, c'est-à-dire celle qui a fait du Franc français , utilisé en France, une monnaie interne de consommation, non thésaurisable, et émise au nom de la Société Française.

Pour que chacun puisse toucher son Revenu Social dès le premier jour, on avait d'abord demandé à toute personne résidant en France de se faire ouvrir un compte courant dans la banque de son choix, ou à la poste. Il existait tellement de banques, ayant tant de succursales que cela s'est fait en trois mois.

— Comment était-on sûr que personne ne se faisait ouvrir plusieurs comptes ?

— En donnant pour numéro de compte le numéro de sécurité sociale, c'est-à-dire le numéro d'identité nationale>, tel qu'il existait depuis longtemps. Et en vérifiant qu'il n'y avait qu'un compte pour un numéro donné. Avec les moyens informatiques qui étaient déjà en place, c'était facile.

— Toutes les banques ont donc été nationalisées ?

— La plupart l'étaient déjà. Les autres l'ont été par cette même première loi.

— Pendant que les gens se faisaient ouvrir ce compte spécial, l'ancienne monnaie avait encore cours ?

— Bien sûr ! On n'arrête pas les trains pour construire une nouvelle gare ! On avait simplement suspendu les transferts de très grosses sommes.

En même temps, les services fiscaux ont évalué les revenus moyens de chacun à l'aide des déclarations remplies l'année précédente. On connaissait d'autre part tous les chômeurs recensés, tous les enfants puisqu'ils sont déclarés à la naissance. Il n'y a eu qu'à recenser en plus les « marginaux » dont la plupart sont venus d'eux-mêmes quand ils ont compris qu'il s'agissait de leur ouvrir un compte ! À l'INSEE revint la charge d'un travail primordial essentiel et urgent : le recensement des moyens et des véritables besoins.

— Véritables ? Comment juger ?

— Je veux dire que ce qu'il s'agissait de connaître, ce n'était plus seulement les besoins SOLVABLES, des gens qui avaient encore des revenus. Mais ceux de tous ceux qui n'hésiteraient pas une seconde sur l'emploi qu'ils feraient de quelques milliers de francs. Les économistes n'avaient guère été formés à cela et ils durent faire preuve d'initiative. En économie de marché, toutes les prévisions, y compris bien sur celles, essentielles, de tous les commerçants, étaient basées sur les dépenses effectuées. Il fallait prévoir celles qu'un revenu décent pour tous allait susciter.

Il y eut même le recensement de tous les moyens potentiels inutilisés : entreprises en faillite, usines sans commandes… et des chômeurs, mais là, en principe, l'ANPE était équipée…

— Alors, quand tout a été prêt, la loi a été votée ?

— Presque. Ce qui a le plus fait traîner le vote de la loi, ce sont les débats sur les règles d'établissement du premier Revenu Social. Il y avait deux écoles. Les uns disaient : on divise le montant total disponible par le nombre de compte ouverts. Des parts égales pour tous. Ce fut impossible à faire voter. Alors on consacra un temps fou à établir les lois servant à calculer le montant des revenus des premiers mois. Pour rendre la transition facile, on évité toute variation trop brutale ou injuste. Si bien qu'on prit une mesure qui fit que la majorité des gens ne s'aperçut pas tout de suite du changement : le montant du premier revenu social des salariés et des retraités fut pris égal au montant du salaire ou de la retraite qu'ils avaient touché le mois de référence, sous l'ancien système, s'il était au

moins égal au revenu minimum garanti. Dans les professions libérales, le premier revenu social a été égal au revenu moyen, disponible après impôt, tel qu'il résultait de la dernière déclaration au fisc, mais plafonné à sept fois le revenu minimum garanti. Enfin pour tous ceux qui ne touchaient rien auparavant, ou des allocations, par exemple celle du chômage, inférieures au revenu minimum garanti, leur premier revenu a été ce minimum.

L'important était qu'au démarrage tout le monde ait de quoi vivre et une motivation pour aider à ce que le système s'améliore. Pour cela, et parallèlement à la réorganisation économique, un très gros travail de préparation des esprits avait été entrepris. C'est à cette fin surtout qu'on a créé l'ANPED, l'Agence Nationale pour la Préparation de l'Économie Distributive dont la mission était d'organiser l'économie des besoins. Ses agents donnaient des explications, écoutaient les problèmes de gens. En particulier, l'ANPED devait faire en sorte que tous les moyens qui étaient déjà disponibles pour produire plus, ou mieux, soient utilisés. Et elle veillait à ce que personne ne soit lésé. Elle eut une action très efficace vis-à-vis des anciens chômeurs et faillis. En effet, n'importe qui, n'importe quel groupe put dès le début présenter, au niveau d'une commune par exemple, des projets dont le « budget » s'exprimait uniquement en heures de travail et en matériel. Si la proposition était acceptée, quand les moyens matériels étaient trouvés (ceux, par exemple, qu'on avait abandonnés pour manque de rentabilité), le groupe proposant obtenait un contrat pour réaliser son projet, au cours d'une période déterminée, moyennant un revenu plus élevé que le minimum garanti à ceux qui ne cherchaient pas à se rendre utiles. Si ces moyens matériels n'existaient pas, on entreprendrait de les fabriquer. Amis dans tous les cas les « crédits » nécessaires étaient crées sous forme de revenus à ceux qui participaient, et de revenus non thésaurisables, des revenus « utilitaires », annulés quand ils avaient rempli leur fonction. Cette procédure est toujours utilisée et c'est sur cette base que la société s'est transformée pour devenir ce qu'elle est.

— Une vaste entreprise dont tout le monde est actionnaire au même titre ?

— En quelque sorte, oui.

— Comment se sont maintenues les relations commerciales avec l'extérieur ?

— Toutes les transactions avec l'étranger se sont faites, à partir de ce moment, par l'intermédiaire des Banques Centrales. Ainsi la Banque de France comptabilisait les échanges mais ne les empêchaient pas.

— Quelle fut la situation des travailleurs immigrés ?

— Dès lors qu'ils résidaient en France, leur statut fut celui des autres résidents. Comme l'expérience française fit tache d'huile, beaucoup rentrèrent chez eux quand leur pays adopta l'économie distributive. Dans l'intervalle, on avait déjà beaucoup automatisé les travaux ingrats qu'ils faisaient ici.

— Et les multinationales ? Quel fut le sort de leurs employés ? Comment se sont poursuivies leurs relations commerciales ?

— Elles ont eu le choix. Certaines ont vendu leurs filiales implantées en France, à la France. Les autres on été considérées comme possessions étrangères, et comme telles, nos relations avec elles se sont établies comme si elles avaient été à l'étranger, le commerce avec elles se faisant par l'intermédiaire de la Banque de France.

— Et leurs employés ?

— Ils ont eu le choix. Ceux qui ont préféré être payés par leur société ont touché leurs salaires en devises étrangères, convertibles par la Banque de France. Pour tenir compte, dans la balance commerciale, des Revenus Sociaux versés aux autres, on a considéré qu'ils étaient équivalents à une fourniture de travail par la France.

Me tournant alors vers Hélène qui revenait du cinéma, je remarquai :

— Quand je suis parti pour ce grand voyage, on pensait que la crise allait se résoudre grâce à la croissance… En investissant dans quelques entreprises de pointe, on allait être compétitif et donc vendre plus à l'étranger en particulier, rétablir notre balance commerciale tout en apportant la prospérité aux Français.

— Mais tous les pays voulaient exporter, et faisaient le même calcul !

D'autre part, à un certain stade des progrès technologiques, il s'est avéré qu'un investissement donné, qui créait quelques milliers d'emplois quelques années plus tôt, avait pour effet net, désormais, d'en supprimer !

— Il n'empêche qu'une transformation aussi radicale a dû difficile à faire passer ! Chez nous, par exemple, nous avons opéré un changement pourtant bien plus simple : diviser toutes les sommes par 100. Pourtant ceci a paru à certains une telle révolution que plus de 20 ans après ils comptaient encore en anciens francs !

— La nécessité et la peur activent bien des choses. L'histoire se chargera d'analyser, parmi tous les facteurs dont nous avons parlé, ceux qui ont le plus joué. Il en est d'autres. Outre le chômage, qui révoltait parce qu'il entraînait tant de misère face à tant de possibilités, il y avait l'inflation qui, galopant comme les taux d'intérêt, avait fait perdre, à juste titre, toute confiance dans la monnaie capitaliste. Non seulement on n'osait plus investir, mais de plus en plus nombreux étaient les gens dont les revenus étaient en fait, pour eux, de la monnaie de consommation. Ainsi le passage d'un système dans l'autre n'entraînait pour eux pas plus de traumatisme que pour les fonctionnaires et les retraités. Ils se firent très vite à l'idée de toucher, quoi qu'il arrive, des revenus à date fixe, et de travailler et dépenser pour leurs besoins, ils oublièrent le dieu profit !

Serge reprit :

— Puisqu'on cite certains facteurs psychologiques qui facilitèrent le passage, il en est un autre qu'il ne faut pas négliger. J'ai connu un gros entrepreneur, reste compétitif dans un secteur de pointe, qui avait l'espoir d'amasser encore pas mal d'argent grâce à de gros marchés d'exportation. Il vendait des planches à voile à Rio, des machines à faire le café en Alaska, que sais-je encore ! Et puis un beau jour il s'aperçut que plutôt que de s'épuiser pour l'emporte sur ses concurrents, il préférait produire quelque chose qu'il verrait utiliser par ses proches ! Depuis qu'il est en économie distributive, je crois qu'il en est à sa douzième invention, réalisée dans le

seul but de voir ses fabrications mieux adaptées aux usagers, dont il s'applique à comprendre les besoins. Et il en tire une énorme satisfaction.

— C'est peut-être un cas particulier ?

— Pas si exceptionnel, me répondit Serge. On aime se sentir utile. Or les luttes que mon ami devait mener contre ses rivaux ne lui permettaient pas de s'en soucier.

Hélène ajouta :

— Il avait été bien entendu que tout ne serait pas figé au jour J qui devait être le début d'une période de rodage, d'adaptation, et que le système ensuite ne cesserait de s'améliorer lui-même dès lors que sa raison d'être était de s'adapter aux besoins : il s'agissait de changer d'orientation, d'impulser un mouvement dans une nouvelle direction, de créer un système nouveau débarrassé de la cause qui amenait les gens à se heurter entre eux pour survivre. Dès lors que la loi de la jungle, ou la compétitivité à tout prix n'était plus une nécessité vitale, la convivialité pouvait s'inventer, se roder, se mettre en place.

— Tout le monde a été d'accord, tout de suite ?

— L'urgence et le danger ont fait que le choix était restreint. Vous n'imaginez pas l'âpreté de la crise, le nombre de gens aux abois, la terreur des conflits armés. Il y a donc eu vite une majorité d'accord pour tenter cette chance de s'en tirer.

Serge ajouta une précision :

— L'Assemblée Nationale avait voté une loi d'exception fort compliquée, destinée à laisser le choix de fonctionner comme avant, aux entreprises s'estimant particulièrement rentables pour y avoir avantage, à condition qu'elles procurent à leur personnel un salaire au moins égal au Revenu Social.

Cette loi d'exception fut utilisée par quelques entreprises… jusqu'au jour où elles se sentirent obligées de se « restructurer », c'est-à-dire d'investir pour moderniser leurs équipements. Elles s'aperçurent alors qu'elles n'en avaient pas les moyens financiers, ni les moyens de former leur personnel aux adaptations nécessaires.

Les responsables de certaines autres sociétés « rentables » estimèrent un beau jour qu'il n'y avait pas de raison qu'ils ne puissent être assurés, eux aussi, du revenu social, tout en faisant profiter de leurs équipements la Société Distributive. De ce jour, tout a été très vite, car cette initiative a fait tache d'huile et de proche en proche les gens se sont installés dans l'économie des besoins, au point qu'aujourd'hui certains ne comprennent plus du tout comment on a pu, à une certaine époque, inventer des raisons dites « financières » pour freiner ou dévier un développement économique nécessaire et matériellement possible.

— Est-ce que cela veut dire qu'en économie distributive on ne produit que pour ses proches, qu'on a supprimé les exportations ?

— Mais non, vous allez voir. Ce qu'on a changé, c'est que lorsqu'on fabrique quelque chose, c'est pour que ce quelque chose soit utile, et non pas pour en tirer de l'argent.

Mes amis me l'avaient déjà dit. Mais c'est une idée à laquelle j'avais du mal à me faire.

Chapitre 8
La renaissance du village

M'étant endormi tard, je me suis réveillé qu'après le Puymorens, pour retrouver la joie qui me saisit toujours au pied des montagnes que baigne le Carol.

La voiture que Philippe avait retenue pour nous par ordinateur nous attendait devant la gare. Il suffit à Serge, pour pouvoir démarrer, de glisser sa carte magnétique dans la bonne fente.

Il faisait un temps splendide. La Cerdagne est vraiment un paradis ensoleillé. Les cimes qui entourent cette haute et large vallée en chassent les nuages…

La commune de Bolquère est très étendue. La partie la plus basse, vers 1 600 m d'altitude, en est la plus ancienne, le bourg, où habitent les Maury.

Jean nous conduisait chez lui quand Juliette Marti, sa belle-sœur nous intercepta pour entraîner chez elle, juste à côté : elle nous avait préparé de quoi « manger un morceau ». Dans une belle et grande salle, fleurant bon le café frais moulu, la table était fort appétissante : une belle miche de pain, la motte de beurre, le pot de miel, les confitures de framboises et de myrtilles, le boudin noir et le saucisson sec nous attendaient. Nous leur fîmes un sort.

Tout en me régalant, j'admirai la pièce et la cuisine attenant. J'y vis un heureux mélange de tout le confort moderne et d'un décor rustique authentique et chaud.

J'observai que Jean avait l'air impatient que nous ayons terminé. Il avait hâte de nous monter sa maison. Mais tout à coup la porte fut ouverte par un grand gaillard d'une cinquantaine d'années qui s'écria en nous voyant :

— Ah vous voilà ! Je trouvais silencieuse la maison d'à côté, alors j'étais sûr de vous trouver là. Bonjour ! Avez-vous fait bon voyage ? Ah, voici Monsieur Kou, je suis content de vous connaître et je vais montrer un beau village et plein de choses intéressantes autour. Qu'as-tu de bon à manger, ma tante ? Nous avons cueilli 50 kg de haricots verts ce matin, il va falloir les mettre à congeler cet après-midi. Quel beau temps nous avons, le Jo va être heureux, c'est demain qu'ils rentrent…

Les Maury m'avaient expliqué que leur petit-fils Jo devait en effet rentrer après deux ans passés « en coopération ». Je compris vite que cet homme sympathique et jovial qui en parlait était Pierre, le fils aîné des Maury. Il semblait intarissable. Dès qu'il eut terminé, son père nous entraîna tous.

— Allons vous installer, Kou. Il y a une chambre prête pour vous. Serge et Hélène ont un studio retenu au village. Nous irons les y conduire après.

Jean avait raison d'être fier de sa maison. Construite en granit, elle croule sous les fleurs, dont n'émerge que le toit de lloses, les ardoises d'ici. Toutes les maisons du village semblent aussi coquettes et aussi soignées. Chacune a sa touche d'originalité, dans la forme et dans les détails, mais toutes s'harmonisent en un village rustique.

— Vous avez une maison toute neuve, fis-je remarquer à Jean.

Je vis que cette phrase lui est allée droit au cœur :

— Toute neuve ! Ah, ah, ah ! Il y a des siècles que des Maury l'habitent ! Et j'avais bien cru être le dernier… Au lieu de cela, je sais maintenant que toutes ces rénovations que nous y avons faites, des générations de Maury vont pouvoir en profiter. Et lui en apporter d'autres !

Tout ému, il ajouta :

— C'est bon de pouvoir se dire ça.

Puis, comme pour s'excuser :

— Vous savez, Kou, les pierres, pour les gens d'ici, c'est un peu de nous-mêmes. Et la maison, elle fait partie de la famille !

La chambre qui m'attendait était mansardée. Les belles poutres qui soutiennent le toit conduisent le regard à travers une fenêtre découvrant, au fond, la majestueuse Sierra de Cady.

J'eus peu de temps pour m'installer, car déjà Pierre m'appelait pour que nous allions ensemble conduire Serge et Hélène, les Maury étant occupés.

Chemin faisant, Pierre me parla de l'époque où il avait dû laisser ses parents et le village. Sa voix se fit plus grave :

— Mes parents vous ont dit quelle sale période ils ont traversée ? Tout était tombé bien bas, ici, vous savez.

Sa voix s'étranglait. Il reprit cependant :

— Ils n'avaient pour ainsi dire plus rien pour vivre. Plus de terres, elles avaient été vendues. Plus de bêtes, il avait fallu qu'ils s'en séparent. Plus question de les laisser à l'alpage : des lois faisaient obligation de les parquer. Et c'était toute une affaire pour les mener : sur les routes, les touristes les trouvaient gênantes et voulaient les faire interdire ; et sur les chemins, même les plus inaccessibles, ils fonçaient encore avec leurs fichues voitures. Nos pauvres vieux, pour acheter leur nourriture, n'avaient plus que l'unique épicerie et elle faisait des prix pour les touristes ! Ils ne trouvaient de lait à vendre dans aucun mas. Ni viande, ni volaille,. Les maisons se délabraient. Mais ils n'avaient plus ni la force ni l'agilité pour les réparer eux-mêmes et les gens du métier… ils étaient trop intéressés par les constructions neuves qui envahissaient nos prés, pour accepter de faire chez nous une vulgaire réparation ! Ou bien, à quel prix ! Ils n'avaient même plus de quoi se chauffer l'hiver, alors que tant de vieux bois pourrissait là-haut en forêt…

— La forêt communale de Bolquère est réputée par son étendue. Ils devaient bien avoir le droit d'y prélever le bois mort, sur une parcelle ?

— Oui, mais la parcelle qui leur était allouée leur était tout simplement inaccessible ! Les parties les mieux situées n'étaient pas pour eux. Des touristes en profitaient, eux qui allaient partout avec leurs voitures, et personne n'osait rien leur dire ! Pensez donc, des touristes ! « Ils ont de l'argent, donc ils ont tous les droits ».

— Mais pourquoi avoir élu une municipalité qui les défendait si mal ?

— Ah, parlons-en ! C'était à qui braderait le plus vite ce qui restait de la commune ! Tous les prétextes étaient bons. Les grands principes socialistes, ils déclaraient y souscrire au moment des élections. Mais après, ils favorisaient à fond « le tourisme » considéré comme la seule ressource du village et à laquelle tout, même les habitants, devait être sacrifié. Les vieux, que leurs enfants ne pouvaient aider, n'avaient pas de retraite, donc pas de revenus. Alors ils se voyaient contraints de vendre pour presque rien les biens qui leur restaient, pour payer la maison de retraite où ils allaient finir leurs jours. À la fin du mandat de Valéry Giscard d'Estaing, on ne donnait pas cinq ans de survie au village. Cinq ans pour qu'il n'y ait plus un seul habitant survivant ! Il s'en est fallu de peu…

— Apparemment, vous vous en êtes bien tirés…

Dès que nous fûmes installés sur le balcon du studio, j'eus vite droit, avec l'histoire des Maury, au récit de l'épopée du village.

— C'est Raymond Lledos et moi qui sommes revenus les premiers. Lui, à l'époque, il travaillait à Vanves dans une entreprise qui fabriquait des dynamos pour les voitures. Et puis un beau jour : crac, l'entreprise ferme. Les nouvelles voitures qui avaient envahi le marché, les japonaises surtout, n'utilisaient pas les mêmes dynamos et son patron n'avait pas trouvé les moyens de s'adapter.

C'était à l'époque où le gouvernement préparait la transformation vers l'économie distributive. Raymond est allé voir l'ANPED. Il a eu plusieurs entretiens au cours desquels on lui a bien expliqué comment ça allait fonctionner, on lui a demandé ce qu'il souhaitait faire, ce qu'il savait faire, où il aimerait vivre, etc. Il a dit qu'il aimerait revenir à Bolquère et y travailler.

En me racontant ses projets, il était plein d'enthousiasme à l'idée de consacrer son temps au village, avec l'assurance de toucher régulièrement des revenus suffisants. Mais il se disait bien que tout seul, il allait avoir du mal, tant il y avait à faire.

Moi, je travaillais pour une agence de voyage depuis quelques mois. J'en étais bien à mon dixième emploi dans l'immobilier, le tourisme, l'animation de clubs de loisirs, etc. Là, je venais de prospecter les hôtels de la Costa des Sol pour trouver celui qui serait le moins cher. Il me restait à rédiger le texte d'un dépliant pour expliquer aux clients que cet hôtel avait été choisi parce qu'il était le mieux placé, qu'il offrait des avantages exceptionnels, etc. J'en avais un peu marre de berner toujours les touristes qui souvent n'étaient que des gens comme moi, qui se privaient toute l'année pour dépenser l'été, en cherchant par là, le moyen de fuir une vie épuisante, passée entre le métro, un atelier monotone et un appartement « standardisé ».

L'idée de travailler avec Raymond pour sauver le village me souriait infiniment plus. Antoinette, ma femme, rêvait elle aussi et depuis longtemps de retourner au pays. Mais nous savions bien que nous n'aurions pas eu les moyens d'y gagner notre vie ! Elle avait un emploi dans les postes et assez pu de chances de mutation, malgré son ancienneté car il y avait trop de fiches, de vœux semblables au sien ! Augustine Lledos n'avait pas ce problème, car elle était employée aux écritures dans la même boîte que son mari, donc licenciée en même temps. Et elle savait qu'elle avait aussi peu de chances que lui de trouver un autre emploi. Ils ont d'ailleurs cherché.

Antoinette et moi sommes allés à l'ANPED exprimer notre désir de retourner au pays. Pour moi, qui avais un contrat de trois mois avec mon agence, on m'a simplement demandé de finir correctement mon contrat, en échange de quoi ma demande serait acceptée ensuite sans difficulté. Pour Antoinette, on lui expliqua qu'il fallait d'abord trouver quelqu'un pour la remplacer et qu'elle mette son remplaçant parfaitement au courant. En fait, il y avait déjà une liste de cinquante jeunes qui postulaient à son emploi, qui avaient été acceptés au concours correspondant et qui attendaient depuis des mois qu'un poste soit libéré ! Elle s'appliqua consciencieusement à mettre au courant son successeur, au cours des trois mois pendant lesquels je terminai, avec joie, mon contrat.

— Alors, vous êtes tous rentrés au pays…

— Oui, avec quelle joie ! D'autant que le revenu social qu'on nous a versé au début, net d'impôt évidemment, était équivalent à ce qu'on touchait là-bas, en moyenne, bon an mal an. Et il n'a fait qu'augmenter.

— Comment s'est faite votre mutation ? Vous avez signe un contrat ?

— Nous nous sommes engagés à consacrer nos efforts au mieux-être de notre société en participant au travail dont la commune de Bolquère aurait besoin.

— Alors, comment vous y êtes vous pris ?

Il allait me répondre lorsque sa femme est venue nous rejoindre. Après les présentations et l'échange de quelques mots aimables, elle s'installa avec nous et Pierre reprit :

— Eh bien, en arrivant, nous avons dû d'abord nous serrer pour vivre chez les parents et parer au plus pressé : réparer les fuites du toit, refaire quelques peintures, préparer l'hiver en ramassant du bois et en faisant des confitures. Dans l'état où était tombé le village, il y avait surtout des gens âgés, ils contribuaient en fait une charge économique. En octobre, nous avons eu la confirmation que d'autres familles, des gens de notre âge, allaient revenir également.

— Les deux fils Pams, les Puig et la belle-fille des Colomer… précisa Antoinette.

— Oui, ils ont été les premiers et nous nous doutions qu'il y en aurait d'autres ensuite. Alors nous avons pu prendre, à nous tous, notre village en main. Nous nous étions engagés, contre l'assurance du double du revenu minimum garanti, à rendre la village viable et productif en sept ans maximum ! C'était ça, notre contrat.

Il a fallu d'abord faire comprendre ce changement, ce qui n'a pas été simple ! Et puis décider de ce qu'on allait entreprendre, par quoi commencer. Que de discussions, un soir chez l'un, un soir chez l'autre, de temps en temps dans la salle du conseil de l'ancien hôtel de ville. Et même un soir sur la place. C'est ce qui nous a donné l'idée de la grande tonnelle, place de l'Évolution, vous verrez.

— La découverte de la démocratie directe, commenta Hélène, à mi-voix.

— On s'y est tous mis. Les anciens tenaient à leur cadre, à ce qu'on ne change pas trop l'aspect du village. Nous, on voulait du solide et du confortable. Les jeunes ont convaincu tout le monde qu'il fallait que le travail soit facile à partager. C'est pour cela qu'on a réuni toutes les vaches dans de grandes écuries, pareil pour la volaille et les autres animaux. C'est plus facile pour se relayer. On peut prendre des vacances, à tour de rôle. Avant, il fallait rester même le dimanche, à cause des bêtes.

On a fait l'inventaire de ce qu'on pouvait produire. Pour nous nourrir d'abord, et puis pour « l'exportation », c'est-à-dire pour expédier en dehors du village. Avec tous les alpages, on peut entretenir beaucoup de bétail : viande, lait, fromage. Il y a aussi la volaille et on peut faire pousser pas mal de légumes : on a donc prévu un grand poulailler et un grand potager communaux. Et maintenant certaines familles ont la responsabilité du bétail, d'autres ont celle de la volaille, d'autres du potager, comme mes parents. Ils approvisionnent en priorité le magasin d'alimentation. Évidemment, ils se chargent de congeler. C'est ce qu'ils font en ce moment avec les haricots verts qu'on a cueillis ce matin : il fallait les cueillir pour qu'ils ne grossissent trop. D'autres sont responsables des champs et du bois. Mais comme tous ces travaux sont saisonniers, les responsables prévoient l'aide dont ils auront besoin et quand ce sera nécessaire tout le monde est mobilisé. Presque tous les soirs, surtout en été, on fait le point, on voit ce qui a été fait, ce qui ne va pas, ce qu'il faut faire le lendemain et qui le fera. Quelque fois la discussion tourne à l'orage. Mais on commence à avoir l'habitude, à savoir ce que chacun peut faire ou pas. Il a fallu se rôder roder.

— La démocratie, ça s'apprend sur le tas…

— Ainsi, demandai-je, tout le monde participe au travail et aux décisions…

— Et tout le monde reçoit son revenu versé par l'État, et calculé en fonction de la production ?

— C’est bien ça. Sauf qu’à la place du mot État, qui nous rappelle de mauvais souvenirs, nous avons substitué le mot Société.

— Mais si on calcule vos revenus sur ce que vous produisez, ça ne doit pas être très lourd ?

— Vous allez voir que, libérés du souci de devoir être « immédiatement rentables », nous avons su mettre en valeur notre patrimoine, étendre ses possibilités…

Hélène répondit plus concrètement à ma question :

— Il est certain que les régions montagneuses, au climat longtemps très froid, ne sont pas aussi productives que la Beauce ou certaines régions minières, même si, en compensation, elles s’appliquent à produire dans un domaine plus « intellectuel », comme vous le verrez à Superbolquère. Donc si les revenus, qui sont l’équivalent de la production totale, étaient calculés sur un territoire beaucoup plus étendu, ce qui élimine les distorsions. Comme nous sommes encore au début de l’ère distributive, nous avons gardé, pour tout ce qui relève de la gestion la plus générale, la structure territoriale la plus large qui existait, c’est-à-dire celle des anciens états. Ceci nous a amenés à conserver des frontières artificielles dont nous estimons qu’elles n’ont plus de raison d’être, et nous préparons, pour dans peu de temps, une gestion qui sera faite, pour nous, à l’échelle de l’Europe.

— Et dans quelques décennies, à l’échelle de la planète ?

— Je ne pense pas. On verra. Mais il est nécessaire qu’il y ait une certaine similitude des modes de vie pour qu’une gestion commune ait un sens. À mon avis, dans ce domaine, on en restera au niveau de l’Europe…

— Mais une commune pauvre comme l’était devenue la vôtre, où il a fallu verser des revenus à, m’avez-vous dit, presque tous ses habitants…

— Tous.

— … pendant sept ans en attendant qu’elle ait régénéré son patrimoine, ça a dû coûter très cher à la Société Distributive ?

— Pas tellement parce qu’en fait, globalement, les possibilités totales de la France étaient très largement suffisantes !

Antoinette intervint :

— Et puis la Société a tenu compte du fait que notre commune avait été délibérément orientée vers le tourisme…

— Ou désorientée ?

— Plutôt, oui, mais passons. Pierre a dû vous dire que les deux dernières municipalités avaient sacrifié les exploitations agricoles et fait de nous des gens ne vivant plus que des retombées éventuelles du tourisme ?

— Oui, vos terres étaient un lieu de loisir… mais à l'usage quasi exclusif de non-résidents !…

Après réflexion j'ajoutai :

— Mais ces non-résidents payaient un impôt à la commune : l'impôt local.

Serge entreprit de m'expliquer :

— L'impôt local servait à payer les frais municipaux d'assainissement, le service des eaux, la voirie…

— Ah, parlons-en, interrompit Antoinette. Il fallait voir dans quel état les promoteurs, les constructeurs, les entrepreneurs laissaient les routes et les caniveaux. Des montagnes d'ordures, des tiges de fer, de tuyaux de plastique, de pots de peinture, de bidons vides, de matériel inutilisé et jeté. Un gâchis à vous écœurer ! Les chaussées défoncées par les cater-« pillards » et autres camions-pelleteurs. Tous les caniveaux bouchés ! Même les lampadaires ou les postes d'incendie : il y en avait bien un sur deux qui avait dû oser se placer sur le chemin des camions ! Et je ne parle pas des immenses panneaux publicitaires des promoteurs immobiliers qui déformaient bien plus le paysage que nos capteurs solaires !

Après cette légitime explosion de colère d'Antoinette, Serge poursuivit :

— Les impôts locaux étaient sensés payer l'entretien des parties communes, même si, en fait, cet entretien était devenu une tâche insurmontable pour la municipalité…

— Qui pour rien au monde n'aurait osé demandé aux responsables des ces constructions de nettoyer leurs saletés ou réparer leurs dégâts.

— Pour aider les villages à retrouver une vie normale, à la fin de l'ancien système, quand le Système Distributif était encore à son stade d'élaboration, l'État a dû prélever un impôt provisoire dit de « gel du patrimoine communal », d'autant plus justifié que toutes ces résidences secondaires qui nous avaient envahis n'étaient habitées en moyenne qu'un mois par an !

Nous avons tenu absolument à maintenir le droit de propriété, pour que chacun puisse se sentir chez soi. Mais il fallait limiter les abus, en créant un devoir de propriété. Alors ceux à qui appartenaient tous ces logements inutilisés ont dû choisir entre les habiter ou dédommager la commune de geler ainsi ses possibilités. Beaucoup ont préféré que leurs chalets soient utilisés pendant toute la période de l'année où ils ne venaient pas, la commune se portant garante de leur entretien.

— Est-ce que ces immeubles et chalets de vacances représentaient une large surface improductive ?

— Bien plus large que celle qui nous restait s'exclama Pierre.

— Je me souviens, me répondit Serge, d'une étude publiée à l'époque*[13] : « En additionnant la surface des terres en friche, des exploitations abandonnées par les plus de cinquante-cinq ans, des parties superflues de nombreux grands domaines, des lisières de forêts et des clairières, on obtient de quoi allouer à chaque ménage français qui n'en dispose pas déjà, les 6 000 à 7 000 mètres carrés nécessaires et suffisants ».

Après quelques secondes de réflexion, je remarquai :

— Mais les moyens techniques modernes, l'exploitation intensive de terres très productives comme la plaine de la Beauce, l'usage des engrais, tout cela permettait de produire de quoi nourrir tous les Français sans aller mégoter pour des terres ingrates comme celles des alpages ou en lisière de la forêt !

— C'est vrai. Il y a là une question de choix. Les riches plaines ont entièrement orienté leur exploitation sur la production intensive., elles fournissent ainsi beaucoup de blé, par exemple, pour l'exportation, et je crois que ce choix s'imposait, en toute logique, car une part très importante de la population n'en produit pas et a besoin de cette production. Mais

nous, nous avons choisi de faire de notre commune une exploitation à notre échelle, nous avons décidé d'en tirer le meilleur parti possible, parce que tel est notre goût. Nous aimons ce pays. Nous aimons la terre. Nous aimons en vivre. Grâce à la société distributive, qui nous a assuré les moyens nécessaires à la délivrer de l'exploitation qui la dénaturait, nous avons pu faire de Bolquère un village dont tous les habitants ont de quoi vivre, dans le confort que permet la technique, et dans le calme qu'ils aiment, même quand l'hiver est long. Débarrassés du souci de rentabilité, nous avons été en mesure de trouver ce qui nous convenait. Et lorsque nous avons eu terminé les plans du nouveau village, puis que nous avons eu fait l'essentiel de la transformation, quand nous nous sommes sentis à l'aise, chez nous, nous avons regardé alentour, cherché comment tirer le meilleur parti de ce beau pays. Et comme notre village était accueillant, comme nous y avions prévu des studios pour recevoir des visiteurs, nous avons eu de fructueux contacts. Des gens de partout sont venus, et beaucoup de ceux qui nous ont trouvés sympathiques sont restés, apportant des idées nouvelles, des suggestions. C'est ainsi que Superbolquère s'est à son tour transformé. Ses innombrables chalets qui ne s'ouvraient qu'un mois par an, ont été habités, et par des gens intéressants, qui s'épanouissaient dans cette atmosphère, et avec qui nous avons de vrais contacts, pas comme avec les touristes. Nous leur avons appris l'amour de la terre, ils nous ont appris la science de la nature. Maintenant Superbolquère est un lieu de recherches. On y fait des recherches techniques d'application de l'énergie solaire.

Hélène glissa un commentaire :

— Tous ces gens qui habitent maintenant à l'année ces beaux et confortables chalets apprécient d'autant plus le changement qu'ils vivaient autrefois des les agglomérations urbaines !

Pierre poursuivait son idée :

— Dans l'Ancienne Société, quand seul le rendement comptait, c'était les fournisseurs d'engrais qui nous « apprenaient » à cultiver ! Maintenant nous pratiquons ce qu'autrefois on appelait la culture biologique. En fait, pour nous, c'est la vraie culture. Notre raison d'être

nous semble être d'abord de connaître la nature et nous participons activement aux travaux de recherche avec « ceux de Super » qui expérimentent, qui observent. Ils nous ont appris à faire l'analyse des sols, appris les incompatibilités entre certaines plantes et certains terrains, appris le rôle de certaines herbes, appris à laisser de l'humus, à tenir compte du développement naturel des micro-organismes de surface, etc. Et les chercheurs du solaire nous ont installé, chez tous, des chauffe-eau solaires, même dans les vieux mas retapés. Nous leur avons servi de cobayes ! Maintenant Bolquère exporte ses capteurs !

— Exporte ! Voyons, explique-moi vos relations avec le reste de la société, au point de vue économique. J'ai compris que la société vous a aidés à démarrer en vous assurant à tous un revenu social. Vous m'avez dit qu'elle s'était en partie dédommagée par cet impôt sur l'immobilisation des sols… heum, des sols de toute façon très productifs !

— Mais qui le sont bien devenus maintenant, ne serait-ce que pour permettre à des chercheurs de vivre dans de bonnes conditions, loin des villes bruyantes et polluées. L'exode vers les villes, vous savez, n'a pas été tellement un bien ! Pour personne !

Serge intervint :

— Cet exode était une nécessité, aux yeux de la rentabilité. Les grosses entreprises avaient une meilleure productivité : moins de frais de coordination, etc.

— D'accord, mais maintenant, comment est-ce que tout ceci fonctionne ? Par exemple, qui décide de ce que vous allez produire ?

Eh bien, tout est là, me répondit Serge. Si nous avons réussi à nous organiser en une société harmonieuse c'est parce que nous avons inventé l'autogestion…

J'interrompis Serge en m'exclamant :

— Vous ne l'avez pas inventée ! J'en ai beaucoup entendu parler !

Serge reprit sa phrase :

— L'autogestion véritable, c'est l'autogestion ÉCONOMIQUE. Et dans l'Économie des Besoins, vous allez voir que les consommateurs ont

vraiment la parole.

Chapitre 9
La véritable autogestion

Serge entreprit alors de répondre plus en détails à ma question.

— Nous décidons d'abord, entre nous, au village, de ce que nous produirons pour notre consommation. Nous évaluons ce dont nous avons besoin pour cela : fonctionnement et équipement (engins, drainage, etc.). Nous évaluons de même ce dont nous aurons besoin en plus et que nous ne sommes pas en mesure de produire. Toutes ces demandes sont transmises, (bien sûr par ordinateur) à la gestion de la Société Distributive. D'autre part, nous luis fournissons l'inventaire des moyens dont nous disposons pour produire pour l'exportation.

— Quand vous dites exportation, ça veut toujours dire à l'extérieur du village ?

— Exactement. La Société Distributive nous retourne ensuite la commande de ce que nous lui fournirons pour l'exportation et c'est elle qui en organise le transport.

La gestion générale est optimisée par ordinateur, bien sûr, précisa Serge. De sorte qu'une production « exportée » l'est toujours le plus près possible. Le programme est aujourd'hui bien rodé. Il gère de même, quasi instantanément, les « aléas », c'est-à-dire les manques, ou les excès par rapport aux prévisions.

— Il doit être difficile de faire de telles prévisions, surtout en agriculture ?

— De moins en moins. L'étude des sols, des plantes, des climats a fait des progrès. Grâce en partie, d'ailleurs, aux recherches telles que celles qui se font ici, avec « ceux de Super ! »

— Alors, au point de vue agricole, vous avez chaque année une espèce de contrat avec la société ?

— C’est ça. Mais pas seulement au point de vue agricole. Nous pouvons, je vous l’ai dit, fournir des capteurs solaires, des études…

— Et la Société vous fait crédit en quelque sorte, puisque dans tous les cas elle verse à chacun de vous son revenu social !

Et si vous ne remplissez pas votre contrat ?

— En général c’est à cause d’un cataclysme tel que la grêle, etc. et la société en a été avertie. Ce risque entre dans sa gestion.

— Mais si c’était une mauvaise volonté de votre part ?

— Pourquoi ?

— Bah… je ne sais pas.

— Vous raisonnez en tenant de la société de marché ! Alors je vais vous répondre en des termes appropriés, rétorqua Serge. Si une communauté, systématiquement, refusait de fournir ce qu’elle peut fournir en ne tenant pas ses engagements, la société serait en mesure de baisser les revenus des ses ressortissants. Ce qui les amèneraient à redresser la barre, très probablement ! Sinon, la société a toujours des conseillers à notre disposition. Il suffit de les demander si nous ressentons quelque incompétence.

Hélène ajouta :

— N’oubliez pas que les gens qui sont venus ici, pour former ce village, l’ont fait par goût. C’est une véritable vocation qui les pousse. C’est pourquoi ils réussissent en général si bien ! La vocation s’est révélée un stimulant bien plus efficace que l’appât du gain !

J’avais envie de me dégourdir les jambes. Aussi suggérai-je :

— Alors, ce village, quand le visite-t-on ?

— Allons-y, bondit Antoinette.

— Auparavant, je vais vous expliquer, depuis le balcon, son plan général, suggéra Pierre.

D’abord nous avons décidé que la route ne passerait plus au centre. C’était trop dangereux. Maintenant, elle contourne, par là derrière, au Nord. Et dans tout le centre, on va à pied.

— Ah, les centres piétonniers, ce que c'est difficile à faire admettre !

— Ce sont les commerçants qui s'y opposaient, me répondit Serge. Ils tenaient à ce que toutes les voitures passent devant chez eux dans l'espoir d'attirer des clients, et tant pis pour la sécurité !

Pierre continua :

— Ceci nous a permis d'utiliser le carrefour, pour en faire la grande place que nous avons appelée la Place de l'Évolution. En son centre, nous avons construit le nouvel Hôtel de Ville. L'ancien était trop petit. Il nous fallait une grande salle de réunion. Et elle est utilisée quand il fait trop mauvais pour se tenir sous la grande tonnelle !

Nous avons conservé les maisons qui constituaient l'ancien village. De l'autre côté de la Place de l'Évolution, nous avons construit le restaurant, les magasins et les ateliers.

Au Nord, derrière les maisons, les écuries et les poulaillers ; et à gauche derrière les ateliers, le garage, son parking au bord de la route, puis Place de la Fête, où on danse la Sardane en été, et le théâtre.

À l'Est de la grande partie centrale, derrière les maisons, c'est le potager.

Au Sud, il y a d'abord les salles de conférences, et en face, le stade : gymnase, tennis, piscine. Puis derrière, plus bas, c'est la partie calme. À gauche tout en bas, c'est le cimetière, au pied de l'hôtel des Cultes.

— L'hôtel des Cultes ?

— Oui, la vieille église. Mais le curé a bien voulu qu'elle serve à tous ceux qui ont envie de se recueillir. Des offices non catholiques y ont même lieu. Derrière les salles de conférences, c'est la Bibliothèque. Et de l'autre côté, le grand jardin.

— On n'y joue pas à la pétanque ?

Figurez-vous que les gens se sont plaints que cela les empêchait de dormir ! Il a fallu prier les joueurs d'aller plutôt Place de la Fête ou dans le stade !

La grosse chaleur de ces jours d'été étant un peu tombée, une légère brise rafraîchissait l'air et il faisait bon se promener.

— Toutes ces maisons ont gardé leur aspect, même si nous avons dû souvent changer les fenêtres et les volets.

— Et vous avez refait toutes les voitures ?

— À peu près, car elles fuyaient presque toutes. La neige est parfois lourde ici. Mais surtout, nous avons refait tous les intérieurs. Nous y avons apporté tout le confort possible. Souvent, les vieux ne connaissaient pas l'usage d'un frigo ! Ils n'avaient pas toujours l'eau chaude sur l'évier !

— Maintenant, tous l'ont ?

— Tous, et chauffée au solaire, avec appoint éventuel par le circuit de la chaudière qui peut marcher indifféremment au charbon, au bois (dans la cheminée), ou au gaz tiré des fermentations. Mais avec le soleil qu'on a ici, et les capteurs astucieux qu'on a installés…

— Mais, je ne les ai pas vus ?

— Ils sont intégrés le plus possible dans le paysage. Regardez, là, sur ce toit, ce que vous croyez être des ardoises foncées, ce sont en fait des capteurs juxtaposés. Là, sous cette fenêtre, le balcon, c'est un long capteur qui fait plusieurs mètres de long. Il n'est jamais enneigé, celui-là. Vous voyez, on sait, et on prend le temps de les faire sur mesure ici ! Et plus loin, sur le flanc gauche de la maison du coin… cet apprenti pour faire sécher le linge… son toit entier est un capteur !

— Eh bien, bravo, c'est une réussite… Mais j'y pense, vous avez installé des frigos neufs partout ?

— Dans chaque maison où il n'y en avait pas.

— Et d'autres appareils ?

— Je vous dis que tout le monde a maintenant un intérieur refait à son goût et y dispose de tout le confort qu'il désire. Ainsi chaque maison a sa salle d'eau installée, une cuisine astucieusement équipée, un aspirateur, le téléphone… Nous avons pris le temps nécessaire et nous nous sommes organisés pour faire beaucoup de ces travaux nous-mêmes. Le travail au noir n'a plus de sens, dit-il en riant !

— Mais ça a dû coûter cher. Vous ne fabriquez pas les aspirateurs !

— Ah, si vous saviez la quantité d'appareils ménagers qui avaient été construits et qui ne trouvaient pas acheteur dans l'ancien système ! Et puis ce genre d'appareils se fabrique très vite, très automatiquement, donc pour un prix de revient réel devenu extrêmement faible. Il n'a pas fallu beaucoup d'efforts pour faire tourner les chaînes qui existaient !

— Il y a le problème de la matière première ?

— Oui. On a dû y penser. Alors on a organisé la récupération systématique de tous les métaux des appareils hors d'usage. Quelle économie pour la société ! On a commencé par récupérer le verre. Puis, les vieux papiers, systématiquement aussi, pour les recycler. Et les tissus. Et les métaux maintenant : il y a des collecteurs spécialisés. C'était une habitude à prendre, une discipline. Aujourd'hui, c'est rodé.

Je m'étonnai d'une telle organisation et demandai :

— Les gens se sont vite adaptés ?

— Dans l'enthousiasme, parce qu'ils ont apprécié le changement. Et quel changement. Du tout au tout : les mentalités ont suivi ces changements matériels. Tenez, un exemple : la plupart des familles ont fini par accepter d'abattre tous ces hauts murs qui isolaient leurs cours les unes des autres ! On a ensuite supprimé tous les vieux petits poulaillers, les granges et les vieilles remises individuelles. Et toutes ces cours réunies forment aujourd'hui ce jardin fleuri dans lequel les maisons, restées en place, sont éparses. Ainsi chacun peut se terrer chez soi, s'il en a envie, ou s'attabler sous un bouquet de sorbiers devant sa maison, à regarder les passants. On s'est élargi l'esprit en poussant les murs !

Antoinette ajouta un commentaire :

— Les pierres des murs ainsi démolis ont servi à construire les écuries, la grange, etc. parce qu c'était devenu l'affaire de tous. Dans l'ancien système chacun aurait voulu garder pour soi ses vieilles pierres ou cherché à les vendre à un touriste.

— Et derrière des maisons-ci, les cours et les champs proches ont formé le potager. Ce sont surtout les habitants des maisons voisines, là où nous sommes, qui en ont la responsabilité.

— À quoi servent ces grands piquets régulièrement plantés sur toute cette partie ?

— Ce sont des supports pour panneaux solaires. Quand le temps est beau, comme aujourd'hui, on peut les enlever pour aérer. Mais quand ils sont posés, on ferme, en plus, les côtés, et on a une immense serre bien chauffée. Vous voyez toute sorte de plantes qu'on ne pouvait pas obtenir sans cette installation astucieuse, qui, je vous assure, n'a pourtant pas été une grosse affaire à fabriquer.

— Et par là ?

— Toujours le potager, avec des serres fixes.

— Oui, pour les jardins et les balcons. Et des plantes aromatiques. Nous en exportons en sachets pour les tisanes.

Tout, dans cet immense jardin, témoignait de l'amour avec lequel les gens de Bolquère s'en occupaient. Un amour aussi efficace que l'appât du gain…

Nous montions vers le haut du village.

— Voici l'écurie des vaches. À cette saison, elles sont à l'alpage. Mais vous pouvez entrer visiter.

— Cette partie que vous voyez là a été automatisée. Un ingénieur agronome a entrepris d'optimiser le traitement des vaches avec son ordinateur. Il mesure tout, il fait des essais, des études sur le rythme des bêtes, compare la quantité et la teneur du lait avec ce qu'elles mangent. Que sais-je encore !

— Je vois que vous faites de l'élevage industriel.

— Oh, pas du tout ! Il ferait beau voir ! Nous aurions vite tout le village à dos ! N'oubliez pas que, en économie des besoins, ce sont les consommateurs qui décident de la production. Et les consommateurs de nos produits, nous les avons, d'abord, autour de nous. Si la qualité de la viande baissait, par exemple parce que pour produire plus et plus vite, on élevait les veaux dans le noir, dans des boxes étroits, et en les bourrant d'hormones, on ne nous enverrait pas d'intermédiaires pour nous le reprocher ! Nous ne fabriquons plus les animaux pour payer les traites des

banques : nous les élevons pour les consommer. Nous n'avons autorisé les agronomes à exercer leurs talents que sur cette partie et nous comparons leurs résultats avec celui de l'élevage classique. S'ils arrivent à nous convaincre, on augmentera leur champ de manœuvre !

— Vous semblez méfiant ?

— On ne souhaite pas qu'ils rendent nos bêtes malheureuses. Alors on attend pour voir… À côté ce sont les porcs.

— Vous arrivez à les tenir propres !

— Là, on a mal automatisé le nettoyage. Mais ça n'a pas altéré le goût du jambon ! commenta-t-il en riant.

— Ah voici le poulailler. On entend ça !

Le poulailler était en fait constitué d'une vingtaine de grands poulaillers, dont le fond était garni de pondoirs auxquels on avait accès par l'extérieur. Au centre, un large champ permettait aux poulets de courir.

— Dans ce bâtiment, ce sont les ateliers annexes. Dans le petit, on conditionne les œufs. Ils sont calibrés, emballés, datés automatiquement. Dans un autre, on assassine les poulets.

— Cruels !

— Non, c'est fait proprement. Et ils sont également tout de suite plumés, vidés, emballés, datés et expédiés au magasin, soit pour l'exportation. La camionnette réfrigérée emporte les conteneurs au train du soir. On exporte la plume aussi.

— Vous avez des moutons ?

— Oui, leur écurie est au fond. Mais ils sont aussi à l'alpage en ce moment.

— Que faites-vous de la laine ?

— On en prépare pour nous, qu'on nettoie ici. Les grand-mères la filent, souvent avec l'aide des enfants. Ensemble, le soir surtout, ils aiment à en faire des belles choses, de la tapisserie, des abat-jour. On n'a pas encore proposé d'en exporter, sauf quand un visiteur en a envie. Tout le reste de la laine est expédié à l'usine, dans l'Aspre.

On voyait que rien de ce qui était produit n'était gâché.

— Mais quand vous vendez de la laine à un client de passage, où va l'argent ?

— La monnaie distributive n'est pas thésaurisable, elle ne peut pas resservir. La somme virée est simplement mise au compte de la commune par la caisse enregistreuse. On y indique « vente de laine ». C'est enregistré comme production écoulée par le village, et comme « dépense », pour le « client » de passage.

Redescendant, nous nous sommes retrouvés devant le nouvel Hôtel de Ville.

— Entrons jeter un coup d'œil sur la Salle des Décisions, dit Pierre. Mais comme il y a une séance demain soir, je vous propose d'y revenir et nous y assisterons tous.

Je vis ce qui me parut être une salle de cinéma, avec de nombreux sièges face à un grand écran.

Beaucoup de gens nous croisaient, en nous faisant un salut aimable au passage. Ils entraient dans la pièce voisine ou en venaient.

— Qu'y a-t-il à côté ?

— C'est la salle des terminaux.

— À quoi sert-elle ?

— À fournir tous les renseignements possibles et imaginables. On a réuni des terminaux dans cette salle parce que beaucoup de gens ne s'habituent pas à s'en servir chez eux. Et puis il y a la vidéothèque, qui est à leur disposition. S'ils sont en peine pour interroger ce qu'ils appellent « la machine » il y a toujours quelqu'un pour les aider. Il y a même des chercheurs de Superbolquère qui préfèrent venir travailler ici plutôt que chez eux, sur leur écran, parce qu'ils ont envie de voir du monde.

Il y avait justement là une jeune femme qui expliquait patiemment à un agriculteur comment obtenir sur un terminal le programme qu'il cherchait. Bien entendu, nous nous en sommes mêlés. C'est ce qui me permit de découvrir qu'ils parlaient catalan entre eux. Pierre me présenta en français, et tous continuèrent dans cette langue :

— Alors, Côme, dit Pierre à l'agriculteur, que cherches-tu ?

— Je viens de regarder un vidéo-film sur l'application de l'analyse du terrain vers la Perche, je voudrais appliquer à ces sols-là ce que montrait le film. Je sais qu'un programme de calcul doit pouvoir me déduire la quantité de graines à prévoir, la qualité à commander, quand semer, etc., mais je ne le trouve pas.

Avec l'aide de la jeune femme nous lui avons appelé le programme qu'il voulait et nous l'avons laissé tout heureux dialoguer « la machine ».

Sortant de l'Hôtel de Ville, nous nous sommes retrouvés sur la place de l'Évolution, dont toute une partie, à l'ombre des arbres, la « tonnelle », devant la grande salle du restaurant, est meublée de tables et de chaises.

— Voulez-vous goûter la cuisine de notre restaurant ?

— Volontiers, je vois qu'il y a des tables libres.

Pierre nous conduisit à l'intérieur où je vis une chaîne de présentation en libre-service, une disposition dont j'ai bien l'habitude, mais pas à Bolquère. Je pris mon plateau et eus quelque mal à choisir parmi des plats tous plus appétissants les uns que les autres. Au bout de la chaîne était la caisse. C'est Serge qui paya mon repas, avec sa propre carte magnétique.

— Ce restaurant a l'air de bien marcher, remarquai-je. Avec les bénéfices, les patrons vont faire leur beurre…

Je vis rire mes compagnons. Pierre plaisanta :

— Le beurre des restaurateurs, nous nous efforçons de le faire aussi bon que leur cuisine !

Reprenant son sérieux, il m'expliqua :

— Rappelez-vous, Kou, ici, on ne travaille plus pour les bénefs, on travaille pour vivre bien. Les restaurateurs font la cuisine parce que c'est le boulot qu'ils ont choisi. Ils sont deux familles à se partager le travail et, du même coup, la gestion. Je crois qu'on va demander du renfort, parce qu'ils ont de plus en plus à faire. Nous y avons pris goût : c'est une pratique de pouvoir venir casser une croûte à n'importe quelle heure. Nous sommes nombreux à y venir déjeuner, ou manger un morceau vers 10 heures, ou à 4

heures. Par contre, chez nous, on préfère souper en famille. Mais le soir, même très tard, il y a encore du monde : des chercheurs par exemple, et nous parce que prendre des décisions, ça donne soif !

— Mais comment ça marche ? Comment est-il géré, ce restaurant aussi accueillant que bien des nôtres ?

— Comme toutes les entreprises en économie distributive. Oh, Jacques, viens donc nous donner le bonjour !

Pierre me présenta Jacques Noell, un des responsables du restaurant du monde, répondit-il. Il y a d'abord à décider des menus. Pour ça, on sait quels sont les plats qui plaisent, parce que ce sont ceux qui « partent » le plus vite. Et puis on voit les arrivages au magasin. Cela varie avec les saisons.

— Vous vous approvisionnez au magasin d'à côté ?

— Bien sûr, il y a de tout. D'ailleurs, on y veille.

— Mais comment est-ce que vous payez ?

Jacques semblait étonné par ma question.

— Le magasin a une caisse où on enregistre ce qu'on prend pour le restaurant.

Serge précisa :

— La caisse du magasin, comme toutes les caisses, est un terminal de l'ordinateur « Économie », celui qui tient la gestion de la société distributive. Les produits qui sont ainsi transférés du magasin au restaurant sont inscrits, en sortie sur le compte du magasin et en entrée sur celui du restaurant. Quant aux restaurateurs, ils touchent leurs revenus comme tout le monde, bien entendu.

— Et comment calculez-vous les prix des plats ?

— Ce sont bien sûr les prix coûtants, le juste et exact prix de revient est calcul par un programme spécial de l'ordinateur.

— Que de calculs !

— C'est tout de même moins difficile à calculer que lorsqu'il y avait je ne sais combien de taxes diverses, plus le bénéfice à estimer de telle

sorte qu'il soit maximum mais juste à la limite pour ne pas faire fuir le client !!

— Et vous êtes bien équipés ?

— Voulez-vous venir visiter la cuisine ?

— Volontiers !

La cuisine a été conçue par quelqu'un du métier. Elle et grande, équipée de façon rationnelle et avec tous les appareils nécessaires.

— À côté, vous avez le four du boulanger, chauffé au bois. Vous pouvez entrer, les boulangers font la sieste à cette heure-ci.

— Ils travaillent de nuit pour que tout le monde ait ses croissants et son pain chaud au réveil ?

— Ah, non. Tant qu'on exigeait le travail de nuit, on avait un mal fou à garder les boulangers. Maintenant, on en a quatre. Dont un qui est né ici. Il est très compétent. Mais pour rien au monde, il ne serait resté, même dans son village, si on avait exigé qu'il travaille de nuit. Il veut pouvoir s'amuser le soir, il veut pouvoir voyager, prendre des vacances, etc. Alors ils sont quatre boulangers et pâtissiers, et comme il n'y a pas vraiment de travail pour quatre, on a passé un accord : leur temps de service social a été un peu prolongé et ils s'arrangent entre eux pour se relayer. Moyennant quoi, s'il y a un coup de main à donner quelque part, ils ne rechignent pas. Et leur pain au levain est franchement sensationnel.

— Mais il est rassis le matin !

— Pas du tout ! Ce serait pour des baguettes « à la parisienne ». D'ailleurs on a du pain chaud tous les jours, ils sortent une fournée fraîche soit à midi, soit le soir. Et vous avez goûté leurs gâteaux ? Tiens, celui que vous avez choisi est une innovation. Laissez-moi y goûter… Excellent, je vais aller les féliciter, ça va leur faire plaisir. À plus tard !

Je me disais, en le voyant s'éloigner, qu'il y avait bien contacts directs entre les producteurs et consommateurs ! Puis je pensais à la gestion du restaurant. Je remarquai :

— La gestion est indépendante de leurs propres comptes. Mais… ils sont nourris… ça leur fait un supplément ?

— Rassurez-vous, me répondit Hélène. Je crois que le calcul de leur travail en tient compte ! Vous aviez peur qu'on leur fasse un cadeau ? Vous savez, depuis que nous sommes en économie distributive, nous sommes tellement libérés des problèmes d'argent que nous sommes au-dessus de ces détails. Par contre, on apprécie quand c'est bon. Nous ne sommes radins ni de nos compliments quand c'est bon, ni de nos … suggestions si ça devient moins bon… !

— Tout le monde a accès à leur comptabilité ?

— Comme à toutes les comptabilités, puisqu'elles sont dans l'ordinateur. Tout le monde peut les consulter. Mais pas les modifier, bien sûr ! Le bilan est fait chaque année, comme celui de toutes les entreprises.

Nous avions terminé. Pierre nous explique qu'on rapportait soi-même les plateaux sur un tapis roulant à l'entrée du lave-vaisselle, pour faciliter la tâche des restaurateurs. Je vis des gens qui apportaient leur vaisselle sale, de chez eux, je trouvai ça curieux.

— Ils sont allés déjeuner chez eux avec des plats cuisinés achetés ici. Il y a des mallettes isolantes pour ça, qu'ils rapportent. Au lieu de gâcher comme avant, des récipients à jeter après un seul usage, on leur prête les plats. Ils pourraient les laver chez eux. Mais c'est aussi simple ici. Et peut-être plus propre ?

Nous reprimes notre promenade vers le haut du village.

— Ah, voici une accueillante galerie marchande !

— Dites des magasins, me reprit Serge.

— On y trouve tout ce dont on a besoin ?

— Autant, sinon plus, que dans l'ancien supermarché, et s'il manque quelque chose, je vous assure que les responsables se l'entendent dire, sans intermédiaires. Et réciproquement si les légumes ne sont pas beaux, nous sommes là pour entendre les reproches. Tenez, voici les haricots que nous avons cueillis ce matin. Il n'en reste pas beaucoup…

— Comment, vous vendez aux gens du village ce qu'ils ont produit ?

— Pourquoi voudriez-vous expédier au diable la production locale ? Pour faire venir nos légumes de Toscane ?

— Non, mais c'est le fait de les faire payer alors que c'est le fruit de leur travail !

— Mais non, ce n'est pas le fruit de leur seul travail ! C'est le fruit du travail collectif. On partage le travail et on en partage le résultat. La Société fournit les graines, l'outillage, les travaux de drainage etc. et elle verse des revenus à tout le monde.

— Personne n'a protesté de ne pouvoir cultiver pour lui seul son bout de jardin ?

— Tout le monde peut acheter son propre bout de terrain et le travailler à ses frais, en plus du travail collectif. Mais ceux qui ont râlé au début pour que chacun ait son coin à soi sont ceux qui avaient cessé toute culture ! Il y a eu quelques tentatives de cultures « personnelles », pendant deux ou trois ans. Et puis leurs auteurs se sont sentis ridicules. Ce sont aujourd'hui les « jardiniers » les plus zélés !

— Alors la production du village est comptabilisée ?

— Bien sûr, elle est gérée comme toute entreprise. On compte même les heures de travail, par souci d'équité, non seulement entre nous, mais à l'égard de la société distributive qui comptabilise l'ensemble de la production. Puisque nous lui demandons tout ce que nous ne pouvons pas produire nous-même, elle nous demande ce que nous pouvons « exporter ». Toute cette gestion est faite aussi par ordinateur.

— Et comment les prix sont-ils établis ?

— Ils sont publiés par le bulletin officiel. Ils sont fixés par l'ordinateur qui, connaissant la production totale, calcule le prix de revient exact ; du même coup cela lui permet de déterminer parallèlement le montant du revenu social.

— Antoinette voulut compléter ce que disait son mari.

— Tu oublies qu'il y a un abaissement de prix pour tout ce qui est produit sur place. Et puis il y a un coefficient de rareté…, un indice d'environnement…

Je n'avais pas l'humeur mathématique. Je remis à plus tard de questionner Serge ou Hélène sur la façon dont ces calculs automatiques

étaient programmés.

— Quels sont ces grands bâtiments, derrière ?

— Les entrepôts, avec quelques congélateurs…

— Alimentés au solaire.

— Les granges, et puis les ateliers : la menuiserie, la plomberie et l'électricité. Ce gros bâtiment, c'est le garage.

— Des ouvriers spécialisés font tous les travaux de leur compétence ?

— Tous les travaux de la société. Pour les travaux privés, beaucoup de gens préfèrent les faire eux-mêmes, avec les conseils des spécialistes. Il y a des outils spécialement destinés à leur être prêtés, gratuitement bien sûr. Tandis que si leurs travaux domestiques sont faits par les spécialistes, ils les paient à la Société.

— Alors si votre voiture personnelle tombe en panne, vous devez obligatoirement la faire réparer ici, vous n'avez pas le choix, il n'y a pas plusieurs concessionnaires ?

— Toujours la société de marché ! Les choses ne se présentent plus comme ça, me répondit Pierre, avec patience. Nous avons ici tout un parc de véhicules, acquis petit à petit, pour répondre à nos besoins : une dizaine de « breaks » familiaux et vingt-huit plus petites voitures. Plusieurs camionnettes, un gros camion. Et puis le matériel agricole, les tracteurs. Les garagistes sont responsables de ce parc, dont tout le monde peut disposer. Ils en tiennent la gestion, pour qu'on sache ce qui est disponible, qui utilise quoi… et … quia esquinté telle voiture ! Ils sont chargés de l'entretien, et ont donc du boulot. Il leur arrive de demander de l'aide et je crois qu'il va falloir un ou deux mécaniciens supplémentaires.

— Et si vous tombez en panne loin d'ici ?

— Tout se passe comme autrefois quand vous louiez une voiture. Sauf qu'ici, les voitures, on sait qu'elles sont à nous.

Nous avons achevé notre promenade par le Sud du village. La bibliothèque est très agréable. Tous les dispositifs modernes d'information y sont disponibles, et on peut consulter n'importe quel texte. Et je m'étais si

bien installé dans un confortable fauteuil que j’ai eu toutes les peines du monde à m’en extraire pour rentrer chez moi…

Chapitre 10
Organisation du travail

Serge vint me chercher, tandis qu'Hélène aidait les Maury à préparer la soirée organisée en l'honneur de Jo, le fils aîné des Maury, et de deux de ses amis, rentrés à Bolquère, après deux ans de « Coopération ». Je savais que les Maury, ce soir-là, s'attendaient à voir défiler chez eux à peu près tous les gens du village, et je profitai du calme de ma mansarde pour redemander à Serge de m'expliquer ce que représente le voyage dont reviennent ces jeunes gens.

Toujours aimable et précis, Serge entreprit de m'exposer l'organisation du travail en économie distributive, en pesant ses mots comme il lui avait été demandé de le faire pour que je le comprenne bien.

— Comme vous le savez maintenant, le socialisme distributif n'implique pas seulement la distribution de revenus à tous les « sociétaires », mais aussi celle du travail.

Il a fallu d'abord s'entendre sur la nature du travail à distribuer. Après discussions, après des tâtonnements, c'est-à-dire, des essais, des changements, etc. nous avons établi que le Service Social devait assurer, outre tout ce qui concerne la production des biens matériels et l'entretien de la vie (nourriture, constructions, vêtements, outils, appareils, véhicules, etc.), un certain nombre de services : les services publics de transport, de production et distribution de certains types d'énergie, de programmation de gestion, de santé, d'information et une partie de l'éducation et de la formation. Autrement dit, nous avons été amenés à exclure du Service Social un certain nombre de services dont nous avons estimé qu'ils devaient être totalement gratuits et si naturels qu'ils ne pouvaient relever d'aucune comptabilité. Et ce secteur des services gratuits ne cesse de s'étendre, spontanément.

— Je vois ce que vous voulez dire : vous avez supprimé les agences de voyage !

— Bravo, c'est un bon exemple : quand quelqu'un décide de se rendre quelque part, il n'a pas besoin d'être pris en charge. Il dispose de toutes les informations nécessaires. À lui de s'organiser. C'est une occasion pour développer sa personnalité. Et si, avant d'avoir acquis de l'expérience, il demande des conseils, ceux-ci sont gratuits.

Nous avons en même temps supprimé ou modifié bon nombre d'emplois : tous ceux des services des Impôts, par exemple, qui n'ont plus de raison d'être. De même que tous ceux de la publicité : démarcheurs à domicile, voyageurs représentants placiers, agents d'assurances, bonimenteurs et distributeurs de prospectus ; ils ont été remplacés par quelques emplois créés pour organiser l'information sur les productions nouvelles. Et le travail, donc le nombre d'emplois nécessaires, a été complètement transformé dans la plupart des services : banques, transactions immobilières, etc. Nous en reparlerons.

Pour assurer l'essentiel, un certain nombre de tâches sont absolument nécessaires. Et parmi elles, il en est que personne n'aime faire, je pense à celles des éboueurs, par exemple. Celles-ci font l'objet de recherches destinées à les automatiser ou à les rendre moins pénibles. Mais elles ne peuvent pas toutes êtres confiées à une machine. D'autre part, nous avons estimé qu'il était anormal qu'elles incombent longtemps à certains, et jamais à d'autres. C'est ce qui nous a incités à créer plusieurs stades au cours du Service Social. Et maintenant, celui-ci comporte une période de travail ardu mais qui dure peu, puisque tout le monde y est astreint une fois dans sa vie. C'est ce que nous appelons le Service Pénible (SP). Actuellement, la durée du Service Pénible est de 6 mois. Il doit obligatoirement être accompli entre 18 et 28 ans, mais peut être morcelé en deux périodes de trois mois, la date de la seconde période étant déterminée alors par la Société, selon ses besoins.

Le SP s'effectue sur ordre de la Société : les besoins correspondants, c'est-à-dire ceux que personne ne veut faire spontanément, sont enregistrés, de même que sont connus tous les membres de la Société qui n'ont pas accompli leur SP. L'ordinateur analyse besoins et disponibilités et de cette confrontation sort la liste des appelés et leur affectation.

— Je reconnais le vocabulaire de l'armée.

— Éh oui, les astreintes auxquelles sont soumis ces appelés sont parfois aussi dures que celles des bidasses, mais avec une différence essentielle : ici, les appelés voient bien que ce qu'ils sont obligés de faire est nécessaire à la société dont ils sont membres. Et puis ils savent que leur sort est le sort commun, sans hiérarchie face aux corvées, et sans passe-droit.

— Et quelles sont ces corvées ?

— Je vous l'ai dit, les tâches nécessaires pour lesquelles on n'a pas de volontaires, ainsi que celles pour lesquelles on a besoin de gens immédiatement disponibles. Cela varie sans cesse, en temps et en lieu.

— Et le reste du Service Social ?

— Il y a le Service de Coopération Mondiale (SCM), institué à la suite de la Guerre Terrible, quand on a compris qu'il fallait une coopération supranationale si on voulait éviter les conflits qui peuvent naître de l'incompréhension ou de l'indifférence entre les peuples. Certains ont proposé de l'appeler le Service de la Paix. Il existe aujourd'hui une Organisation de la Coopération Mondiale (OCM) dont la tâche est de gérer de la façon la plus juste et la plus utile possible les échanges entre les peuples. L'OCM ne détermine pas seulement les échanges en matières, selon les productions et les besoins, elle organise aussi des échanges entre les personnes de façon à ce que puissent s'instaurer l'entraide directe et la compréhension nécessaires au maintien de la Paix. Aujourd'hui, tous les jeunes du monde passent deux années loin de leur terre natale. Ils partent entre 18 et 25 ans. L'OCM gère ces actions solidaires. Elle enquête sur les besoins, qu'il s'agisse de besoins en formation ou en main-d'œuvre, et elle dispose des informations nécessaires pour tenter d'assigner aux jeunes le lieu où ils rendront le meilleur profit de leur déplacement. Celui-ci constitue ainsi une expérience enrichissante pour tout le monde.

— Les jeunes appelés pour la Coopération partent-ils de bon cœur ?

— Maintenant oui. Mais au début, et dans certains milieux, ça a été extrêmement difficile. Il a fallu menacer de couper les revenus. Ce sont souvent les parents qui refusaient de voir partir leurs chers petits, loin

d'eux. Non pas parce qu'ils avaient besoin d'eux puisque chacun touche ses propres revenus. Et qu'en cas de maladie, des sursis étaient évidemment accordés. Mais ce que les parents redoutaient, c'était le plus souvent de perdre l'influence sur leurs enfants. Ils en ont effectivement perdu une partie, car on s'est aperçu que cette solidarité a mis fin à bien des préjugés racistes que ceux de la génération qui avait vécu une ou deux guerres mondiales ne parvenaient pas à oublier.

— Le Service Pénible et le Service de Coopération ne sont obligatoires que pour les jeunes gens. Les jeunes filles en sont dispensées ?

— Mais non, pourquoi donc ? Nous n'en sommes plus aux temps médiévaux de la discrimination entre les sexes, même si les services demandés sont évidemment adaptés aux capacités. Pour relever des décombres, on enverra plutôt des garçons. Et pour soigner des malades ou donner des soins à des personnes âgées, on cherchera peut-être d'abord si des jeunes filles sont disponibles. Quant aux services de coopération, vous ne croyez pas que les jeunes filles peuvent en rendre ?

— Si, mais partir seules, souvent loin…

— Les voyages ne forment-ils pas la jeunesse pour tout le monde ? Nos filles, depuis longtemps, ne sont plus des oies blanches. Leur exemple, leur présence, ont apporté une aide morale considérable à des femmes qui, dans certaines contrées, étaient encore condamnées à des conditions révoltantes. Mais rassurez-vous l'organisation de la coopération mondiale n'est pas l'administration anonyme et stupide qui régnait sous le dieu Profit !

— Et si ces jeunes filles se marient ?

— On ne se marie pas comme on attrape un virus. Aujourd'hui, on organise sa vie. Si des jeunes gens veulent vivre ensemble, cela ne les empêche pas de coopérer. L'OCM accepte tout à fait une demande d'affectation commune venant d'un couple. Pourquoi pas ?

— Et s'ils ont un enfant ?

— Mais la coopération ne s'effectue pas en caserne ! Qu'imaginez-vous ? Elle consiste à aller passer deux ans sous d'autres cieux que ceux qu'on a toujours vu. Mais dans des pays habités, et où naissent et vivent

d'autres enfants ! Les jeunes gens sont informés avec un an d'avance de leur affectation. Je vous ai dit qu'ils devaient effectuer leur SCM entre 18 et 25 ans. S'ils ne se manifestent pas, ils reçoivent leur affectation le jour de leur vingt-deuxième anniversaire, et partent à 23 ans. S'ils décident de partir plus tôt, il leur appartient d'en informer la Société avec un an d'avance. Réciproquement, ils sont prévenus de leur future affectation. Un couple prend ses responsabilités en conséquence : ils peuvent partir séparément ou ensemble, ils peuvent décider de mettre un enfant au monde là où ils vivent en coopération, ou seulement après leur retour. Nous ne sommes plus au Moyen-Âge, et les conditions de vie des coopérants sont bonnes partout.

— Au fond, ce service de coopération universelle a supplanté les craintes de guerre et les jeunes ont su faire admettre qu'ils consentaient à se rendre mutuellement service mais refusaient de se tuer mutuellement : ils ont détruit le mythe héréditaire qui les menaceraient.

— Et au retour de la coopération ?

— Les jeunes peuvent disposer d'une année de réflexion s'ils n'ont pas encore déterminé leur secteur d'activité future. Après quoi, ils suivent la formation préliminaire requise, qui dure plus ou moins longtemps, puis effectuent leur Service Social pendant une durée qui est calculée selon les besoins, par l'Office de Gestion du Travail. Pour certains métiers réputés très pénibles, salissants, ingrats, la durée totale du travail est réduite ; c'est une façon d'y favoriser le recrutement. Pour d'autres au contraire, qui sont épanouissants pour ceux qui les pratiquent, personne ne voit d'inconvénient à les exercer plus longtemps. Entre dans cette catégorie, par exemple, le métier de chercheur scientifique, dans tous les domaines, qui est pratiqué aussi longtemps que le chercheur et son équipe le souhaitent.

— Ce calcul d'une juste répartition du temps de travail me paraît fort difficile.

— On a procédé progressivement, en partant de ce qui se pratiquait avant, dans tous les métiers qui n'ont pas beaucoup changé. Nous utilisons une méthode de comptabilité du travail élaborée sous l'Ancien Système. Je vous montrerai le programme plus tard, si vous voulez. Mais ce soir, vous

savez que nous passons la soirée chez les Maury où Jo, leur petit-fils, et ses copains, Gaudérique et Alice Colomer, vont vous raconter leur odyssée. La soirée doit être filmée en direct à la télévision municipale, en circuit fermé, à partir de 20 heures. Allons-y, descendons.

En bas, c'était la fête. Une fête comme on en voit pour les noces dans nos villages. Tout le monde était heureux : les Maury de voir revenir leur fils, les villageois, d'entendre des récits qui leur apportaient un souffle d'aventure, et les trois « revenants », de se sentir les héros de la fête. Les parents me dirent leur émotion : ils avaient vu partir celui qui était encore à leurs yeux un adolescent de 18 ans, ils retrouvaient un homme de 20 ans, mûri, posé, expérimenté, prêt au dialogue et aux responsabilités.

— Quels changements opère le soleil des tropiques ! me dit Pierre en me conduisant vers son fils. Venez faire connaissance avec notre Jo.

Joseph Maury était aussi avenant que son père. Il bavardait en catalan avec des jeunes gens qui probablement devaient songer à leur propre départ futur au SCM ; le cercle s'agrandit pour m'accueillir, et j'ajoutai mes questions aux leurs. Tout le monde parla désormais français, par égard pour moi.

— Aviez-vous accompli au préalable votre « service pénible » ?

— J'en ai fait trois mois. Je vais faire les trois autres cette année.

— En quoi ont-ils consisté ?

Comme Jo marquait un temps, je me demandai si vivre à Paris n'était pas, en soi, la corvée. Mais il poursuivit :

— La première quinzaine, j'ai eu tous les jours un travail différent, surtout des nettoyages. On a même dû travailler la nuit, pour nettoyer les voies du métro. Après ça, j'ai été manutentionnaire aux halles de Rungis. Ce n'était pas trop dur. Ils ont un équipement formidable. Un truc agréable : j'ai dû pendant une semaine remplacer quelqu'un de malade dans un laboratoire d'analyses médicales. Le travail n'était pas compliqué, ni franchement sale, car tout est prévu. Mais moi, ce genre d'analyses, j'aime pas.

— Où étiez-vous logé ?

— Dans de grandes bâtisses qu'on appelait sous l'ancien système des HLM, je ne sais pas bien ce que ça voulait dire. J'ai d'ailleurs passé dix jours à travailler à en restaurer un qui était dans un état de délabrement incroyable. Avec trois copains, on y a refait tout un étage… splendide ! On a collé un joli papier, mis de la moquette. Ceux qui y séjourneront maintenant s'y plairont.

— À quoi va servir cet immeuble ?

— De résidence provisoire, pour des gens venus faire un séjour, en service, ou pour des études, ou pour leur plaisir.

— Un peu comme un hôtel ?

— Exactement. Sauf qu'ils peuvent s'y fabriquer un repas, et qu'ils doivent en assurer l'entretien. Tout le rez-de-chaussée est aménagé : il y a des salons pour y tenir des réunions, mais il y a aussi une lingerie et tout un arsenal de nettoyage. Un gardien est chargé de la gestion. C'est un système relativement récent, et il fallait lancer de façon urgente le travail de rénovation, c'est pour cela qu'on nous y a envoyés.

— Vous avez fait tout votre SP à Paris ?

— Non, une nuit, coup de téléphone à 2 heures du matin ; il fallait partir d'urgence pour Villeneuve-Saint-Georges, dans la banlieue, où un immeuble venait de s'effondrer. On a dégagé pas mal de monde. Il y en a qui n'étaient pas beaux à voir. Mais je crois qu'on en a sauvés plusieurs qui n'auraient pas pu attendre très longtemps les secours. Les jours suivants, on est resté sur place, à aider tous les sinistrés : on les a installés dans des appartements de ces résidences pour passagers dont je viens de vous parler ; on a cherché à retrouver leurs affaires en relevant les décombres. D'autres équipes de SP ont été envoyées en renfort. Moi, j'ai dû partir, car j'avais mon affectation, et je devais me rendre à Nice, où j'ai retrouvé les Colomer.

Gaudérique et Alice aussi avaient envie de raconter leurs aventures. Gaudérique commença.

— Moi, j'ai été envoyé à Douarnenez. Le quai avait été abîmé par la tempête, il fallait le réparer vite. Et puis comme un marin était malade, j'ai offert de partir en mer à sa place, et j'ai été accepté. La pêche a duré huit

jours. La mer était grosse et il fallait froid, mais je n'ai pas regretté cette occasion de connaître cette vie rude. C'était du sport. Et les marins bretons, d'abord méfiants, ont fini par m'accepter comme un des leurs, quand ils ont vu que j'apprenais vite et que je ne renâclais pas à la tâche. J'ai eu droit à quelques jours de repos, au retour, où j'ai aidé à raccommoder des filets, en bavardant. Et puis j'ai à nouveau contribué à la reconstruction du quai, avant d'être envoyé participer au travail de reboisement d'une région des Landes, pour le reste de la durée de mon service pénible.

— Et toi, Alice ?

— Moi, j'ai eu de la chance, car j'ai été envoyée dans un coin magnifique. Dans les Alpes, dans un petit village qui s'appelle Vallorcine, où presque tout le monde était atteint par une méchante grippe à forte fièvre.

— Malgré la vaccination ?

— Éh bien oui, je ne sais pas ce qui s'est passé. Il y a des gens qui refusent la vaccination, vous savez. Peut-être ont-ils été imprudents, pas su se soigner. Bref, ils étaient presque tous au lit, avec près de 40. Nous avons été envoyés à cinq. Il a fallu regrouper et s'occuper des enfants non atteints, car tous les enseignants, sauf un, était « HS »…

— Hors service, traduisit son mari.

— … Il a fallu veiller à ce que tout le monde soit bien au chaud, faire à manger pour tout le monde, le porter à domicile, faire du ménage et coopérer avec les médecins, qui ont remis tout ce monde sur pied en huit jours. Nous ne sommes pas repartis tout de suite, sous prétexte de nous reposer sur place. En fait, nous avions vu que beaucoup de gens étaient encore très fatigués, et, discrètement, nous avons continué à leur rendre de menus services, ce qui n'était pas désagréable, dans un aussi joli pays. Le seul incident, c'est qu'un copain s'est cassé la jambe en faisant du ski. Il est vrai qu'il en a profité pour rester un mois et se faire dorloter à son tour par les gens du village…

— C'est formidable, m'exclamai-je, on dirait, à vous entendre, que tout le monde est devenu bon, tout le monde est devenu gentil !

— Mais non ! Nous étions à Vallorcine pour rendre service. C'était notre tour. Nous avons été envoyés parce que ces gens avaient

momentanément besoin de nous. Et comme rien ne nous pressait, c'était naturel que nous ayons cherché à faire me mieux possible. Dans d'autres conditions, nous n'aurions probablement été ni aussi patients, ni aussi aimables, ni aussi efficaces. Si nous avions dû ajouter la charge de rendre tous ces services à celle d'assurer un travail régulier, plus la charge de notre propre foyer, nous aurions évidemment été moins disponibles ! C'est le système d'aide organisée qui nous permet de bien rendre ces services quand ils sont nécessaires.

— Comment avez-vous été appelée à Vallorcine ?

— J'étais sur la liste de ceux qui étaient disponibles, puisque j'avais 18 ans, et que je n'avais pas fait de demande de sursis. J'avais eu, un mois plus tôt environ, un entretien avec quelqu'un chargé de la gestion par ordinateur du SP, qui a enregistré mes aptitudes et mes souhaits. Quand quelqu'un de Vallorcine a alerté cette gestion, en expliquant la situation, il a été estimé que cinq personnes devaient être envoyées en secours. Mon nom était sur la liste sortie par l'ordinateur qui garde en mémoire tout ce qui concerne les jeunes « aptes au SP ».

— Et ensuite ?

— J'ai dû passer deux mois à Marseille où j'ai eu à participer à des actions de courte durée. Moi aussi j'ai été appelée de nuit, une fois pour évacuer un village de l'Estérel menacé par un incendie de forêt. Nous sommes restés huit jours dans cette région, à réparer les dégâts. Nous étions très nombreux et ça a été vite.

— Et le reste du temps ?

— J'ai passé près d'un mois comme aide soignante dans un centre de soins à Lille, j'ai participé au ramassage du verre en Normandie, j'ai passé plus d'un mois dans un village d'Alsace où j'ai fait de tout, suivant les besoins, car ils avaient entrepris de gros travaux qui occupaient beaucoup de monde, provisoirement. Et puis j'ai aidé aux vendanges, les dernières semaines, dans le Roussillon. Sauf deux jours pendant lesquels j'ai fait partie d'une équipe de secours en montagne, ici même. Il y avait des gens coincés au sommet du Puigmal.

— Et après ce service pénible ?

C’est Jo qui reprit :

— Nous nous sommes retrouvés tous les trois à Nice où nous avons eu un mois de formation intensive à la coopération en Afrique. Cours de secourisme spécifique, éléments de médecine tropicale, de diététique. Des conférences nous ont été faites, et des études nous ont été remises sur l’histoire, les coutumes, la géographie, la géologie, l’agriculture et, de façon plus générale, sur l’économie des pays que nous allions voir. Et puis un beau matin ce fut le départ pour Brazzaville où nous étions attendus par les représentants congolais de l’OCM. Nous avons passé une délicieuse soirée chez eux, où se trouvait Fidèle, un habitant du village de Bouyala, dans le district de Zanaga, à trois cents kilomètres de Brazzaville, qui nous y conduisit le lendemain.

Comme à Brazza, un comité local d’accueil nous attendait. Quand nous avons demandé à nos hôtes ce que nous allions avoir à faire, ils se récrièrent, disant que nous avions d’abord besoin de nous acclimater. Et de fait, pendant huit jours, ils s’attachèrent à nous présenter aux autres gens du village, qui nous invitèrent, nous firent tout visiter, nous montrèrent leurs occupations, et peu à peu, nous firent part de leurs soucis. Un jour, en traversant le village, Alice vit un enfant qui, en courant, s’étala de tout son long et se fit une belle écorchure au genou. Alice se précipita, le prit dans ses bras, le consola et l’emporta pour désinfecter la plaie. De ce moment, sa réputation fut faite, Toutes les mères, peu à peu, lui firent confiance. Sous un prétexte ou sous un autre, elle eut vite à faire une visite dans chacun des foyers, dut rencontrer tous les enfants, s’extasier sur leur santé ou donner un conseil pour les soulager d’une rage de dent ou d’un rhume. Finalement, je ne sais pas qui profita le plus de cette rencontre, les villageois des conseils reçus, ou Alice de l’expérience acquise. Alice eut ainsi, pendant tout notre séjour, un « travail » incessant mais qui ne fut jamais défini…

— Qui vous payait ?

— L’OCM, par l’intermédiaire de Fidèle.

— Et vous deux, quel fut votre travail ?

— Gaudé avait été choisi par l'OCM pour ses compétences en mécanique. Il expliqua à nos nouveaux amis ce dont il était capable et leur découvrit ses talents en dépannant un tracteur. Très vite tout le village vint lui apporter des engins en panne et il dut enseigner l'art de vidanger un moteur, de le graisser, voire même de le démonter pour y changer une pièce.

— Et toi, Jo ?

— Moi, ce sont mes connaissances en agriculture qui avaient, en grande partie, déterminé mon affectation. Mais en agriculture tropicale, je ne connaissais pratiquement rien, et j'ai commencé par beaucoup apprendre. En discutant, nous avons observé qu'il faudrait faire des travaux de terrassement pour que les pluies tropicales n'entraînent pas les récoltes avec les terrains ensemencés. Tout le village s'est enthousiasmé, on a fait des projets et demandé une équipe de renfort pour ces travaux à l'OCM. Deux ingénieurs agronomes, un Calabrais et un Caucasien sont venus voir, puis cinquante coopérants du monde entier sont arrivés, avec les engins les plus modernes. Les gens du village ont eu à cœur d'apprendre à s'en servir, et tout le monde s'y est mis avec tant d'ardeur qu'un an après, on pouvait planter dans la région sans risque de voir à nouveau tout s'ébouler sous la mousson.

— Où logeaient tous ces coopérants, ces « travailleurs immigrés » d'un nouveau type ?

— Ils avaient apporté des préfabriqués en « kit ». Au grand désespoir des gens du village, d'ailleurs, car ils avaient prévu de les loger et même commencé à construire des cases nouvelles à leur intention. Ils se sont consolés en aidant les coopérants à monter leurs bâtiments préfabriqués, à toute allure. Plusieurs bâtiments sont restés après à la disposition du village.

— Mais quelle langue parliez-vous tous entre vous, coopérants et villageois ?

— Avec la création de l'OCM, il a fallu convenir d'une langue commune pour tous ces échanges. Jusque là, l'anglais en faisait office, car cette langue s'était implantée partout, surtout du temps où les États-Unis

d'Amérique avaient imposé leur hégémonie dans bien des domaines. Et puis je crois aussi que l'anglais avait prévalu pour la simplicité de sa grammaire. Mais après la Guerre Terrible, les pays du Tiers-Monde eurent plus de poids dans les décisions internationales, ils surent faire valoir qu'une langue internationale ne devait privilégier aucune nation, mais qu'elle devait être, au contraire, un mélange de beaucoup de langues, qu'elle devait avoir une grammaire simple, et être évolutive. Comme l'Espéranto répondait, globalement, à ces exigences, les espérantistes, qui étaient déjà nombreux dans tous les pays du monde, firent adopter la langue inventée par le Dr. Zamenhof. D'autres langues internationales rivales furent également défendues, mais on convint de l'Espéranto, en hommage à celui qui, le premier, avait créé une langue pour faciliter l'entente entre les peuples.

— Tout le monde ici parle Espéranto ?

— En tous cas, tous ceux qui ont l'âge d'avoir accompli un service de coopération. Mais beaucoup d'autres aussi. Quand on veut bien s'y mettre, on apprend très vite. Il y a partout d'excellents « laboratoires de langue » à la disposition de tout le monde.

— Avez-vous passé tout votre séjour de coopération au même endroit ?

— Non, nous n'avons pas été appelés à participer à l'implantation de pompes à énergie solaire car l'OCM sait qu'à Bolquère nous avons tous de l'expérience dans ce domaine. Nous avons fait ainsi plusieurs séjours d'un mois en moyenne, en divers pays du Sahel.

Je ne pouvais pas m'empêcher d'être surpris du climat qui semble régner dans les rapports entre les gens, ici. Et je redis mon doute face à leur volonté de me faire croire qu'ils sont tous gentils.

— Mais pas du tout ! Nous ne sommes pas particulièrement gentils ! D'ailleurs Gaudé et moi nous avons eu quelques… engueulades qui affolaient Alice, me dit Jo. Certaines étaient imputables au climat, qui nous fatiguait et nous rendait irascibles. Mais d'autres ressemblaient fort à une rivalité de compétences. Seulement, ce que vous semblez oublier quand vous vous étonnez de notre comportement très « social », c'est que nous

sommes forcément, et toujours, désintéressés. Songez que l'âpreté qui envenimait, ouvertement ou sournoisement, tant de rapports humains, a disparu avec sa cause : nous n'en aurions pas été exempts si nous avions été contactés par une foule d'entreprises diverses tendant à nous persuader de pousser les gens de ces villages (qui nous recevaient en amis) à choisir leur matériel et leurs produits. Nos comportements auraient été empoisonnés, au temps du marché, par des représentants de tout poil venus nous influencer, voire nous acheter, pour modifier nos jugements. Débarrassés de tous ces gens intéressés, nous étions libres et c'est donc normalement et sans grand mérite que nous avons pu agir pour le mieux. Nous ne sommes pas meilleurs qu'avant, mais nous n'avons plus de raison d'être malhonnêtes !

Après que les héros de la fête aient projeté leurs photos, beaucoup de gens partirent. Plus au calme, nous avons terminé cette soirée autour d'une grande théière tunisienne. J'en profitai pour poser une question que je n'avais pas eu le loisir de poser :

— Votre affectation a été autoritaire. Pouviez-vous refuser ?

— Pour le SP c'est pratiquement impossible si on a été reconnu apte. Pour la coopération on peut en redemander une autre, on peut aller discuter puisqu'il y a un an de délai entre l'affectation et le départ.

Puis j'essayai de savoir quelles conclusions tiraient mes jeunes amis de leurs stages de coopération.

— Nous avons appris la solidarité humaine, dit Gaudérique.

— Nous avons appris à vivre, dit Alice, à apprécier les autres, à connaître la chaleur de la coopération, la joie de faire du bien, d'être utile. L'art de se faire des amis. Le sentiment de n'être pas seuls au monde, et la conscience que le monde a besoin de nous.

— Nous avons appris, conclut Jo, à servir les autres en nous enrichissant sur le plan humain.

— Nous revenons, poursuivit Gaudérique, plus mûrs, plus expérimentés, capables d'entreprendre, de décider, d'organiser.

— Nous avons appris aussi qu'on peut se tromper, ajouta Jo, et qu'il y a toujours quelque chose à apprendre.

Nous avons quitté l'Afrique très tard cette nuit où tout Bolquère a dû rêver ensuite d'un voyage au pays du Soleil.

Chapitre 11
Démocratie et égalité économique

La journée du lendemain dut surtout occupée par un pique-nique au bord du lac de Pradeilles avec Hélène et Serge. Le soir, il était convenu que j'assisterai avec eux au Conseil Communal de Bolquère.

Nous avons retrouvé nos amis vers 8 heures du soir, sous la tonnelle, pour souper.

Il me semblait qu'une très grave question agitait le village car j'avais remarqué, tout au long de ces deux journées que des groupes se formaient pour discuter de façon animée. J'en fis la remarque à Pierre qui parut étonné.

— Rien de spécial ne nous agite, me dit-il. C'est normal que nous ayons pas mal de problèmes à débattre, depuis que nous avons tous pris la gestion du village en main.

— Tu crois qu'on commence ce soir la discussion sur le chauffage au méthane ? demanda à Pierre un voisin qui passait.

Comme ils parlaient catalan entre eux, Hélène sortit de son sac, à mon intention, un appareil, genre poste de radio, avec micro et écouteurs. C'était un appareil à traduction instantanée qui traduisait mot à mot. L'effet était d'abord surprenant, mais peu à peu, on s'y habituait et cela permettait très vite de comprendre l'essentiel. J'appris ainsi que le village envisageait d'entreprendre des travaux pour chauffer toutes les maisons de Bolquère en installant une chaudière à méthane où seraient brûlés les gaz issus de la fermentation de toutes les bouses, fientes et autres déchets des écuries et du poulailler.

— Je crois qu'on a pas mal d'informations et que les essais ont été concluants dit Pierre. On va pouvoir faire la nique à ceux du solaire, avec nos bêtes !

Puis, Pierre fut abordé par un autre groupe. Je sus qu'il s'agissait du jardin. La conversation dura un bon quart d'heure et Pierre commenta ensuite à mon intention :

— Les immigrants tiennent à leurs endives !

Il m'expliqua que deux familles installées à Bolquère depuis quelques années, avaient envie d'étendre les cultures du jardin pour lancer une large culture d'endives. Apparemment, les anciens du village ne semblaient pas raffoler de ce légume et, sur le ton de la plaisanterie, il fut décidé qu'avec les futures endives, il faudrait mettre au point des recettes inédites pour les accommoder !

J'en revins à mon idée, en faisant remarquer à Pierre que ses concitoyens semblaient passer vraiment beaucoup de temps en discussions.

— Mais peut-être, me dit-il sèchement, sans toutefois perdre patience, a vie du village nous importe, c'est notre vie. Nous nous informons, nous comparons avec ce qui se passe ailleurs, nous décidons. Il nous arrive de nous tromper, de revenir sur nos décisions. C'est comme ça qu'on améliore les choses.

— Mais pendant ce temps, votre travail en pâtit ?

Je sentis que ma remarque l'amusait, plus qu'elle ne l'agaçait.

— J'ai largement le temps de faire ma part de travail ! Avec le partage que nous avons réalisé, elle n'est pas si grande qu'elle puisse gâcher l'essentiel de mon temps !

Serge crut nécessaire de m'expliquer :

— Le travail n'est plus le pôle autour duquel tournent toutes nos activités. Nous avons conscience d'un rôle à jouer, qui consiste non seulement en notre part de Service Social, mais aussi et surtout en notre contribution à la bonne marche du village et au bien-être de ses habitants.

— Vous passez beaucoup de temps à faire de la politique…

— Appelez ça comme ça, si vous voulez, me répondit Pierre. Mais cette politique nous touche de très près, et nous trouvons naturel d'être concernés par toutes les décisions à prendre ici.

Les décisions locales, de faible importance, sont prises au cours de ces discussions improvisées, au jour le jour. Si elles entraînent des conflits, on les règle sous la tonnelle, quand il fait beau comme ce soir. Sinon, à l'Hôtel de Ville. On s'est vite aperçu que beaucoup de gens avaient souvent de bonnes idées, mais ils n'arrivaient pas à les exprimer au cours d'une séance du conseil municipal. L'organisation les intimidait. Pour parler, il leur fallu commencer seulement devant deux ou trois personnes… Après ce premier pas, ils sont venus aux séances du conseil et ils participent maintenant à celles qui les intéressent.

— Si bien, commenta Hélène, que chacun intervient là où se sent concerné, ou simplement intéressé.

— Je comprends bien que vous puissiez décider vous-mêmes à l'amiable des questions mineures d'intérêt purement local…

— Nous disposons de moyens rapides pour organiser un vote quand c'est nécessaire.

— D'accord. Mais sur quel mode de scrutin élisiez-vous vos représentants pour prendre les décisions importantes d'intérêt général ?

— Nous n'avons plus de représentants professionnels à qui nous remettions le soin de décider de n'importe quoi d'important sous prétexte qu'ils parlent bien.

Serge entreprit une description schématique de la structure politique adoptée dans son ; pays avec l'économie distributive.

— Avant de prendre une décision, nous passons le temps qu'il faut pour nous informer le mieux possible. Quand nous avions des représentants attitrés aux instances de décision, et dont les revenus dépendaient de cette représentation, rien ne nous assurait qu'ils ne gardaient pas pour eux certaines informations afin de mieux se montrer irremplaçables ou pour faire illusion sur leur compétence, puisque tel était leur intérêt pour conserver un mandat lucratif.

Nous avons décidé d'utiliser les immense développements des moyens d'information afin de les mettre à la disposition de tous. Vous avez vu les terminaux dont nous disposons à l'Hôtel de Ville. Ils servent à nous informer, en même temps qu'à transmettre nos résultats, à calculer les

estimations qui nous sont nécessaires, à enregistrer nos votes. Ils sont reliés à toutes les banques de données, par satellite.

— Vous avez besoin de tellement d'information ?

— Pourquoi ne pas disposer des moyens les plus vastes puisque c'est devenu facile ?

— C'est vrai. Mais chacun s'informe individuellement ?

— Chacun peut le faire. En fait, c'est surtout un moyen de contrôle, car tout le monde peut se tromper.

— Alors, comment se passent les séances ?

— Comme dans toutes les communes ou quartiers qui réunissent quelques milliers d'habitants, au plus. Il y a d'abord des exposés de la question à l'ordre du jour, faits par des rapporteurs qui sont soit des gens requis le plus souvent en raison de leurs compétences. Puis un débat à lieu, suivant les règles élémentaires de la démocratie.

— Tout le monde peut y prendre part ?

— Oui, selon ces règles. Les séances sont télévisées dans la commune, en circuit fermé, et on peut poser une question depuis chez soi. C'est surtout commode l'hiver, pour ceux qui ne veulent pas quitter leur coin de cheminée après dîner. Ou pour les parents qui veulent rester près d'un enfant malade, et pour tous ceux qui ne sont pas très vaillants. Mais nous sommes nombreux à aimer venir discuter ici sur place. Au cours des débats, soit pour demander une information archivée, ou passer une vidéo-cassette d'un autre débat, soit pour obtenir le calcul de certaines estimations, l'incidence de telle ou telle hypothèse dans un programme, le point des prévisions, etc. Dans ce cas, la réponse apparaît sur le grand écran de la salle du conseil et sur les écrans privés en même temps.

— Ces débats sont longs ?

— Cela dépend. Nous traitons ce soir de ce que nous appelons encore le budget communal. Nous en aurons pour de nombreuses séances avant de pouvoir transmettre nos décisions sur ce que nous nous engagerons à produire et sur ce que nous demanderons au reste de la société, tant en en personnes qu'en produits. Il nous faut savoir ce que les

autres communes ont réalisé, ce que chacun de nous s'apprête à faire, etc. Sans compter les estimations sur les aléas, etc. Nous avons acquis une certaine habitude, mais cela nous demande encore une étude sérieusement menée par tous et pendant longtemps.

— Je comprends que vous ayez eu ces jours-ci tant de discussions entre vous ! Vous avez vraiment accès au cœur de la décision et à tous les détails. Est-ce que tout le monde y consacre autant de temps et d'énergie ?

— Tenez, regardez vous-même, me répondit Pierre.

Nous voyions en effet beaucoup de monde passer devant la tonnelle et se diriger vers la grande salle du conseil. Nous avons suivi, et je me retrouvai assis, vers le fond, entre Hélène et Serge.

Le président de séance fut proposé, comme c'est la règle, par la personne qui avait présidé la séance précédente. Ce fut Dominique Parent, la mère d'Alice, et elle fut acceptée sans histoire. Elle prit alors la parole pour demander que les débats soient tous exceptionnellement en français, en mon honneur ; elle leur résuma mon aventure et l'intérêt que je leur manifestais. Ceci me valut un sympathique tonnerre d'applaudissements.

Le débat sur le budget communal en est aux premiers jours. Un rapporteur a commencé par faire le point des séances précédentes, d'où il est ressorti que les productions réalisées par la commune ne différaient, en général, pas trop des prévisions, ni de celles des communes semblables ou voisines. On mit pourtant l'accent sur certains points particuliers où la commune, par contre, n'avait pas du tout tenu ses promesses. On établit pourquoi, au cours d'un débat houleux. Et on estima quelle incidence ceci devait avoir sur les prévisions futures. On sentait de fortes divergences et un vote consultatif fut demandé.

— Qui prend part au vote ? demandai-je à Hélène.

— Tous les membres de la commune qui le souhaitent, à condition d'avoir suivi le débat.

Le vote eut lieu et je fus étonné par sa rapidité. Devant chaque siège est placé un petit pupitre, muni d'une fente où chaque participant assis glisse sa carte d'identité magnétique. Si la carte est acceptée (c'est-à-dire si elle reconnue comme étant celle d'un membre de la commune), celui qui

l'a introduite doit alors mettre son pouce sur un petit écran qui permet de l'identifier par ses empreintes digitales. Si l'ordinateur reconnaît la concordance, il demande le vote par un feu vert allumé sur le pupitre. Ce vote doit alors être enregistré à l'aide de quelques touches sur le pupitre. Puis, si ce qui est inscrit est conforme au désir du votant, celui-ci confirme son vote en l'entrant dans l'ordinateur, qui le comptabilise automatiquement. Cela prend quelques secondes.

Des dispositifs semblables de consultation sont installés autour de la salle. D'autres sont associés aux postes de télévision dans les maisons du village. Mais l'ensemble de tout le scrutin, étendu ainsi à toute une commune, ne prend que quelques minutes avant que le résultat définitif ne soit affiché.

Avant de passer au point suivant, il fut décidé d'ouvrir un vote non plus consultatif, mais définitif sur une question précise. Deux dispositions particulières furent décidées : n'auraient le droit de participer au vote que ceux des membres de la commune qui avaient assisté activement (donc pris part aux votes consultatifs) à au moins trois sur cinq des séances consacrées ces jours derniers à la question, et la durée d'ouverture du scrutin serait de 48 heures. Des dispositions de cet ordre sont prises couramment. Elles n'excluent personne systématiquement, mais elles obligent les gens à ne voter qu'après avoir sérieusement considéré la question, s'être suffisamment informés. Au fond, je crois qu'ils ont raison de vouloir écarter de ces votes tous ceux qui, de notre temps, osaient voter en déclarant « moi, je ne fais pas de politique… » et fiaient à l'opinion des autres.

La discussion qui suivit fut motivée par le fait que la commune a reçu de la Société une suggestion qui semble mal accueillie : il s'agit d'augmenter leur production de maïs, quitte à limiter parallèlement celle des légumes verts. Du débat, il ressort que les gens d'ici pensent pouvoir cultiver assez de légumes pour n'avoir pas à augmenter leur importation (du Roussillon surtout), et qu'ils estiment que le mais doit être cultivé là où il pleut suffisamment, quitte à en faire venir de l'Ariège pour nourrir les poulets.

— Que se passe-t-il, demandai-je à mes voisins, quand une question déborde le cadre local ?

— La règle est simple, me répondit Serge. Tout est traité à l'échelon nécessaire le moins étendu. Je m'explique. Vous avez vu que tout ce qui peut être décidé au seul niveau supérieur nécessaire. Ce peut être celui de la Région c'est-à-dire la Catalogne. Ainsi notre administration est une fédération de Régions dans lesquelles chaque commune a le maximum d'autonomie possible, c'est-à-dire compatible avec celle des autres communes. Vous voyez que nous avons pu réaliser la plus grande décentralisation possible, en même temps que chaque individu a acquis la possibilité de participer aux responsabilités.

— Possibilités ? commenta Hélène. Je dirais plus. Notre Société est maintenant ainsi faite que tout individu a non seulement le droit, mais le devoir d'assumer les responsabilités qui sont naturellement les siennes en tant que membre de la société. On admet que des gens s'en dispensent de temps en temps. Amis si c'est trop souvent, croyez-moi, il y a vite quelqu'un qui s'en aperçoit et lui décoche une remarque dès que « l'indifférent » se plaint de quoi que ce soit ! Celui qui se désintéresse de la société est aussi peu considéré que l'était un travailleur immigré à Neuilly, autrefois !

La question de l'augmentation, dès l'an prochain, de la production de maïs par le village fut transmise à la Région, en même temps qu'un groupe était désigné pour participer au débat régional qui s'en suivait. À propos de céréales, je me suis rappelé qu'on vantait chez nous les bienfaits du blé battu à la main, ceci m'amena à dire à Pierre :

— J'espère que vous avez soin ici de battre le blé sans utiliser ces machines affreuses qui l'abîment ?

Sa réponse, un peu bourrue, ne se fit pas attendre :

— Il faut ne pas savoir ce que c'est qu'un travail physique exténuant pour imaginer qu'on va se passer d'un engin pareil ! Il y a plus d'un siècle, il battait déjà le grain 150 fois plus vite qu'un homme !

Je me dis que ces débats amenaient bien à confronter tous les aspects d'une question.

Le point suivant à l'ordre du jour portait sur l'aménagement d'un dispositif de chauffage collectif des habitations. L'investissement nécessaire devait être évalué, en temps de travail et en matériel, bien sûr. Distraitement, je fis remarquer à Hélène :

— Si on se met à décider de la passation d'un marché, il va y avoir une belle bagarre !…

Hélène éclata tellement de rire que ce fut Serge qui répondit :

— Finis ces appels d'offres et les marchandages auxquels ils donnaient lieu, sans parler des commissions et dessous-de-table ! On fait le calcul de ce que coûte « l'investissement » en matériaux et en temps de travail. Or cette évaluation ne dépend plus de ceux qui feront le travail. On tient compte, par contre, de l'économie attendue en combustible, de l'utilisation, justifiée ou non, de certains métaux rares, des techniques, de la pollution, du parti qu'on pourra tirer des installations actuelles, pour éviter si possible le gâchis. De même qu'on évalue le temps de travail pour les divers corps de métier, car ceci doit entrer dans le planning général récapitulatif programmé, nous la transmettons par ordinateur à la Société, et elle s'ajoute à toutes les autres demandes de gros investissements. Et puis, il y a un large débat, quand on discute du « Budget » de l'an prochain, au niveau de la Société.

— Qui participe à ce débat ?

— Nous y envoyons régulièrement les représentants élus spécialement pour cela. S'il y a d'autres sessions, pour d'autres questions, nous choisissons à nouveau des représentants dûment mandatés. Cela les dispense de leur travail pendant le temps correspondant.

— Et comment sont prises les décisions ?

— Les séances sont enregistrées par la télévision, vous pourrez en voir. Un vote général décide des grandes lignes : augmentation de tel pourcentage de l'ensemble des investissements, grandes orientations, tant dans l'intérêt de la Société que pour les échanges prévus, et donc diminution ou non de la durée du Service Social, etc. De tout cela il résulte des directives pour chaque Région.

Un autre débat s'ouvre ensuite au niveau de la Région, quand elle sait ce qu'elle peut attendre de la Société. Elle en tient compte pour décider de tout ce qui la concerne, avec une grande autonomie. Il y a deux ans, par exemple, une baisse générale de 10 % du temps de travail avait été décidée au plan de la Société, mais la Bretagne voulait faire des investissements qui, en matériaux, étaient compatibles avec les décisions du Budget de la Société, mais qui, en temps de travail, demandaient plus que la Société n'e avait prévu au plan général. Un débat long et serré eut lieu au niveau régional, au cours duquel les Bretons décidèrent de ne pas suivre la diminution de durée du travail pour cette année là. Ils transmirent leur décision à la Société qui tien la gestion générale, pour que le programme de calcul des temps individuels de Service Social soit aménagé pour la Bretagne. Tout cela ne fit aucune difficulté, et la Bretagne se dota sans attendre, puisque telle était sa volonté, de magnifiques ports de plaisance, parfaitement intégrés dans le cadre agréable qui avait été projeté par les Bretons. Et l'année suivante, la durée du Service Social était la même en Bretagne que dans le reste de la Société. Bien entendu, ceci n'a apporté aucune distorsion entre les revenus.

— Cette démocratie me paraît idéale. J'admire. Mais après tout, je ne vois pas pourquoi elle est liée à l'économie distributive. Il me semble que, même en économie capitaliste, dans un pays gouverné par des socialistes sincères, une telle démocratie doit être possible.

— Mais non, avec les aspirations les plus nobles qu'on puisse espérer, vous n'empêcherez pas que les décisions et les votes soient influencés, s'ils entraînent des conséquences financières personnelles pour ceux qui votent. Un entrepreneur du bâtiment par exemple sera inévitablement favorable à un plan de relance de la construction, parce qu'il pourra en attendre de nouveaux marchés. Et ainsi dans tous les domaines. Il faut, pour prendre les décisions avec un maximum d'objectivité (on n'est sans doute jamais totalement objectif) que notre vie matérielle n'en tire aucun avantage par rapports aux autres.

La suite du débat porta sur une consultation demandée par la Société, donc à toutes les communes, sur la diminution relative de la durée du travail des coiffeurs. Le dossier présenté portait à l'actif de la demande

le fait que ce métier s'exerce debout, dans une atmosphère souvent bruyante ou chaude, qu'il entraîne parfois la manipulation de produits allergènes, comme la teinture. Au passif, on a fait remarquer que les clients ne réclament pas toujours que le travail soit fait rapidement, qu'il donne l'occasion de bavarder, que l'atmosphère d'un salon n'est pas forcément bruyante, qu'elle peut être très agréable, enfin que la confection d'une belle coiffure, adaptée à la tête pour laquelle elle a été conçue, apporte à son auteur des satisfactions d'artiste. Le village vota à l'unanimité une motion demandant le développement des recherches de teintures pour les cheveux ne contenant pas d'allergènes et d'un dépistage plus poussé des dispositions allergiques chez les candidats au métier de coiffeur. Puis la proposition de diminution relative du temps de travail fut repoussée à 90 %, et la motion fut transmise à la gestion de le Société.

On procéda alors à l'enregistrement des questions que l'assistance désirait soulever pour les prochains débats : une enquête fut demandée parce que certains terminaux tombaient souvent en panne, il faudrait alerter l'usine qui les fabrique si cela provenait de leur construction.

Puis la présidente de séance fit part à l'assistance des questions que la Région ou la Société lui proposaient de débattre lors des prochains Conseils, parallèlement à la préparation du Budget. La Région, par exemple, est concernée par une note de la Picardie faisant état d'une demande accrue d'abricots frais ; comme la Cerdagne ne cultive pas les abricotiers, le débat aura lieu dans le Roussillon. La Société fit également part d'une proposition des Lorrains, dans laquelle les responsables de la fabrication en série de moteurs de camions annonçaient qu'ils sont prêts à changer de fond en comble leur système de production, ce qui leur donnerait le moyen d'augmenter considérablement leur production. La Lorraine veut savoir si cette transformation est justifiée et demande à toute la société une estimation de la variation de leurs besoins en moteurs de ce type dans les années à venir.

Pendant qu'on faisait ces annonces, Hélène me fit remarquer :

— Vous voyez bien que nous ne vivons pas en autarcie. En toute chose, nous avons soin de chercher l'échelle de fabrication appropriée.

Pour la construction de moteurs, et à l'heure actuelle (car tout cela peut changer), la réalisation est faite en Lorraine à très grande échelle, et très automatisée. En Lorraine aussi, et dans les régions voisines, sont faits, également à très grande échelle, des pièces de carrosseries, des pneus, etc. de sorte qu'il est possible d'y réaliser l'assemblage de camions sans grands transports de pièces, ce qui simplifie le travail. Pour planifier leur fabrication, qui évidemment nous concerne tous, en tant que consommateurs d'abord, et aussi comme membres d'une société qui se partage le travail, les Lorrains réclament une estimation de la demande à satisfaire dans les années à venir. Cette estimation sera faite avec une certaine imprécision, on le sait, mais cette consultation peut éviter bien des bévues. Voilà pourquoi nous échangeons tant d'informations.

Pour terminer, la Présidente de séance attira l'attention et la réflexion de tous sur une note transmise par la Gestion Mondiale des Échanges (GME). Cette note avertissait que la production mondiale de tungstène allait devoir être ralentie. Je vous passe les détails qui justifiaient cette nécessité, à l'issue d'une étude probablement sérieuse (puisque aucun profit particulier n'en dépend) menée par cette organisation. Ce que j'ai retenu, c'est qu'il était annoncé une forte augmentation du prix auquel était porté désormais le tungstène frais produit.

Les débats étant terminés pour ce soir, Dominique Parent leva la séance.

Tandis que la salle se vidait, je tirai la conclusion qui s'imposait à moi après la réunion à laquelle je venais d'assister. Je résumai :

— Au fond, ce que je viens de comprendre, c'est que lorsque vous me parliez de la Société » en disant : « la Société verse », « la Société demande à ses membres », « la Société admet que… » eh bien cette « Société », c'est vraiment vous-mêmes. Vous avez réalisé une véritable démocratie…

— Parce qu'enfin nous en avions les moyens et la volonté. Les moyens, nous les devons au développement de l'informatique. La volonté nous l'avons eue quand nous avons brisé le pouvoir de l'argent et donné ainsi à tous des droits égaux.

— Je croyais qu'il était impossible de demander à tout le monde d'être au courant de tout, d'avoir un avis sur tout, de prendre part à toutes les décisions…

— Et vous aviez raison. N'assistaient à la séance de ce soir que ceux qui s'intéressent aux questions posées. L'important est que tous aient le droit de s'informer et de donner leur avis en connaissance de cause.

En sortant de l'Hôtel de Ville, nous fîmes, comme beaucoup, halte sous la tonnelle, après être allés chercher une boisson. Les commentaires allaient bon train et je ne les écoutais que distraitement en sirotant mon jus de fruit.

Je restai frappé par le nombre de gens qui manifestent tant d'intérêt pour les débats du Conseil, et je fis le rapprochement avec cette réflexion de Pierre me disant que le temps qu'il passe à son travail, qui pourtant, je m'en suis bien aperçu, lui tient à cœur, est moins grand que celui qu'il consacre à la bonne marche du village. Et je méditai sur cette remarque d'Hélène m'expliquant que la plus grande démocratie ne peut être obtenue que lorsque les gens ne tirent aucun bénéfice ni aucun avantage personnel de leur action politique… J'en arrivai vite à cette conclusion que quelqu'un comme Pierre se dépense surtout pour son activité qui ne lui rapporte pas d'argent, et cela, pour moi, est ahurissant. À ce stade de mes réflexions, je réalisai tout à coup que tout ce que j'avais appris de l'économie distributive, il semble ressortir, bien que personne ne l'ait précisé, ni aucune remarque n'ait attiré mon attention là-dessus, que tout le monde touche des revenus égaux. Cela me parut une telle énormité que j'interrompis mes hôtes pour savoir si je me trompai :

— J'ai dû mal comprendre, vous n'allez pas me faire croire que vous touchez des revenus égaux ? Ce n'est pas pensable !

— Je devais avoir l'air ahuri, car un sourire général accueillit ma réaction à retardement. Serge entreprit de m'expliquer :

— Cette question a animé nos débats politiques, soir après soir, pendant des années. Les habitudes prises, le rôle sacré de l'argent, le culte du travail sont encore tellement ancrés dans certains esprits que la plupart des Régions ont adopté une politique de revenus différenciés dans les

entreprises, mais nulle part on ne trouve plus qu'un rapport 3 entre les plus hauts et les plus bas revenus[14].

— Ah, la bonne heure ! Et vous, en Catalogne ?

— Au début, une majorité active nous avait fait adopter le principe de revenus diversifiés. Seulement voilà, il fut impossible de se mettre d'accord sur des critères suffisamment valables et justes pour n'être plus remis en question. Alors en fin de compte, on a envoyé promener toutes ces histoires de diversifications, d'émulations, de rendements. Maintenant, on a la paix et je crois que personne ne regrette ces débats souvent sordides.

— Il faut payer en plus ceux qui prennent des risques pour entreprendre, innover, lancer des changements !

— L'important est d'encourager les initiatives. C'est ce à quoi nous nous sommes toujours appliqués. Au début, d'anciens chefs d'entreprises nous ont convaincus qu'innover c'était prendre des risques personnels et ceci devait être payé en argent. Mais maintenant les décisions hardies n'engagent plus les revenus d'un seul homme. Il y a d'abord quelqu'un qui fait une proposition. Puis un débat s'ouvre largement, qui engage la responsabilité de tout un groupe, de toute l'équipe concernée. Si le projet est accepté, ce qui est une première victoire pour celui qui lui a donné son nom, l'investissement est fait par la Société. Si, ensuite, c'est une réussite, son ou ses responsables voient leur autorité renforcée, leur audience grandie. Le risque qu'ils ont pris entraîne leur réputation, leur notoriété et je vous assure que c'est un point sensible.

— Et si le projet ne réussit pas ?

— Leur réputation est également faite, et pour aussi longtemps. Ils sont assurés qu'on saura leur rappeler cet échec lorsqu'ils voudront imposer leur point de vue.

— Mais, commenta Hélène, ils ne sont pas ruinés et condamnés à la soupe populaire pour autant, même si dans leur domaine ils voient diminuer les responsabilités qui leur sont confiées. C'est une humiliation qui coûte cher, même quand les revenus n'en sont pas réduits dans la même proportion.

— Bon, mais ce qui me paraît nécessaire, c'est de stimuler les initiatives, encourager les gens pour qu'ils soient plus productifs…

— C'était nécessaire quand l'économie reposait sur la croissance à tout prix. Aujourd'hui, c'est la qualité de la vie, pour tous, qui est notre objectif primordial.

— Au moins, faut-il encourager le zèle pour éviter l'apathie dans une société sans concurrence…

— Le zèle, c'est bien joli. Mais tout le monde ne peut pas faire de zèle dans son métier, aujourd'hui. Pour ce qui est de la concurrence, croyez-moi, elle n'est pas morte parce qu'elle ne se traduit pas en francs. Il y a toujours, ce doit être inhérent à la nature humaine, d'énormes rivalités entre ceux qui briguent certaines fonctions, certains emplois, même si ces emplois sont recherchés pour l'importance qu'ils confèrent et non pour les salaire qui s'y rattache.

Serge précisa :

— Dans beaucoup de Régions, le principe de « revenus d'émulation » fut adopté et il est encore en vigueur aujourd'hui dans quelques unes. Mais une forte majorité l'a repoussé parce qu'il est apparu à la fois comme un non-sens et une injustice. Un non-sens dans une société qui cherche non plus comme autrefois le rendement, mais bien l'harmonie, l'adaptation de la production aux besoins de la société. Il n'y a donc plus lieu de pousser les gens à faire plus. Ce qui importe c'est qu'ils fassent bien et qu'ils soient bien. Une injustice aussi, d'abord parce que tous les métiers ne sont pas susceptibles de donner lieu à émulation. Dans certaines entreprises, et pas seulement les grosses usines à la chaîne qui sont pratiquement entièrement automatisées, le travail d'un individu est fixé dans un ensemble, il a une part à accomplir et s'il fait plus, il rompt l'équilibre. Prenez le travail d'un éboueur. Il n'y a pas lieu qu'il ramasse une poubelle avant que la benne soit arrivée… Alors les éboueurs seraient obligatoirement parmi les moins bien payés ? Pourquoi ? Leur travail est pénible, salissant et tout aussi utile que les autres.

— Tellement, ajouté Hélène, qu'il a fallu réduire la durée du service social pour eux parce qu'on ne trouvait plus de volontaires.

— Ah, je comprends : pour adapter les emplois aux besoins (ce qu'on appelle à notre époque réguler le marché du travail) vous jouez ici sur la durée du service social et non plus sur les salaires.

— Exactement. Nous cherchons la solution qui se rapproche le plus de l'équité : si le travail est pénible, il doit durer moins. Bien entendu, on n'a pas trouvé du premier coup la juste mesure et on continue, par des aménagements, à la chercher.

— C'était juste tout de même de payer plus ceux qui faisaient le mieux leur travail.

— À ceux qui soutenaient ce point de vue, on a fait valoir que nous ne sommes plus à l'époque des stakhanovistes. Il y a de plus en plus d'emplois où il n'y a pas à faire mieux. Il faut faire exactement ce qui est nécessaire. Et puis il y a autre chose, supposez qu'on attribue ces revenus supplémentaires d'émulation aux privilégiés qui peuvent encore se distinguer par leur travail. Pendant combien de temps les leur versera-t-on ? Toute leur vie ensuite, s'ils ont eu l'occasion de faire du zèle pendant leur service social ? Ce serait tout à fait injustifié. Seulement pendant leur service social ? Ce serait inciter ces gens à vouloir que la durée du service se prolonge ! Or nous estimons nous être libérés de la servitude du travail pour pouvoir profiter d'un maximum de temps libre. C'est pour nous une évolution, et je vous assure que nous y tenons.

La solution adoptée dans certaines régions est différente et plus juste. Il a été admis que certains êtres ayant plus de besoins que les autres, ils devaient pouvoir disposer de plus de pouvoir d'achat que les autres. Après tout, ont-ils dit, nous sommes en économie des besoins, il faut en tenir compte admettre une diversité des revenus. Voilà comment ils s'y prennent : on y distribue, à parts égales entre tous, le pouvoir d'achat correspondant à la production totale moins tant pour cent. En Alsace, par exemple, je crois que ce chiffre est de plus de 30 %. Il atteint presque 40 % en Prusse. Et ce reste de tant pour cent est distribué à ceux qui, pour les avoir, acceptent de faire en plus tant pour cent des travaux que les autres ne veulent pas faire : ils font un supplément de service pénible, pour un supplément de revenus.

— Vous comprenez, commenta Hélène, pourquoi nous disons que ces nostalgiques ont voulu garder un souvenir du marché du travail. En fait, on y accepte, pour que certains puissent gagner plus, qu'ils fassent des heures supplémentaires !

— Oui, et non seulement ça, précisa Serge mais il s'agit des travaux pénibles que les autres préfèrent ne pas faire quitte pour cela, à se contenter des revenus de base. C'est un choix qui est fait en toute liberté, personne n'est contraint. S'il n'y a pas de volontaires, chacun a sa juste part du travail, et des revenus. S'il y a des masochistes, tant mieux pour tout le monde.

— C'est un reste du marché du travail, reprit Hélène, mais cependant aménagé. Car autrefois, ceux qui faisaient les travaux les plus pénibles n'étaient pas ceux qui gagnaient le plus !

— C'était souvent le contraire, approuva Pierre.

— Cela me paraît effectivement juste et astucieux, commentai-je. Mais ce que je cherchais, c'est un moyen d'encourager les gens à remplir avec plus de zèle possible le rôle qu'ils assument par leur travail.

— Vous raisonnez encore comme dans le temps où on s'affirmait, où on ne jouait un rôle que PAR le travail rémunéré. C'est ça qui a changé. Notre rôle de membre de la société ne s'arrête pas à notre service social, pas plus d'ailleurs que nos activités. Nous jouons un rôle essentiel pendant notre temps libre, quand nous participons librement à la vie politique, culturelle, artistique, sportive. C'est d'ailleurs ce qui nous permet d'accepter parfois un service social peu agréable, peu épanouissant, car nous savons que c'est un mal nécessaire qui durera peu et qui n'est plus l'essentiel de notre vie.

— Vouloir récompenser, par des revenus supplémentaires, le zèle au travail comptabilisé, résuma Serge, est doublement en contradiction avec l'heureuse mutation que nous a valu l'économie distributive. D'une part c'est pousser l'homme à donner plus d'importance au travail d'où résulte « la matérielle » qu'à celui, pratiqué pendant le temps libre, qui contribue à l'épanouissement spirituel. D'autre part c'est conserver à l'argent un rôle dont nous avons voulu le débarrasser définitivement.

— Et en plus, ajouta Pierre, c'est encourager les gens à s'abrutir par le travail. Et nous, nous préférons avoir des gens faciles à vivre et qui se préservent pour garder leur bonne humeur !

En sociologie, Hélène renchérit :

— Au fur et à mesure que le travail comptabilisé, défini par les conditions économiques, a cessé d'absorber tout notre temps potentiel d'activité, nous avons attaché de plus en plus d'importance à tout ce à quoi l'augmentation du temps libre nous a donné accès. Et nous sommes bien convaincus maintenant que le citoyen qui, ayant accompli son travail « économique », consacre une part importante de son temps libre à participer à la vie amicale, culturelle, sportive, artistique de son village ou de son quartier, est beaucoup plus utile à la société que celui qui, bourreau de travail, en ressort tellement épuisé qu'il en est invivable.

« Pour prendre une formule simple, résuma-t-elle, disons que nous n'accordons plus la priorité au travail, mais à l'homme.

— À sa convivialité, glissa Serge, qui a toujours autant de mal à se retenir de dire des gros mots.

Hélène ne se laissa pas interrompre.

— Ce transfert d'intérêt est la retombée la plus importante, la plus lourde de conséquences, de toutes celles que l'économie distributive nous a apportées sur le plan humain.

Je revins à mon idée :

— Il faut récompenser ceux qui prennent des responsabilités…

— D'accord, c'est ce que nous faisons puisque désormais nous participons tous aux décisions.

— En parlant de responsabilités, je pensais à ceux qui sont responsables, dans leur travail, de la vie des autres. Il faut, par exemple, bien payer un chirurgien pour s'assurer qu'il s'applique au maximum quand il opère.

— Heum ! S'il faut acheter à quelqu'un, à un chirurgien par exemple, sa conscience professionnelle, vous me faites peur. Il me semble qu'il n'est pas prudent, dans ces conditions, de lui confier la vie des

malades. Nous avons compris que si le choix d'un métier comme celui-là est déterminé par l'appât de revenus supplémentaires, nous risquions fort de remettre nos vies entre les mains d'arrivistes. Cela ne nous a pas paru… judicieux !

— D'accord, mais c'est un métier qui demande une tension d'esprit épuisante. Il faut en tenir compte !

— C'est pourquoi nous avons développé la formation de chirurgiens et aménagé leur temps de travail, qui se fait toujours en équipe.

— Et puis, ajouté Hélène, ne pensez-vous pas qu'il existe beaucoup d'autres métiers dont dépend la vie de beaucoup de gens ? Quiconque conduit une voiture prend au moins autant de risques.

— Mais si le métier de chirurgien n'est pas mieux payé qu'un autre, personne ne fera les longues études pour y arriver.

— Vous pensez réellement qu'on ne choisit une telle profession que pour l'argent ? Vous en connaissez personne ayant la vocation de soigner les malades ? C'est passionnant le métier de chirurgien, d'être celui dont le coup de bistouri sauve la vie ! Rassurez-vous, nous avons beaucoup de volontaires, et nombreux sont ceux, parmi eux, que les conditions pécuniaires de leur famille auraient privés autrefois d'envisager cette carrière, qui jouit d'un énorme prestige et qui a vu des génies réaliser des prouesses.

— C'est un métier qui demande une habileté particulière.

— Bien sûr, et n'accèdent à cette profession que ceux qui ont fait la preuve de l'habileté requise.

— Alors il est normal de les payer plus, puisqu'ils sont plus habiles que d'autres.

— Il est normal qu'ils accèdent aux métiers où cette habilité est nécessaire. Mais pourquoi les payer plus pour un don qu'ils ont reçu à la naissance ?

Pierre ajouta une remarque à cette question d'Hélène.

— Dans une boîte où j'ai travaillé autrefois, il y a eu une véritable révolution chez les secrétaires parce que l'une d'elles, qui ne travaillait pas

mieux que les autres, était payée nettement plus, pour une raison évidente : elle était plus belle. Cette qualité n'apparut à aucune de ses collègues une raison de rémunération supplémentaire !

— Il n'y a pas de raison de payer une qualité plutôt qu'un autre, l'habileté, la beauté…

— L'adresse, pourtant ? C'est une qualité qui s'acquiert, il faut récompenser les plus adroits !

— Outre que l'adresse est une qualité qui a perdu de sa rareté depuis l'avènement des robots capables de répéter parfaitement, inlassablement, le geste qui leur a été indiqué une seule fois, l'adresse est un don au même titre que la beauté. Il faut en tenir compte au moment du choix d'un emploi. Nous avons d'ailleurs souvent observé que celui qui exerce son métier avec adresse le fait avec plaisir.

— Peut-être, ajouta Hélène, parce qu'il s'épanouit à montrer son adresse comme la secrétaire de Pierre aimait à se faire belle.

— Mais il s'agit d'une qualité acquise au cours de l'apprentissage, des études ? N'est-il pas normal de payer la compétence acquise ?

— Nous sommes une écrasante majorité à penser que celui qui fait profiter la société de son savoir ou de sa compétence n'y a pas plus de mérite que celui qui offre la sueur de son front, ou que celui qui accepte de se salir. Et puis nous acquérons, en vieillissant, une compétence, chacun dans son domaine. Pourquoi payer plus cher celle d'un agriculteur ou celle d'un médecin ?

— Parce que l'un a fait de plus longues études que l'autre.

— Notre société donne à tous la possibilité de pousser ses études aussi longtemps qu'il est nécessaire. Depuis que la durée des études ne dépend plus des moyens qu'une famille peut offrir, il n'y a plus de classes, dont une, privilégiée, qui répand l'idée que l'élite qui a pu faire des études a, en outre, le droit de recevoir plus d'argent !

Non, voyez-vous, conclut-il, aucun critère ne peut justifier de payer plus l'un que l'autre. Ni le fait d'être plus intelligent, ni celui d'être plus adroit, ni celui d'être plus vigoureux ne peut constituer un titre pour une

rémunération particulière. Nous refusons de rémunérer le résultat, qui dépend des aptitudes de chacun, depuis que nous ne faisons plus la course au rendement. Par contre, ce que la Société exige c'est l'effort, la conscience dans le travail, et cela nous l'exigeons de tous, absolument, estimant que chacun se doit de servir son pays. Pourquoi n'emploierait-on le mot que pour les militaires ? Pourquoi le civil n'accepterait-il pas de servir l'intérêt collectif de la société dont il est membre ?

Tout cela me paraissait trop simple, trop logique, trop beau. Mais c'est une objection que je n'osai pas leur faire, car sur quoi reposait-elle ? Sur le fait que ne n'avais encore jamais entendu tenir des propos aussi raisonnable ? Ou plutôt sur le fait que je n'avais jamais rencontré les conditions requises pour les voir appliquer ?

— Et ici, dis-je à Pierre, vous appliquez l'égalité des revenus pour tous. Comment vous affranchissez-vous, comme vous dites, de toutes ces histoires ?

— Nous avons décidé un beau jour de ne plus nous empoisonner la vie avec ces calculs.

— Comment faites-vous ?

— Nous avons tous nos comptes régulièrement approvisionnés des revenus calculés égalitairement, d'après la production totale, vous avez compris, je ne répète pas. Or ce pouvoir d'accès à la production est maintenant supérieur à ce dont nous rêvions dans le vieux système. Moi par exemple je touche plus que je ne recevais quand j'ai le mieux gagné autrefois, dans l'agence de voyages, « Échappatour ». Et comme ma femme, mes parents, mes enfants ont leurs propres revenus, je n'ai pas de soucis de ce côté-là. Il faut reconnaître que depuis que la rentabilité et les lois du marché ne sont plus une obsession, nous nous sommes bien organisés, en décontracté…

Ceci dit, nous dépensons selon nos besoins. Sans compter. Pour son anniversaire, chacun de nous reçoit de la société son bilan annuel et il s'avère que si les uns ont dépensé un peu plus que les revenus qui leurs étaient alloués, les autres ont dépensés un peu moins. Au total, parce que c'est la loi des grands nombres et que notre société a trouvé son niveau de

production adapté, il y a un équilibre. Un tel équilibre, qu'ici on se fiche de savoir qui « coûte » un peu plus que le voisin.

— C'est un hasard. Que ferez-vous sin s'installe un jour ici un panier percé qui aura besoin de trois Rolls, deux yachts et quatre jets ?

— Je ne suis pas sûr qu'il serait très heureux ici parce qu'il n'épaterait personne. Ceci dit, n'oubliez pas que les comptes existent, que nous payons avec des cartes ou autres moyens de paiement qui soustraient effectivement de nos comptes ce que nous dépensons. On pourrait donc savoir qui pompe ainsi sans vergogne sur les biens de notre Société et les ordinateurs de gestion sont aussi capables qu'autrefois de refuser un chèque sans provision.

— Mais dans une économie des besoins, ne vous sentez-vous pas obligés d'assouvir tous les besoins ?

— Nous en avons les moyens techniques. Mais c'est en dernier ressort la Société qui décide.

— Donc si quelqu'un dépensait de façon extravagante…

— … nous déciderons, démocratiquement, d'augmenter ou non pas production totale pour le satisfaire.

— Écoutez, non. Ce n'est pas possible. Vous voulez me faire croire que, par un coup de baguette magique, vous êtes tous devenus des saints. Je ne marche pas. À vous entendre, ci tout le monde est bon, tout le monde est gentil. Vous êtes tous à la fois sages, raisonnables, désintéressés, sans ambitions, sans désirs, sans vantardise, sans faiblesse, etc. Vous ne me ferez pas avaler ça !

— Sûrement pas, me répondit Hélène, au milieu du brouhaha que j'avais provoqué. Je vous réponds franchement que nous n'avons guère changé. Mais nos défauts se révèlent aujourd'hui d'une autre façon qu'autrefois, et cela tout simplement pour la bonne raison que nos activités et nos préoccupations ont changé d'orientation. Nous ne sommes pas des saints, nous ne sommes ni plus sages, ni plus raisonnables, mais ceci ne se traduit évidemment plus par le désir de dépenser de l'argent. Nous ne pouvons plus être intéressés parce que nos revenus ne dépendent plus du système D ou de nos combines. Nos ambitions ne se chiffrent pas en francs,

mais autrement : en influence, en notoriété, en autorité dans les débats. Notre besoin d'épater les autres ne se concrétise plus par l'acquisition de biens matériels, parce que tout le monde peut en avoir autant. Il se manifeste par la volonté d'imposer aux autres notre point de vue. Notre vantardise n'a pas pour autant diminué et nos faiblesses humaines nous font faire des bêtises, même si notre vie démocratique nous offre souvent la possibilité d'en minimiser les conséquences. Et cette vie démocratique nous la devons d'une part aux moyens d'information qui se sont développés récemment partout, et d'autre part au fait que nous avons dissocié le pouvoir politique du pouvoir de l'argent. En un mot, la nature humaine n'a pas changé, mais l'organisation de notre société en a changé les manifestations. C'est ce qui vous fait illusion.

En fait, je crois que ces explications d'Hélène sont plausibles car les débats parfois houleux auxquels j'ai assisté n'ont prouvé que la vindicte et l'âpreté n'en étaient pas absents, même si les problèmes de gros sous ne les dominaient pas !

Chapitre 12
Droit de propriété et formation des prix

Je me suis réveillé en pleine forme ce matin, débordant d'enthousiasme, bien décidé à me promener aux environs, à y voir du monde, à poser des questions. C'est ainsi que je décidais d'aller voir les « chercheurs » ou « ceux de Super » comme dit Pierre. Ce terme vient du fait que parmi les habitants de ce quartier, une bonne moitié consacre ses activités aux applications pratiques du chauffage solaire. Les uns fabriquent des chauffe-eau solaires, à la demande, et les expédient « à l'étranger ». Les autres font des mesures, des essais de matériaux, de peintures, de mécanismes d'orientation automatiques, etc. Si bien que le quartier s'est fait une réputation bien au-delà de la Cerdagne. À tel point qu'une bonne vingtaine de chalets sont habités par des stagiaires qui viennent chercher le matériel en apprenant à l'installer eux-mêmes. Après quoi, en rentrant chez eux après un séjour aussi intéressant qu'agréable, ils font part à leurs entreprises de l'expérience qu'ils ont acquise.

— Je me demande, dis-je à un de ces stagiaires que j'avais accosté pour bavarder, pourquoi de tels stages n'étaient pas organisés au temps de l'économie de marché ?

— Quel village aurait accepté de mettre tout un quartier à la disposition d'étrangers et quels entrepreneurs auraient accepté de donner leur expérience et leur science à de futurs concurrents ? C'était inimaginable !

Décidément, je comprenais que je n'avais pas fini de découvrir tous les changements auxquels « l'économie des besoins » avait ouvert la porte…

Mon interlocuteur me fit entrer successivement dans plusieurs de ces chalets. Partout il s'est trouvé quelqu'un pour m'expliquer ce que « les chercheurs » «étaient en train de faire. On ne craint pas les espions économiques ici. J'ai posé une foule de questions qui me venaient à

l'esprit, et même à celles qui, probablement, étaient idiotes, il a été répondu patiemment. J'ai pris des notes sur leurs travaux. Si je ne trouve pas à les vendre à mon retour à un entrepreneur, j'en tirerai bien un livre sur le solaire !

J'allais prendre congé de mes nouveaux amis quand quelqu'un vint les chercher pour aller faire du sport. En toute simplicité, ils me proposèrent de venir avec eux. Voyant que j'étais tenté, quelqu'un m'a prêté un survêtement, un autre m'a trouvé une paire de chaussures, et en moins de deux, je me retrouvai en petite foulée derrière eux. En route pour « Pyrénées 2000 ».

Pyrénées 2000 est une oasis qu'on dirait « écologique ». Comme la station a été construite autour d'une petite plaine presque entièrement entourée par la forêt, il a été facile de l'isoler du bruit et du fuel en y interdisant tous les véhicules à moteur, polluants et bruyants. Les maisons sont chauffées au solaire, avec un appoint de feux de bois l'hiver. Le centre de la plaine est un grand complexe sportif, dont je n'ai pu apprécier, en une heure, que le gymnase et la piscine.

Nous avons déjeuné, toujours ensemble, dans un « self » aussi agréable que celui de Bolquère, puis comme ils parlaient d'aller à Font-Romeu par la forêt, à cheval, j'ai sauté sur l'occasion et sur le cheval qu'ils m'offraient pour les y accompagner.

Respirant à pleins poumons l'air de cette forêt, si pur à près de 2 000 mètres d'altitude, je questionnai cette fois mes compagnons sur la station que nous venions de quitter. J'appris que n'y étaient habités à longueur d'année qu'environ le quart des logements et chalets. Surtout par des intellectuels, plus ou moins asthmatiques. Et par les quatre familles qui s'occupent du restaurant (il n'y a pas d'autres détaillants). Tout le reste n'est occupé que pour des séjours plus ou moins longs, soit par des gens qui y passent des vacances, soit par des gens qui viennent faire des stages de recherches sur le solaire, sur l'agriculture, sur la forêt, sur la flore, sur la faune de haute altitude, ou encore stages d'initiation à un sport, comme l'équitation, le patin à glace ou le ski. Il arrive assez souvent qu'un

immeuble entier soit retenu pour un groupe scolaire venu d'une autre région.

Ayant dépassé l'ermitage, nous avons pris le chemin du vieil oratoire pour atteindre Font-Romeu par le stade. J'y laissai mes amis et mon brave cheval, et entrepris de rejoindre la rue E. Brousse.

Quel plaisir de retrouver la grande rue animée, ses vitrines attrayantes sous les arcades de granit ! Mais quelle délicieuse surprise de constater qu'elle n'est pas envahie par les voitures qui, y disputaient aux piétions jusqu'au dernier centimètre de trottoir, sous l'œil encourageant de la maréchaussée ! Apparemment, ce n'est plus le portefeuille du touriste qui est important, c'est que chacun puisse se promener agréablement et s'il lève le nez pour admirer le paysage, qu'il ne se heurte pas à une voiture !

C'est à Hélène qu je faillis me heurter. Je dois d'ailleurs avouer que le contact ne m'aurait pas déplu. Serge et elle étaient venus écouter une conférence ce matin, et la discussion qui avait suivi les avait amenés à déjeuner à Font-Romeu, avec le conférencier et tout un groupe de sociologues, qu'ils venaient juste de quitter. Je leur racontai mes rencontres, ma promenade, ma visite de Pyrénées 2000, et leur dis mon étonnement de découvrir un lieu de séjour si agréable.

— Il y a beaucoup de lieux de séjour aussi bien conçus ? demandai-je .

— Toutes les villes ont aujourd'hui développé ces possibilités de séjour qui facilitent les contacts sur un thème propre, tel les recherches sur l'énergie solaire, ici. Ces recherches se sont développées avec l'économie des besoins car ni les compagnies pétrolières, ni les constructeurs de centrales nucléaires n'avaient plus d'intérêt à les freiner…

— Au fait, et les constructions de centrales nucléaires, vous les avez poursuivies ?

— Non. Aucune commune n'a accepté, avant qu'on soit arrivé à résoudre le problème des déchets radioactifs. Et ceci donne lieu à d'énormes recherches qui, autrefois, étaient jugées « non rentables ». Cette décision a, du même coup, donné un regain d'intérêt à toutes les recherches pour économiser l'énergie et pour exploiter les énergies

renouvelables. Vous en avez ici des exemples divers. Le centre de recherches qui prit son origine à Odeillo s'est considérablement étendu, ainsi que les domaines d'études. On y vient aujourd'hui étudier les matériaux réfractaires, la photosynthèse, des capteurs solaires, des dispositifs pour emmagasiner l'énergie. À ce centre d'études fondamentales s'est ajouté d'abord un observatoire du Soleil sur la pointe des Maurous. Les chercheurs de ces laboratoires sont vraiment dans des conditions idéales depuis les développements immenses de l'informatique. Puis on a installé des ateliers de fabrication de photopiles dont les techniques font des progrès sensationnels. Enfin se sont développés autour des ateliers de formation de techniciens, de monteurs, de réparateurs de toutes espèces de dispositifs fonctionnant à l'énergie solaire. Inutile de vous dire que c'est par conséquent là que sont envoyés par la Coopération d nombreux jeunes des pays tropicaux pour acquérir une compétence très utile. C'est ainsi que Font-Romeu est devenu un centre universitaire renommé, où des chercheurs du monde entier viennent faire des séjours, au cours desquels ils donnent des conférences qui sont suivies par une foule de gens.

— Par une foule de savants.

— Pas seulement. De très gros efforts de vulgarisation ont été poursuivis. N'oubliez pas que nous avons des loisirs ; notre curiosité est sans cesse éveillée et nous avons le temps de la satisfaire.

— Mais, j'y songe tout à coup, tout le monde doit vouloir venir passer ses vacances ici et ceux qui y sont ne doivent plus vouloir repartir ?

— Il y a bien d'autres lieux, aussi jolis, aussi bien aménagés. Il y a d'autres choses intéressantes. Il y a des gens qui ont d'autres pôles d'intérêt que la physique ou l'énergie solaire. Tenez, le mois dernier nous étions à Rochefort, qui s'est spécialisée dans l'urbanisme et l'architecture. Je pourrais vous citer mille exemples. Chaque groupe humain, dans son agglomération, s'est épanoui selon ce qui s'offrait, suivant les possibilités et les opportunités locales, dès que les contraintes de la rentabilité ont été levées.

— Alors vous devez passer votre vie en séjours à droite et à gauche. Les anciennes résidences secondaires sont utilisées à plein temps, mais les résidences principales sont désertées !

— Bien des possibilités de voyages intéressants s'offrent effectivement à nous. Aux sociologues en particulier. Mais les gens ont leurs attaches autour de leur résidence principale. Il arrive, c'est vrai que des gens déménagent. Le mouvement, dans ce cas, se fait plutôt des grandes villes vers les petites.

— C'est un retour des choses, après l'énorme exode rural !

— En fait, nous sommes tous liés à notre environnement, non seulement par nos familles et nos amis, mais aussi par la transformation qui s'y est produite aux débuts du Nouveau Système et à laquelle nous avons tous contribué. On a envie d'en voir les effets et d'en profiter.

— Il n'arrive pas que des gens partent en vacance au lieu de faire leur travail ?

— La durée du service social est fixée globalement. Des aménagements sont possibles par arrangement local.

— Mais si des gens passent outre ?

— Toujours cette idée que les gens sont tous des irresponsables et des tire-au-flanc ! Mais non. Et puis je vous l'ai dit, rassurez-vous, si certains rompent leur contrat avec la Société, celle-ci a des moyens de pression.

— Elle leur coupe les vivres ?

— Elle leur fait l'aumône en ne leur versant que ce que nous appelons le « minimum vital ».

— Et si les gens, leur temps de travail économique achevé, vont s'installer dans ces ex-résidences secondaires, leurs résidences principales deviennent du béton inutilisé ?

— Quand on part plus de trois mois, la Société, en principe, se réserve le droit de nous demander de prêter, si besoin est, notre résidence inutilisée.

— Comment fait-elle ?

— Je ne sais pas, je n'en ai pas eu d'exemple.

Hélène s'agaçait. Elle ajouta même :

— Vous préférez l'ancienne situation où des gens passaient leur vie dans des bidonvilles alors que d'autres immobilisaient en permanence un appartement à Monaco, un autre avenue Foch, une maison en Floride et un chalet en Suisse ? Avoir une résidence principale confortable, où on le souhaite, et les moyens de l'entretenir, est à la portée de tout le monde. Avoir en plus la possibilité de passer ses vacances avec le même confort, c'est possible aussi. Vous voyez bien que ce n'est pas une société de soupe populaire que nous avons créée ! Vous croyez qu'il fallait construire encore d'autres marinas sur la Méditerranée pour que tout le monde puisse partir le m^me jour passer le même mois de vacances sur la Côte d'Azur ?

Tout en bavardant, nous étions arrivés au « Papagayo », où, confortablement installés à la terrasse, devant un jus de fruit ou une glace, nous poursuivons notre conversation. Je prenais un malin plaisir à pousser Hélène à rentrer dans les détails de leur organisation immobilière. Plus je posais de questions, plus elle s'animait et plus elle était jolie.

Mais alors demandai-je :

— Êtes-vous au moins propriétaires de votre résidence principale ?

Ce fut Serge qui entreprit de me répondre :

— Les flux culturels et symboliques auxquels étaient encore soumise la majorité des agents des premières décisions de la Nouvelle Société, impulsaient leur orientation vers un ferme maintien du droit de propriété. Mais à cette mythologie contraignante s'opposait une autre motivation, née d'une prise de conscience de la nécessité de limiter l'espace aliéné par la construction immobilière. De cet antagonisme émergea une définition de la privaticité de biens immobiliers qui constitue un consensus, toujours susceptible néanmoins d'être amendé, le cas échéant.

Je manquai m'étrangler avec une gorgée du jus d'oranges que je sirotais. Les yeux rieurs d'Hélène semblaient me dire « tu voulais des précisions, tu as un spécialiste pour te répondre ». Elle dut tout de même penser qu'il fallait faire un effort pour se mettre à ma portée. Alors, comme

un de leurs amis passaient, elle rappela opportunément à Serge qu'il avait quelque chose à lui dire. Serge nous pria de lui permettre de nous laisser quelques instants, en se confondant en excuses.

— Le séminaire de sociologie auquel nous venons d'assister a permis à Serge de retrouver son langage professionnel, commenta Hélène, tandis qu'il s'éloignait.

Aimablement elle poursuivit :

— Notre politique, en matière immobilière, répond à un double objectif. D'une part nous ne voulons pas que continuent à proliférer des constructions qui transforment en béton les champs, la montagne, les plages, et même la mer, pour n'être occupées que très peu de temps par an. Nous estimons que le fait de posséder une maison a un sens, si c'est pour y habiter. Mais que certains, parce qu'ils ont des biens immobiliers, puissent tirer des revenus de ceux qui ne possèdent rien, est devenu impossible avec la monnaie non thésaurisable.

— On peut donc acheter sa résidence principale ?

— On peut en devenir propriétaire. Au lieu de s'adresse à une agence immobilière qui vous racontait ce qu'elle voulait pour vous vendre au prix le plus fort possible, o s'adresse aujourd'hui au service du cadastre, dont l'ordinateur contient en mémoire tous les renseignements nécessaires. Vous pouvez donc, en le consultant, savoir tout ce qui est disponible et dans quel état se trouvent appartements ou maisons à acheter.

— Vous avez supprimé la profession d'agent immobilier. Avez-vous aussi supprimé celle de notaire ?

— Les charges notariales n'avaient plus de raison d'être. Les enregistrements qu'ils transmettent coûtaient inutilement cher. Même dès la fin de l'Ancien Système, c'est l'Administration qui les avaient remplacés.

— Et le prix, comment est-il déterminé ?

— Objectivement, comme tous les prix ici, depuis qu'ils ne sont plus formés par un vendeur intéressé à les surestimer. Si vous avez bien compris notre système de calcul des prix…

— Non, justement, expliquez-moi.

— Tout prix résulte de trois éléments…

— Que c'est compliqué !

— Bien moins qu'avant quand y entraient aussi les taxes, les bénéfices de plusieurs intermédiaires, la publicité et le culot du vendeur jugeant quel profit il pouvait tenter de prendre en supputant ce que seraient les réactions des candidats acheteurs…

— Quels sont ces trois éléments ?

— Premièrement, le prix de la matière première qu'il contient (y compris l'énergie pour le fabriquer), cette part entre dans la comptabilité FOURNITURES. Deuxièmement, le temps de travail humain qu'il nécessite, cette part entre dans la comptabilité TRAVAIL. Enfin un terme dit de RARETÉ. Si tout pouvait être fabriqué sans aucune limitation, tout serait gratuit. Mais dans un cas comme celui de l'immobilier, compte tenu du fait que chaque être humain ne peut pas disposer pour lui tout seul de plusieurs centaines d'hectares ou de plusieurs kilomètres de plage sur la Méditerranée, la planète ne les possédant pas, nous utilisons ce troisième terme dans la formation des prix pour permettre un équilibre.

— Ah, ah ah, m'exclamai-je en jubilant : malgré tous vos beaux principes, vous avez rétabli une discrimination par l'argent ! C'est injuste !

— Pas du tout. C'était injuste dans l'ancien système parce que les revenus étaient différents. Seuls ceux « qui en avaient les moyens » pouvaient acheter n'importe quoi et cumuler. Un prix élevé n'était dissuasif que pour ceux dont la bourse était plate. Mais aujourd'hui, le fait que les revenus sont équitablement répartis permet de se servir des prix pour réaliser un équilibre : vous avez le choix entre vivre dans un château entouré d'un grand parc, ou passer votre retraite à faire plusieurs fois le tour du monde dans votre yacht. Chacun dispose du même choix, puisque tous disposent des mêmes moyens.

— Ah, ça alors ! Je n'y avais pas pensé. Avec une somme égale on peut choisir… mais personne n'est désavantagé.

Je restai rêveur, puis remarquai :

— Et la nature humaine est suffisamment diverse pour que tout le monde ne veuille pas la même chose.

Après un instant encore, j'ajoutai :

— À condition que tout le monde ait assez : il faut que les revenus soient les plus élevés possible.

— C'est bien à cela que nous travaillons. En ce qui concerne l'immobilier, vous comprenez bien que la limite ultime vient du fait que la surface habitable est limitée… or nous tenons à ce que chacun, s'il le désire, et c'est le cas en général, puisse avoir un logement confortable. Tous ceux qui habitaient des appartements étroits, sonores, les uns sur les autres, ont demandé à avoir mieux. Il y a eu une demande très forte du côté de l'immobilier, ce qui vous explique que beaucoup de jeunes aient été envoyés, pendant leur service pénible, pour améliorer tous ces immeubles confectionnés de façon trop sommaire. D'autre part, et heureusement, le désir du public a poussé vers la décentralisation des lieux de production. Les grosses concentrations d'usines qui avaient été à l'origine de la formation d'agglomérations énormes où les gens s'entassent dans l'espoir de mieux gagner leur vie, ont fait place, rapidement, à des entreprises plus petites, mieux réparties et de taille plus humaine, dès lors qu'on recherchait moins la rentabilité qu'une meilleure qualité de vie.

Serge, venu nous rejoindre, commenta :

— Si vous voulez étudier de près les facteurs qui ont déterminé cette déconcentration, je peux vous faire lire plus d'une thèse écrite sur le sujet, d'où il ressort aussi que l'informatique et la télématique ont joué des rôles d'accélérateurs dans ce processus ? Après quoi on s'est aperçu que cette déconcentration, tout en réalisant de meilleures conditions de vie et de travail, avait du même coup amélioré la productivité !

Hélène suivait sa pensée :

— Tout cela pour vous dire que beaucoup des maisons qui avaient été récemment construites dans des villages abandonnées, ou aux abords des petites villes, pour servir de résidences de vacances ou de week-ends, à des gens qui étouffaient en se bousculant en ville, ont vu leurs propriétaires s'y installer à demeure.

— Mais, j'y pense, demandai-je pour acheter une maison, il faut sûrement beaucoup d'argent. On ne peut pas acheter un appartement avec ses revenus d'un mois. Peut-on emprunter ?

— Bien sûr, mais pas exactement comme dans l'ancien système. D'abord, n'oubliez pas qu'il ne peut plus jamais être question d'intérêts à verser. Depuis que l'argent n'est plus thésaurisable, les capitaux ne rapportent plus et ne s'achètent plus. C'est l'essence même du système.

Si vous décidez d'acheter votre résidence, vous la payez pendant 20 ans, régulièrement, tant par mois, sans surprise à la hausse ou à la baisse, quoi qu'il arrive, puisque vous avez ainsi un contrat d'achat à tempérament avec la Société. Mais au bout de 20 ans vous aurez payé le prix exactement prévu, pas le double et plus comme c'était le cas autrefois, avec les intérêts.

— Alors je peux me lancer dans l'achat d'un château de 20 pièces, tant pis si je ne peux pas payer.

— Non, le prélèvement pour l'achat de votre résidence ne peut dépasser le tiers des revenus.

— Alors personne ne peut plus acheter un château ?

— Une personne seule, non. Est-ce que cela vous révolte ? Les châteaux, comme vous dites, sont habités par des communautés. Les grandes maisons sont achetées par plusieurs personnes vivant ensemble. Chacun paie sa part sur ses propres revenus. Rappelez-vous que tout être humain a un compte ouvert et alimenté de sa naissance à sa mort.

— Bon, j'ai acheté un appartement avec ma femme et je divorce. Que se passe-t-il ?

— Vous vous séparez ? Toutes les solutions sont possibles. Si l'un de vous veut rester dans l'appartement, par exemple avec des enfants, il peut probablement continuer à le payer. Ou bien les deux peuvent changer.

— Et l'argent versé ?

— La part versée par chacun d'eux est considérée comme ayant été versée pour son nouvel appartement. Toute une jurisprudence a été établie. C'est beaucoup plus facile qu'autrefois puisque c'est la Société qui est toujours acheteur ou vendeur, qu'elle ne prend pas de bénéfice et

qu’elle n’a pas à chercher un nouveau client quand vous voulez quitter votre appartement.

— Et si je fais des transformations dans ma maison ?

— C’est votre droit le plus strict. Vous pouvez abattre toutes les cloisons ou en mettre tous les deux mètres.

— Et si je l’agrandis ?

— Il vous faut un permis de construire. Comme autrefois. Pour sauvegarder une certaine harmonie dans le paysage. Votre liberté s’arrête où commence celle du voisin, je vous le rappelle.

— Mais, au fond, pourquoi acheter ? Je peux bien préférer louer un appartement !

— Parfaitement. En ce cas, bien sûr, vous louez à la Société. Et comme elle reste propriétaire, vous n’êtes plus libre de faire tous les travaux intérieurs que vous voulez. Mais la location vous coûte moins cher que la vente en 20 ans.

— Et si je veux construire une maison ?

— Comme autrefois : vous achetez un terrain libre, s’il y en a. Vous le payez à la Société à tempérament. Vous demandez votre permis de construire…

— Est-ce que je peux emprunter ?

— Bien sûr, à la Société, vous la rembourserez à tempérament.

— Est-ce que le prix de la construction comporte un terme de rareté ?

— Le prix du terrain est essentiellement dû à sa rareté, compte tenu de son emplacement. Si vous avez bien compris notre système, ceci doit vous paraître évident. Quant à la construction, les deux autres facteurs y entrent, comme toujours : les matériaux, d’abord, et là il peut, pour certains, y avoir un fort coefficient de rareté si vous voulez par exemple du marbre de Carrare au lieu de celui de Villefranche. Si vous voulez du béton, il n’y a aucun coefficient de rareté et fort peu de travail humain. Il peut être sérieusement abaissé si vous y consacrez votre temps libre et celui de vos amis.

— C’est du travail au noir ! m’écriai-je scandalisé.

— Le mot n’a plus de sens car vous ne pouvez pas leur verser de salaire ! Mais ce peut être à charge de revanche. C’est ça la convivialité. Et la Société n’a rien à y perdre !

— Et cela ne prive plus l’État de ses taxes !

— Bien sûr que non, puisqu’il n’y a plus ni impôts, ni taxes, directement ou indirectement.

— À part ce coefficient de rareté dont vous parliez ?

— Ce coefficient de rareté résulte de votre choix. Si vous n’utilisez que ce qui est abondant, vous n’en payez jamais. Et n’oubliez pas que les progrès techniques rendent abondants de plus en plus de produits dans tous les domaines.

— Je paie cher si je veux du caviar de la Baltique à tous mes repas, je ne paie presque rien si je me contente du poisson cultivé.

— Dans ce cas, vous n’en payez à peu près que le transport. Et vos revenus vous permettent alors de choisir d’autres dépenses.

Il n’y a pas assez de caviar de la Baltique pour les repas de tout le monde. Mais la planète offre assez de richesses variées pour verser à tout le monde des revenus qui leur permettent de vivre très bien, et tous différemment.

— Si je comprends bien, l’uniformité, la standardisation ne sont plus souhaitables dans votre système ?

— Elles étaient une des tendances les plus frappantes dans l’ancien système, dans les pays de l’Ouest comme dans ceux de l’Est.

Serge commenta :

— Chacun était empêtré dans une trame de dépendances à l’égard des produits : les biens étaient standardisés pour un meilleur rendement et les consommateurs étaient dressés à éprouver le besoin de ce qu’on voulait leur vendre et par ceux-là mêmes qui voulaient vendre. Depuis que le développement décentralisé des moyens techniques nous a permis de réduire la durée de travail humain et que notre système économique a réduit le rôle de l’argent, c’est la qualité de la vie qui prime, et il en résulte

l'exaltation de tout ce qui nous différencie, de tout ce qui fait notre personnalité, notre originalité.

Pour une fois, Serge eut une formule simple :

— La standardisation ? Nous l'avons abandonnée… sauf pour la hauteur des pare-chocs.

J'en restai ahuri.

— Parfaitement, nous avons osé imposer à tous les fabricants de tous les véhicules que toutes les voitures, camions, etc. aient leurs pare-chocs à la même distance du sol ! Quel despotisme, hein ? Il y en a même maintenant tout autour des voitures !

Je continuai à penser au problème immobilier.

— Au fait, à ma mort, est-ce que mes enfants héritent de la maison dont je suis propriétaire ?

— Vos enfants, à votre mort, entrent en possession de tous vos biens mobiliers. Ils peuvent les garder ou les donner, mais pas les vendre. Ils ont de plus une priorité absolue sur votre résidence, soit qu'ils veuillent y rester, s'ils habitaient avec vous, soit qu'ils souhaitent déménager. Mais s'ils veulent en devenir les propriétaires, ils doivent l'acheter à la Société, compte tenu, éventuellement, de ce qu'ils ont déjà versé pour l'achat de leur résidence principale.

— Comment ? Payer une autre fois ! On ne peut plus placer ses économies dans des terres pour ses enfants ? demandai-je stupéfait.

— Parce que ce n'est plus nécessaire, me répondit posément Hélène. Ils sont assurés de n'en avoir pas besoin. N'oubliez pas qu'ils ont vu leur compte alimenté par la Société, depuis leur naissance. Ils sont assurés d'en toucher suffisamment pour acheter la résidence de leur choix quand bon leur semble. Pourquoi voulez-vous qu'en plus ils ajoutent leur part de vos dépouilles ? Pour profiter de votre mort ?

Le bon sens d'Hélène est parfois aussi troublant que son doux regard…

Chapitre 13
Un pays transformé

Pour rejoindre le parking où Hélène et Serge avaient laissé le véhicule qu'ils devaient ramener, nous avons pris une de ces voitures à batterie solaire que la municipalité met à disposition de tout le monde. Ce court trajet m'as permis de comprendre pourquoi les trottoirs sont aujourd'hui dégagés : ces voitures ne sont plus les « ventouses » d'autrefois, parce qu'elles servent constamment à quiconque en a besoin dans l'agglomération. C'est une sorte de transport en commun, un service public urbain, donc gratuit.

En route, je fis remarquer à mes hôtes qu'il me semblait que tout le monde était trop sérieux. J'avais vu les enfants s'instruire en aidant les cultivateurs, les techniciens et les chercheurs travailler, même s'ils avaient consacré une bonne partie de leur journée au sport. Hélène et Serge avaient assisté, bien qu'en vacances, à une conférence. Hier soir, il m'avait semblé que presque tout le village avait consacré sa veillée à la politique. Et la détente ?

— Oh, rassurez-vous ! me répondirent en chœur Hélène et Serge en riant.

— Nous ne consacrons pas tous nos loisirs à la politique ou au bricolage, poursuivit Hélène. D'abord l'augmentation du temps nous a incités à nous cultiver, pour mieux en profiter. Mais surtout, cette libération a donné aux spectacles en tous genres un développement insoupçonné. Presque tous les soirs, et pratiquement tous les week-ends dans l'après-midi, une multitude d'activités s'offrent aux gens, même dans les villages reculés. Vous avez assisté avant-hier à une soirée comme il y en a souvent quand des jeunes reviennent de coopération. Dans quelques jours, les mêmes organisent une soirée dans la grande salle municipale pour projeter ses photos qu'ils ont faites pendant leur service, en les commentant. Si des coopérants Africains sont là, comme c'est prévu, la soirée se terminera par

une démonstration des danses africaines sur la place des Fêtes, et tout le monde s'y mettra. Mais malheureusement, nous serons déjà partis.

Les autres activités résultent aussi très souvent d'initiatives individuelles. Des associations se forment, pour constituer un orchestre, pour réaliser un spectacle, pour monter une pièce, etc. De plus en plus, au fur et à mesure qu'a augmenté le temps libéré pour les loisirs, on a vu les gens prendre goût aux activités artistiques, non plus seulement en tant que spectateurs, mais en temps qu'acteurs.

— Les spectacles d'amateurs sont en général dépourvus d'intérêt artistique… remarquai-je.

— Détrompez-vous ! Certains spectacles théâtraux réalisés par tout un village ont déplacé des foules, tellement ils étaient réussis. Mais ils demandent alors un très gros travail, donc beaucoup de temps. C'était évidemment difficile à réaliser quand la semaine de travail dépassait quarante heures et qu'on n'accédait à l'ère des loisirs qu'à plus de soixante ou soixante-cinq ans !

L'augmentation du temps consacré aux loisirs et la décentralisation offrent beaucoup d'occasions aux artistes pour se produire. Il y a de la place ! Alors en plus de ceux qui en font leur métier, il y a beaucoup de gens qui se consacrent à l'art, après leur travail, pendant leurs loisirs. Ainsi se développe un art local, avec des artistes cooptés. Quand, dans un groupe, un individu chante bien, il n'est pas rare qu'on lui demande de chanter pendant que les autres travaillent, en prenant au refrain. On lui demande d'organiser des sortes de « veillées », comme autrefois.

Comme c'est le lendemain que nous avions prévu de quitter la Cerdagne, de retour chez les Maury, nous avons interrogé le programme VOYAGE de l'ordinateur, pour savoir si nous avions un train direct pour Troyes. La demande étant insuffisante, le voyage par le train imposait des changements. De même par avion. Nous avons donc opté pour une voiture, et l'ordinateur nous a signalé qu'une personne âgée désirait, ce même jour, aller de Perpignan à Tonnerre, qui est sur le chemin. Nous avons donc proposé à cette personne de l'emmener, et de passer la prendre à 7 heures. Un autre coup de téléphone, et une voiture était retenue.

— Cette voiture ne va-t-elle pas manquer à Bolquère ?

— Non, c'est une voiture du parc inter-régions que nous louons. Nous avons prévenu que nous la laisserons à Troyes.

Pour notre dernière soirée à Bolquère, il y eut veillée chez les Maury. Nombreux furent mes nouveaux amis du village qui vinrent faire un brin de causette en guise d'adieu. Certains me dirent, poliment, qu'ils aimeraient m'accompagner pour revivre en un peu dans le passé, mais aucun ne manifesta le moindre désir de s'y installer…

Partis le lendemain à l'heure dite, nous avons filé sans difficulté sur l'autoroute. Serge a cependant voulu faire un détour, vers Sète, pour m'y faire visiter les prodigieuses installations d'aquaculture. De gigantesques bassins ont été aménagés où est élevée une quantité énorme de poissons. De quoi nourrir des milliers et des milliers de personnes ! La visite m'a franchement impressionné, et en particulier j'ai trouvé vraiment astucieux leurs dispositifs de recyclage : des poulaillers sont installés au-dessus des aquarium de telle sorte que la fiente qui en tombe fertilise les algues qui nourrissent les poissons ! D'autre part, bien sûr, les excréments des poissons et des crustacés sont récoltés et expédiés comme fumures pour l'agriculture. Et tout ceci utilise une main-d'œuvre très réduite ! Ce qui permet aux spécialistes qui ont conçu ces installations de participer aux recherches des laboratoires de biologie marine très développés tout autour.

Les plages des environs sont aussi belles qu'autrefois. La Camargue a gardé toute sa sauvagerie. Elle est devenue un parc naturel sauvegardé.

Quant à la Méditerranée elle-même, que d'efforts sont déployés pour la nettoyer ! Chaque année au printemps, des brigades de jeunes gens consacrent leur temps de service pénible à nettoyer les pages, à draguer leurs abords. Il y a encore des années et des années d'un travail acharné pour sauver cette mer de la pollution qui l'étouffe. La société du profit l'avait asphyxiée, la société distributive s'évertue à la ressusciter. Quel travail !… que la recherche de la rentabilité n'aurait jamais poussé quiconque à entreprendre…

Après un substantiel casse-croûte sur la place Georges Brassens de Sète, nous reprîmes notre route.

Vers Orange, je suggérai à mon tour un détour, proposant à mes amis d'aller déjeuner en Provence. Je m'attendais à leur accord enthousiaste. Hélas, je fus bien déçu.

— La Provence est interdite, dit Serge, lugubrement.

— Quoi ? Interdite ? Mais de quel droit ? C'est scandaleux ! À qui est-elle réservée ? Vos diplomates y ont leurs datchas ?

— Pas du tout, répondit Hélène, elle est condamnée par la radioactivité. Pour bien des années encore. Dans quel état nos enfants, ou nos petits-enfants, la retrouveront-ils !

— Que s'est-il passé ?

— Nous avons parlé de la Guerre Terrible, cette guerre déclenchée par un commando kamikaze…

— Oui, mais je n'avais pas réalisé qu'elle avait été si grave. Comment se fait-il qu'à Bolquère, personne ne m'ait montré les effets de cette guerre ?

— Ceux de Bolquère ont conscience d'avoir été particulièrement privilégiés. Tous ces événements ont été pour eux aussi lointains que les malheurs du Tiers-Monde. Ils en ont souffert comme nous avions souffert nous-mêmes de la faim des enfants du Sahel que nous voyions sur nos écrans de télévision. Sauf peut-être qu'ils ont vu venir quelques réfugiés que, je crois, ils ont toujours très bien reçus.

— Leur belle vallée, si haut perchée, difficile d'accès, les a bien protégés.

Notre sociologie commenta :

— Exactement. Et cette conscience d'avoir été particulièrement protégés est l'explication qu'on donne aujourd'hui aux progrès qu'ils ont accomplis sur le plan humain et dont ils sont si fiers. Ils sont en avance sous bien des aspects, au point de vue social, sur la plupart des autres régions. Prenez, par exemple, l'égalité des revenus. Vous avez vu comment Pierre vous en a parlé : ils ont dépassé tous les stades qui les séparaient de cette

véritable libération de l'argent. Alors, pour compenser le privilège qui leur a permis d'avancer librement vers une société plus humaine, ils voudraient que nous profitions de leur expérience et franchissions plus vite les mêmes étapes. Ils s'y efforcent régulièrement à toutes les réunions interrégionales. D'ailleurs, pour moi, ils sont convaincants.

C'est au cœur de l'Ardèche que nous avons déjeuné… vers deux heures de l'après-midi ! Nous sommes en plein dans la saison des pêches et l'on s'activait dans les vergers à cueillir les fruits. Je me rappelais avoir traversé ces régions, à la même saison. Et j'avais en mémoire la réflexion d'un producteur me disant :

— C'est une calamité : la récolte est abondant ! On ne va jamais trouver à la vendre un prix suffisant, il va falloir en détruire des tonnes et des tonnes pour empêcher les prix de baisser !

Ce qui ne nous empêchait pas, évidemment, de les payer un prix invraisemblable à Paris…

La question du prix ne se pose plus. La pêche est un fruit apprécié, riche en vitamines. Beaucoup de régions moins bien adaptées à leur culture, en demandent à l'Ardèche qui les fournit en abondance pour les satisfaire. C'est donc bien l' « économie des besoins » depuis que les producteurs soignent leurs pêchers pour en obtenir des pêches et non de l'argent.

Reprenant l'autoroute, je remarquai qu'on y pénétrait sans péage.

— Bien entendu, m'expliqua Hélène, les services publics comme celui-ci sont gratuits. Ils n'ont été payants, au début, qu'afin de dissuader les transports routiers de gros tonnages, pour des raisons de sécurité et d'écologie. Maintenant, comme vous le savez, la très grosse majorité des transports est organisée par le rail.

— Comment financez-vous aujourd'hui de tels travaux ?

— Quand une autoroute est jugée nécessaire, par décision prise au plan général, la Société retient sur la production, avant calcul du Revenu Social, les matériaux, engins et services qu'il faut pour construire l'autoroute. C'est en quelque sorte la Société, donc tout le monde, qui

investit, mais pour réaliser quelque chose d'utile et non plus pour en tirer de l'argent.

— Alors les anciens actionnaires des sociétés privées d'autoroutes n'ont pas touché d'indemnisation ?

— Ils touchent tous une rente et ils sont certains de continuer à la toucher jusqu'à la fin de leurs jours. Et ils sont assurés qu'elle gardera son pouvoir d'achat, ce qui n'était plus le cas au temps de l'inflation galopante.

— Avez-vous des contrôles de police sur les routes ?

— Terriblement efficaces. Nous n'avons plus de droit…

— Et la liberté ?

— Nous n'avons plus la liberté de risquer la vie des usagers, en ne respectant pas le code de la route. C'est un code de vie en société, et comme tel nous avons tous admis que la société avait le droit de nous l'imposer. On a le droit de se suicider, pas celui de tuer les autres par imprudence, indiscipline, c'est-à-dire inconscience. Et la police a les moyens d'y veiller : on a multiplié les contrôles radar, les enregistrements, etc.

— Et les contraventions ?

— Elles ne se traduisent pas toujours en amendes, bien que ce procédé soit devenu juste, du fait qu'il n'y a plus ces grosses disparités de revenus qui faisaient qu'une amende très lourde pour les uns n'avait aucun pouvoir dissuasif sur ceux qui pouvaient les payer sans même s'en apercevoir.

On a innové d'autres types de pénalisations, dans l'espoir qu'ils feraient mieux réfléchir les contrevenants. Par exemple, j'ai un jeune mai qui l'autre jour s'amusait, pour épater ses copains, à faire du 150 km/h en ville. Piqué par la police il a été obligé de rester trois heures sur place. Et on lui a fait comprendre qu'il avait eu bien de la chance de n'avoir tué personne…

— Vous êtes assurés en cas d'accident ?

— Il n'y a plus de compagnies d'assurances privées. Si vous êtes victime d'un accident, vous êtes automatiquement soigné aux frais de la

Société… qui se retourne contre le responsable. Et là, je vous assure, ça peut faire très mal. On a fait en sorte que personne ne puisse se dire, en prenant un volant « je peux foncer, je suis assuré tout risque ». Quelqu'un qui avait, par son manque de prudence, renversé un jeune garçon qui traversait dans un passage clouté, a été condamné à s'occuper de cet enfant pendant toute sa convalescence : il a dû l'aider dans sa rééducation, lui assurer une présence constante, lui apporter quotidiennement la présence nécessaire pour qu'il ait une scolarité normale. Cela lui a pris plus de six mois, qui ont été considérés pour lui comme des vacances, c'est-à-dire qu'il a dû rattraper ensuite le travail qu'il n'avait pas faire pendant tout ce temps. Je vous cite cet exemple, que j'ai vu de près, pour vous montrer que la justice, en la matière, prend des décisions adaptées aux circonstances, après réflexion sur la manière d'être efficace. Le but recherché est la justice et l'apprentissage de la vie en société.

— Je connais un exemple, moins grave, mais semblable, commenta notre passagère : un ami, par maladresse, avait amoché l'aile d'une voiture. Il a été condamné à le réparer lui-même, de ses mains, aidé et supervisé par un garagiste. Il y a passé une journée entière, mais maintenant il fait drôlement gaffe !

Nous sommes arrivés à Tonnerre vers 18 heures, et nous avons déposé notre compagne chez ses enfants. Bien entendu, ceux-ci nous ont retenus un moment en nous offrant un cake qu'ils venaient de confectionner à notre intention. Étonné de voir que tous deux étaient disponibles pour nous recevoir amicalement, de cette façon très détendue, je leur ai demandé quel était leur métier. Ils sont tous les deux programmeurs et travaillent à domicile. Leur bureau a l'aspect d'une bibliothèque, aux rayons de bois ciré. Ils ont un terminal et deux micro-ordinateurs. Ils y reçoivent de l'Institut de géographie des données et des photos de satellites et mettent au point des programmes de tracés de carte. Ils travaillent ainsi en collaboration, dans une ambiance que des plantes vertes, une épaisse moquette et une musique en toile de fond, rendent confortable. Il m'a semblé qu'on peut travailler, dans ces conditions, plusieurs heures par jour, sans grosse fatigue et avec efficacité. En fait,

m'ont-ils dit, leur travail est en moyenne d'une vingtaine d'heures par semaine.

Avec tous ces crochets, nous ne sommes arrivés à Troyes, chez Nicole et Michel Boisrond, que très tard. Si bien que le lendemain, nous n'avons pas été très courageux et ce n'est qu'à plus de 10 heures que nous nous sommes retrouvés pour le petit déjeuner, servi par Nicole dans son jardin. Je remarquai que là, contrairement à ce que j'avais vu à Bolquère, les barrières entre les jardins existent toujours. Michel a eu beau m'expliquer qu'elles étaient faites contre l'irruption d'animaux domestiques dans leurs potagers… j'ai eu l'impression, quand il m'a fait admirer ses planches de légumes, qu'il y avait une certaine rivalité entre les Boisrond et leurs voisins : à qui obtiendrait les plus belles récoltes, à qui aurait le jardin le mieux entretenu. Car je l'ai constaté quand nous avons fait, un peu plus tard, une ballade à pied, chacun ici a un bout de jardin qu'il cultive avec amour. Chacun a sa table sous le cerisier ou le pêcher, avec un bout de gazon autour, plus loin son potager, bordé de pommiers en espalier ou de rosiers. Nicole nous a précisé que chaque famille cultive pour elle-même son lopin de terre « privatif ». Bien entendu ceci est parfaitement libre et non comptabilisé. Apparemment, les habitants de Bolquère n'ont pas fait école en mettant même leurs cultures potagères en commun. Ce qui prouve que chaque village, ou chaque quartier, s'organise comme il l'entend.

Poursuivant notre promenade vers le centre ville, nous sommes arrivés dans le quartier des Chartreux. Là, m'a précisé Michel, les gens n'ont pas vocation à se courber vers la terre pour y voir pousser leurs légumes. Ils habitent en immeubles. Il ne s'agit pas vraiment de gratte-ciel comme nous en avons tant vu pousser à une certaine époque, mais de bâtiments assez hauts, en général, disposés dans un parc bien entretenu.

— La densité de population doit être très forte dans ce quartier, fis-je remarquer à mes amis.

— Pas tellement plus que dans un quartier pavillonnaire m'expliqua Michel. Les HLM avaient été construites à une époque où le souci de rentabilité primait tout. Dans tous les immeubles, on a considérablement

augmenté les surfaces consacrées à des installations d'usage collectif. Tenez, suggéra Michel, nous allons entrer dans l'un d'eux, vous jugerez par vous-même.

Dans le parc devant lequel nous passions alors, Michel nous conduisit vers un pavillon situé au bord d'une grande allée centrale. C'était le pavillon de « l'hôte » du quartier. Je croyais que Michel allait lui raconter qu'il cherchait un ami, ou un appartement. Mais pas du tout. Il dit tout simplement qu'il souhaitait faire visiter à des mais de passage. L'hôte se montra fort aimable. Il nous montra le plan du parc, nous raconté que l'ensemble avait été restructuré à partir d'un îlot de HLM, dont on avait dû démolir un bâtiment sur deux, pour qu'il y ait suffisamment d'espace entre les immeubles. Il nous désigna deux courts de tennis, un terrain pour jeux de ballon, un espace isolé de la circulation avec des installations pour les petits enfants, auprès d'un bâtiment de deux étages qui abrite la crèche et l'infirmerie du quartier. Un autre bâtiment sert de salle de réunion, à côté de la bibliothèque. Puis la femme de l'hôte, qui venait d'arriver, nous proposa de nous faire visiter un bâtiment, tandis que son mari continuerait la réparation qu'il avait entreprise d'un pneu de bicyclette. Tous deux s'empressèrent de nous exprimer leur colère parce que celui qui avait abandonné le vélo, dans le parc avait omis de leur signaler la réparation à faire, en leur ramenant la bicyclette.

— A-t-on idée, disait cette femme, de se montrer si peu sociable ! C'est la première fois que cela nous arrive. Les gens du quartier savent bien qu'en rangeant les vélos, ils doivent y faire attention. D'habitude s'il y en a un à réparer, celui qui s'en aperçoit fait la réparation lui-même. Chaque immeuble a son atelier à côté des garages, ce n'est pas une affaire ! Au pire, on nous apporte le travail à faire, en s'excusant, parce qu'on est occupé. Mais là, laisser le vélo, crevé, dehors ! Je lui dirai deux mots à celui qui a fait ça, quand je l'aurai trouvé. Et je le trouverai, croyez-moi ! Il faut leur apprendre à vivre en société, c'est un comble ! QU'est-ce qu'on leur apprend donc à l'école ?

Puis, se calmant, elle ajouta :

— Tenez, si vous voulez, on peut faire le tour du parc n bicyclette : il y en a là.

— On peut les utiliser ?

— Bien sûr. Tous les vélos sont en libre-service ! Mais gare aux pelouses et aux massifs. J’espère que vous savez rouler dans les allées, hein ?

— Qui entretient ce parc ?

— Nous-mêmes, avec l’aide de certains habitants qui aiment ça, et puis surtout avec les conseils des jardiniers de la vile qu’on appelle quand il faut. Les plus gros travaux, ce sont eux qui les font : ils viennent avec leurs engins, et ça va vite ! Mais nous, nous assurons l'entretien.

Le bâtiment que nous avons visité a neuf étages, dont la surface diminue au fur et à mesure qu'on monte.

Le rez-de-chaussée de l'immeuble, qui était autrefois fait d'appartements, a été transformé. À gauche, en entrant, il y a d'abord une grande lingerie, avec plusieurs machines à laver le long du mur du fond, et des rangées de fil pour sécher le linge.

— Tout le monde laisse son linge ici ? Il n'y a pas de vols ?

— Pour voler du linge, il faudrait en avoir besoin. Depuis que tout le monde a des revenus assurés, ce genre de larcin a disparu.

En face, à droite, une pièce carrelée est meublée de plusieurs tables et machines à repasser. Deux femmes et un homme les utilisaient, tout en papotant. Nous n'avons pas voulu les déranger.

La pièce à côté est un atelier de bricolage. Les murs sont garnis d'outils. Au centre, sur l'un des deux établis, un jeune couple s'affairait à tailler du bois. Ils nous ont accueillis avec un grand :

— Ah, voilà de l'aide !

Nous sommes donc entrés et, sans cependant les aider, nous avons bavardé. Ils avaient entrepris de se monter une bibliothèque, livrée « en kit », mais l'assemblage, apparemment, leur posait des problèmes ! Ils m'ont expliqué que les outils étaient à leur disposition, qu'ils n'avaient qu'à apporter leurs matériaux.

— Tout est en libre-service ici ?

— Oui, mais un habitant de l'immeuble est responsable de chacun des ateliers. Ici, par exemple, l'an dernier, il y eu des gens qui ont abîmé du matériel et laissé la pièce sans balayer leurs copeaux ni nettoyer les outils. Le responsable a été tellement furieux… qu'il a lancé une réunion un samedi après-midi… et obtenu qu'on ferme l'atelier à clé. Maintenant, il faut aller chercher la clé, pour qu'on puisse savoir qui utilise le matériel. C'est triste, vous savez, d'en arriver là ! À croire que les gens d'ici ne savent pas vivre en société ! On dirait qu'on ne leur a pas appris dès l'école !

Nous venions d'entendre cette même réflexion… Je conclus que quand les gens prennent leurs affaires en main, ils prennent du même coup conscience de l'éducation à donner aux enfants…

Revenant vers la maison des hôtes de ce quartier, nous nous sommes assis quelques instants au restaurant central. Il fonctionne comme ceux que j'ai vus en Cerdagne avec cette différence qu'on ne défile pas, en entrant, dans une « chaîne » : on s'installe d'abord et, sur les tables, on trouve un cadran, un peu dans le genre de ceux que je connaissais pour programmer des chansons. Ce cadran est relié à l'ordinateur de le cuisine et permet de commander ses plats. Quand ceux-ci sont prêts, l'appareil avertit le client qui, alors, va chercher son plateau qui sort de la cuisine automatiquement garni. Cette chaîne est ouverte toute la journée et même une partie de la nuit, les cuisiniers se relayant. Il est également possible d'y commander des plats cuisinés à emporter. On paie, évidemment en introduisant sa carte dans la fente d'un terminal. Chaque ensemble immobilier a son restaurant et quelques distributeurs automatiques qui permettent de trouver les produits de première nécessité à toute heure.

— Combien y a-t-il d'habitants dans cette résidence ? Demandai-je à l'hôtesse, avant qu'elle nous quitte.

— 463 en ce moment. Répartis en cinq immeubles, plus les trois familles du restaurant, qui habitent au dessus, les deux familles de médecins logées près de l'infirmerie, et nous quatre, à la maison.

Nous sommes restés encore quelques temps à commenter la visite. Je demandai :

— Ces machines à laver collectives, c'est par économie qu'elles ont été installées ?

— Non. La raison est que ces ensembles sont habités par des gens qui préfèrent ce mode de vie, plutôt que d'avoir à assurer tout l'entretien d'un pavillon. Y vivent, par exemple, outre des personnes seules, des familles où seulement l'un des parents va travailler à l'extérieur, l'autre ayant choisi d'accomplir son service social en s'occupant des enfants. Alors ces ateliers répondent non pas à un souci d'économie, bien qu'en fait ils en soient une, mais à un besoin de voir du monde, à une recherche d'occasions de parler, d'être moins seuls. Il pouvait y avoir autrefois, dans un immeuble, vingt femmes seules toute la journée, chacune accomplissant chez elle les travaux de routine, n'ayant presque jamais l'occasion de parler à sa voisine. Ou alors quand elles se rencontrent en allant faire leurs courses, elles s'arrêtaient pour parler une heure ! Ces ateliers de lingerie, ou de bricolage, offrent des occasions de faire connaissance.

— Ils ouvrent à la convivialité, dit Serge.

— Mais ceci n'est pas le résultat de l'économie distributive, dis-je. On aurait fort bien pu le faire avant !

— Matériellement oui, me répondit Hélène. Mais commercialement, non. L'obstacle était justement l'économie dont vous parliez tout à l'heure. Les marchands et les fabricants de machines à laver, de matériel de bricolage, etc. avaient intérêt à ce que chaque foyer ait SA machine, SON matériel en propre, même s'il ne servait qu'une fois ou deux par an. Et toute la publicité tendait à faire penser qu'il y allait de son « standing » de disposer de tout chez soi. Pour développer le marché : vendre, VENDRE le plus possible, faire tourner l'économie, etc. etc. Vous connaissez le baratin.

Ici, c'est l'utilité qui prime. Chacun choisit librement ce qui lui convient. L'amoureux de la terre cultive son jardin. Le solitaire choisit un immeuble collectif et dispose des moyens de n'être plus isolé. Le maniaque de la bagnole est libre d'astiquer la sienne tous les samedis… même s'il n'impressionne personne avec ses chromes.

Cet après-midi, mes amis ont entrepris de me faire visiter le centre de Troyes. Au coin de la rue où habitent les Boisrond, à l'arrêt des bus, un panneau représente le plan de la ville et des environs. On y indique du doigt le lieu où on se trouve, et le point où on veut aller. Cela suffit pour que l'ordinateur du Secteur Routier Urbain programme en conséquence le trajet du bus. Nous n'avons pas attendu plus de deux ou trois minutes. Dix minutes plus tard, nous descendions devant l'Hôtel de Ville.

Tout le centre de Troyes a été restauré dans le style de l'époque qui fit la réputation de l'école troyenne de sculpture : le seizième siècle. Architectes, artistes, historiens ont collaboré et travaillent encore à faire de ce quartier un musée et un haut lieu de recherches et d'études historiques. C'est sa spécialité. Et telle est aujourd'hui la notoriété de ses spécialistes qu'on y vient de très loin les consulter.

Les façades ont retrouvé le style et leur aspect du seizième siècle, et les boutiques sont consacrées à l'art et à l'artisanat de la Renaissance. Et si l'on y trouve des artisans qui exposent leurs œuvres et divulguent leur science, ce n'est pas pour en faire du commerce. Les marchands de fripes indiennes qui, chez nous envahissent ces quartiers qui attirent tant les touristes, ont ici disparu. On y vient vraiment pour y découvrir la Renaissance, prendre sur place une leçon d'histoire vivante, s'essayer à l'art d'une époque dont les artistes ont fait la réputation. Ce sont des cours à tous niveaux, même très spécialisés, que le public peut suivre en se joignant aux étudiants.

Les anciens habitants, amoureux de leur quartier, sont restés. Certains d'entre eux y ont même conservé leurs activités de détaillants. Mais à eux se sont joints les spécialistes qui animent cette université au milieu de la ville, professeurs et étudiants, chercheurs venus faire un stage ou une étude ponctuelle, ou encore simples amateurs venus découvrir l'art comme activité de loisir. Ceci ressemble à ce que j'ai vu en Cerdagne, la différence essentielle est, évidemment, qu'ici, la production est toute artistique et intellectuelle, mais ceci est admis dans une société où le temps libre a une large place.

Chapitre 14
Changements dans l'entreprise

Michel nous avait fait promettre d'aller le voir au travail. Nous avons donc pris le chemin de la bonneterie où il achève son temps de service social. À ce propos, je demandais à Nicole, qui avait institué le tutoiement entre nous :

— Et toi, ton service social, tu en es débarrassée ?

— Pas tout à fait. Mon temps déjà effectué avant l'économie distributive a été calculé en tenant compte de mes années à la bonneterie, de mes services comme vendeuse et du fait que j'ai élevé trois enfants. Il me restait alors 3 ans à faire. L'ANPED a établi mon contrat avec la Société Distributive. J'ai dit ce que je savais faire, ce que j'avais déjà fait et ce que j'étais prête à faire. Comme j'étais au chômage, j'ai signé tout de suite le contrat qui m'engageait contre un revenu régulier, à participer à la remise en route de la bonneterie troyenne.

— Mais comment l'État a-t-il pu, sur son Budget, trouver de telles sommes ? C'est ça que je ne peux pas comprendre, demandai-je ahuri.

J'ai cru que la douce Hélène allait me répondre quelque chose comme « décidément , mon pauvre ami, vous ne comprenez rien. » Heureusement c'est Nicole qui m'a répondu.

— Nos revenus sont versés en une monnaie qui n'a pas d'autre rôle que de permettre les transferts de vivres, des services ou des biens depuis leur lieu de production jusqu'aux consommateurs.

Au début, nos revenus étaient faibles parce que l'économie avait été paralysée par la crise. Mais le pays était riche de possibilités. Notre système a permis tout de suite de les exploiter. Cette libération des moyens de productions et cette organisation pour produire plus et mieux en fonction des besoins a eu pour effet d'augmenter nos revenus. Et ils représentent aujourd'hui un pouvoir d'achat bien plus grand et bien plus sûr qu'au temps du monde marchand.

— Pourquoi ?

— Plus sûr parce que les progrès techniques et l'accroissement de la production ont automatiquement pour effet de les faire augmenter. Plus grand, parce que les prix pratiqués sont les prix coûtants.

— Mais comment est-ce possible ?

— Parce qu'il n'y a plus d'intermédiaires parasites entre les producteurs et les consommateurs ! Parce que dans notre circuit non marchand, nous donnons systématiquement la priorité aux transports par le rail et non plus à la route. Parce que l'information coûte moins cher que ne coûtait la publicité. Fais le compte !

— Et toi, tu as été payée à ne rien faire ?

— Oh non ! Quel boulot on a abattu ! On travaillait le jour, avec les bras, la nuit, avec les méninge. On a d'abord recensé et réuni toute la production bonnetière qui était restée invendue, faute d'acheteurs. Et on l'a distribuée dans les supermarchés de tout le pays. Après ça, on a fait marcher celle des trois bonneteries en faillite qui avait le meilleur matériel. Pendant ce temps là, on a discuté et fait des projets pendant près de trois mois. On s'est informé sur les meilleurs dispositifs automatiques. C'était en plein l'époque de leur arrivée : on commençait à faire des « robots à tout faire », des engins adaptables à 'importe quel travail mécanique. Alors forcément, ça nous tentait.

Les discussions, au début, c'était un peu la foire. C'est fou l'enthousiasme des gens quand ils sentent qu'ils travaillent pour eux. L'idée de construire leur avenir, d'en décider comme des grands, ça les a vite sortis de leur désespoir ! Seulement bien sûr, ils manquaient d'expérience. Il a fallu apprendre. On a eu de la chance parce qu'il y avait avec nous un type remarquable. Un entrepreneur qui, lui, en avait de l'expérience. Il était marrant : il laissait les gens parler, s'emballer, se disputer. Il attendait qu'ils s'essoufflent. À ce moment là, il disait « je vais résumer ce qui vient d'être dit ». Et après quelques mots il concluait : « il faut consulter tel spécialiste ». On a bien fait de l'écouter. On a fait venir des automaticiens qui nous ont bien conseillés. Et puis des architectes, des sociologues. C'était d'autant plus facile que depuis longtemps il y en avait des tas et des tas au chômage.

On a d'abord démoli proprement les deux vieilles usines inutiles. Et construit celle-là. Un vrai chantier, pendant des mois, mais dans la joie de construire pour nous…

— Qui vous a fourni les moyens ?

— Les bras, on les avait, les bétonneuses aussi, les briques, les tuiles du toit, les moquettes et le bois, on avait tout ça. Restaient les machines. Les robots sont arrivés à point, leur coût était déjà très faible.

— Vous avez bien été obligés de demander à l'État une aide financière !

— L'aide de l'État, pour employer ton terme, c'était nos propres revenus en attendant que notre production arrive. Elle a été compensée par l'automatisation de toute la bonneterie. Notre plan et nos projets ont servi à tout le pays (notre solidarité représente une énorme économie par rapport au temps du marché où chacun devait partir de zéro). Cette aide globale a été très inférieure au prix d'un seul Mirage, inférieure aux subventions versées pour le seule usine Citroën par l'Ancien Système !

— Tu as travaillé ainsi trois ans dans la bonneterie ?

— Un an. Après j'ai travaillé au rayon d'alimentation du supermarché du quartier. J'ai enfin pu utiliser ma propre expérience culinaire et mes connaissances acquises en diététique : j'organisais les essais des produits proposés et je faisais part des résultats aux consommatrices. J'ai eu vite fait de mettre sur pied un bon système de communication entre producteurs et consommateurs.

— Et tu as fini ainsi tes trois ans ?

— Il m'en reste environ un. Mais après un entretien à l'ANPED on m'a proposé un arrangement, compte tenu de l'activité énorme que j'avais déployée : j'ai été chargée de lancer et d'animer les premières séances du conseil de lecture du quartier.

— Qu'est-ce que c'est ?

— Nous sommes un millier de personnes, de tous les milieux, chargées de lire des manuscrits et de décider de ceux que la Société édité.

— La Société distributive est aussi éditeur ?

— Oui, au niveau régional d'abord. Et quand un livre y a du succès, il est souvent traduit pour être lu plus largement. Là encore, comme tu vois, ce sont les consommateurs, moi par exemple, entre autres, qui décident.

— Ce qui te permet de travailler à domicile.

— Oui, j'aimais mieux ça.

Nous étions arrivés à la bonneterie.

La façade extérieure est une série de vitrines agencées comme celles des grands magasins. On pénètre dans un hall décoré. Un hôte ou une hôtesse accueille les clients, leur demande quel type de vêtement tricoté ils désirent, puis les guide et les fait asseoir devant une table où sont disposées, dessinées, photographiées ou peintes, plusieurs séries de modèles ainsi que des échantillons. On regarde, on feuillette, on compare, puis l'hôte vous demande ce que vous avez choisi, et éventuellement vous conseille.

Ce qu'il faut, c'est pouvoir se rendre compte de l'effet que ferait sur soi le vêtement achevé. Pour cela, il existe un dispositif récemment mis au point, et sur lequel Michel a travaillé plusieurs mois. Il consiste, à l'aide de quelques prises de vue faites sur le client, à simuler l'aspect du client avec le vêtement sur le dos. On peut même faire cette simulation filmée, et non plus en photos fixes. On peut faire différentes simulations en changeant les formes ou la matière, à volonté. L'ordinateur, à chaque nouvelle simulation, calcule le prix de revient du vêtement. Si le client passe sa commande, le même ordinateur est programmé pour faire exécuter de façon entièrement automatisée le vêtement projeté, avec toutes les données établies.

Michel nous a fait visiter l'atelier qui est derrière : toutes les machines sont automatiques, jusqu'à la sélection des fils ou des laines. L'ordinateur établit le programme de travail, il est même capable de déceler les incidents, de les diagnostiquer et, en général, de remettre les machines en marche en commandant le changement d'un circuit intégré défaillant !

Je vous assure que lorsqu'on garde, comme moi, le souvenir de la chaude ambiance qui régnait autrefois dans une bonneterie troyenne, on éprouve un choc heureux en découvrant comment celle-ci a été

transformée ! Michel et ses (rares) collègues ont un travail agréable qui consiste d'abord à recevoir les clients, puis les conseiller.

— Un simple travail de vendeur !

— Sauf qu'à l'aspect mercantile peut ici se substituer le souci de chercher ce qui conviendra, vraiment, le mieux au client. Quant à la partie enregistrement des données nécessaires sur l'ordinateur : le programme a été conçu pour poser les questions et on apprend vite à y répondre. Enfin l'exécution automatique est spectaculaire pour le néophyte que j'étais : Hélène s'est amusée à programmer, avec Michel, un pull-over ayant un dessin jacquard qu'elle a composé devant nous. Elle a mis plus de temps pour décider du motif que ma machine pour lui sortir ensuite le pull avec son dessin sur l'empiècement ! On peut juger des conséquences de ces automatisations, dont Serge nous a assurés qu'elles avaient été faciles à réaliser : plus de 90 % de main-d'œuvre en moins… et plus du tout d'invendus. Économie sur tous les plans, et surtout ÉCONOMIE DONT TOUT LE MONDE PROFITE.

Et ce qui est formidable c'est que ces nouveaux modes de production ne sont pas du tout réservés à la seule bonneterie? Dans tout l'habillement, par exemple, c'est pareil. Qu'on veuille un pantalon en lainage, une veste de tweed ou un imperméable, on choisit de même grâce à ce processus de simulation. L'ordinateur établit alors un patron sur mesures, qui apparaît sur l'analogue d'une table traçante. Le tissu est tendu dessus, suivant la forme qui a, elle aussi, été programmée pour que les « chutes » soient minimales (ces chutes sont d'ailleurs recyclées). Mais à la place d'une plume, c'est un rayon laser qui trace les contours du patron, taillant le tissu du même coup.

Même les chaussures sont faites ainsi ; mais là, le processus est plus compliqué : l'ordinateur programme d'abord une empreinte du pied, après quoi, il repère les points de frottements à la marche. Je trouve cela fantastique.

Bien entendu, la commande peut être aussi faite à distance. Avec ce système, me racontait ce soir Nicole en dînant, il n'y a plus, à proprement parler, de « modes ». Les gens ont souvent, comme Hélène, leur modéliste

attitré (Michel a, paraît-il, c'est sa femme qui le dit, la cote auprès de la plupart des femmes du quartier des Chartreux…). Avec lui, ils recherchent ce qui leur va, ce qui met en relief leur personnalité, ce qui correspond à leurs besoins. Le résultat c'est, d'abord, que le vêtement que vous avez ainsi conçu pour vous, a bien des chances de vous plaire. Et de vous plaire longtemps : on se lasse moins vite de quelque chose quand la mode ne vous pousse pas à changer ! Et puis, depuis que les modélistes et les marchands n'ont plus intérêt à vous voir renouveler toute votre garde-robe à chaque saison, les vêtements sont bien plus solides.

Je me suis inquiété du sort des grands couturiers, dans cette transformation. Ils ne sont pas morts ! Ils ont le statut d'artistes. Et ils continuent à lancer des styles. Mais comme leurs modèles ne sont plus destinés à n'habiller qu'une élite fortunée, ils sont plus souvent conçus pour les utilisateurs de leur région que pour les femmes des magnats du pétrole. Ce qui n'empêche pas que beaucoup d'entre eux ont une réputation mondiale, leurs croquis étant diffusés et appréciés partout.

Discutant et méditant là-dessus, j'ai fait une découverte bien plus formidable encore. Figurez-vous que tous ces automatismes ne sont plus réservés à l'habillement. Les appareils les plus divers sont commandés et exécutés par ces mêmes processus. Mêmes les voitures : vous décidez vous-même de la force du moteur, du nombre de places, du nombre de portes, de la couleur de la carrosserie, de celle des sièges, de leur revêtement, des accessoires que vous voulez sur le tableau de bord ou dans le moteur. Vous avez même toute une gamme de types de carrosseries possibles. Simplement, l'ordinateur calcul si ce que vous demandez est compatible. Si oui, et si vous êtes d'accord, la voiture est exécutée sur une chaîne automatique en fonction de ce que vous avez programmé.

Toutes ces transformations se font très vite. Gare au chômage chez nous si on ne change pas d'abord le système économique !

Nous avons quitté Troyes pour Paris où mes amis m'ont installé dans un studio du 13ème arrondissement. Peu après notre arrivée, Hélène m'a emmené déjeuner sur la terrasse d'un restaurant, au bord de la Seine, près du Louvre. J'ai passé l'après-midi à visiter ce musée, dont l'entrée est,

bien sûr, gratuite, comme celle de tous les musées. J'ai pu y prendre librement quelques photos, bien qu'il y ait eu un monde fou.

Le lendemain, c'est aux Chapuis que je devais rendre visite. Ils habitent au Vésinet, dans la banlieue Ouest. Louis, ingénieur, travaille à Rueil, Danièle, sa femme, enseigne au lycée Claude Debussy.

J'étais attendu pour déjeuner. Mais, parti tôt, et ayant pris le métro régional, je me suis aperçu qu'il était 10 heures quand mon train entrait en gare de Rueil. Alors l'idée m'a pris d'aller voir Louis travailler dans son entreprise. Comme j'ai appris à le faire, j'ai utilisé le plan électronique des transports urbains, et un petit car m'a conduit où je voulais.

L'entreprise dont Louis fait partie est implantée en plusieurs bâtiments, dans un grand parc. Quand je suis arrivé, il était dans une salle assez vaste, où cinq ou six personnes travaillaient, chacune installée devant une grande table. Louis m'a invité à m'asseoir, mais ne voulant pas le déranger, je lui ai demandé de continuer son travail.

Je me suis étonné de le voir aux prises avec ce qui m'a paru être un vieux poste de télévision. Alors il m'expliqua que, précisément, leur entreprise réalise la modernisation, la réparation ou l'adaptation aux techniques modernes de toutes sortes d'appareils électroniques anciens, ou dont le fabricant, lui-même, a cessé son activité.

— Eh bien, lui dis-je ahuri, voilà qui me change de ce que j'ai l'habitude de voir. Quand un appareil de plus de deux ans est dépassé par le progrès, nous le mettons à la poubelle !

— Alors qu'il est souvent très facile de l'adapter ! S'il s'agissait de réparer les appareils usagés un par un, cela ne vaudrait peut-être pas la peine. Mais nous mettons au point les pièces qui permettent de moderniser certains appareils qui ont été fabriqués en série et que beaucoup de gens possèdent encore. En leur fournissant ces pièces, nous leur rendons service pour des années, pratiquement sans frais, et en leur faisant profiter du dernier cri de la technique. En ce moment, je suis plongé dans les téléviseurs. Je sais maintenant reconnaître ce qu'avaient en commun une vingtaine de sous-marques qui vendaient, sous des apparences différentes,

avec quelques gadgets publicitaires, un tube, fabriqué en grande série et dont j'ai trouvé la faiblesse. Alors je fais faire les plans de la pièce, ou plutôt de l'ensemble de pièces à changer. Et quand quelqu'un a un appareil de ce type, je lui fournis de quoi le moderniser.

— Mais ça coûte très cher de faire ces pièces sur mesure ?

— Pas du tout, d'abord parce que, comme je vous l'ai dit, quand j'ai trouvé ce qui doit être adapté, le renseignement est valable pour beaucoup d'appareils semblables. Et puis c'est plus économique de refaire une seule pièce plutôt que tout l'appareil, dont le reste, le plus souvent, n'est pas usé.

— Mais la pièce elle-même, comment est-elle fabriquée ?

— Automatiquement, bien sûr. Je la dessine sur cette table traçante, par assemblage d'éléments, qui sont tous en mémoire dans un mini-ordinateur. Et sur ce cadran, j'en commande l'exécution automatique. Après quoi je la teste, pour m'assurer qu'elle convient. Si le test est négatif, j'améliore, en changeant des détails.

— Comment ?

— J'indique la modification avec cet appareil. Vous voyez, il ressemble à un crayon. Il sert à « écrire » sur l'écran de visualisation, le changement d'une partie du circuit. À nouveau, je fais exécuter la modif. Et je teste.

— Ceci pour la partie électronique. Mais n'y a-t-il pas aussi des supports nécessaires ?

— Les pièces mécaniques sont dessinées et exécutées tout aussi automatiquement. Nous avons étendu à tout ce domaine la CAO et la FAO c'est-à-dire respectivement, la conception et la fabrication assistées par ordinateur. C'est pourquoi vous voyez ici un entreprise qui, avec une vingtaine de personnes, réalise un travail qui en aurait demandé dix à vingt fois plus il y a seulement quelques années.

— Quelle réduction de main-d'œuvre ! Mais la paperasserie doit être énorme et employer un monde fou ?

— La paperasserie a diminué dans les mêmes proportions. En même temps qu'elle est exécutée, la commande d'une pièce génère tout

aussi automatiquement l'évaluation de son coût-matière. Mon propre travail est comptabilisé de la même façon. Comme mes revenus sont assurés par la Société celle-ci, en quelque sorte, amortit mon travail par l'économie énorme que je lui permets de réaliser.

— Et côté client, comment ça se passe ?

— Quand un consommateur s'aperçoit que l'appareil qu'il possède est en panne ou quand il apprend qu'on a mis au point un perfectionnement, car l'information circule bien, il n'y a plus de secrets, il nous contacte.

— Ici ?

— Il appelle par téléphone le spécialiste. Ce dernier est l'un d'entre nous, mais nous ne sommes pas dérangés quand nous travaillons ici à la mise au point des pièces. C'est en général de chez nous que nous répondons à ces demandes. Par exemple, cet après-midi, je suis de permanence chez moi, à la disposition des consommateurs.

— Pourquoi ne fait-on pas cela en économie de marché, ça paraît tellement utile ?

— tout simplement parce que ce n'est pas l'utilité qui prime ! On cherchait, autrefois, à vendre un maximum d'appareils. Si l'un tombait en panne, si un consommateur faisait dessus une fausse manœuvre, c'était une chance de plus de vendre un appareil neuf !

Après un silence, Louis reprit :

— Je suis allé, il y a quelques semaines, au secours d'une femme âgée qui vit seule et qui, de toute évidence, n'avait jamais eu tenu un tournevis et ne comprenait rien à rien. Mais c'est rare. Avec le temps libre et la disparition du profit, l'entraide, les services mutules, se sont développés. C'est souvent un voisin qui vient dépanner les personnes seules.

Après réflexion, de demandai :

— Et la comptabilité ?

— Je vous l'ai dit, elle est automatisée.

— Mais l'administration de votre entreprise ? Qui commande ? Qui décide, qui organise ?

— Nous sommes 22 personnes à travailler ici. Chacun de nous a ses attributions. Mais nous sommes amenés périodiquement à en changer, selon les circonstances, les besoins, les innovations. Alors nous organisons des tables rondes pour nous informer, discuter et prendre les décisions nécessaires.

— Vous avez un chef ?

— Cette notion-même a disparu avec l'évolution des techniques de travail. La plupart des entreprises ont aujourd'hui la taille et l'importance de la nôtre. Ce qui représente au total une énorme production, très économique, et une productivité qui ne cesse de croître. Nous ne nous voyons pas forcément tous et tous les jours, mais nous sommes tenus au courant de ce qui se fait. Et à la moindre occasion, un pot nous réunit, avec les anciens qui ont travaillé ici et ne cessent de s'intéresse à notre évolution. Et parfois, quand il s'agit de prendre un tournant décisif, in nous arrive de passer huit jours quelque part, chez l'un d'entre nous par exemple, à en débattre.

— Vous n'êtes pourtant pas tous concernés par ces décisions ?

— Mais si, bien sûr, et selon nos compétences, nous pouvons aider l'ensemble de l'entreprise à les prendre.

— Mais comment faites-vous pour vous passer de hiérarchie ?

— Il est certain que cette cooptation des responsabilités a beaucoup changé nos habitudes, car nous avions été élevés dans le respect des hiérarchies, et nos rôles en ont été bouleversés, d'autant que même les règles que nous suivons résultent d'accord passés entre nous. On n'imagine plus un règlement intérieur avec des horaires pour aller aux toilettes ! À nous de nous auto-discipliner… car, en cas d'erreur, on a vite fait de nous la reprocher. C'est aussi dur, sinon plus, de ses faire dire ses vérités en face par ses collègues que par un chef ou un contre maître, car il n'y a plus de moyen de faire bloc, de se réfugier derrière le tampon d'un syndicat : c'est l'affrontement face à face, et d'autant plus intense qu'il ne s'agit plus de défendre le profit du patron, mais une entreprise qui est notre affaire à tous.

— Cela doit donner lieu à des conflits. Comment les surmontez-vous ?

— Le fait, tout simple, de pouvoir beaucoup se parler, de se sentir libres et égaux, arrange bien des choses. Dommage qu'on ait prévu de vous emmener déjeuner à la maison, car le repas de midi qu'on prend en général ici tous ensemble vous aurait donné une idée juste du climat amical dans lequel nous travaillons et gérons notre entreprise.

— Effectivement, vos relations de travail paraissent très amicales.

— À la vérité, je dois dire : elles le sont redevenues.

Devant mon air interrogatif, Louis commenta :

— Nous n'avons pas toujours été aussi « cool ». Au début, quand la Société Distributive se mettait en place, vous savez qu'il y a eu une époque de rodage. Par tâtonnements, on cherchait l'organisation qui convenait le mieux. Nous étions alors une grosse entreprise d'électronique où travaillaient plusieurs centaines de personnes, dont une majorité tenait à maintenir une hiérarchie des salaires destinée à stimuler le zèle des employés. Chacun d'entre eux se voyait donc attribuer un indice censé représenter son ardeur au travail, voire même sa compétence dans son emploi. Pour calculer les revenus de chacun, c'était très facile : on additionnait les indices de tout le personnel, et on divisait par ce total la somme globale versée par la Société Distributive à l'entreprise pour l'ensemble de tous ces travailleurs. Chacun d'eux touchait alors autant de fois cette part que l'indiquait son indice.

Je n'ai pas, pour jongler avec les calculs, l'habileté d'un ingénieur. Cela dut se voir à mon air ahuri car Louis crut bon de m'expliquer à l'aide d'un exemple.

— Tenez, me dit-il, je vais vous faire sortir sur cet écran la répartition des revenus dans notre entreprise à l'époque où le Revenu Social était de 7 000 F par mois et où nous étions 300 employés. La Société Distributive versait alors au compte « Revenus du Personnel de la Société Electronet » :

— 7 000 × 300 = 2 100 000 F

Les indices à cette époque étaient étalés entre 200 (base = indice 100 au début de la Société Distributive) et 1 000 et voici quelle en était alors la répartition dans notre entreprise.

— Ayant refait le calcul, je puis vous transcrire le tableau qui apparut sur l'écran :

Indice	Nombre d'employés	Nombre de points
200	45	9 000
350	81	28 350
450	79	35 550
625	46	28 750
700	20	14 000
800	15	12 000
850	11	9 350
950	2	1 900
1 000	1	1 000
Total des points =		139 900

Valeur du point 2 100 000 ÷ 139 900 = 15 011 F

Indice moyen de l'entreprise 466,33

Et voici la répartition correspondante des revenus :

Indice	Revenus	Total à verser

	(en F)	par catégorie
200	3 002,14	135 096,50
350	5 253,75	425 553,97
450	6 754,82	533 631,17
625	9 381,70	431 558,26
700	10 507,51	210 150,11
800	12 008,58	180 128,66
850	12 759,11	140 350,23
950	14 260,19	28 520,38
1 000	15 010,72	15 010,72
Total à verser =		2 100 000,00

— Vous voyez, commenta Louis, que pour aboutir à une échelle de revenus de 1 à 5, où trois personnes, soit une sur cent, touchaient plus du double du revenu moyen (les 7 000 F du Revenu Social), il y en avait 205, plus des deux tiers, qui touchaient moins que ce revenu moyen. Et même 45 d'entre elles, réputées tire-au-flan, touchaient un revenu très faible, celui de l'indice 200, correspondant au « minimum vital ». Ainsi un mari, dont la femme recevait alors normalement le revenu moyen, avait l'humiliation de ne même pas percevoir deux fois foins qu'elle !

Et pour établir cette répartition des indices, que d'interminables discussions nous avons eues ! À chaque fois que, pour tenir compte d'une revendication des uns, on modulait la grille, les autres trouvaient un nouveau sujet de contestation. Tout nouveau perfectionnement technique remettait fatalement en cause une répartition inégale, parce qu'il apportait un changement dans la division du travail. Alors, comment évaluer la part

qui devait revenir à l'inventeur du perfectionnement, à l'ingénieur qui l'avait adapté, à celui qui l'avait programmé, aux employés qui s'étaient « recyclés » pour s'y adapter, etc. ? Quel climat déplorable résultait de ces marchandages ! Chacun épiait le travail des autres. On jouait des coudes, on bluffait, on se soupçonnait. Et quelles séances de déballages, quelles jalousies qui envenimaient nos relations. Au total, on a débattu pendant des heures et des heures, pour se mettre d'accord sur les critères devant définit les indices. Ceci impliquait qu'il y ait un chef, pour trancher. Alors on lui reprochait d'avantager ceux qui le soutenaient même quand il avait tort. Bref, le mauvais esprit, et ce n'est pas drôle. C'était même parfois invivable. Pour réduire l'âpreté des débats, on a finalement réduit l'échelle des salaires. De 1 à 5, on est passé à 1 à 4, puis de 1 à 3 etc. Jusqu'au jour où on a renoncé complètement à ces discussions de bouts de chandelles.

De la table voisine s'éleva la vois d'un collègue de Louis :

— Quand j'ai demandé, dès le début, que chacun reçoive directement de la société le Revenu Social, tout le monde m'a traité d'utopiste, sous prétexte que ce serait à qui travaillerait le moins. Quand j'ai renouvelé ma proposition après tous ces marchandages, on m'a presque sauté au cou de soulagement en disant que j'avais trouvé une solution géniale. Ceci m'a consolé d'avoir eu raison avant les autres !

Je retrouvais dans cette description des débats dans l'entreprise, ce que j'avais entendu au village de Bolquère.

— Maintenant nos discussions portent sur le travail, reprit Louis. Bien entendu, chacun veut faire valoir son point de vue. Et on reconnaît vite les syndicalistes car ils ont dans leur syndicat, en général, une excellente formation.

— Il y a toujours des syndicats ?

Louis sourit en me répondant :

— La discussion est toujours nécessaire, il se forme donc des groupes organisés. Mais il n'y a plus de cotisations à payer ! Dans notre entreprise comme dans des milliers d'autres, chacun tient à montrer sa compétence, parce que s'il obtient que la décision soit prise d'adopter une disposition, ou une méthode qu'il a proposée, il reçoit automatiquement la

responsabilité de son exécution. C'est donc sa réputation qui est en jeu, et non plus ses revenus. Le débat n'en est pas moins âpre.

— Alors vous n'avez plus de chef ?

— Les responsabilités sont réparties en fonction des compétences, et elles tournent. Et les décisions sont partagées. Je vous assure que nous ne soupçonnions pas, avant, les quantités prodigieuses d'énergie productive que cette ambiance de travail a libérées. L'entreprise, aujourd'hui, est notre affaire à tous, nous faisons tout ce que nous pouvons pour qu'elle marche bien, et nous en sommes fiers.

— Au fond, votre méthode de travail et vos procédés techniques ont engendré un véritable esprit communautaire.

— C'est peut-être le mot. Le travail a changé de nature. Il n'est plus notre gagne-pain. Il est l'expression de notre rôle social. Il n'est plus abrutissement pour gagner plus, il est façon de s'exprimer. D'autant que nous avons pu établir les horaires à la carte, qui permettent de tenir compte des rythmes individuels. Et puis le fait que les tâches changent plus souvent qu'autrefois contribue à donner à chacun de nous sa personnalité. Nous sommes plus individualistes, même dans notre travail, et jaloux de notre originalité. Nous sommes contents que ce soit l'affaire de tous : quand les anciens viennent aux réunions, j'aime que mon frère m'entende exposer une proposition et je ne suis pas peu fier quand il voit que je réussis à la faire adopter.

Après réflexion, et malgré ce que m'avait déjà dit Pierre Maury à Bolquère, je remarquai :

— Je pense que vous n'êtes arrivés à cette entente que le jour où le nombre d'employés dans votre entreprise a été réduit.

Je ne crois pas que mon air ahuri me fasse paraître vraiment stupide, mais j'en ai eu l'impression devant l'étonnement de mes interlocuteurs.

— C'est vrai, me répondit Louis. Cela s'est fait à l'époque où la taille de notre entreprise a été réduite à une trentaine de personnes.

— Il me semble, commentai-je enhardi par mon succès, que c'est parce que ce petit nombre vous permet non seulement d'entretenir des relations amicales entre vous, mais aussi de vous rendre tous compte du travail que fait chacun et, par conséquent, d'intervenir directement si quelqu'un fait mal son boulot. Vous pouvez en parler, puisque c'est votre affaire à tous. Vous pouvez changer les responsabilités jusqu'à ce que chacun ait trouvé la place où il se sent bien, donc travaille bien.

— Vous avez probablement raison, me dit Louis avec ce que je pris pour une pointe d'admiration. À l'heure actuelle, c'est-à-dire celle des robots, c'est de plus en plus souvent le cas : le nombre de travailleurs par entreprise est à peu près partout du même ordre de grandeur que chez nous. Moins de cinquante. Il ne subsiste que quelques grosses boîtes, et, curieusement, c'est bien dans ces grosses usines que la hiérarchie des salaires se maintient le mieux. Je sais, par exemple, que dans l'Est, dans une usine d'automobile de Sochaux, la grille des indices s'étend encore de 200 à 1 200, c'est vous dire toutes les nuances que ces orientaux ont su inventer ! Et conserver !

Je songeai alors que Louis était certainement parmi ceux de « l'Ancien Système », étaient les mieux payés, tout au moins parmi les salariés. Comment s'était passé le changement de système pour lui : n'y avait-il pas perdu ?

— Ah, me répondit-il, si à une certaine époque on m'avait parlé de revenus uniformes, j'aurais été automatiquement, spontanément contre, et il n'aurait pas été question de concertation généralisée. J'avais des entretiens importants avec le Directeur, et d'excellentes relations avec mes collaborateurs, qui m'étaient très dévoués. Je ressentais bien quelque gêne lorsqu'il fallait annoncer une nouvelle restructuration. Mais les dégraissages ne touchaient alors que la manutention, puis la comptabilité. Il s'est agi ensuite du secrétariat et des bureaux de dessin, mais l'automatisation dans ces domaines était une initiation passionnante…

Nous avons commencé à nous inquiéter, à mon niveau, lorsqu'il nous est apparu que les commandes fermes étaient plus rares. Je me suis personnellement aperçu de la dureté des temps quand je me suis trouvé en

rivalité avec des représentants de sociétés étrangères qui proposaient aux pays en voie de développement, auxquels je présentais les offres de la « Maison », des marchés que je ne pouvais plus suivre. L'inquiétude nous a alors d'autant plus envahis que le marché intérieur avait cessé depuis longtemps de nous paraître intéressant. Mais pris par la loi de la compétition, nous ne voyions pas d'autre échappatoire que la fuite en avant vers la conquête des marchés extérieurs, même au prix de ces restructurations qui réduisaient le marché intérieur.

Les choses se sont vraiment gâtées pour moi quand notre société a été rachetée par une multinationale. Je savais qu'il allait y avoir fatalement des choix à opérer lorsque deux hauts responsables de même rang se trouveraient faire double emploi. Mon homologue, je peux dire mon rival, n'était probablement pas plus compétent que moi. Mais il avait dix ans de moins. Alors, le Directeur m'a expliqué, avec ménagements, et d'après lui beaucoup de compréhension, qu'on m'offrait un autre poste. Un poste sans intérêt dans une branche annexe qui, elle, n'allait pas être restructurée dans les semaines à venir… J'ai préféré me laisser licencier, d'autant plus que l'allocation de chômage, dans les premiers mois, était substantielle. Je croyais, étant donné mon expérience, trouver sous peu une plus petite entreprise à qui mes compétences allaient offrir l'occasion de se développer. C'était encore une illusion.

Au début, j'ai affiché un certain optimisme. J'ai mieux réagi qu'un vieil ami à moi, un copain de promotion qui, d'abord, a voulu cacher à sa famille qu'il avait perdu son emploi. Il partait de chez lui tous les matins et rentrait tous les soirs à la même heure qu'avant, les allocations qu'il touchait lui permettant de donner le change. Et le jour où ces allocations ont baissé, il s'est suicidé. Vous voyez le drame.

J'ai cherché à comprendre ce qui se passait : quelle était la nature de cette crise dont le chômage était l'effet le plus dramatique. C'est comme cela que je suis tombé sur un journal : « La Grande Relève »[15], publié par les membres d'une « Association pour l'Économie Distributive » dont les réflexions m'ont surpris par leur bon sens, du genre : « qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre », ou « les loisirs font leur entrée par la porte basse

du chômage » ou encore « curieuse monnaie que celle qui empêche à la fois de produire et de consommer ». C'est ainsi qui j'ai compris que l'humanité ne sortirait de la crise de civilisation qu'elle traversait que si les hommes avaient le courage de se prendre en main, même s'il leur fallait pour cela, changer nombre de leurs habitudes.

Je me suis alors senti de ceux sur qui l'avenir reposait et, de ce jour, je n'ai eu de cesse de convaincre mes semblables. J'ai commencé par des chômeurs que je connaissais, ceux que mon ancienne boîte avait licenciés avant moi. Cela a été franchement très dur au début parce que tous ces hommes, jeunes ou dans la force de l'âge, étaient sans ressort, vidés. Ils avaient perdu avec leur travail toute confiance en eux. Je n'avais jamais rencontré tant de conservatisme et de manque d'imagination que chez ces gens qui n'avaient pourtant plus beaucoup à perdre en essayant d'innover. Ils étaient démoralisés de se sentir assistés mais, curieusement, n'avaient pas envie de sortir de cette situation i pour ce faire il leur fallait prendre sur eux. Avec une poignée de ces camarades, les plus dynamiques, nous avons tout fait pour les secouer, et acquis sur le tas une certaine expérience de la psychologie.

Le plus fort obstacle que nous rencontrions était celui-ci : « Vous êtes des utopistes de croire qu'on peut changer les lois du marché. Elles sont immuables. Il n'y a qu'à attendre, la crise passera toute seule ». Et puis il y avait l'incompréhension, le manque d'imagination, la peur du changement, l'habitude ancestrale de croire que le salaire n'a qu'à subir les lois économiques.

— Et les syndicats, quelle a été leur attitude ?

— Le même manque d'imagination. Ils étaient devenus une institution, la courroie de transmission entre les patrons et les salariés. Donc tout ce qu'ils trouvaient à réclamer pour les chômeurs, c'était « il faut créer des emplois », sans même se demander pour quoi faire. C'était plein de bonnes intentions, mais dépassé par les événements.

Certains syndicalistes, par une incompréhension totale, qui nous étonne encore aujourd'hui, nous ont regardés en ennemis : ils voyaient en nous des diviseurs parce que nous cherchions à rallier les chômeurs dont

ils s'estimaient les défenseurs attitrés, sous prétexte que l'inscription au syndicat était gratuite pour les sans-emploi !

Par contre nous avons rencontré très vite la compréhension et l'appui de beaucoup de groupes qu'on déclarait alors « marginaux » parce qu'ils pensaient plus à l'homme qu'à l'argent : les pacifistes, les moyens du monde, certains écologistes qui voyaient que nous apportions les moyens de sauver la planète.

Alors, notre courage et notre conviction d'agir pour un avenir meilleur ont fini par avoir raison de bien des inerties. Dans tous le pays, des chômeurs se sont organisés jusqu'à peser sur l'opinion générale. C'est ainsi que le parti au pouvoir s'est aperçu que, s'il voulait être réélu, il devait réfléchir à nos propositions.

Je méditai ces déclarations, et comme il s'était replongé dans son poste, je croyais que Louis m'avait oublié. Mais il continuait à méditer sur l'évolution des conditions de travail, car il ajouté :

— Il y a une autre évolution des entreprises, et qui a joué un rôle considérable dans notre propre vie. C'est la suivante : une entreprise ne peut plus être totalement indépendante du reste du monde. On est loin des entreprises qui ne vivaient que pour le profit ! Une entreprise aujourd'hui est forcément liée à tout l'environnement. Non seulement par ses relations objectives avec toutes celles dont le travail est lié au sien : fournisseurs de matières premières, de machines, d'outillages, de programmes, d'automatismes nouveaux. Par les banques de données également ; par exemple, quand j'ai mis au point une pièce qui remplit tel rôle, elle est immédiatement mise en mémoire dans la banque concernée.

— Il n'y a plus de rivalités ?

— Depuis qu'il n'y a plus de profit, un progrès est immédiatement disponible pour tous. Il n'y a plus espionnage, mais information.

— Est-ce que vous prenez un brevet ?

— Mon nom est attaché à mon œuvre, afin que je puisse apporter, si nécessaire, une information ou un conseil.

J'eus le sentiment, par son intonation, que ceci permet aussi d'afficher ses mérites… Mais Louis confirmait :

— Toute entreprise joue un rôle crucial. Nous avons conscience, d'abord, de jouer un rôle dans la vie de ceux qui travaillaient avec nous. Mais aussi sur toute la société. Nos méthodes ont développé la fabrication en « kit » qui amène les gens à monter eux-mêmes leurs meubles et certains appareils. Voire même parfois leur maison ! De plus en plus se répand, grâce aux techniques nouvelles, la fabrication sur mesure, qui développe l'individualisme et l'innovation personnelle.

Et de plus, ceci a de fortes conséquences sur l'environnement. La fabrication à la demande a énormément réduit les pertes. Les réparations limitent le gâchis. La suppression de la rivalité commerciale a permis une bien meilleure et plus rapide utilisation des inventions. Le travail à la carte et le travail à domicile diminuent de façon considérable les dépenses en énergie, en transports par exemple. Et l'automatisation de la conception, de la fabrication, de la gestion des stocks et de l'information a considérablement augmenté le temps des loisirs. Ceci a d'importantes retombées sur la vie familiale : nous passons, en moyenne, beaucoup plus de temps auprès des nôtres qu'avec des nos compagnons de travail.

— Ce que je discerne mal, fis-je remarquer à Louis, ce sont les rôles respectifs qu'ont joués d'une part, la transformation des méthodes de production et d'autre part, la réorganisation des relations sociales entraînées entrainées par la substitution de l'économie distributive à l'économie marchande.

— Effectivement, ces rôles sont bien liés. La transformation des moyens techniques rendait impossible la survivance de l'économie marchande sans conduire à un désordre monstre : révolte des sans travail, se sentant mis au rebut, révolte du Tiers-Monde pillé, révolte du Quart-Monde sacrifié, course suicidaire aux armements et saccage de la planète. Mais l'installation de l'économie distributive dans un pays où sévissait encore la rareté des biens de consommation aurait exigé une évolution des mentalités, un brusque développement du sen moral, ce qui est parfaitement utopique : il fallait, pour que tous acceptent de partager

équitablement le gâteau, que la juste part de chacun puisse être très largement suffisante. Tant que certains pouvaient craindre qu'un tel partage les laisse sur leur faim, ils exigeaient une plus grosse part et tentaient d'écarter les autres pour l'obtenir : en temps de guerre, tout le monde se bat, et cherche à faire des réserves par peur du lendemain, même si le voisin meurt de faim. Tandis que dans un repas de noces, on fait des parts égales et personne ne bouscule personne : chacun sait qu'il pourra avoir plus s'il a faim.

Nous pourrions discuter ainsi pendant des heures et des heures, du rôle qu'a joué l'évolution des progrès techniques dans ce monde qu'ils ont libéré de l'argent-profit. Mais je crois que c'est par la révolution qu'elle a apportée dans l'éducation des enfants, que l'économie distributive a accéléré l'évolution du monde, et c'est avec Danièle que vous allez découvrir ce changement et ses conséquences.

Chapitre 15
La famille retrouvée

Tout en suivant une trajectoire compliquée entre de très belles propriétés, Louis m'avertit :

— Vous savez que notre maisonnée est très grande. Quand nous sommes tous là, ce qui arrive à Noël, nous sommes 17 !

— Vous vivez en famille ?

— Exactement. La maison, comme beaucoup ici, était déjà très grande. Nous l'avons encore agrandie et rendue plus confortable. Maintenant elle abrite mon frère aîné, Xavier, et sa femme Olga, qui disposent du second étage. Leurs deux enfants sont grands, ils ne sont pas là actuellement : l'aînée, Marina, et son mari, Charles, vivent au Brésil où ils ont fait leur service de coopération. Ils s'y sont tellement plu, et ont entrepris tant de choses, dans un village du Parana, qu'ils s'y sont installés pour y vivre encore quelques années, avec Laure, leur fille de 5 ans, née là-bas. Par contre, leur fils aîné, Olivier, ne supporte pas le climat tropical et ses parents nous l'ont confié. Il est avec nos enfants comme frères et sœur.

Mon neveu Sacha, qui a 22 ans, accomplit en ce moment son service de coopération au Danemark.

Les parents d'Olga vivent aussi sous notre toit, depuis une dizaine d'années. Ils occupent l'aile droite de la maison. Ma mère et sa sœur, infirme, occupent l'aile gauche. Les parents de Danièle partagent également notre foyer, mais ils habitent ce qu'on appelait autrefois le pavillon des gardiens. Mon beau-père est un pianiste virtuose qui, à 62 ans, fait encore chaque jour plusieurs heures d'exercices.

Quant à nous, nous disposons du premier étage, tandis que le centre du rez-de-chaussée est la partie commune où tout le monde se retrouve en général pour le repas du soir et souvent y passe la veillée en famille.

En ce moment, nous avons même un commensal de plus : Carlos, le fils d'amis brésiliens de mes neveux. Il a 15 ans et il est ici pour trois mois. Il repartira en septembre avec Martine qui, à son tour, ira découvrir le Brésil pendant quelques mois.

— Quelle famille, remarquai-je ! Ces grandes « maisonnées » avaient à peu près disparu.

— Eh oui. Et pour une raison bien simple : dans la très grande majorité des cas, les adultes étaient « montés à la ville » dans l'espoir d'y trouver un emploi mieux payé. Et là, logés plus à l'étroit, ils couraient sans cesse pour gagner plus. La vie y aurait été insupportable pour leurs parents, s'ils avaient vécu ensemble. Alors les gens très âgés n'avaient guère le choix : quand ils avaient perdu leur autonomie, c'était la maison de retraite, jusqu'à la fin. Chacun vivait dans son coin, avec sa génération. Les vieux relégués, les adultes bousculés, et les enfants souvent livrés à eux-mêmes.

— Tandis que maintenant, vous avez renoué « la tribu » ?

— Ce n'est pas une règle générale. Mais la détente et les loisirs que nous offre la société actuelle l'ont rendu à nouveau possible. D'autant que lorsque nous sommes une quinzaine de personnes, il entre au foyer une quinzaine de revenus !

— La nouvelle société vous en donnait la possibilité, mais vous, vous en avez fait le choix.

— Exactement. Ce qui ne nous empêche pas, bien au contraire, de partir tous deux, ma femme et moi, pour un soir ou pour plusieurs semaines, si nous en avons envie !

Nous arrivions. Je m'attendais à trouver une belle propriété et je ne fus pas déçu.

Louis me fit entrer dans le hall du rez-de-chaussée, puis dans le vaste séjour. Bien calé dans un fauteuil, un homme à cheveux blancs abandonna le livre qu'il lisait pour m'accueillir. J'allai le saluer, quand un ouragan fit son entrée par une porte du fond, interrompant ainsi mon geste :

— Louis, présentez-moi ce grand voyageur qu'est votre illustrissime Ami.

Je vis alors que cet ouragan était une toute petite femme, âgée sans doute, mais très énergique. Elle vint au devant de mi en me présentant sa main à baiser.

— Chère Sophie Yvanovna, lui dit Louis, permettez-moi de vous présenter Kou, qui nous fait l'honneur de nous visiter.

— Oh que je suis heureuse ! Alexandre Borisovitch, notre maison est bénie : nous avons un ami qui vient d'un autre temps pour nous rencontrer !

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'évoquer les 80 ans de son mari pour expliquer le flegme qu'il conserve sous les salves de sa femme. C'est apparemment un sage qui trouve dans la lecture l'indépendance et l'évasion dont il a besoin.

— Louis, faites les honneurs de la maison à Kou, tandis que je vous prépare un apéritif. Olivier et Yves achèvent de mettre le couvert. Danièle ne va probablement plus tarder. Vous avertirez Martine et Carlos qu'ils doivent descendre, et toi, Alexandre, prépare-toi à venir à table.

Souriant, presque amusé, Louis m'entraîna. Je fis avec lui le tour de la maison, nous allâmes même jusqu'au grenier qui est le royaume des enfants. Une pièce, entièrement capitonnée, constitue leur salle de musique. Une autre, à l'opposé, est leur salle d'étude. Comme les enfants n'y travaillaient pas, Louis me fit visiter celle-ci et remarquant un grand nombre de cassettes dans leur bibliothèques, je fis observer en riant :

— Il me semble que cette salle de travail aussi une salle de récréation, car les cassettes ne manquent pas. Tous les derniers « tubes » de la chanson doivent y être !

— Ce ne sont pas des cassettes de chansons. Ce sont des vidéo-cassettes de cours. Tenez, je vais vous montrer.

Louis en prit une au hasard, la glissa dans la fente du lecteur, et me fit asseoir devant un clavier. Sur l'écran apparut bientôt le titre : Astronomie, puis en sous-titre : les Planètes ; puis un chiffre et Louis

m'expliqua qu'il indique qu'il indique le niveau auquel se situe l'étude proposée. L'exposé qui suit est remarquable de clarté et, surtout, fort bien illustré. Un dessin animé montre le mouvement des planètes. Des photos illustrent chacune d'entre elles, décrites avec leurs caractéristiques et l'histoire de leur découverte, etc.

— C'est un peu long, dit Louis, car on nous attend. Mais je veux vous montrer les différentes parties….

Vous voyez, la plupart des cassettes de cours sont construites sur ce modèle : l'exposé bien documenté, des questions s'y rapportant très directement, pus des exercices qui permettent d'aller au-delà, de faire appel à des résultats acquis antérieurement, le programme renvoyant éventuellement à d'autres cassettes de la série. Les exercices peuvent même demander des schémas que l'élève dessine au tableau avec des crayons spéciaux comme celui que vous m'avez vu utiliser ce matin.

Toutes ces cassettes permettent aux enfants de travailler chez eux à leur propre rythme, et de façon autonome.

— Existe-t-il des cassettes non scientifiques ?

— Il en existe de toutes sortes. En voici une de géographie, avec de vues prises en hélicoptère et des photos de satellite. Cette cassette de botanique est constituée de planches animées faisant apparaître les caractéristiques d'une famille de plantes. Sur celle-ci, d'histoire, on a reproduit des documents du Moyen-Âge, des textes authentiques.

— Ils ne doivent pas être très faciles à lire !

— Non, mais des explications sont disponibles. Ces cassettes s'adressent à un public déjà averti. Pour les plus jeunes, on a monté de nombreux films, les plus fidèles possible à l'histoire qu'ils illustrent.

— Et pour les Lettres ?

— Rien ne remplace la lecture. Mais il existe des discussions enregistrées, entre critiques, qui sont intéressantes.

Il était temps de descendre car on nous attendait en bas.

Danièle, en arrivant, était passée chercher ses parents, venus se joindre à nous pour ce grand déjeuner qui réunissait tout le monde en mon

honneur. Il fut agréable, bien que je dusse passer beaucoup de temps à répondre à une foule de questions. Je fus étonné de voir souvent Carlos se lever et faire le service. J'appris ensuite que « c'était son tour » aujourd'hui. Un accident faillit éclater entre Martine et Sophie car l'ouragan avait donné un ordre sur un ton un peu sec. Martine, après un clin d'œil vers son père, répondit habilement en souriant et l'incident avorta.

Après déjeuner, la récréation que ma visite avait apportée était finie. Les enfants s'en allèrent avec de grands sacs de sport en expliquant que Martine jouait en finale de basket et que Carlos était son « supporter ». Xavier, un moment disparu, revint en bleu de travail pour redisparaître aussitôt dans le jardin. Enfin Sophie déclara que le prince Borodine, ou je ne sais qui, donnait une séance commémorative de je ne sais quoi, où elle et son mari devaient aller. Quand ils furent partis, Louis s'approcha de moi et me dit :

— Vous avez rencontré un spécimen rare de notre humanité: quelqu'un qui n'a jamais pu reconnaître que l'économie distributive a apporté un changement. Pour Sophie, c'est une catastrophe.

— Une catastrophe ? Voilà qui m'intéresse. Mais en quoi est-ce une catastrophe ?

— Elle ne s'habitue pas du tout. Elle vit dans la nostalgie du passé parce qu'elle se figure qu'elle y était une personnalité exceptionnelle en raison de son ascendance. En fait, je crois qu'elle est surtout nostalgique du temps où elle pouvait faire exécuter n'importe quel ordre à un domestique, qu'elle considérait comme son esclave, et qu'elle écrasait de la haute idée qu'elle propageait à propos de sa fortune.

— Au fait, et les domestiques, ils ont disparu ?

— Oui, les esclaves aussi, vous savez, il y a un peu plus longtemps !

— Je sais, je veux dire : vous ne pouvez plus avoir de femme de ménage à votre service ?

— Il existe un corps d'aides ménagères et quiconque en a besoin peut demander leurs services. La différence est que c'est évidemment la Société qui verse à ces aides leurs revenus, comme à quiconque. Il y a donc

obligatoirement une relation d'égal à égal entre celui qui paie les services, et celui qui les accomplit.

— Car ces services ne sont pas gratuits ?

— Non, on les paie à la Société, comme tout ce qui est précieux ou rare, comme tout ce qui nécessite encore beaucoup de main-d'œuvre.

— Et les femmes au foyer ? Y en a-t-il encore ? On ne peut pas payer leurs services ?

— Toute femme est libre, dès qu'elle a des enfants, de rester chez elle pour les élever et ce travail domestique est alors son Service Social. Bien que cette situation n'implique plus la dépendance économique vis à vis de leur mari, ce qui était autrefois lourd de conséquences, beaucoup de femmes préfèrent quand même, dès que leurs enfants sont assez grands, avoir une autre activité que… le ménage !

— Vous m'étonneriez donc en disant qu'il y a beaucoup de volontaires pour faire le métier de femme de ménage.

— Ou d'homme de ménage. N'oubliez pas que la discrimination sexiste n'est plus de mise.

Non, ces métiers ne sont pas des plus demandés, sauf cependant par des jeunes qui n'éprouvent aucune envie de faire des études. Il y a aussi tous ceux qui ont la vocation de venir en aide aux gens âgés, malhabile, handicapés. Pour aller ranger et nettoyer derrière des adultes bien portants, c'est autre chose. L'offre de services est beaucoup moins grande que la demande.

— Alors, comment la société distributive résout-elle ce problème ?

— D'abord, bien sûr, en envoyant les aides familiales à ceux qui en ont le plus besoin. Pour les autres, on adapte l'offre et la demande de deux façons : d'une part en fixant assez haut le prix des services ménagers…

— Ce qui est justement dissuasif quand les revenus sont semblables, on me l'a expliqué.

— … d'autre part en diminuant la durée totale du service social pour ceux qui acceptent ces métiers peu recherchés.

— Et si, malgré cela, il n'y avait pas suffisamment d'aides pour ceux qui ont absolument besoin de ces services ?

— Il reste le Service Pénible, en cas d'urgence, en attendant une meilleure solution. Il est très rare qu'on y ait recours.

— Ici, par exemple, avez-vous des aides ménagères ?

— Nous demandons deux ou trois fois par an une journée de services jardiniers, plusieurs fois les nettoyages à fond avec déplacement des appareils de cuisine et des meubles. Pour le reste, chacun s'occupe du ménage chez lui. Quant au reste de la maison, chacun, bien sûr veille à ne pas laisser des traces derrière lui. Nous nettoyons, sans histoires, les partis communes. Vous voyez que tout se passe bien, quand chacun y met du sien. Dans notre société, nous sommes tous égaux en droit et qu'il n'y a pas ceux qui jettent leurs mégots par dessus l'épaule et ceux dont la destinée est de les ramasser.

— Mais il y a ceux qui, comme Sophie, étaient habitués…

— Bien sûr. Sophie est malheureuse parce qu'elle ne peut plus organiser des kermesses pour les violonistes tziganes nécessiteux. Mais je ne la plains pas, car il ne manque pas de services à rendre : il y a toujours des gens qui souffrent, il y a ceux qui sont seuls ou infirmes. Mais… on ne les soulage pas en faisant un chèque. Il faut donner de sa personne, et ce n'est pas tellement ce à quoi Sophie était habituée. Par contre, ma mère et ma tante, qui savent ce que c'est d'être handicapé, viennent de partir chez une voisine aveugle à qui ma tante fait la lecture. C'est tellement sympathique, ces séances de lecture, que Olivier adore y passer une heure ou deux l'après-midi.

— Votre organisation familiale me paraît très harmonieuse…

— Et elle est un excellent apprentissage pour les enfants. Elle leur montre que si la vie en commun est une immense et merveilleuse source de chaleur humaine, un refuge dans les moments difficiles et une aide assurée et pratiquement sans limite ne cas de besoin, elle est aussi l'occasion de découvrir que la société n'est pas là seulement pour aider : les autres ont besoin de vous. Elle est l'école de la solidarité.

Nos enfants ont ainsi été habitués tout petits à voir du monde autour d'eux. Nous leur avons appris très tôt à se sentir responsables, en leur confiant le soin de s'occuper d'animaux domestiques, puis de veiller sur Olivier. Nous leur avons de même inculqué le réflexe de voir s'ils peuvent, d'un simple geste aimable, aider leurs grands-parents. Enfin, nous les avons entraînés à ne pas laisser derrière eux des traces de leur passage susceptibles de gêner les autres. Ce sont des réflexes qu'à mon avis il faut acquérir très jeune, pour qu'ils ne coûtent pas. Je crois que c'est beaucoup mieux que d'être élevé comme un prince, la bride sur le cou pour ne pas acquérir de complexes… et découvrir plus tard que la vie adulte implique forcément des contraintes qui paraissent alors insurmontables.

La vie dans notre famille est à l'image de la société. Chacun de nous jouit de la plus entière liberté, à la condition de ne pas entraver celle des autres, et chacun profite de l'effort de tous, tout en assumant sa part des charges.

— Même les enfants ont des charges ?

— À la mesure de leurs moyens, mais là encore, c'est un apprentissage auquel nous tenons, Danièle et moi. Par exemple, en ce moment, c'est Yves qui tient la gestion de l'épicerie : il est chargé de faire la liste des produits à acheter pour que rien ne manque à la cuisine. Bien entendu, je l'ai aidé au début. Maintenant, il s'y prend très bien, sauf qu'avant-hier il n'y avait plus de thé et Olivier lui a fait des remontrances bien senties… Martine a la gestion de nettoyage. Quant à Olivier, son grand-père et ma mère l'initient au calendrier du jardin. C'est lui qui leur a rappelé ce matin qu'il fallait sortir les oignons de tulipe du sable où ils ont été mis il y a deux moins.

Ainsi cette vie en famille apprend aux enfants que chaque âge a ses rythmes, ses moyens propres, ses modes de pensée et ses goûts. Et que tous sont respectables. Et puis c'est l'occasion pour eux de s'habituer sans trop de mal aux affrontements inévitables, et en même temps d'apprendre à manœuvrer. Par exemple, Sophie n'est pas facile à vivre et ses manières heurtent souvent Martine. Quand elle était plus jeune, il lui est souvent arrivé de se rebiffer contre les ordres de la vieille dame. Depuis quelque

temps, elle essaie sur elle une autre méthode. J'ai pu constater à midi qu'elle avait ainsi acquis une certaine expérience pour faire valoir son point de vue à quelqu'un disposé à le prendre en considération.

Les avantages de cette vis en famille sont tout aussi grands pour les autres générations. Nos parents sont plus heureux qu'isolés, ils se sentent assurés d'aide en cas de malaise et leur joie d'être utiles en nous rendant des services est aussi grande que celle de voir pousser les gosses.

Cela vaut bien, conclut Louis, quelques unes des contraintes de la vie en commun. Du moment que chacun sait respecter la liberté des autres…

Un coup de téléphone lui rappela alors qu'il était « de permanence », comme il me l'avait expliqué. Il monta donc s'installer dans son bureau.

Mais Danièle disposait de tout son après-midi pour répondre à mes questions sur l'éducation et l'enseignement en économie distributive.

Chapitre 16
L'éducation repensée

— Éducation et enseignement peuvent-ils être si différents de ce à quoi j'ai été habitué ? Demandai-je d'abord à Danièle.

-Fondamentalement.

— Pourtant le problème est le même !

— Mais pas l'esprit. Ce qui a tout changé c'est le but vers lequel on tend quand on a la charge de l'éducation et de la formation d'un enfant.

— C'est pourtant toujours d'en faire un homme !

— Oui, mais quel homme ? Celui qui devra consacrer sa vie à se battre contre ses semblables pour gagner de quoi vivre ; ou celui qui, membre à part entière d'une société humaine, pourra consacrer tous ses efforts à la rendre meilleure en y trouvant son propre épanouissement ?

— Bien sûr, ce n'est pas pareil…

— Notre nouveau système économique, en changeant les motivations des actions humaines, a modifié l'esprit dans lequel on élève les enfants, et nous a permis d'y consacrer un maximum de moyens.

— Tout cela n'a pas pu changer du jour au lendemain !

— Beaucoup de choses ont commencé à changer le jour où parents et enseignants ont eu la possibilité de se concerter pour envisager ensemble la meilleure formation à donner aux enfants.

— Il y a déjà pas mal d'années, dis-je, qu'enseignants et parents d'élèves se rencontrent.

— Mais comment ? Autrefois ils ne discutaient que dans un cadre fixe, celui des programmes. C'est-à-dire que les normes qui déterminaient si un enfant était « doué » étaient fixées une fois pour toutes, de même que « doué » signifiait adapté à une certaine forme de culture où, par exemple, le manuel était un imbécile et l'artiste un inutile, ou presque.

Outre le fait que ce cadre et ces normes étaient fixés, comment s'engageait le dialogue ? Rarement d'égal à égal. Ou bien les parents gardaient de leur courte expérience scolaire un souvenir terrorisé, ou exalté, ce qui leur donnait le sentiment que l'éducation de leurs enfants les dépassait complètement. Ceux-là laissaient donc aux enseignants le soin de tout faire. Ou bien les parents « avaient réussi » et l'inégalité était en sens inverse : ils considéraient les enseignants, moins bien payés qu'eux, comme étant à leur service.

Aujourd'hui, les rapports de coopération avec les parents sont plus faciles : rien ne les fausse plus radicalement que le faisaient les différences de classe entre eux.

— Effectivement, c'est important…

— La seconde différence est qu'on s'est affranchi des notions de programme. Autrefois, le rythme était imposé, en ce sens que si à tel âge un enfant ne savait pas telles et telles choses, il était « en retard » et condamné « au technique ».

— Il n'y a plus de programmes ?

— Un enfant commence toujours ses étude en apprenant à lire, écrire, compter. Mais nous attachons beaucoup d'importance à respecter son rythme naturel. S'il apprend facilement sans fatigue, il sait tout cela vers 7 ou 8 ans. Mais s'il est lent à démarrer, s'il ne parvient pas à fixer longtemps son attention, nous n'avons plus la hantise qu'il prenne « du retard ». Il est suffisamment bien entouré pour que son esprit se développe à son heure. En attendant, on lui offre d'autres possibilités de développer sa personnalité et on recherche les occasions de lui donner le goût d'apprendre.

— Cela implique beaucoup de personnel enseignant.

— Oui, les tout-petits sont très entourés.

— Vous avez donc augmenté le nombre d'instituteurs ?

— Oui, et beaucoup de parents viennent les aider pendant quelques années. On s'est aperçu que c'était une excellent collaboration : les parents apprennent la patience et la pédagogie, les enseignants rencontrent une

aide dévouée et compréhensive. La seule condition qu'on a dû imposer c'est que jamais un parent ne collabore à l'encadrement d'un groupe où est son enfant.

— Quelles sont vos normes d'encadrement ?

— Variables selon les besoins. En moyenne, les deux groupes sont d'une dizaine d'enfants et de deux adultes.

— Les parents prennent-ils pour cela un congé ?

— Ces années de travail dans l'enseignement des petits sont comptées dans la durée de leur service social.

— Mais ils ne savent pas apprendre à lire ?

— Autant, souvent, qu'un instituteur débutant. On leur apprend vite. Et puis s'ils n'y arrivent pas, ils peuvent faire autre chose : leur apprendre à chanter, leur apprendre à colorier, éveiller leur esprit à l'aide d'une foule de jeux que nos pédagogues leur suggèrent.

— Avez-vous, comme autrefois le « tiers-temps pédagogique » : un tiers du temps consacré aux disciplines fondamentales, un tiers aux activités d'éveil et le reste à l'éducation physique et sportive ?

— Sans grande rigidité, pour suivre les besoins de chaque enfant, oui. Mais nous n'avons plus un programme imposé sur le plan national, comme autrefois. D'abord parce qu'il n'y a plus d'administration de l'éducation sur ce plan. Chaque commune, ou chaque quartier possède son « collège d'enseignement » et les enseignants qui y sont affectés en sont pleinement responsables. Ce sont eux qui fixent, après concertation avec les parents, les programmes et les moyens qu'ils estiment appropriés. Et le quartier inscrit ces moyens à son budget. Je crois qu'à Bolquère vous avez eu l'occasion de voir comment une commune définit son budget : c'est-à-dire ses besoins et les possibilités qu'elle offre à la Société ?

— Oui, oui, j'ai même assisté à une séance du Conseil. Parlez-moi de vous, ici.

— Dans notre collège, où viennent 614 adolescents, notre équipe d'enseignants en titre est constituée de 21 personnes. Nous sommes à peu

près autant de littéraires que de scientifiques, d'hommes et de femmes, et nous avons six spécialistes de l'enseignement des arts et des sports.

— Qu'appelez-vous enseignants en titre ?

— Ce sont des enseignants expérimentés, qui se sont engagés à consacrer tout leur temps de service social à ce type d'enseignement. Nous formons ainsi l'équipe responsable de l'enseignement dans notre collège.

— Vous avez un directeur, un censeur, des surveillants ?

— Nous fonctionnons n équipes comme le font aujourd'hui la plupart des entreprises. La hiérarchie est celle des compétences, en ce sens que chacun se voit attribuer, par accord mutuel, la responsabilité de ce qu'il fait le mieux. L'important pour nous est de constituer ne bonne équipe, capable d'évoluer pour améliorer la formation que nous donnons.

— Mais 21 personnes pour tout un collège, c'est peu.

— C'est l'équipe enseignante. Il lui est adjoint beaucoup de personnel, plus ou moins spécialisé. Il y a d'abord les techniciens, responsables du matériel. Il y a les journalistes. Et puis il y a tout le personnel d'assistance.

— Des assistants ?

— Oui. Il y a les stagiaires d'enseignement qui, dans le cadre de leurs études, passent trois mois dans un collège, trois mois dans un autre. Ils ont ainsi l'occasion, en travaillant avec nous, de voir nos méthodes et de se former au métier. Et puis il y a toute les personnes, non spécialistes, qui nous aident dans toutes les tâches d'encadrement ne demandant pas une compétence très poussée dans une spécialité. Pour les accompagner, par exemple. Il y a parmi ces personnes des parents d'élèves qui ne font ce travail d'assistance que pendant quelques années. Il y a des gens qui viennent nous aider,, pour voir, pendant un an ou deux, et qui vont ensuite faire un autre travail, ailleurs, parce qu'elles aiment changer et que c'est une expérience qui les attire. Ce qui est stable, c'est notre équipe.

— Vous dites que vous n'avez pas un programme fixé, à suivre. Alors comment fonctionne une classe ?

Danièle sourit :

— Même au collège, la notion de classe est périmée ! Le nombre d'enfants réunis pour une activité donnée est variable. Nous nous concertons pour occuper les enfants suivant leurs besoins, suivant leur rythme. Si un groupe a entrepris une enquête en histoire, par exemple, ou en géologie, il y aura peut-être besoin d'y consacrer beaucoup de temps pendant plusieurs jours. Après quoi nous le conduirons à compenser ce type d'activité par une après-midi artistique, et le lendemain matin on entreprendra une étude théorique pour laquelle on pourra réunir un ou deux autres groupes. C'est une question d'organisation, qui est importante, et qui fait partie de nos tâches.

— Vous m'avez parlé de concertation avec des parents. Comment se fait-elle ?

— Elle se fait surtout grâce à la télévision du quartier, qui fonctionne en circuit fermé.

— Vous avez des moyens !

— Nous avons estimé que c'était un besoin essentiel et convaincu une très large majorité dans le quartier pour décider de l'inscrire au budget, il y a déjà plusieurs années. Notre chaîne consacre à l'enseignement du collège une heure chaque jour. Tous les habitants du quartier peuvent y participer par téléphone.

— Vous n'avez pas tous les jours un sujet à débattre !

— Non. Quand il n'y a rien de spécial, nous passons pour les parents un cours donné le matin dans le collège, ou un reportage que nous avons reçu d'un autre collègue, pour information. Ce soir passera un cours métrage sur la vie aquatique d'un loch écossais, auquel Martine a participé l'an dernier quand, avec son groupe et un de nos journalistes elle a passé un mois en Écosse avec un autre groupe d'enfants venus de Sibérie.

— Bien. Alors chaque collège définit ses programmes en toute liberté ? Vous n'avez aucune directive ?

— Directive, pas vraiment. Mais nous consacrons une part importante de notre temps à nous informer sur ce qui se fait ailleurs.

— Vous vous recyclez ?

— Nous sommes tenus au courant de ce qui se fait dans les autres communes de la région, et même de ce qu'il y a de nouveau dans les autres régions. Nous participons souvent à des colloques soit sur l'éducation en général, soit sur l'enseignement de notre spécialité. Nous avons un échange permanent, bien organisé, grâce aux moyens de la télématique et de l'audiovisuel, avec nos collègues. Ceci nous permet d'évoluer avec beaucoup de souplesse et nous garantit une bonne ouverture d'esprit.

— Est-ce que de tout ceci il résulte, finalement, une très grande diversité dans les programmes ou dans les méthodes ?

— Non, pas tellement. Nous avons pu vérifier que grâce à cette concertation avec nos collègues, un enfant qui nous arrive d'un autre collège, même d'une autre région, est vite adapté et n'y perd rien.

— Vous avez donc en commun une ligne générale ?

— Oui, c'est cela.

— Eh bien, expliquez-moi quelle est cette ligne et en quoi elle diffère de ce que je connais.

— Je crois qu'elle en diffère fondamentalement parce que nous cherchons ce n'est plus de pousser les enfants à « réussi r » dans un schéma de société imposé par l'argent, mais à leur donner à tous un maximum de moyens de « s'épanouir ». Je résumerai nos conclusions, dans cette optique, en disant que notre enseignement et la formation que nous donnons portent sur trois plans. Un : individu ; deux : son environnement ; trois : l'évolution.

Je remarquai tout à coup que Danièle avait bien pris le ton d'un prof qui commence au cours. J'eus soin de ne pas l'interrompre.

— Nous nous attachons tout d'abord à faire acquérir aux enfants une bonne connaissance d'eux-mêmes, la meilleure possible. Nous leur apprenons à tirer parti de leur moyens naturels et à entretenir leur corps pour qu'ils sachent le conserver en forme le plus longtemps possible. Ceci nous a conduits à remplacer les « programmes » du temps passé par une étude plus approfondie de l'anatomie, de la physiologie, de l'hygiène et de la diététique, en même temps qu'un entraînement à l'analyse psychologique. À tout ceci contribuent toutes les activités artistiques et

sportives auxquelles nous attachons beaucoup d'importance. De même que nous offrons l'information la plu large possible sur toutes les religions, laissant les enfants libres de choisir selon leurs aspirations.

Notre objectif, dans ce domaine du développement individuel, est de susciter l'épanouissement de la personnalité de chaque enfant et lui permettre de trouver vers quel domaine d'activités il est le plus attiré et le mieux disposé. Ceci débouche donc naturellement vers le choix, qui lui incombe, de son « rôle social », terme que nous préférons à « profession ».

Vous voyez que, dès ce premier niveau, nos objectifs sont différents de ceux du monde « marchand » : il importait, autrefois, de façonner, voire parfois de déformer, les aspirations des enfants soumis aux contraintes du marché du travail,avec un souci constant de rentabilité. Aujourd'hui, nous cherchons à les former au plus haut niveau général que leur permettent leurs aptitudes.

— Cela retarde leur entrée dans la vie active ?

— La Société n'y a rien perdu : nous avons constaté qu'en donnant qu'en donnant aux enfants la formation la mieux adaptée à leurs aptitudes, nous disposons d'une très grande variété de possibilités, car les goûts sont fort bien distribués par la nature.

Le second niveau, celui de l'environnement, est d'abord celui de la société. C'est sans aucun doute celui où nous avons eu le plus à inventer. Tout était à faire.

Notre but est de parvenir au meilleur équilibre possible entre l'individu et la société : que les échanges entre eux soient tels que l'individu n'abandonne rien de sa personnalité, tout en donnant le meilleur de lui-même pour parvenir à la plus grande « convivialité ».

Cet équilibre passe par un double apprentissage. D'une part nous inculquons aux enfants, dès leur plus jeune âge, le sens du respect des autres. Alors que « la resquille » passait pour une preuve d'intelligence dans le monde basé sur le profit (toujours pris à quelqu'un), nous apprenons aux enfants à éviter de « peser » sur les autres : avoir le souci de ne pas marquer leur passage de façon désagréable, de ne pas créer de gêne à autrui. Nous pensons que l'habitude qui avait été prise ici, au temps de la société de

consommation, de donner aux enfants tout ce qu'ils désiraient (et même au-delà, car le monde marchand s'appliquer à leur créer de nouveaux « besoins ») et sans contre-partie d'un effort quelconque, était extrêmement nocive. D'abord parce qu'ils n'avaient acquis ainsi aucun sens de la valeur des choses, d'où leur tendance au gâchis, ensuite parce que le jour où ils découvraient qu'ils ont un devoir envers la société, celui-ci leur paraissait beaucoup trop, dur, faute d'habitude : il ne leur était pas naturel de participer. Surtout dans cette banlieue aisée où les enfants trouvaient très normal de voir leurs parents payer afin qu'eux-mêmes soient servis.

Je pense qu'il existe un excellent moyen de juger à quel point un individu a le souci de respecter la liberté des autres, en quelque sorte de mesurer sa sociabilité : c'est d'observer, quand il est au volant, s'il respecte le code de la route. Dans l'ancien système, une grande majorité des gens ne le respectaient que dans deux cas : s'ils couraient un danger ou s'ils voyaient un gendarme. C'est-à-dire leur seul intérêt. Mais rares étaient ceux qui l'observaient pour la simple raison qu'il a été conçu afin que la circulation soit meilleure pour tout le monde. Il suffit de se rappeler avec quel sans-gêne les automobilistes garaient leurs voitures.

— Vous avez constaté un changement de mentalité ?

— Ce n'est pas encore très perceptible, cela ne peut être que très lent. Mais il fallait bien commencer, et ce ne pouvait être que par l'éducation. Ce qui a changé, c'est qu'à la fin du Vieux Système on disait : « les temps sont durs, alors il faut apprendre aux enfants à se débrouiller », d'où leur égoïsme. Tandis qu'aujourd'hui nous avons les moyens de consacrer du temps à leur apprendre à vivre ensemble.

Après avoir repris son souffle, Danièle continua.

— Je vous ai dit que l'équilibre entre l'individu et la société passe par un double apprentissage. L'autre aspect de la formation, à cet égard, est que nous apprenons aux enfants à ne pas se laisser faire, à ne pas être « des moutons ». Ceci implique l'acquisition d'un bon esprit critique, l'étude des « trucs » destinés à berner un public non averti.

— Mais… vous avez supprimé, tout naturellement en même temps que le profit, toute la publicité mercantile. Cette mise en garde est donc inutile ?

— À ce point de vue, oui. Mais vous avez dû vous apercevoir que notre société est une société de concertation : elle s'autogère. Les décisions y sont prises en commun, après des débats publics. Il importe donc que chaque individu ait acquis les moyens d'y défendre son point de vue et sache, quand c'est nécessaire, déceler les intentions des autres. Nous avons considérablement développé l'apprentissage de ce qu'on appelle la dynamique des groupes et de la tenue de réunions contradictoires.

Et puis il y a maintenant un autre aspect de la société, totalement nouveau : en économie distributive, ne l'oubliez pas parce que c'est fondamental, ce sont les consommateurs qui décident de la production et, par conséquent, du temps de travail, des services et finalement des prix, donc des revenus ! Il est essentiel d'apprendre aux enfants à être des consommateurs éclairés. D'où l'importance de développer leur esprit critique.

Nous leur apprenons à parler en public, à mener un débat ou à en suivre l'évolution et, en même temps, à juger une information, à exiger des précisions. Enfin, à prendre une décision en connaissance de cause. C'est une formation essentielle dans une véritable démocratie où il importe que chacun puisse assumer ses responsabilités de citoyen.

— Au fond, vous avez réhabilité l'instruction civique !

— Nous l'avons totalement repensée et nous lui attachons une très grande importance. Nous avons insisté pour obtenir d'excellents moyens audiovisuels et nous passons beaucoup de temps à analyser des débats que nous enregistrons. Nous apprenons aux enfants à mener une enquête, puis à en faire un rapport, soit oralement, soit par écrit, soit en montant une émission de télévision. Ceci leur apprend du même coup les limites de l'objectivité de toute information.

— Et là, avez-vous constaté de bons résultats ?

— Je crois que nos élèves savent, mieux que leurs parents, lire un journal ou regarder une émission. Mais leur progrès en tant que

consommateurs sont spectaculaires : songez que c'est un groupe de collégiens de 14 à 16 ans qui a monté la campagne destinée à faire modifier la conception des prises de courant : ils veulent qu'on renonce à fabriquer des prises moulées qui ne sont pas repérables, pour revenir aux prises à vis. Pour cela, ils mènent une enquête sur le temps de travail supplémentaire au niveau de la fabrication, une autre sur le gâchis que représentent les prises jetées, et doivent avec ces données, estimer et publier les avantages et les inconvénients de leur proposition, qui rencontre des opposants tout aussi avertis et préparés qu'eux-mêmes. En tant que prof d'anglais, je les aide dans ces campagnes en les mettant en contact (la téléinformatique nous sert beaucoup, là encore), avec nos « homologues » de langue anglaise qui nous transmettent des rapports sur leurs propres études.

— Bon, si je vous ai bien suivie, nous avons vu que ce que vous avez appelé les deux premiers « tiers » : l'individu et la société. Si nous passions au troisième ?

— Le second n'est pas épuisé. L'environnement ce n'est pas seulement la société humaine dont nous avons parlé. C'est aussi la nature. Et après l'ère d'industrialisation à outrance et l'oubli de la nature, ou sa méconnaissance, qu'elle a engendré, nous estimons qu'il est très important de développer le plus possible l'amour de la nature chez les enfants.

— Alors vous avez augmenté le programme des sciences naturelles ?

— Non, notre souci ne se traduit pas par une étude livresque, même agrémentée des meilleurs courts-métrages possible. Ce n'est pas comme cela qu'on fait naître l'amour de la nature. C'est par son contact. Nous ne nous contentons pas non plus d'apprendre aux enfants à soigner leur chat ou leur plantes en pots. Tous les enfants, même ceux des grandes villes, passent beaucoup de temps à la campagne. Il n'est pas rare qu'un groupe parte pour trois mois dans un village rural. Là, avec les enfants du village, ils passent leurs après-midi dans les fermes, à assister, souvent même à aider aux travaux des champs, à parcourir les bois, à herboriser, à photographier les insectes du bord de l'eau, etc. Bien entendu les enfants

de la campagne ont, réciproquement, l'occasion de venir en ville où ils découvrent les musées, aussi bien que l'usage des transports en commun.

— Comment logez-vous tout ce monde, les enfants et ceux qui les accompagnent ?

— Il y a plusieurs possibilités. D'abord les résidences d'élèves, associées à chaque collège. Ce sont des hôtels pour enfants où ils peuvent passer une nuit, une semaine, trois mois, bref, le temps qui leur est nécessaire, quelle qu'en soit la raison. Vous savez (vous avez vu par exemple les Boisrond à Troyes) que tout le monde ne vit pas réuni en famille comme nous. S'il arrive que les parents désirent s'absenter, il leur est facile de confier leurs enfants au collège : ceux-ci s'y installent en général avec plaisir, surtout s'ils y ont des copains en même temps.

Si ces résidences sont pleines, il y a les hôtels transformés que vous avez dû voir. Et puis souvent les enfants sont reçus dans les familles de leurs copains.

— Les parents ne doivent pas aimer voir partir longtemps leurs enfants ?

— Ils savent que c'est dans de bonnes conditions. Beaucoup d'entre eux participent d'ailleurs à des accompagnements et tous sont d'accord pour penser, aujourd'hui, qu'il est bon que les enfants s'habituent aussi à vivre entre eux. Ces derniers n'en apprécient que mieux le retour à la maison ! Et ils sont en général très fiers d'y faire le récit de leurs expéditions. Yves nous a bien fait rire quand il est rentré pour la première fois, après un mois en Bavière : il a donné l'impression d'être un héros qui revenait de si loin qu'il avait oublié sa langue maternelle et ne pouvait plus s'exprimer qu'en Bavarois ! Ses retours suivants ont été plus modestes… Son groupe prépare en ce moment un séjour en Sicile. Après son retour, les volcans n'auront plus de secret pour aucun membre de la famille !

— Bien, voilà pour l'environnement. Passons au troisième plan, celui de l'évolution. Qu'entendez-vous par là ?

— Que nous sommes conscients d'être entrés dans une ère de l'histoire de l'humanité où celle-ci, débarrassée de l'obligation de consacrer toutes ses forces à assurer sa survie, acquière la possibilité de développer

ses facultés à autre chose : à l'art, à la science, à la réflexion philosophique, à la culture en général, bref à faire évoluer son esprit. Nous pensons qu'après les progrès spectaculairement rapides des techniques, on doit pouvoir assister à des progrès tout aussi rapides de la culture non plus seulement pour un petit nombre mais pour une proportion très vite croissante de la population. D'ores et déjà, grâce à l'économie distributive, nous savons que les enfants dont la formation nous est confiée, disposeront au cours de leur vie de beaucoup de temps libre.

— Qu'entendez-vous par temps libre ?

— Le temps non consacré à l'obligation de pourvoir aux moyens de survie. Ces moyens sont aujourd'hui pourvus par le travail effectué pendant le temps de service social qui diminue très rapidement grâce aux développements des automatismes mécaniques et électroniques. Donc nos enfants vont disposer de beaucoup de temps pour « vivre », s'épanouir dans la société, y rendre des services « gratuits », s'y cultiver, y faire progresser la science ou développer la connaissance. En un mot, délivrés, par l'économie distributive, du souci d'AVOIR toujours plus, ils vont pouvoir consacrer beaucoup de temps à ÊTRE mieux, à mieux s connaître et, qui sait, ? à mieux s'aimer. C'est à les habituer à mettre à profit au maximum leur temps libre que nous consacrons une part importante de leur formation.

— Comment ?

— En ouvrant au maximum l'esprit des enfants sur les possibilités que leur offre le monde où ils vivent. C'est, bien sûr, à cela que sert l'enseignement des disciplines qu'on désignait autrefois par « fondamentales » et qu'on n'a évidemment pas abandonnées, même si la façon de les enseigner dépend des régions, des groupes, et évolue partout constamment. Mais nous tenons à ce qu'ils découvrent que tous les domaines de la connaissance peuvent être passionnants, que des milliers de gens avant eux les ont fait évoluer et qu'ils ne tient qu'à eux de participer à cette évolution. Nous en cherchons plus à faire d'eux des encyclopédies vivantes. Les mémoires artificielles sont là pour ça. Nous cherchons à les intéresser, nous les informons, et si nous leur apprenons

quelque chose c'est le moyen d'apprendre par eux-mêmes, c'est la patience de se perfectionner dans un art ou de progresser dans un domaine qu'ils découvrent. Nous leur donnons plus des conseils que des ordres, et nous avons besoin pour cela de plus de psychologie que d'érudition. C'est pourquoi notre rôle social est le plus important de tous et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons tant besoin de nous entretenir de nos expériences au cours de colloques, de chercher à évoluer. La plaie, dans notre métier, c'était autrefois le prof de lycée qui enseignait pendant trente heures la même chose, le « programme » de telle classe, sans jamais, ou presque, varier d'un pouce. C'est contre ce spectre que nous luttons encore aujourd'hui !

— Il semble en effet que les méthodes aient aussi changé. Pour que je vous suive bien, je pense que vous devriez m'expliquer en quoi consiste votre propre travail, à vous, Danièle, au collège du Vésinet.

— D'accord. Eh bien, moi, ma spécialité, c'est l'enseignement de l'anglais. Mais cela ne veut pas dire que ma charge, au lycée, ne consiste qu'à enseigner l'anglais. Je suis responsable de la marche des études de 29 adolescents : dix sont entrés au collège l'an dernier, onze y sont entrés il y a trois ans et huit songent à le quitter bientôt pour « partir aux services ».

— Le Service Pénible, puis celui de Coopération, avant d'exercer, dans le domaine de leur choix, leur Service Social, je sais ça. Mais en quoi consiste votre responsabilité ?

— Je suis chargée de les suivre dans leurs études pendant, en principe, toute la durée de leur séjour au collège. Je les ai pris en charge quand ils sont arrivés et, même les années où ils étudient l'anglais avec un de mes collègues, c'est moi qu'ils viennent trouver s'ils ont un problème quelconque, besoin d'un conseil, une difficulté à résoudre, un choix à faire, ou un état d'âme ambigu. Dès leur arrivée de la petite école, quand ils ont dix ou douze ans, les enfants ont besoin de se sentir suivis, épaulés. Il faut qu'ils sachent tout de suite à qui s'adresser.

L'un des points particulièrement importants sur lesquels nous veillons, c'est qu'au cours de leurs études au collège, nos élèves aient été initiés à un maximum de choses. Nous nous assurons que plusieurs

professeurs ne leur font pas le même cours, qu'ils n'étudient pas la géologie du bassin parisien trois années de suite, alors que jamais ils n'auront étudié les causes de la Révolution française. Si je vois que l'un des « miens » n'a absolument aucun goût pour le dessin, par exemple, je fais le nécessaire pour qu'il soit initié à une autre forme d'art, que ce soit la sculpture, la photo, le théâtre ou la flûte à bec. Même s'il faut lui faire changer de violon d'Ingres tous les trois mois. Personnellement, j'ai pris l'habitude de demander à mes élèves de tenir un cahier de leurs activités. Une espèce de journal sur lequel ils notent succinctement ce qu'ils font, éventuellement leurs impressions. Tous se trouvent bien de cette initiative.

Ceci est mon rôle de conseillère pédagogique et vous comprenez qu'il nécessite des contacts plus suivis avec les parents de « mes » élèves quand il y a des problèmes, et qu'il m'oblige parfois à des répétitions, à des cours particuliers en cas de besoin.

À part cela, évidemment, j'enseigne l'anglais. Ceci implique que tous les matins j'assure des cours d'anglais à un, deux ou trois groupes.

— Les cours d'anglais, je connais. Je ne pense pas que cela ait changé.

— Si, probablement. Tous les cours ont changé, parce que nous estimons qu'ils n'est ni bon, ni utile, de « faire » un cours pour chaque groupe comme c'était le cas autrefois. Pratiquement tous les cours, aujourd'hui, sont des cours enregistrés et projetés sur écran par vidéo-cassette à tout le groupe, et nous observons les réactions. Puis nous confions à chaque élève une copie de l'enregistrement. Je crois que Louis vous en a monté une ce matin, que Martine est en train d'étudier ?

— Oui, sur les planètes.

— Ce système permet à chaque enfant de travailler à son rythme. Nous, nous sommes derrière, nous les conseillons s'ils s'y prennent mal, etc.

— Et pour votre discipline, en particulier ?

— La même méthode vaut également pour les langues. Nous avons accès à des cassettes qui viennent du monde entier, assorties de commentaires faits par des spécialistes. Elles permettent d'apprendre les

rudiments essentiels de n'importe quel dialecte en quelques semaines d'études intensives. Beaucoup de gens viennent s'en servir, par exemple pour préparer un voyage. C'est ainsi que tout le monde a appris l'espéranto.

— Tout le monde y a accès ?

— Le laboratoire de langues du collège est ouvert l'après-midi aux personnes qui le désirent.

— Nous avons déjà ces méthodes pour apprendre les langues, dis-je, en pensant à l'époque de mon départ. Mais elles ne sont pas encore appliquées dans les autres domaines. Nos professeurs sont jaloux d'assurer eux-mêmes leurs cours. Ils craignent que l'enseignement par vidéo-cassette, ce que nous appelons la machine à enseigner, ne supprime leurs emplois. Ils luttent contre, pour ne pas se retrouver au chômage.

— C'est vrai qu'il y a un risque dans le système du marché : le risque d'utiliser l'informatique dans un souci unique d'économie, pour réduire le nombre de professeurs à payer.

Ce n'est pas du tout dans cette optique que nous utilisons l'audiovisuel audio-visuel. En économie distributive, tout le monde touche des revenus. Donc ne font profession d'enseignants que ceux qui en ont la vocation, ce qui est pour nous, au départ, la meilleure garantie qu'ils chercheront à faire bien leur travail, qui les intéresse et non l'argent qu'il leur rapporte. Et c'est précisément à la demande des enseignants que notre quartier, comme tous aujourd'hui, a choisi l'enseignement informatisé. Nous y voyons le moyen de mieux s'occuper des élèves, de leur fournir un enseignement adaptable à leurs besoins individuels et de leur offrir des cours toujours bien présentés. Et, dans notre système, s'il y a du temps libéré pour les enseignants, ils le consacrent tout naturellement, à parfaire leur façon d'encadrer les élèves.

J'en arrive ainsi à mon emploi du temps de l'après-midi, quand mes élèves sont occupés à autre choses que mes cours d'anglais. Avec mes collègues des enseignements culturels, nous consacrons nos après-midi à préparer nos cours et, très souvent, à participer à l'enregistrement de ces cassettes. Croyez-moi, si un seul cours enregistré remplace plusieurs

heures de cours magistraux, il a demandé un nombre énorme d'heures pour sa préparation et sa réalisation. Mais cette participation collective a le mérite de nous obliger à nous perfectionner. Quand chaque prof faisait seul chacun de ses cours combien croyez-vous qu'il y avait de ces cours aussi bien faits qu'un cours élaboré, puis enregistré, par une équipe ?

— Certes, tous les professeurs ne sont pas doués pour la pédagogie.

— Et ils étaient encore moins nombreux à l'époque où l'enregistrement attirait tous ceux qui y voyaient un des rares moyens de toucher un salaire assuré à vie. Ceci n'est évidemment pas une motivation qui garantisse un travail bien fait !

Après un moment de réflexion à propos de cette remarque judicieuse, et qui me paraît devoir s'appliquer souvent aussi à notre époque aux médecins, je repris :

— Donc, vous vous efforcez d'ouvrir l'esprit des élèves à un maximum d'activités. Et puis vient un jour où il faut qu'ils en choisissent une…

— Exactement. Tout au long de leurs études, nous les aidons à découvrir leur personnalité et leurs aptitudes, je dirais à dévoiler leur vocation.

— Qui peut être aussi bien celle d'un champion de ski que d'un astronome ?

— Parfaitement. Dans tous les cas, alors, naturellement, l'élève se spécialise peu à peu, avec notre aide. S'il a trouvé très tôt sa voie, il n'est pas rare qu'il demande à retarder son départ au service, puis demande une affectation au SCM qui lui permette de se perfectionner dans son domaine, à l'étranger. Si au contraire, il hésite encore à 18 ans, le service lui offre la possibilité d'exercer toutes sortes d'activités diverses, sans l'engager définitivement, et ces expériences s'ajoutent à toutes les informations que nous lui avons assurées.

— À propos d'information des jeunes sur les professions, comment vous y prenez-vous?

— Au cours de leurs années de collège, et en particulier pendant les séjours qu'ils font un peu partout, nous veillons à ce qu'ils aient l'occasion de rencontrer des gens qui exercent toutes sortes de métier. Ils les interrogent, ils les voient faire. Éventuellement même, ils passent quelques jours à s'initier à leurs côtés.

— Oui, ce n'est pas exactement la question que je voulais poser. Je disais : comment savent-ils quelles sont les professions demandées ? Les offres d'emploi, en quelque sorte.

— Par l'OGT, l'Office de Gestion du Travail. Une simple consultation d'un terminal d'ordinateur leur donne ainsi l'état actuel. Sa mise à jour est faite en permanence. On peut connaître ainsi toutes les tendances et toutes les incidences sur la durée totale de service social, à chaque instant, et dans chaque branche. On peut savoir de même où sont les emplois demandés, et l'état des prévisions, telles qu'elles résultent des budgets des communes, et cela pour n'importe quelle région. On peut même avoir une estimation, sous toute réserve, du nombre de personnes qui sont intéressées à trouver un emploi dans une branche donnée.

— Tout cela est très planifié, centralisé…

— L'information, bien sûr, mais pas la décision ! Les informations sont regroupées pour permettre à quiconque d'y avoir accès, à tout moment. C'est la meilleure façon de juger en toute liberté. Quant à la planification, elle ne résulte d'aucune autre autorité que de la synthèse des besoins exprimés par l'ensemble de la population. Au moment de se mettre au service de la société, chacun se trouve donc à même de choisir où et comment il peut être utile. Vous ne pensez pas que c'est mieux que d'avoir à faire du porte à porte pour se proposer au hasard du marché du travail, au plus offrant ?

— Mais alors le contrat se règle par l'ordinateur, automatiquement, sans contact humain ?

— Pas du tout. L'ordinateur informe. Il dit ce qui est disponible. Il dit où. Les gens prennent alors contact. Et comme il y a en général plusieurs candidats, un choix est fait par les gens concernés.

— Et si quelqu'un qui s'est engagé à apprendre un métier ne veut pas l'exercer là où il est demandé ?

— Il a toujours un an après le retour du SCM pour choisir. C'est vous dire qu'il a toujours plusieurs offres.

— Mais si aucune ne lui convient ?

— Vous cherchez vraiment la difficulté. Dans ce cas on peut l'obliger.

— Comment ?

— À la fin de l'année, on lui propose encore trois emplois. S'il les refuse tous, on suspend ses revenus.

— Complètement ?

— Non, il reçoit le minimum vital. Il est ainsi condamné à être assisté, comme l'étaient les chômeurs autrefois. Alors, en général il s'ennuie jusqu'à se trouver une activité.

— Et n'y a-t-il pas risque, inversement, que tout le monde se précipité vers une profession et qu'on manque de bras dans une autre ?

— Ce risque est évité par les prévisions et par l'ajustement des temps de service, ou enfin, en cas d'urgence, par le recours au Service Public.

— Par les prévisions ?

— Oui, car tout adolescent qui, à plus de seize ans (plus jeune, c'est à notre avis trop tôt), envisage de choisir un métier qui lui plaît, consulte l'OGT pour savoir quelle est la perspective dans ce métier, telle qu'elle peut être indiquée par les demandes exprimées. S'il décide d'opter pour ce métier, alors il « s'inscrit », c'est-à-dire qu'il signale à l'OGT qu'il a choisi son métier ce qui entraîne que que la Société, c'est évident, prend en charge ses études spéciales, et aussi qu'elle peut prévoir que dans tant d'années il y aura tant de tels professionnels. Ceci permet de faire les prévisions.

— Si donc un adolescent est inscrit pour une profession donnée, c'est définitif ?

— Loin de là. On peut toujours changer. Et la rapidité des innovations nous y amène bien souvent. On informe l'OGT car la Société a besoin, bien sûr, de connaître les intentions des gens.

— Bon, alors à 16 ans, le métier est choisi. Que fait-on ?

— À 16 ans au plus tôt, pour ceux qui ont une vocation irrésistible. Mais beaucoup choisissent plus tard, après leurs services.

— J'ai compris. Mais où fait-on ses études ?

— À l'Université.

— Tout le monde ? Ce n'est pas pensable !

— L'Université est le cadre général de toutes les spécialités. C'est donc elle qui prépare à n'importe quelle profession. C'est donc elle qui prépare à n'importe quelle profession. C'est par elle qu'on se recycle vers un autre métier ou qu'on s'initie, pour sa propre culture, à n'importe quelle spécialité. Mais cela ne veut pas du tout dire que les cours d'une spécialité quelconque ont lieu dans des amphithéâtres ! L'Université est le cadre qui organise des cycles d'études qu'on choisit « à la carte » ou « au menu ».

Comptant sur Hélène pour me donner plus de détails sur ce sujet, je préférais demander à Danièle comment on pouvait faire « carrière » artistique.

— On peut choisir un tel métier au même titre qu'un autre, me répondit-elle. Mais pour le Service Social seulement, car, sauf pour de sérieuses raisons médicales, nul ne peut être dispensé du SP ou de Coopération.

— Mais suffit-il de se déclarer artiste pour pour toucher ses revenus même si on n'a aucun talent ?

— Quand o a choisi un métier, la Société vous en offre la formation, quelle qu'elle soit, et vous verse le Revenu Social aussi longtemps que vous faites preuve des aptitudes nécessaires et de persévérance.

— Mais alors, comment sont choisis les artistes ?

— En ce domaine comme en tout autre, ce sont les consommateurs qui décident. Des postes sont ouverts par la Société, en fonction des demandes du public. Les étudiants sont informés de ces offres, et vont se

produire devant le public demandeur, ils font ainsi des tournées, chaque année. Au fond cela constitue une sorte de concours, grâce auxquels les quartiers qui demandent, par exemple, l'ouverture d'une École d'art dramatique choisissent les animateurs nécessaire, où tel metteur en scène choisit les membres de sa troupe. Les artistes ainsi recrutés effectuent alors leur service social en exerçant leur art au profit de tous. Ils montent des spectacles, organisent des tournées, se font connaître par la télévision, etc., tout cela est probablement semblable à ce que vous connaissez.

— Sauf que les artistes sont souvent soumis à des commanditaires.

— Qui imposaient leurs vues pour faire des spectacle de masse, à grands renforts publicitaires pour influencer le public ! En fait, l'Économie des Besoins a supprimé les impresarios et tous ces parasites qui accaparaient certains jeunes « gogos » qu'ils formaient aux goûts du jour, grâce à qui ils gagnaient des fortunes, et qu'ils laissaient tomber sans ressource quand leur vogue était passée. Les métiers d'art, comme beaucoup d'autres sans doute, sont souvent des sacerdoces. Mais ce n'est pas une raison pour qu'un bau jour un artiste, ou un champion sportif, se retrouve sur la paille. Notre société a besoin d'artistes, elle a besoin de moniteurs sportifs et elle a les moyens de les former et de les entretenir.

— Les spectacles des professionnels sont-ils gratuits ?

— Une minorité le demande. Mais une majorité, dont beaucoup de bons artistes, a obtenu presque partout que certains spectacles soient payants. On paie à la Société, évidemment. Mais ceci permet de connaître le nombre de spectateurs et donc d'évaluer le succès d'une troupe.

— Et ceux qui échouent à tous ces concours ?

— Ils mettent à profit ce qu'ils ont acquis pour enrichir leur temps libre. Et les moyens d'une reconversion vers un autre métier leur sont offerts.

Martine et Yves arrivèrent à ce moment, fort excités car l'équipe de Martine avait perdu le match… Puis ce fut l'heure de se quitter et je pris congé de mes hôtes avec moultes effusions.

Chapitre 17
D'autres services de santé

Le lendemain, j'étais invité à passer la journée chez les Simon. Ce fut pour moi une joie de retrouver Christine et sa verve intarissable. Ils habitent la banlieue Est, au Perreux, dans une résidence faite de plusieurs anciens grands immeubles réaménagés dans un parc et où vivent plusieurs centaines de personnes. Leur appartement est situé au-dessus du cabinet médical, dans un petit bâtiment qu'ils partagent avec deux autres médecins. Ils partagent aussi avec eux la gestion et la permanence de l'infirmerie.

Quand je suis arrivé, Bernard n'était pas là. Christine m'expliqua qu'il était en visite et, tout naturellement, me parla de la médecine en économie distributive.

— La médecine curative a continué sa progression. Les recherches ont été très développées, à la fois dans de gros laboratoires disposant d'un important matériel, et au sein de petites équipes de réflexion, très disséminées. Beaucoup de moyens ont été mis à leur disposition. Vous pensez bien que les gens qui versaient autrefois pour les innombrables quêtes que la Recherche Médicale était obligée d'organiser, ont été très favorables, quand on les a consultés, à un accroissement du Budget de la Santé. D'ailleurs, si on leu avait demandé plus tôt de choisir entre la recherche médicale et celle sur la bombe à neutrons, il y a longtemps que la course aux armements aurait ralenti !

Mais ce qui a le plus évolué, c'est la médecine préventive. On y est arrivé de plusieurs façons. On a d'abord augmenté le nombre de médecins formés et, en particulier, le nombre de généralistes, qui avait autrefois tendance à baisser parce que la profession était moins lucrative que celle des spécialistes. On a formé des généralistes-enseignants et ils ont pris en main l'éducation sanitaire de la population. Aussi incroyable que cela nous paraisse aujourd'hui, la formation d'un enfant était pratiquement négligée

sur ce point. On suivait à l'école quelques leçons fastidieuses d'anatomie ou de physiologie, comme on apprenait les caractéristiques des mammifères ou des coléoptères. On pouvait aussi, si on le voulait bien, suivre un cours de secourisme rudimentaire. C'est tout. Je ne sais pas si c'était fait pour conserver au corps médical tout son prestige, donc sa clientèle… mais en tout cas le résultat est que l'immense majorité de la population, totalement ignare en la matière, était capable de commettre des énormités : tel prenait des cachets parce qu'ils avaient fiat du bien à sa voisine !

— On avait beaucoup développé les appareils d'autosurveillance médicale…

— Oui, tout ce qui revêtait un intérêt commercial ; on vendait même ces appareils sans s'assurer qu'il en serait fait bon usage.

Aujourd'hui, grâce aux généralistes-enseignants, la population acquiert les bases essentielles qui lui permettent de mieux connaître son corps. Quand vous voulez conduire une voiture, vous trouvez normal de prendre des leçons de conduite. Vous savez qu'un minimum de connaissance de ses rouages vous permet de moins l'user : qui veut voyager loin ménage sa monture, dit la sagesse populaire ! Or le corps qui nous sert à vivre est un appareil bien plus complexe qu'une voiture… et bien plus indispensable ! Les gens du métier vous apprennent aujourd'hui, systématiquement, à le connaître pour mieux vous en servir. Et le faire durer plus longtemps avant de devoir en changer des pièces.

Les généralistes-enseignants ne se contentent pas de faire cet enseignement pour les adultes de leur entourage. Ils interviennent beaucoup auprès des enfants. On leur apprend à mesurer leur force. Par exemple, quand ils font du sport, on leur montre comment varient les mouvements de leur cœur. On leur explique comment un muscle se fatigue, comment un muscle, qui n'est pas entraîné, perd de son tonus, quels risques on prend en le faisant forcer brutalement, quel entraînement physique il convient de faire pour conserver la forme. Je ne dis pas qu'on apprend aux enfants « à s'écouter » mais à mieux SE CONNAÎTRE. À sentir ce qui leur va et ce qui ne leur convient pas. On leur apprend qu'il existe des

rythmes et trouver quel est le leur. Et puis on leur apprend l'hygiène. Vous en croyez pas que c'est indispensable ?

Même si, en quelque matière que ce soit, la médecine est encore loin de tout savoir, il n'empêche qu'elle en sait assez pour apprendre aux gens à vivre le plus sainement possible. Il est essentiel, par exemple, d'apprendre à un enfant à varier sa nourriture, pour éviter les carences ou les excès dangereux. Qu'il connaisse le rôle joué dans l'organisme par les sucres, par l'alcool, par les vitamines… et par les microbes ou par le tabac !

J'étais ahuri par l'évidence de tout cela et il m'apparut qu'on était inconscient à l'époque de mon départ de négliger totalement l'information de masse sur une question de cette importance. Est-ce qu'à la fin de la solidarité, on a une idée, fut-ce la plus vague, de la façon d'équilibrer un menu ? Où et comment a-t-on appris, par exemple, que la vitamine C qu'on trouve dans les oranges aide l'organisme à lutter contre les méfaits du froid ? Sait-on comment fonctionne l'oreille et par conséquent comment la nettoyer ? Apprend-on quelque part les vertus de l'oignon ou le danger de l'oxyde oxalique que contient l'oseille ? Pourquoi ne reçoit-on pas largement dès l'école, les connaissances qui pourraient éviter tant d'ennuis, voire d'accidents de santé ?

— Tant que les médecins vivaient de la maladie, me dit Christine, l'information médicale et la médecine préventive ont piétiné. Maintenant qu'ils sont au service de la Société, les médecins sont tenus pour responsables de la santé de leur entourage. Il y va de leur réputation. Et la profession médicale est l'une des mieux considérées. Parce qu'ils tiennent les clés de leur santé, les gens accordent aux médecins une très grande autorité. Bien entendu, c'est flatteur, et les « responsables de santé », (terme que nous préférons à celui de médecins) tiennent à rester à la hauteur. Or, l'Ordre des Médecins, qui en régime du marché jouait un rôle corporatiste destiné surtout à défendre la profession et ses revenus, a été transformé : en économie distributive, l'Office de la Santé joue le rôle de défenseur de la santé des membres de la Société.

— Mais que peut-il faire si un médecin s'avère incompétent ?

— Dans certains cas de faute professionnelle, il lui appartient de juger, voire d'ôter aux défaillants leur responsabilité jusqu'à réhabilitation éventuelle.

— Au fond, ne pouvant agir sur leurs revenus, on joue sur leur fierté, sur leur souci d'autorité, sur leur désir de jouir d'une bonne réputation. Sur leur orgueil, finalement.

— C'est la nature humaine ! Nous la faisons jouer pour qu'elle profite à tous les membres de la Société. Moyennant quoi, les médecins se sentant responsables, aux yeux de tous, de la santé de leur entourage, ils ont pris en main l'éducation sanitaire et la médecine préventive. Et ceci constitue un énorme progrès.

Je méditais sur ce mécanisme de la responsabilité humaine. Et ceci m'amena à une remarque amusante :

— On dit que dans l'ancienne Chine les gens payaient leur médecin quand ils étaient en bonne santé, mais cessaient de le payer quand ils tombaient malades. C'était leur façon d'agir sur eux pour qu'ils exercent leur métier consciencieusement. Vous, vous avez supprimé le moyen d'agir sur eux par l'argent. Mais curieusement, par le biais de la fierté, vous arrivez au même résultat !

— Exactement. Se sentant chargés de la santé et non plus seulement de soigner les maladies, il leur appartient, maintenant, de prendre les initiatives nécessaires. C'est ainsi que leur rôle de conseillers et d'éducateurs s'est développé.

Nous sentions bien, Bernard et moi, comme tant de nos collègues, que le dialogue avec un malade est quelque chose d'essentiel. Mais autrefois, personne n'avait plus le temps de parler, car tout le monde était condamné « au rendement ». En nous donnant le temps, l'économie des besoins nous a fait goûter les bienfaits d'une nouvelle thérapeutique : le dialogue. Vous ne pouvez pas vous figurer ce que le fait de pouvoir parler, à un responsable de santé ou même à un voisin, a économisé en remèdes ! S'exprimer est pour beaucoup le meilleur des médicaments !

Le résultat est tel, ajouté Christine, que nombreux sont les gens qui aujourd'hui sont capables de soigner la plupart de leurs petits malaises

sans médicament, naturellement. Par leur connaissance d'eux mêmes, eux mêmes, par le repos ou par l'exercice nécessaires. Voire par une tisane appropriée. Vous imaginez la catastrophe en économie de marché ? Le manque à gagner non seulement pour les toubibs, mais du même coup pour les pharmaciens et les laboratoires pharmaceutiques ! C'était impensable !

— Mais avez-vous la liberté de choisir votre médecin ?

— Bien sûr. Nous tenons à cette liberté. Et c'est elle qui permet de mesurer la réputation des responsables de santé.

— Mais comment faites-vous, puisque les médecins se voient affectés à un cabinet médical, et qu'il y an a un par quartier ?

— Mais dans un cabinet, on a le choix entre plusieurs responsables. Et on est libre aussi d'aller ailleurs. On est même plus libre qu'au temps de la médecine qui se disait libérale, mais où les médecins gardaient les dossiers des malades, leurs analyses et leurs radios, pour les dissuader d'aller offrir leur clientèle à un confrère !

Sur ces bonnes paroles, Bernard rentra de sa tournée. Et devant la jovialité de son accueil, pour nos retrouvailles, je me dis qu'effectivement on devait pouvoir parler avec lui, à l'aise.

Christine lui demanda s'il était monté voir un certain Philippe dont elle voulait des nouvelles. Je compris que ce malade ne l'avait pas appelé, mais que Bernard était allé le voir par simple souci professionnel.

Le déjeuner martiniquais que Christine nous avait mijoté était réussi. Le rhum qu'elle y avait mis ne nous avait cependant pas fait perdre le fil de notre conversation. Je demandai à Bernard :

— Et l'informatique. L'utilisez-vous en médecine ?

— Beaucoup, me répondit-il. D'abord, c'est un excellent outil de recherche, surtout dans un domaine où, l'expérimentation n'étant pas possible, on doit utiliser à fond la théorie des statistiques. Et puis la mémoire que peut contenir un ordinateur est un bon auxiliaire pour les diagnostics. Le côté humain y est essentiel, mais il faut aussi se rappeler toutes les possibilités qu'on doit envisager à partir de tels et tels

symptômes. Et quand un diagnostic est établi, si on décide d'essayer une thérapie chimique, l'ordinateur est encore là pour nous aider à établir l'ordonnance.

— Ainsi que le conditionnement et la marque du médicament, ajoutai-je, étourdiment.

— Ah, ça non. C'est fini ! S'il faut tant de grammes de tel produit, plus tant de tel autre, il n'est plus question de passer par les dosages conditionnés par les laboratoires pharmaceutiques. Et encore moins de choisir entre 25 noms différents d'un même médicament. Quand nous avons été libérés du souci de faire gagner de leur vie aux pharmaciens, notre société a considéré le problème sous l'angle de l'utilité. On s'est alors aperçu que des centaines et des centaines de « spécialités » n'étaient en fait que quelques dizaines de remèdes différents, qu'il appartient au médecin de doser selon les besoins du malade. Maintenant, les officines et les laboratoires pharmaceutiques utilisent toute l'automatisation possible, comme le font les bonneteries, vous l'avez vu avec Michel, et comme travaillent les ateliers mécaniques, pour préparer avec une haute précision les produits qui leur sont demandés.

— Quel gâchis en moins !

— Une autre utilisation très développée de l'informatique en médecine est la surveillance et le contrôle des malades à distance…

Bernard allait commenter, mais Christine l'interrompit :

— Tu oublies une autre application : la tenue des fichiers médicaux !

— Comment ? Vous fichez les gens ? Vous mettez toutes leurs tares sur ordinateur au vu et au su de n'importe qui ?

— Ah, l'aura-t-on entendue celle-là ! Répliqua Christine avec son indomptable vivacité.

— D'abord, me répondit plus aimablement Bernard, cette crainte n'était envisageable qu'au temps du marché du travail, à l'époque où un employeur pouvait avoir intérêt à se faire dévoiler les tares d'un candidat à l'emploi. Aujourd'hui, un malade n'a pus à tricher sur son état pour obtenir un travail incompatible avec sa maladie.

Ensuite, un dossier médical informatique se condense sur une carte magnétique que le titulaire est libre de laisser lire à qui bon lui semble.

— Et s'il perd sa carte ?

— Il dispose des moyens de la faire archiver sur un fichier auquel nul n'a accès sans son empreinte digitale ou celle de quelqu'un qu'il a désigné au préalable pour y être habilité.

Christine résuma à Bernard la conversation que nous avions eue avant son arrivée. Cela afin de la reprendre, car, dit-elle, en énumérant toutes les initiatives que les médecins avaient heureusement prises pour mieux organiser la santé, physique et mentale, nous n'avons pas encore abordé l'essentiel :

— Et l'éducation des parents, lança-t-elle… Elle est primordiale, car les toutes premières années de la vie conditionnent définitivement l'avenir d'un être humain. Que faisait-on autrefois pour apprendre à un jeune parent à s'occuper d'un enfant ? Presque rien. En tout cas, rien de systématique. Pour l'alimentation des bébés, et certains soins, des consultations médicales avaient été organisées. C'était toujours ça. Bien que le choix du lait ou des bouillies soit souvent laissé au marchand ! Mais pour l'éducation ? Dans bien des familles, c'était une véritable catastrophe ! Ou bien les parents étaient totalement inconscients des conséquences de leur comportement, ou bien ils agissaient selon des convictions basées sur aucune connaissance scientifique, mais sur des sentiments proches de la superstition ! Ou sur leur propre expérience, ce qui se traduisait, dans la majorité des cas, par une réaction contre le type d'éducation qu'ils avaient reçue.

— Ce qui prouve déjà, commenta Bernard, que celle-ci n'était pas bonne !

— Exactement. Mais c'est un fait classique : une génération de parents se montre très sévère pour « former des hommes forts » ; la génération suivante réagit en étant totalement permissive pour que les pauvres petits ne souffrent pas de complexes. Le résultat est que la troisième génération n'a pas appris les contraintes de la société et en

déduit qu'il faut qu'elle forme ses propres enfants « à la dure » pour leur apprendre à vivre. Et on recommence !

— À croire qu'un juste milieu est impossible à trouver !

— C'est que l'éducation ne s'improvise pas. Elle doit reposer sur une connaissance suffisante de l'enfance, de ce qui la forme ou la déforme. Et cette connaissance, il importe de l'acquérir !

— Comment faites-vous ?

— Pendant les trois premières années d'un enfant, le service social de l'un de ses parents peut consister à s'occuper de lui.

— Quelque fois les deux parents s'en occupent, interrompit Christine.

— Oui, dans ce cas, il s'agit d'un congé que prend l'un des deux, et il rattrape plus tard, puisque, c'est le temps total du service social qui est fixé, et non plus tant par semaine ou par an.

— Et quelque fois, c'est quelqu'un d'autre.

— Parfaitement, les parents peuvent confier leurs enfants à quelqu'un, s'ils le veulent. Mais nous conseillons toujours aux parents d'un premier enfant que l'un d'eux le prenne en charge, pour apprendre.

— Ils le font dans 95 % des cas, précisa Christine. Pour les enfants suivants, la statistique donne un chiffre plus bas. Au total, on compte en moyenne un adulte pour s'occuper de deux à trois enfants de moins de trois ans.

— Ce sont des chiffres et des détails. Laisse-moi expliquer, l'essentiel, reprit Bernard. L'important, c'est que ces « nourrices » ne sont plus isolées, comme l'étaient tant de jeunes mères, aux prises avec leur inexpérience. Les crèches, nombreuses, installées dans tous les quartiers, sont conçues pour les réunir.

— Elles n'y passent que la journée, crut encore nécessaire de commenter Christine. Elles amènent les gosses le matin, repartent le soir, ça leur fait une promenade.

Imperturbable malgré l'interruption, Bernard poursuivit :

— Ainsi les enfants sont habitués, dès leur plus jeune âge, à voir du monde, et à jouer ensemble. C'est un premier moyen de les adapter à la vie en société, ce qui est pour nous une nécessité capitale. Et parallèlement, en particulier pendant qu'ils dorment, leurs « nourrices » (père, mère ou autre) sont conseillées, épaulées par une équipe de responsable de santé et de pédagogues affectés à la crèche. Des cours de psychologie, d'anatomie, d'hygiène, de diététique, d'animation de jeux, etc. sont organisés, appuyés par les travaux pratiques « vivants ».

— Mais en cas d'épidémie des maladies infantiles, ils sont tous contaminés ! M'exclamai-je, content de ma remarque.

— Et alors ? Le plus grave danger est pour les parents qui ne seraient pas immunisés. On y fait très attention avant. Et s'il y a de trop jeunes nourrissons, on les isole pour qu'ils attendent la prochaine épidémie. Mais pour tous les autres, pas de problème ; on peut soigner une dizaine de rougeoles en même temps et les enfants en ressortent sainement immunisés !

— Et en cas de maladies graves ?

— On les soigne ! Il existe comme autrefois et même en mieux, bien sûr, des hôpitaux spécialisés. Et nous essayons de rendre la médecine, comme nous-mêmes, plus humaine. Notre Société a beaucoup investi pour sa santé, parce que c'est un besoin et que l'appât de l'argent ne fausse plus nos intentions.

Bernard devait repartir à son cabinet, pour ses consultations de médecine préventive. Il m'expliqua qu'ensuite il passerait à l'hôpital où il est conseiller en gastro-entérologie. Je lui demandais quelques détails sur les moyens hospitaliers et compris que ceux-ci s'étaient beaucoup développés récemment. Mais ce qui semble très différent, c'est le nombre et la taille des hôpitaux : les unités hospitalières sont ici plus nombreuses, on en trouve tous les 50 à 60 kilomètres[16] et plus petites. Bernard m'a proposé d'y faire une visite. Comme le spectacle d'un hôpital a toujours eu sur moi un effet démoralisateur, je trouvai une excuse pour ne pas y aller. Pas dupe, Bernard me répondit :

— La nature humaine est heureusement très diverse. Il y a de tout dans le monde : certains sont malades à l'idée d'aller rendre visite à un malade, d'autres ont la vocation de soigne leur prochain et sont le plus heureux quand ils s'y emploient. Moi, par exemple, je m'épanouis vraiment dans mon métier et comme Christine me comprend et partage mon enthousiasme, j'ai demandé à prolonger mon activité, peut-être seulement à mi-temps, au delà de mon temps légal de service social. Tant que je serai reconnu utile pour mon entourage. Après, il faudra me soigner.

Je suis resté encore un moment avec Christine, qui m'expliqua comment elle et son mari organisent leurs vies de responsables de santé. Quand l'un est sorti, l'autre assure une permanence au téléphone.

— Nous pouvons descendre à la crèche, si vous voulez. Si quelqu'un téléphone, il pourra me joindre.

Nous sommes donc allés faire un tour à la crèche. Il y régnait une heureuse ambiance. Deux femmes enceintes tricotaient en papotant à voix basse dans la première pièce, où nous aperçûmes une dizaine de berceaux juponnés d'organdi brodé.

Dans la pièce à côté, un infirmier changeait un nourrisson devant une jeune femme timide, souriante et gauche. Plus loin, une dizaine de personnes discutaient autour d'une table ronde.

Je n'ai pas voulu déranger, et j'ai pris congé de Christine en la remerciant pour son accueil amical. Elle m'a accompagné jusqu'à la rue et là, comme j'avais envie de me balader un peu, elle m'a montré comment utiliser ma carte magnétique pour mettre le contact dans une voiture libre, avec laquelle je suis rentré jusqu'à mon immeuble. J'ai laissé la voiture devant le porche. Cinq minutes après, quelqu'un l'avait prise.

Chapitre 18
De la gestion commune de la paix

Pour ma dernière soirée avec eux, Hélène et Serge m'avaient transmis une invitation à dîner chez Gabrielle et Philippe Andin, comme à mon arrivée. Florence Renard, que je n'ai pas eu l'occasion de revoir était également là. Tous m'ont accueilli comme un très vieil ami. Dès que je fus bien calé dans un fauteuil, Philippe proposa de consacrer la soirée à répondre à toutes les questions que je pourrais encore avoir à poser, mais il commença par me demander de leur faire part de mes commentaires sur mon voyage.

Je leur dis que ce qui m'avait d'abord frappé c'est de voir qu'ils avaient, pour sortir de la crise, abandonné des habitudes que mes contemporains croient aussi éternelles que les lois de la nature : la salariat et le profit.

— Nous y avons été conduits sous la pression des faits, expliqua Gabrielle, parce qu'il n'y avait plus de salut pour notre planète, sans cela.

Mais nous regrettons bien aujourd'hui de n'avoir pas compris plus tôt ceux qui voulaient nous y conduire : nous aurions pu éviter la catastrophe que fut la Guerre Terrible. Notre scepticisme fit de nous des criminels, car nous aurions pu sauver la vie à des millions d'innocents. Songez que la faim, dont le profit est responsable, a tué plus de monde qu'aucune guerre de l'Histoire !

Heureusement que la peur de ne pas survivre, conclut-elle, nous a donné le courage de prendre à temps nos responsabilités.

Continuant à leur exprimer mes impressions je leur dis que les conséquences de ces transformations, telles que j'ai pu les constater sur le plan humain, ne sont pas du tout celles que j'aurais imaginées. Si l'on m'avait parlé de supprimer le salariat et le profit, j'aurais pensé aboutir à une société sans ressort, une société d'oisifs, de gens tristes parce qu'ils s'ennuient. Mais au contraire j'ai trouvé une société de gens à la fois libérés

et très actifs. Que tous ceux que j'ai rencontrés étaient très occupés et enthousiastes pour me parler de leurs responsabilités. Qu'en un mot, je n'avais jamais connu une vie sociale, une vie « civique » aussi active. Peut-être parce que je n'avais jamais vu pareille démocratie, je ne pensais pas que c'était possible.

— C'est devenu possible, m'interrompit Florence, quand nous avons pu mettre l'informatique AU SERVICE de la démocratie.

Je continuai en ajoutant que j'avais conscience du rôle capital joué sur l'avenir de la société par le changement d'esprit dans lequel est conçue la formation des enfants. Puis, à propos de formation, je dis que le fait qu'il leur est toujours possible, à tout âge, de suivre une formation quelconque, me semblait être une des raisons de leur dynamisme et du fait qu'ils tirent profit de tout ce temps libéré.

— Exactement, répondit Gabrielle. Notre goût s'est formé. Nous avons es moyens. Et nous avons le temps. Toutes les conditions sont réunies, et pour tous.

— Mais ne croyez pas, précisa Hélène, que tout le monde se croit obligé d'étudier l'histoire ou de participer à des compétitions sportives. La vie contemplative, la vie spirituelle a ses adeptes. Et il y a beaucoup de pêcheurs à la ligne. Et autant d'amateurs de musique tout genre.

— C'est que le temps libre occupe une part important de votre vie. C'est probablement ce qui explique pourquoi les relations humaines ont tellement changé : vous n'êtes plus pressés. Vous prenez le temps de parler ; donc de vous connaître. C'est probablement ce qui explique cette très grande solidarité qui règne entre vous. Et comme me l'a dit le docteur Simon, le temps de parler a souvent supprimé le besoin de médicaments ! Pour conclure, je dirais que j'ai le sentiment que vous avez tué l'indifférence et l'irresponsabilité.

— Exactement, approuva Philippe. Et une exemple illustre bien cela : c'est celui de l'énergie. C'est un problème de notre temps car nous vivons l'époque, dans l'histoire de notre humanité, où la fin des réserves d'énergie renouvelables est en vue. Il importe donc, et pour nous, et pour nos descendants, que nous prenions les dispositions nécessaires. Dans

l'ancien système, il aurait fallu passer par le profit, pour susciter les transformations nécessaires, et celles-ci se seraient faites non pas en fonction des besoins, mais suivant la manière qui aurait été susceptibles de rapporter le plus à quelques « lobbies », quitte à piller certaines régions au profit des autres. Dans notre société, nous nous sentons tous concernés par le problème, et à égalité, et nous sommes tous informés de la façon la plus complète possible. Nous l'étudions en personnes « majeures » : chacun participe dans nos habitudes d'approvisionnement en énergie.

— Il faut reconnaître que ceci est rendu plus facile par la décentralisation en économie distributive et par votre mode de concertation.

— Parfaitement. Il n'y a plus, chez nous, les quelques responsables de l'alimentation en énergie et la foule anonyme des consommateurs inconscients de leurs difficultés. Eh bien, le résultat est que ceci nous a permis une bien meilleure connaissance de nos ressources et de leurs possibilités d'exploitation. On a découvert un foisonnement de sources diffuses, jusqu'ici négligées. On a vu fleurir des trésors d'ingéniosité, éparpillés sans doute, mais dont l'efficacité n'est pas négligeable pour tous les usages domestiques.

Serge ajouta :

— Un autre avantage de l'économie distributive, énorme lui aussi, c'est qu'affranchis de la nécessité de rentabilité immédiate qui limitait les innovations dans la société du marché, nous avons été en mesure d'établir des plans à long terme. Et le summum c'est que ces plans à long terme se révèlent plus intéressants d'un point de vue strictement économique : une économie bien comprise doit se donner les moyens de voir loin d'avance. Et ceci est un topique.

Hélène s'empressa d'intervenir :

— Progressivement, l'économie distributive nous a donné accès à une vérité qui nous échappait autrefois : celle des besoins réels. La société de consommation avait ajouté au confort tout l'inutile et bien des nuisances. L'économie des besoins nous permet de considérer les choses avec plus d'objectivité…

— Et sous tous leurs aspects, le respect de l'environnement et l'avenir de la planète y compris !

— Effectivement, j'ai constaté que vous n'aviez pas renoncé à fabriquer des robots ménagers mais que vous aviez le souci de les voir durer longtemps.

— Et de consommer le moins possible : la consommation de la plupart des appareils (machines à laver, frigos, etc) a été réduite de 40 %, celle des voitures de 30 à 50 %. En régime de marché, les études nécessaires n'auraient été entreprises que si un calcul avait montré que l'économie correspondante en aurait vite couvert les frais. Nous les avons entreprises, sans souci de rentabilité, parce qu'il nous a paru nécessaire de réduire, autant que possible, notre ponction sur la nature.

— Mais ce qui m'a renversé, c'est que vous ayez adopté l'égalité des revenus.

— Égalité des revenus, à âge égal, car les besoins évoluent avec l'âge, commenta Philippe.

— Ah, c'est vrai, remarquai-je en m'apercevant que je n'avais pas noté ce détail important. Mais cette égalité, quelle libération !

— Certes. Mais elle n'est pas encore réalisée partout. Il y a des entreprises, même des régions entières, qui ont encore besoin de financer l'émulation de leurs membres. Ils ne sont pas mûrs pour l'égalité, qui demande une sérieuse évolution des mentalités.

— Mais vous, ici, vous y êtes arrivés

— On vous a expliqué, je crois, qu'aucun critère ne nous a paru valable, dit Gabrielle.

Philippe commenta :

— On a pu renoncer à la hiérarchie des revenus le jour où on a eu les moyens de produire assez pour satisfaire les besoins de tous.

Et Hélène conclut :

— c'est sans doute cette égalité des moyens qui a le plus contribué à améliorer nos relations. Nous savons fort bien que nous ne sommes

égaux ni en taille, ni en beauté, ni en intelligence. Mais nous sentant égaux en devoirs et en droits, nous estimons devoir l'être en moyens.

— J'ai été frappé de ne jamais rencontrer un malheureux qui tende la main, ou quelqu'un qui fasse la quête pour une bonne œuvre… c'est ce qui m'a fait comprendre qu'il n'est plus nécessaire au stade où en sont les techniques de production, de prendre aux uns pour donner aux autres.

— Vous savez, dit Hélène, que l'intégration de certains marginaux n'a pas été possible ? Quand il s'est agi de leur ouvrir un compte pour leur verser des revenus, ils se sont dérobés : ils n'y croyaient pas ! Mais c'est une catégorie sociale en voie d'extinction car notre société n'en fabrique plus.

— Vous ne devez plus avoir de voleurs non plus ?

— À part les cleptomanes, qui sont des malades, non. Les voleurs n'avaient pas souvent choisi leur métier : c'est le besoin qui les y poussait. Quant aux « hold-up » et autres « casses », ils ne sont plus possibles : la monnaie est quasi entièrement en mémoire d'ordinateurs. Et ceux-ci sont au point pour identifier l'origine des ordres qu'ils reçoivent.

Tandis que je méditais cet aspect de la nouvelle monnaie, Florence m'interpella :

— Je m'étonne, dit-elle, que vous ne vous soyez pas aperçu que la catégorie humaine qui a probablement gagné le plus au changement est celles des femmes. La plupart d'entre elles n'ont eu accès à une vie d'adulte que du jour où elles ont touché des revenus personnels. Avant cette véritable révolution, elles dépendaient entièrement de celui qui les entretenait, père, mari… ou souteneur. Il y avait eu bien des mouvements de libération des femmes, par réaction contre ces situations de famille tellement courantes où le mari était le chef parce que c'est lui qui touchait les revenus. Sa femme, au foyer, pouvait bien travailler trois fois plus dur et être quatre fois plus douée que lui. Aucune importance : puisque c'est lui qui touchait l'argent, c'est lui qui avait tous les droits. Il avait fallu créer, autrefois, des associations d'assistance aux femmes battues, et on déplorait des milliers de cas d'enfants « qui tournaient mal », traumatisés par le climat qui régnait chez eux. Mais la situation resta sans issue jusqu'au jour où chacun fut libre de se dégager parce que chacun touchait ses

propres revenus. L'économie distributive fut une libération pour tous, mais pour bien des femmes elle le fut encore plus que pour les autres.

Philippe se glissa alors, discrètement, avec un petit sourire bizarre.

— Cette situation présente cependant, pour certains, un inconvénient…

Je le regardai avec un peu d'étonnement, me demandant où il voulait en venir :

— Pour d'autres femmes aussi, elle fut la seule libération possible. Je veux parler des prostituées. Vous vous doutez bien que les femmes qui exerçaient ce qu'on disait être le plus vieux métier du monde… ne le faisaient que pour l'argent. Quand toutes les femmes ont touché leur revenu social… il ne s'est en plus trouvé pour arpenter la rue St Denis. Du jour où il n'a plus été possible de payer leurs services, le monde des prostituées a disparu en même temps que celui de souteneur… Dans notre société, l'amour ne peut être intéressé.

— Quelle fichue transformation, dis-je, avec une conviction qui fit éclater de rire tout le monde, tandis que je suivais cette idée.

— Effectivement, ceci n'a pas dû faire l'affaire des tenanciers des quartiers chauds. Kim aurait dû ajouter une virée à Pigalle au programme de mon voyage !

— Pigalle est devenu le quartier des âmes solitaires en quête de l'âme-sœur. Sauf que l'argent n'y mène plus la danse !

Serge profita d'une pause pour ajouter sa note personnelle au lyrisme ambiant :

— Nous avons découvert la richesse des sentiments humains qu'apporte la convivialité quand nous nous sommes libérés du carcan inégalitaire qui disloquait nos motivations… Ce fut un ressourcement, après tant de fourvoiements !

Philippe l'arrêta pour continuer :

— C'est évidemment l'automatisation des tâches de production et des services correspondants qui nous a permis de nous libérer, en supprimant le marché du travail.

Serge continua :

— L'automatisation fut le « trigger »…

Mais Philippe l'arrêta encore :

— L'automatisation fut le détonateur, mais il ne faut pas négliger l'importance d'un autre facteur, né lui aussi des progrès techniques…

— C'est l'informatique, coupa cette fois encore Florence. Enfin, on y vient !

Florence manifestait son intérêt pour le métier qu'elle exerce. Mais Hélène tint à achever d'exprimer la pensée de Serge, encore une fois interrompu :

— Sans l'économie distributive, l'informatisation de la société aurait pu prendre un tout autre aspect : ce sont les grosses sociétés financières qui l'auraient accaparée à leur profit. Il en aurait résulté une domination par certaines multinationales encore plus intolérable que celle des États. On a vu, par exemple, que les gadgets et autres jeux électroniques se sont commercialisés bien plus vite que ne se multipliaient les moyens d'information et de consultation des consommateurs. L'économie distributive est vraiment arrivée juste à temps pour mettre l'informatique au service de tous et non de ses fabricants.

— Et des employeurs : songez aux inconvénients qu'aurait présenté le travail à domicile, que nous apprécions tant aujourd'hui, s'il était développé au temps du salariat : il aurait empêché la concertation des travailleurs, freiné le syndicalisme.

— C'est probable.

— Tandis qu'ici, l'informatique est un des piliers sur lesquels repose l'économie distributive.

— Vous voulez dire que sans elle l'économie distributive n'aurait pas pu s'instaurer ?

— Non, car elle s'imposait par la crise, comme Hélène le rappelait tout à l'heure. Mais je crois que sans l'informatique, l'économie distributive aurait progressé moins vite et peut-être moins bien.

— J'ai vu qu'elle sert beaucoup à la concertation. J'ai apprécié, par exemple au conseil municipal de Bolquère, à quel point chaque habitant, même resté chez lui, pouvait être tenu au courant des discussions, et y participer. Je comprends donc bien que l'informatique aide beaucoup à faire décider par les consommateurs, c'est-à-dire tout le monde, de la production, c'est-à-dire de tout : temps de travail et revenus.

— Exactement : elle sert à la consultation, à l'information continue et elle aide considérablement à l'instruction, et à la culture vécue. La diffusion de la connaissance, insista Florence, a fait un bond en avant, et dans le monde entier, le jour où l'enseignement s'est répandu en cassettes, sans qu'il soit toujours nécessaire de payer un enseignant pour les diffuser. À l'heure où les loisirs faisaient leur apparition dans les couches de la population les moins bien formées jusque là, et qui sont aussi les plus denses, cet apport a été déterminant. Les médecins craignaient pour notre santé l'effet d'une retraite précoce… or cette diffusion de l'information et de la culture, parallèlement à l'augmentation du temps libre même pendant la durée du service social, a réalisé le passage en douceur.

— Cette diffusion aurait bien pu s'étendre sans l'économie distributive !

— Permettez-moi d'en douter : le marché avait besoin d'un public docile, malléable, bien conditionné pour acheter ce qu'on voulait lui vendre. La rétention de l'information, comme celle de la culture et de la connaissance, restait une des dernières armes de l'économie de marché.

Un autre rôle capital qu'a pu jouer l'information quand elle a été mise à la disposition de la société et non plus seulement de quelques spécialistes, c'est qu'elle lui permet de gérer son économie. Grâce à elle, la gestion de la société, en devenant l'affaire de tous, a cessé d'être cette « science » mystérieuse qui faisait paraître les événements économiques imprévisibles et inévitables. Au temps du marché, seule une équipe du MIT avait osé entreprendre une prospective économique au plan mondial, pour le club de Rome. Et elle avait disposé de bien peu de données pour le faire ! Aujourd'hui, dans l'Économie des Besoins, nous avons mis au point des procédés d'estimation qui nous permettent de prévoir, à tout échelon avec

une précision suffisante, les conséquences des décisions que nous prenons. Quand nous créons une entreprise, pour répondre à un besoin ou à un choix, nous pouvons prévoir où nous allons : la création n'est plus entravée par toutes les contingences que créaient la monnaie thésaurisable et ses impondérables, l'inflation, la variation du cours du dollar ou celle des taux d'intérêts.

— Oui, ce côté prévisions économiques m'a étonné. Moi qui suis habitué à l'économie libérale, ou on compte sur l'inconnu pour réguler le marché, j'avoue avoir quelque crainte pour tout ce qui ressemble à une planification qui reflèterait une volonté étatique…

Philippe prit le relais de Florence pour me répondre :

— Rassurez-vous, car c'est la volonté des consommateurs-producteurs (et nous le sommes tous à égalité) qui définit le Plan. Vous savez que nous n'avons plus ces représentants politiques élus sur un programme aussi vague que vaste…

— J'ai vu. Mais alors, comment établissez-vous vos plans de production et vos circuits de distribution ?

— En fonction des besoins, et non plus des moyens financiers. Chaque commune, ou quartier…

— Qui représente, je crois, deux ou trois milliers de personnes ?

— Oui, en moyenne. Chaque commune évalue librement ses besoins, par concertation générale. Comme elle ne peut les assumer tous, elle estime de même ce qu'elle peut offrir pour l'exportation…

— Qui commence dès la commune voisine…

— Bien sûr, car l'exportation est prévue pour être la plus économique possible.

— Ah là, je pense, effectivement, que l'ordinateur doit être très efficace pour optimiser les transports, par exemple.

— Exactement, acquiesça vivement Florence. Mais je ne vous cache pas que nos économistes ont eu du travail pour établir les programmes de calculs nécessaires. Ils n'y étaient pas habitués : ils avaient fait leurs études sous l'ancien régime et, par conséquent, ils ont eu à innover. Je crois,

d'ailleurs, que c'est justement cet aspect qui a attiré les plus ouverts d'entre eux.

— Il est certain qu'une telle optimisation des coûts de transport, au plan global, était impensable en économie libérale !

— Il a fallu tout repenser. Nous avons eu une période de tâtonnements que le manque d'imagination, avant la Guerre Terrible, n'a pas pu nous éviter. Maintenant, des programmes de simulation nous permettent d'avoir des repères sur le chemin accompli. Enfin la durée limitée de nos plans nous facilite la tâche d'optimisation. Et si elle n'est pas parfaite, on essaie de faire mieux la prochaine fois.

— Garder en mémoire tous ces besoins, toutes ces possibilités me paraît énorme. Une région regroupe combien de communes ?

— De l'ordre de mille. Une région a, en moyenne, entre deux et trois millions d'habitants.

— Récapituler les besoins et les possibilités d'un millier de communes, c'est en effet à la portée d'un ordinateur.

— Et le même processus de regroupement est effectué au plan mondial.

— Combien y a-t-il de régions sur la planète ?

— Un peu moins de 2000.

— Cela fait vraiment un grand nombre de données. Un ordinateur peut-il en emmagasiner autant ?

À peine avais-je posé cette question que je pensais que déjà à notre époque, bien des compagnies aériennes, telles Air France, ont des terminaux dans tous les pays. L'ordinateur de la compagnie est assez puissant pour programmer la réservation des places sur toutes les lignes. Et il y a beaucoup de lignes. Et on peut savoir à chaque instant, dans le monde entier, l'état de remplissage de n'importe quel avion. Il doit donc s'agir ici d'un réseau et de mémoires de tailles semblables.

Florence le montrait :

— Depuis longtemps, même dans l'ancien système, les chemins de fer étaient ainsi programmés. Et c'est l'ordinateur du RIR, le Réseau

Interrégional, qui a servi à établir les horaires, en tenant compte des correspondances ; c'est lui qui permet d'établir les réservations des places : il y a bien un ou deux milliers de places dans un train et des centaines de trains par jour !

— Et combien de denrées, combien de services avez-vous à comptabiliser ?

— Vous savez que n'aboutissent à un règlement mondial que les productions ou services qui n'ont pu s'organiser à une échelle plus restreinte…

— Selon votre principe, que j'ai bien retenu, que tout se règle à l'échelle la plus petite possible, ente gens concernés. Si une entreprise ne livre pas dans sa commune ce qu'elle s'est engagée à fournir, c'est l'affaire de la commune. Si c'est à une autre commune qu'elle devait livrer, le débat est élargi. Si une région ne fournit pas sa quote-part prévue, tout le pays est informé et l'ordinateur calcule l'incidence correspondante sur le prix (coefficient de rareté) de cette denrée. Si une autre région propose de se charger de cette production, l'ordinateur calcule l'incidence en durée de travail, en frais de transports, etc. Un débat s'instaure et la décision se prend au plan de toutes les régions concernées ?

— C'est bien ça. C'est pourquoi ce qui fait l'objet d'une gestion mondiale c'est surtout, d'une part les matières premières non renouvelables, et d'autre part la coopération mondiale des services destinée à distribuer les compétences en fonction des besoins.

Les matières premières non renouvelables ne sont plus la propriété exclusive, ni de ceux qui habitent les régions où elles se trouvent, ni de ceux qui, comme certaines grosses multinationales autrefois, se les étaient appropriées. Leur production est organisée au plan global puisque l'avenir de toute la planète est concerné. Cette gestion tient compte à la fois des besoins exprimés dans le monde et des réserves estimées. C'est de cette organisation mondiale qu'est venue la stimulation de tous les procédés de récupération qui ont pris naissance il n'y a pas très longtemps. C'est également cette gestion qui fixe objectivement le prix de ces matières premières, l'un des seuls qui tend à croître à cause de leur rareté

croissante. Ce qui est largement compensé par le prix décroissant des matériaux de récupération et de recyclage.

En ce qui concerne les services, il est apparu également un besoin de gestion mondiale, pour faire face à la disparité des moyens de vie qu'avait créée le monde du profit. Bien des pays, dont le sous-sol, souvent très riche, était exploité au bénéfice d'étrangers, avaient besoin, sans pouvoir les payer, des services de techniciens, de médecins, d'agronomes spécialisés, d'enseignants, etc. Notre politique aujourd'hui est d'estimer que tous les êtres humains doivent avoir accès aussi bien aux richesses du sol ou du sous-sol qu'à celle que permettent les progrès de la connaissance. Nous pensons…

— En vous écoutant, il me revient en mémoire une réflexion que j'aie notée dans un journal, en venant. La voici : « Seul un peuple que n'empoisonne plus son système inégalitaire peut se tourner vers l'encore plus grande et plus scandaleuse inégalité dont souffrent les autres peuples »[17]. Excusez-moi de vous avoir interrompu, dis-je, confus.

— Je vois que vous comprenez bien ce qui s'est passé ici. Maintenant, c'est pour veiller à cette équitable distribution des moyens qu'un organisme mondial a été créé. Son rôle est aussi d'empêcher qu'un peuple, quel qu'il soit, se voit imposer un mode de vie choisi par un autre. Nous pesons que chacun des peuples de la planète doit pouvoir se développer selon le schéma issu de l'imagination collective qui lui est propre, qu'il n'y a pour lui de véritable développement que s'il peut affirmer son droit à la différence. Comme pour les individus.

— Mais dans la pratique, comment cela se passe-t-il ?

— Prenons un exemple. Si les occidentaux, par exemple, ont besoin du nickel de la Nouvelle Calédonie, il n'y a pas lieu d'obliger les Canaques à l'extraire pour eux. Alors, si les Mélanésiens sont demandeurs de quelque chose, l'organisme mondial de gestion leur proposera les termes d'un échange (qui peut d'ailleurs ne pas être direct). Mais si les Néo-Calédoniens se suffisent à eux-mêmes, on leur demandera simplement de laisser les demandeurs de nickel réaliser dans leur sous-sol l'extraction d'une quantité fixée par contrat, après prise en compte de son incidence au plan

écologique. Bien entendu, les termes d'un tel contrat entrent dans le calcul des prix.

— À propos d la fixation des prix, je me demande comment vous vous y êtes pris, au début ?

— Il a bien fallu partir de ce qui existait, pour ne pas semer la panique ! Nous avons donc commencé par geler les prix au niveau moyen du système de marché. Puis nous les avons fait évoluer, en même temps que se transformaient les conditions de production, de transport et de distribution. Comme ces prix fixés permettent d'évaluer le montant de la production totale, cette fixation a permis automatiquement le calcul de la part de chacun, donc du montant du revenu social mensuel.

— Ce qui implique que les prix des biens courants sont fixés uniformément sur la même étendue que celle où le revenu social est le même ?

— Bien sûr. Pour nous, c'est encore à l'échelon de l'ancien État. Pour éviter les disparités dues aux inégalités de moyens qui existent forcément d'une région à l'autre, et à plus forte raison d'une commune à l'autre.

— Je sais, mais ce que j'ai oublié c'est comment sont fixés les prix des services ?

— Notre politique est que le plus grand nombre de services deviennent gratuits, comme le sont déjà tous ceux d'utilité publique : santé, enseignement, culture, information (les télécommunications, la télévision etc.), urbanisme (assainissement, transports urbains) etc. Nous voudrions que tous les services résultent d'une entraide librement consentie, qu'ils soient des actes de convivialité. Pour en arriver là, nous ne misons pas sur une amélioration spontanée de la nature humaine. Nous comptons plus sur le partage du travail : le Service Pénible, par exemple, qui oblige tout le monde à comprendre ce que c'est que d'effectuer certaines tâches : quand on a été balayeur des quais du métro, par exemple, on acquiert le réflexe de ne pas y jeter ses mégots hors des poubelles.

Nous avons maintenu payables à la Société certains services des aides ménagères…

— Danièle m'en a parlé.

— …parce que cela amène tout le monde à moins salir, - et donc permet finalement de diminuer la durée générale du service social dû par tout le monde.

— Je comprends.

Après un moment de réflexion, je commençai à poser mes questions :

— Il reste qu'au point de vue financier, dis-je, ce que je vois le plus mal, c'est le problème des échanges internationaux. Une question me préoccupe. Philippe, vous êtes probablement le mieux placé pour me répondre : l'économie distributive ne s'est pas mise sur pied dans tous les pays simultanément ? Elle a commencé ici ?

— Oui. La France, qui avait été surnommée la Fille aînée de l'Église, est devenue la Mère du Socialisme dans la Liberté. Nous sommes aussi fiers d'avoir été les premiers à proclamer la Déclaration des Droits de l'Homme, que d'avoir été, environ deux siècles plus tard, les premiers à donner à l'Homme les moyens de disposer vraiment de ces Droits !

La conjonction de trois faits nous a aidés, poursuivit Philippe : 1- notre pays se trouvait parmi ceux qui étaient les plus durement confrontés à la crise économique. 2- notre pays a été, parmi ceux-là, le premier à opter pour un programme socialiste à vocation sincèrement humaniste et qui, par conséquent, dut reconnaître l'incompatibilité totale entre le socialisme et loi du marché. 3- c'est dans notre pays qu'était né, depuis des décennies, le mouvement de réflexion qui avait proposé l'économie distributive.

— Mais comment ce système économique a-t-il pu s'établir d'abord dans un seul pays ? Comment avez-vous pu renoncer au profit, avoir une monnaie non thésaurisable et cependant continuer à entretenir des échanges avec les pays voisins ?

— Les échanges avec les pays se réglaient déjà sous forme de contrats ! Ce qu'il a fallu obtenir, c'est que notre pays soit le seul maître de

sa monnaie interne… Ceci s'était d'ailleurs déjà vu dans l'Histoire.

— Mais oui, j'y songe, remarquai-je, nous avons déjà un exemple. Et il fonctionne depuis près de 70 ans ! Les pays capitalistes entretiennent des échanges commerciaux avec les pays dits socialistes et pourtant les monnaie qui a cours dans ces pays n'est pas valable dans les autres, et réciproquement ! Ces échanges commerciaux sont donc du troc de marchandises ou de services, comptabilisés à l'aide de contrats. D'ailleurs, nos hommes d'État depuis des années passent une bonne partie de leur temps en de telles négociations… C'est donc possible, dis-je ahuri.

— Exactement. Nous passions des accords avec n'importe quel pays, qu'il soit en économie libérale ou en économie des besoins : telles marchandises ou tels produits contre tels autres ou tels services.

— Ah mais ceci exclut le commerce privé entre ressortissants de pays différents ?

Philippe m'expliqua :

-Cela n'empêche pas les particuliers de profiter des échanges internationaux. Le tourisme est possible : ceux qui vont dans un sens échangent leur monnaie avec ceux qui vont dans l'autre, par l'intermédiaire de l'Office des Changes. Si aujourd'hui nos amis Maury veulent recevoir des kiwis ou des ananas, Bolquère classe ces fournitures dans ses demandes, car kiwis et ananas peuvent toujours être importés de la Martinique, ou d'ailleurs. Il suffit que la Société Distributive ait quelque chose à offrir en échange et c'est en général le cas, car tout le monde, à la Martinique, ne nage pas encore dans l'abondance.

S'il y a un inconvénient à ces modalités des échanges inter-régionaux, ajouta Philippe en riant, c'est que les terrains du sud de la France ne sont plus achetés par les touristes venus du nord, pour n'y passer que quelques semaines de vacances. C'est aussi que les émirs et les rois du pétrole n'achètent plus les hôtels des Champs-Élysées. C'est, inversement, que cela empêche certains transferts de capitaux qui bouleversaient parfois l'économie : savez-vous à combien on estime les sommes qui ont été transférées depuis la France vers la Suisse, illégalement d'ailleurs…mais, c'était possible… à l'époque de l'élection de F. Mitterrand.

— … ?

— À 400 milliards : soit la moitié du budget du pays. Ce n'est pas rien !

Au moins, maintenant, les richesses de nos régions, nous savons où elles sont : ce sont nos champs, nos entreprises, toutes nos possibilités de production…

— On ne peut pas les passer en fraude…

— Exactement, et nous en profitions TOUS.

— Bien. J'ai compris pour les échanges internationaux. Au fond, cela n'a rien modifié d'essentiel puisqu'aussi bien, et depuis longtemps sans doute, les échanges entre les pays étaient déjà réglés sur la base de contrats visant à l'équilibre, donc quelle que soit la monnaie avec laquelle on estimait les matières de l'échange.

Philippe introduisit une nuance :

— Sauf le fait que nos contrats furent dès lors établis au comptant.

— …Voilà effectivement une mesure qui met automatiquement une monnaie à l'abri des spéculations étrangères…! Ainsi il a donc pu s'écouler beaucoup de temps entre l'installation de l'économie des besoins ici et son installation dans le monde entier ?

— Quelques années. Nos voisins nous ont d'abord observés. Les avis étaient partagé. Un peu comme ils avaient observé la Révolution française : en espérant en tirer un profit quelconque. La différence, tout de même, c'est qu'ils n'ont pas pu mobiliser l'opinion contre les exécutions capitales…

— Car il n'y en a pas eu !

— Non, et personne n'a perdu au changement sauf peut-être quelques très gros actionnaires, très minoritaires. Les revenus qu'ils ont alors touchés les ont calmés très vite, et ils ont avoué avoir beaucoup gagné en tranquillité d'esprit !

— Et les pays occidentaux ont suivi ?

— Oui, parce que la crise économique les y a amenés, comme nous. Alors, quand ils ont vu que cela marchait chez nous, quand ça c'est su, forcément, notre exemple a fait tache d'huile.

— Et le problème du Tiers-Monde ? A-t-il été résolu par la création des organismes de gestion mondiale de l'économie ?

— Le pillage du Tiers-Monde a pris fin en même temps que le profit. C'est d'abord en établissant chez nous des principes économiques plus sains que nous avons contribué à sauver les pays en voie de développement et les peuples voués jusque là à la misère et à la faim. Mais, réciproquement, c'est la Guerre Terrible qui a permis aux pays du Tiers-Monde de faire pression sur notre politique économique. C'est la peur qu'elle a engendrée chez nous, quand nous avons compris que « le Sud » pouvait anéantir les ressources sur lesquelles était fondée la prospérité de l'économie « libérale », qui a accéléré la mise en place d'une organisation mondiale de l'économie, EXCLUANT le profit, répartissant les ressources tant matérielles qu'humaines, par-dessus la souveraineté jalouse des États. Et ce sont, bien évidemment, les États libérés du profit et du salariat qui ont été les premiers et les plus efficaces pour réaliser et soutenir les organismes mondiaux.

— Nous en avons déjà, dis-je, en économie de marché.

— Nous en avions. Mais ils ne pouvaient souvent rien face au pouvoir de l'argent, me répondit Philippe. Prenez l'exemple de la FAO, cette organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture : dès le début, des compagnies agroalimentaires, noyautées par des sociétés commerciales, industrielles et par des multinationales s'y sont infiltrées sous le couvert d'un programme de coopération avec l'industrie. Le résultat d'un tel noyautage ? Voyez par exemple ce qu'on a appelé la révolution verte : les marchands d'engrais ont fait la loi, imposé leurs prix jusqu'à ruiner l'agriculture du Tiers-Monde !

— Maintenant ces organismes sont forcément impartiaux.

— Ou, parce qu'ils sont constitués par des délégués des Régions et qu'il n'existe plus de pouvoir mercantile.

— Oui. Nous avons ressenti, dans tous les domaines, le besoin d'une gestion mondiale, parc que, de plus en plus, les problèmes qui se posaient étaient eux-mêmes au plan mondial : celui des réserves énergétiques, celui de l'alimentation, celui des matières premières, celui de la santé, de l'éradication de certaines maladies, de la préservation de certaines espèces, des épidémies, donc de l'hygiène, celui de la pollution de l'air, des eaux, des océans, celui de la prévision climatique.

— De tout temps, fit remarquer Serge, la science ne pouvait être que mondiale. Elle l'est par essence. Mais que de querelles de clochers l'ont entravée ! Jusqu'au jour où les chercheurs ont imposé leur point de vue : que voulez-vous, pour un astronome habitué à l'échelle des galaxies, une planète est un atome : insécable !

— Quand on a mis au point les moyens d'aller étudier sur place les autres planètes, ce ne peut être que dans un esprit planétaire, ajoutai-je pour montrer que j'avais compris.

— Parfaitement, acquiesça Hélène avec un large sourire approbateur. Mais la libération que fut pour nous l'abolition du profit et du salariat a communiqué ce sentiment mondialiste à d'autres que certains scientifiques. Sur le plan de la solidarité humaine, il nous est apparu vite insupportable qu'aucune autorité mondiale ne soit en mesure de garantir la liberté aux hommes, « à tous les hommes de bonne volonté », quelles que soient leur couleur, leur race ou leurs croyances.

— J'ai toujours dit, glissai-je, que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'empêcherait aucune dictature tant qu'une Cour Suprême de Justice » ne serait pas habilitée à en juger et à faire exécuter ses décisions.

— Sans doute, mais toutes les Cours , les Organisations Internationales de nations unies ou groupées en Sociétés ne pouvaient rien tant que la recherche du profit, de cet argent qui corrompt tout, était le vrai maître des actions humaines !

Je prenais conscience, en écoutant Philippe, de l'énorme importance du message dont j'allais être porteur en revenant quand il poursuivit :

— Et c'est peut-être ailleurs que réside la plus importante des conséquences de l'abolition du profit et du salariat : c'est dans le fait qu'elle a fait disparaître tout intérêt à la poursuite de la course aux armements et en a donc supprimé le commerce, autrefois si lucratif. Commerce contre lequel les organismes les plus actifs, nationaux ou internationaux, étaient impuissants…

Sous la pression des peuples »libérés », un accord s'est vite fait pour exiger la destruction de tout le matériel de guerre. Car, croyez-moi, on ne fait plus croire à ces peuples libres, informés, pourvus, tous les mythes dont on a usé pour entretenir dans les masses le racisme contre l'ennemi ou le mécréant ! Alors cette destruction, et le contrôle nécessaire qu'elle implique, ont été réalisés lorsque l'Organisme de Gestion Mondiale a eu les moyens d'assurer la surveillance constante des armements. C'est-à-dire quand l'OGM a pu lancer un satellite espion, PAX, capable de détecter aussi bien les transports d'armes que les construction d'entrepôts militaires. Il fallait pour cela construire PAX avec la collaboration effective des pays industrialisés…

— Ce dut être difficile à réaliser ?

— Non, depuis longtemps les satellites scientifiques étaient construits conjointement par des laboratoires de plusieurs pays…

— C'est vrai, remarquai-je, en Europe nous avons déjà plusieurs satellites internationaux, grâce à la coordination assurée par l'Agence Spatiale Européenne.

— Ce qui a été déterminant, c'est que notre volonté d'en finit avec les armements et les guerres s'est enfin traduite par la suppression de tout secret militaire. C'est pour cela que PAX a pu être programmé pour diffuser ses observations instantanément dans tous les pays du monde. Car, croyez-nous, la paix implique un monde où règne la vérité, et non pas le secret, ses espions et l'intoxication des esprits.

— Alors si je vous comprends bien, pour arriver à la paix mondiale et définitive, il a fallu : 1- supprimer le profit, 2- organiser une gestion mondiale capable d'entretenir un satellite espion, 3- donner à tous les pays l'accès à ses observations en supprimant la notion de secret militaire ?

— Exactement. Mais comme nous regrettons d'avoir dû passer par la Guerre Terrible pour y arriver ! Que de vies ont payé notre aveuglement !

Ceci est l'essentiel de ce que j'ai retenu au cours de ma dernière soirée.

Le lendemain j'ai retrouvé Kim, et nous avons déjeuné ensemble. Je lui ai fait part de mon émotion, face aux découvertes que j'ai faites, grâce à lui.

— Tu n'as pas pu tout voir, m'a-t-il dit, en si peu de temps. Tu as eu quelques aspects des transformations que nous devons à l'économie distributive. Il en est bien d'autres, et il y en aura bien d'autres. D'autant que chaque groupe humain, chaque peuple, peut aujourd'hui qu'il est libéré, aménager sa vie, sa part du monde, selon ses aspirations propres. Il en résulte une immense diversité, un développement aux multiples aspects : à chacun selon ses besoins ! Ne retiens donc que les deux principes essentiels : suppression du profit et du prolétariat. Tout le reste en découle…

Kim m'a exhorté à avoir le courage d'aider mes semblables en leur apportant mon témoignage.

Épilogue

Me voici de retour en janvier 1982. J'ai le cœur plein du souvenir de cette vie intense qui est celle de mes amis lointains. Mais je suis saisi d'angoisse : vais-je arriver à me faire comprendre ? Comment serai-je reçu en disant à mes semblables : « arrêtez le massacre ! » Vont-ils me croire quand je leur dirai qu'aucun d'entre eux n'a rien à perdre à la disparition du profit et du salariat ? Auront-ils assez de courage et d'imagination pour abandonner les idées toutes faites et prendre en main le destin de notre planète ? Pourrai-je avant ma mort voir la France devenir le berceau du SOCIALISME DANS LA LIBERTÉ ?

Notes

[←1]

Ce livre de J. Duboin a été réédité en 1982

[←2]

Toutes ces références chiffrées proviennent du Quid 1980.

[←3]

« Courrier de l'UNESCO » - Septembre 1980.

[←4]

Cet exemple est donné en détails dans le livre de J. Duboin « Économie politique de l'abondance » publié en 1951.

[←5]

En 1978, étude citée par U.F.C

[←6]

Authentique : il s'agit d'un chercheur du Laboratoire des Recherches physiques de la Sorbonne.

[←7]

Voir numéro spécial de Mai 1981 de « Que choisir ? » (U.F.C.)

[←8]

(« Que choisir » ouvrage cité.)

[←9]

D’après l’enquête de l’Union Fédérale des Consommateurs, acheter un médicament c’est payer en publicité (et pots de vin) 15% de son prix.

[←10]

Voir « Le monde » du 7 novembre 1980.

[←11]

En 1978, évalué par « Business Week ».

[←12]

Allusion au livre de J. Duboin « Kou l’ahuri, ou la misère dans l’abondance », publié en 1934, réédité en 1982.

[←13]

Voir « le Monde » du 15 juillet 1981 : « le jardin et l’ordinateur » par Henri Messerschmitt.

[←14]

En Albanie, de 1970 à 1981, ce rapport n’a jamais dépassé 2,5 (Le Monde, du 14 août 1981).

[←15]

Ce journal mensuel existe depuis 1935.

[←16]

Comme actuellement en Suède.

[←17]

D'après D. Halévy, dans « Le Monde » du 2 janvier 1981.